



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 037

Le jeudi 9 octobre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

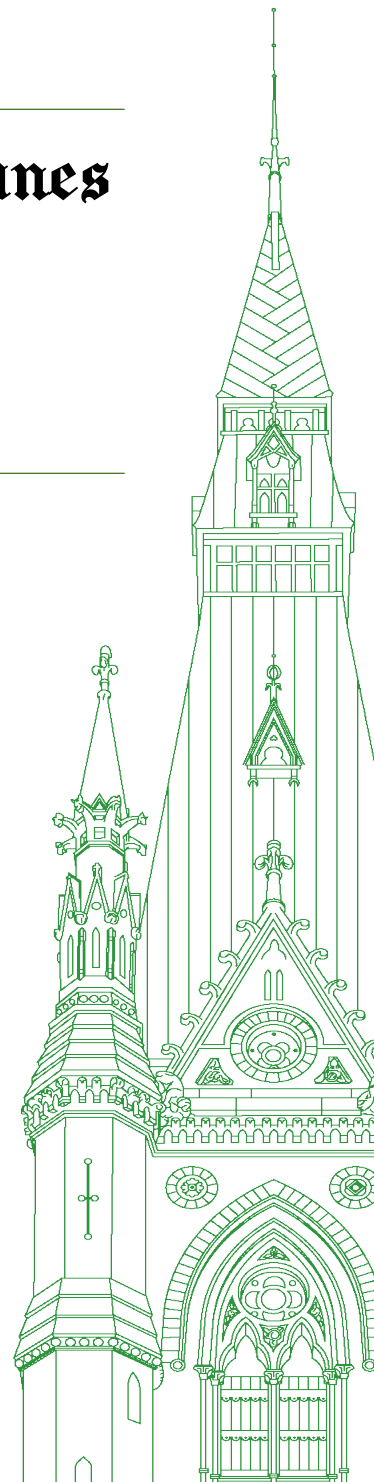


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 9 octobre 2025

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le cinquième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Le Comité signale que, conformément à l'article 91.1(2) du Règlement, le Sous-comité des affaires émanant des députés s'est réuni les 23, 24 et 25 septembre pour examiner les affaires inscrites à l'ordre de priorité et a recommandé que les affaires indiquées dans ledit rapport ne soient pas désignées non votables et qu'elles soient examinées par la Chambre.

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 91.1(2) du Règlement, le rapport est adopté d'office.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le deuxième rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, qui porte sur le projet de loi C-3, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté (2025).

Le Comité a étudié le projet de loi et a convenu d'en faire rapport à la Chambre avec des propositions d'amendement.

[Français]

COMPTES PUBLICS

John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, les deux rapports suivants du Comité permanent des comptes publics.

[Traduction]

Le premier rapport s'intitule « Le programme de modernisation du versement des prestations » et le deuxième, « La modernisation des systèmes de technologie de l'information ».

[Français]

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale à chacun de ces deux rapports.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

L'AGRICULTURE

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'immense honneur de présenter aujourd'hui la pétition électronique e-6778, qui a été signée par plus de 6 203 Canadiens.

Les pétitionnaires sont très préoccupés par les modifications réglementaires proposées à la Loi sur la protection des obtentions végétales du Canada. Ils soulignent que la loi accorde actuellement aux phytogénéticiens des droits exclusifs pendant 20 ans, mais qu'elle protège également les agriculteurs au moyen d'une disposition concernant le privilège accordé aux agriculteurs, qui leur permet de conserver et de replanter des semences provenant de leur propre récolte.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments propose de retirer ce privilège concernant les fruits, les légumes, les plantes ornementales et les variétés hybrides. Les pétitionnaires signalent que cela obligerait les agriculteurs à acheter des semences annuellement, augmenterait les coûts de production, limiterait l'accès à de nouvelles variétés et minerait la capacité des agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques. Ils soutiennent que ce changement éroderait injustement la pratique ancestrale qui consiste à utiliser les semences conservées à la ferme et que le Canada devrait renforcer le système public de phytogénétique.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de renoncer aux modifications proposées.

• (1005)

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais présenter la pétition électronique e-6605, qui a été lancée par une électrice de ma circonscription, Mme Jo-Anne Green, du comté d'Haliburton.

Les 1 100 signataires souhaitent attirer l'attention sur la question de l'usurpation de l'identité autochtone. Ils aimeraient que le gouvernement prenne des mesures pour veiller à ce qu'il y ait une loi contre l'usurpation de l'identité des Premières Nations, des Métis et des Inuits qui inclut des définitions claires, des mécanismes d'application de la loi et des sanctions juridiques pour les gens qui en profitent. Ils énumèrent également un certain nombre d'autres mesures qu'ils aimeraient que la Chambre prenne.

Travaux des subsides

[Français]

L'AGRICULTURE

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, cela me fait plaisir d'appuyer mon collègue de Courtenay—Alberni, ce matin, en présentant une pétition manuscrite qui est dans la même veine.

Les citoyens signataires de la pétition sont très inquiets des modifications au Règlement sur la protection des obtentions végétales. Les propositions mises de l'avant par l'Agence canadienne d'inspection des aliments visent à empêcher les producteurs agricoles de bénéficier de leur droit ancestral d'utiliser les produits de leurs terres pour réensemencer lors des années ultérieures, les forçant ainsi à payer des frais extrêmement élevés chaque année pour utiliser des semences. Une tendance semble se dessiner et les gens nous disent en être inquiets.

Nous voulons protéger l'autonomie des producteurs agricoles, assurer notre résilience alimentaire et, surtout, veiller à ce que le coût de la production agricole n'aille pas en augmentant trop rapidement. La réglementation, c'est une mauvaise tangente du gouvernement. Les gens sont inquiets et nous le signalent. Je demande donc formellement aux gens du gouvernement de tenir compte de cette pétition. C'est très important. Je remercie les gens qui ont lancé la pétition, ainsi que mon collègue de Courtenay—Alberni.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le vice-président adjoint (John Nater): D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE COÛT DES DÉFICITS

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC) propose:

Que, étant donné que,

- (i) en 2015, les libéraux ont promis que les déficits permettraient de stimuler les investissements, mais les investissements par travailleur ont chuté de 10,8 %,
- (ii) les déficits des libéraux ont alimenté l'inflation et fait grimper les taux d'intérêt, tandis que le Canada affichait la plus faible croissance économique par habitant du G7,
- (iii) l'actuel premier ministre libéral suit le même plan et obtient déjà les mêmes résultats, avec 86 000 pertes d'emplois nettes, le deuxième taux de chômage le plus élevé du G7, une inflation des denrées alimentaires deux fois supérieure à l'objectif de la Banque du Canada et 53,9 milliards de dollars d'investissements nets quittant le pays,
- (iv) chaque dollar qui quitte le pays se traduit par une baisse des salaires et des pertes d'emplois pour les travailleurs canadiens,
- (v) chaque dollar dépensé par le gouvernement provient des poches des Canadiens,

la Chambre demande au gouvernement libéral de cesser de copier les politiques ratées de Justin Trudeau et de reconnaître que les déficits font baisser les investissements, perdre des emplois et augmenter le coût de la vie.

— Monsieur le Président, je suis heureuse de présenter cette motion. Je partagerai mon temps de parole avec mon ami de Calgary Crowfoot.

Je me permets une courte digression pour féliciter chaudement mon équipe locale, les Blue Jays de Toronto — qui est aussi notre équipe nationale — d'avoir éliminé les Yankees, pour la plus grande joie de tous les Canadiens. L'équipe du Canada a atteint la série de championnat de la Ligue américaine. Étant une grande admiratrice de cette équipe, cette nouvelle me remplit d'émotion, et je suis sûre que c'est ce que ressentent tous mes compatriotes. Je félicite de nouveau les Blue Jays.

Malheureusement, les députés ministériels n'aimeront pas la suite de mon discours. Tout comme les Jays ont prouvé ce que le travail d'équipe et la discipline peuvent accomplir sur le terrain, imaginons un instant ce que le Canada pourrait accomplir si le gouvernement faisait preuve de la même détermination. Malheureusement, contrairement aux Blue Jays, dont le nombre de points ne cesse de grimper, les seuls chiffres qui grimpent à Ottawa sont les déficits, le taux de chômage et le montant des investissements nets qui se dirigent vers le sud.

Je vais vous raconter une histoire, qui devrait nous servir de mise en garde. Il était une fois, dans un passé pas très lointain, en l'an 2015, un millionnaire détenant un fonds de fiducie dans le monde imaginaire des libéraux qui a décidé de mener une expérience radicale. Il a décidé de dépenser les deniers publics à coup de milliards de dollars pour voir si les budgets pouvaient s'équilibrer d'eux-mêmes. Des gens de partout dans le monde ayant une expertise en finances ou en comptabilité avaient beau lui dire que c'était impossible: Justin Trudeau n'allait pas se laisser dissuader.

Selon l'école de sciences économiques Trudeau, fièrement située à l'université des licornes dans un monde fantaisiste et imaginaire, le fait de nous enfoncer profondément dans les dettes, de jeter l'argent par les fenêtres et de qualifier cela d'investissement allait apparemment nous rendre tous plus riches. Dix ans et des centaines de milliards de dollars plus tard, l'expérience la plus coûteuse de l'histoire du Canada a pris fin, et tous ceux et celles ayant ne serait-ce qu'un peu de bon sens auraient pu prédire ce qui allait arriver. Nous n'avons pas obtenu l'utopie promise où tout le monde a un emploi, où personne n'a besoin de travailler et où personne ne se soucie de la politique monétaire. Au lieu de cela, les libéraux ont doublé la dette et nous ont laissé un taux d'inflation et des impôts plus élevés et des chèques de paie réduits.

Cela est vrai aujourd'hui. Notre niveau de vie, tel qu'il est mesuré par les économistes, a stagné et continue de se dégrader. Au lieu d'accroître la prospérité, nous avons perdu des investissements étrangers évalués à un demi-milliard de dollars, l'investissement par travailleur a chuté de 10,8 %, et la productivité de notre main-d'œuvre est en déclin. Pendant tout ce temps, il a déclaré que ceux qui mettaient sa vision en doute le faisaient au détriment du Canada et il les a qualifiés de racistes et d'alarmistes, en disant que la planète allait brûler. Il a traité ces personnes de tous les noms possibles uniquement parce qu'ils avaient décrit la réalité.

Quand les Canadiens se sont finalement affranchis plus tôt cette année du régime de Justin Trudeau axé sur les dépenses et les impôts élevés, ils ont poussé un soupir de soulagement parce que le nouveau venu était censé agir différemment et mieux. Il a dit qu'il était un économiste au courant du fonctionnement des marchés, qu'il réduirait les dépenses effrénées et qu'il stimulerait les investissements ici au Canada. Il a affirmé qu'il ferait les choses différemment et qu'il conclurait un accord commercial avec les États-Unis.

Voilà où nous en sommes. Tout d'abord, il a gardé les mêmes ministres, c'est-à-dire le ministre des Finances, le ministre du Commerce intérieur, la ministre de l'Emploi, la ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Justice. La majorité des occupants des banquettes ministérielles sont les mêmes, il ne s'agit donc pas véritablement d'un nouveau gouvernement. Au lieu de se battre pour le Canada et de jouer du coude, le premier ministre a, comme sa ministre l'avait annoncé, apporté une calculatrice dans un combat au couteau. De plus, il a offert un cadeau de 1 billion de dollars à Donald Trump, 86 000 emplois ont été perdus ici même au Canada et les droits de douane américains sur nos produits ont doublé.

Le premier ministre ne dépense pas moins, il dépense davantage. Justin Trudeau a été le premier ministre le plus dépensier de l'histoire du Canada. Cette année, on avait prévu que les libéraux dépenseraient 42 milliards de dollars. Or, le directeur parlementaire du budget affirme que le nouveau premier ministre va dépenser 60 % de plus, et ce montant ne fait qu'augmenter. D'une manière ou d'une autre, le nouveau premier ministre a trouvé le moyen de dépenser plus que l'homme qui a dépensé plus que tous les autres premiers ministres réunis. Pour la gouverne des téléspectateurs, dépenser 26 milliards de dollars de plus revient à creuser le déficit, et non à le réduire. Cela signifie moins d'argent dans les poches des contribuables. Le premier ministre espère qu'ils ne s'en apercevront pas.

● (1010)

Les libéraux répètent aux Canadiens, comme ils l'ont fait en 2015, que l'argent est un investissement et qu'il est censé créer plus d'emplois. Cependant, voici comment les chiffres s'additionnent. Nous avons perdu 54 milliards de dollars d'investissements nets en l'espace de six mois au profit des États-Unis; 86 000 emplois ont disparu et nous avons l'économie qui se contracte le plus rapidement parmi les pays du G7, avec le deuxième taux de chômage le plus élevé, au lieu d'avoir l'économie la plus forte du G7, comme le premier ministre l'a promis sur toutes les tribunes électorales.

Ces chiffres ne sont pas que des statistiques; ils ont de graves conséquences sur la vie des gens, leur famille et leur chèque de paie. Chaque perte d'emploi dans un endroit comme Windsor, Oshawa ou Ingersoll signifie qu'une autre famille ne sait pas comment elle va pouvoir se nourrir. Chaque perte d'emploi signifie qu'un père devra annoncer à ses enfants qu'il n'a plus de travail. Toute personne qui souhaite travailler et ne trouve pas d'emploi est privée de la dignité que procure l'emploi.

Ce sont là les conséquences réelles de ces chiffres impressionnants. Quand une personne qui occupe un, deux, voire trois emplois n'a pas les moyens d'acheter les produits de base à l'épicerie, c'est l'échec du principe selon lequel quiconque travaille dur dans ce pays devrait pouvoir s'en sortir. C'est pourquoi nous nous battons. Nous nous battons pour chaque Canadien qui est oublié et laissé pour compte en raison des gros chiffres dont les libéraux sont la cause.

Travaux des subsides

Pour ceux qui mesurent leur richesse à l'aune des indices boursiers ou des portefeuilles, le premier ministre est leur homme. Cependant, ceux dont la richesse provient d'un salaire sont trahis par ce système. C'est pourquoi il est si irritant de voir le premier ministre et le gouvernement libéral faire exactement le contraire de ce qu'ils avaient dit. Il est particulièrement exaspérant de constater qu'après s'être adressé aux Canadiens en temps de crise et leur avoir donné sa parole et de l'espoir, le premier ministre a complètement oublié tout ce qu'il avait dit pendant la campagne électorale. Pire encore, il n'a peut-être jamais eu l'intention de tenir ses promesses.

Le gouvernement libéral dépense tout cet argent depuis six mois sans aucun plan et sans rendre de comptes sur la façon dont il procède. Le directeur parlementaire du budget, qui est le gardien de la rigueur budgétaire dans cette enceinte, dit que le gouvernement n'a absolument aucune cible budgétaire. Ceux qui ont écouté le premier ministre ont peut-être entendu bien des discours à propos du budget de fonctionnement par opposition au budget d'investissement. Je peux garantir aux députés que les libéraux répondront ainsi neuf fois sur dix lorsque les conservateurs évoqueront les dépenses incontrôlées.

Il ne s'agit pas d'un plan visant à équilibrer le budget. Il s'agit simplement d'une proposition absurde visant à déplacer les limites. Les libéraux modifient leurs normes de déclaration d'une façon qui, selon le surveillant des finances non partisan, entraînera une baisse de la transparence et ne respectera même pas les normes internationales.

Pourquoi les libéraux agissent-ils ainsi? C'est tout simple: ils ne peuvent pas freiner les dépenses, mais ils veulent se vanter d'équilibrer le budget sans le faire. Pour y parvenir, ils modifient simplement leur mode de calcul. C'est ce que nous observons chez les libéraux. C'est comme si quelqu'un affirmait avoir couru un marathon, mais qu'il avait discrètement avancé la ligne d'arrivée de 20 mètres.

Rien de cela n'équivaut à de la responsabilité financière; il s'agit plutôt de théâtre financier. Nous le constaterons le 4 novembre. Les libéraux tentent de dissimuler une autre promesse non tenue par le premier ministre et le gouvernement, qui est en grande partie constitué des mêmes ministres que le gouvernement précédent, comme on peut le voir sur les banquettes avant. Cette dissimulation ne pourra pas durer. L'heure de vérité approche. Le chien de garde des finances dit que nous sommes « au bord du gouffre ». Autrement dit, le gouvernement dépense au-delà de nos moyens.

Une dette plus lourde et des paiements d'intérêts plus importants se traduisent par des hausses de taxes et d'impôts, une poussée inflationniste, moins d'emplois pour les Canadiens et moins d'argent pour les dépenses essentielles, comme les services aux Canadiens. Nous devons nous sortir de ce cercle vicieux. C'est ce qu'a dit le chien de garde des finances.

● (1015)

Il est temps de cesser de jeter l'argent des contribuables par les fenêtres, et il est plus que temps de mettre aux oubliettes le roman fantastique de Justin Trudeau sur l'économie, d'arrêter de faire comme lui et de copier son œuvre. Commençons plutôt à vivre dans le vrai monde, où des personnes réelles vivent d'un chèque de paie à l'autre, où les pertes d'emploi se multiplient et où l'espoir a été anéanti.

Travaux des subsides

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, il est triste que l'opposition continue de répandre un message qui sème la division à un moment où tous les Canadiens devraient s'unir avec fierté et courage pour relever les défis auxquels ils sont confrontés. La députée a dit que ces chiffres ne sont pas des statistiques, et elle a raison. Ce sont des slogans.

Les vraies statistiques sont les suivantes. Nous avons la meilleure cote de crédit au monde, soit la cote AAA. Nous affichons le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. Nous avons l'un des taux de croissance les plus élevés du G7 depuis 2020. Le Fonds monétaire international et l'OCDE prévoient que le Canada connaîtra la plus forte croissance économique du G7 cette année. Voilà de véritables statistiques.

La députée a également indiqué que le premier ministre a oublié ce qu'il a dit pendant la campagne électorale. Je lui rappelle que nous avons augmenté le salaire des militaires, réduit les impôts des Canadiens et créé le Bureau des grands projets et l'agence Maisons Canada.

La députée nous appuiera-t-elle?

• (1020)

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, les libéraux ont raison de dire que la fierté canadienne nous unit. Ils pourraient en parler au premier ministre, qui a délocalisé son entreprise à New York parce qu'il s'est rendu compte que ses propres politiques nuiraient aux investisseurs dans cette entreprise. Ils peuvent bien parler de fierté nationale au premier ministre, qui ne paie pas ses impôts au Canada. Ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent au travailleur d'Oshawa qui vient de perdre son emploi parce que le premier ministre n'arrive pas à conclure un accord sur l'automobile. Ils peuvent lui répéter que le ratio dette-PIB est bon, mais que vont-ils lui dire quand il ne pourra plus nourrir sa famille? Que vont-ils lui dire quand il recevra son avis de licenciement? Que diront-ils aux 86 000 travailleurs qui ont été licenciés dans notre pays parce que les investissements ont fui vers le sud?

Qu'est-ce que les libéraux diront à toutes ces personnes dont les moyens de subsistance sont menacés parce que le gouvernement ne parvient pas à contrôler son besoin irrépensible de dépenser?

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, le discours que ma collègue de Thornhill a fait un peu plus tôt était très intéressant.

Je trouve que cette motion des conservateurs fait enfin une proposition à laquelle le Bloc québécois peut adhérer. Bien sûr, il est très facile de dire que la gestion de ce gouvernement est absolument déficiente. On se rend compte qu'on s'enfonce de plus en plus. C'est un gouvernement qui doit gérer une crise financière pour les familles québécoises et canadiennes et qui, en arrivant au début de son mandat, décide de se priver d'à peu près 90 milliards de dollars de revenus possibles, notamment en n'imposant pas les contre-mesures tarifaires, en abolissant la taxe sur les services numériques, et j'en passe.

C'est bien beau, l'austérité qui est proposée par les conservateurs, et nous sommes d'accord qu'il faut mettre un peu plus de rigueur dans la gestion des finances du gouvernement. Cependant, que proposent les conservateurs pour stimuler l'économie? Ce n'est pas tout de faire des compressions, il faut aussi mettre en place des mesures

qui vont faire que les entreprises prospèrent et décident d'investir dans l'économie.

[Traduction]

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je suis heureuse que mon collègue comprenne enfin ce que le gouvernement propose.

Les conservateurs ont répété à maintes reprises que nous devons bâtir l'économie canadienne avec des travailleurs canadiens et des investissements canadiens, notamment en supprimant le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier afin que le pipeline qui aurait pu être approuvé il y a 10 ans, et qui est à nouveau à l'ordre du jour, puisse être rempli de pétrole, et afin que nous puissions libérer la capacité du secteur privé à investir ici en réduisant les formalités administratives et la réglementation.

Le député a entendu ce plaidoyer à maintes reprises, et je suis heureuse qu'il prenne enfin la parole pour s'opposer aux dépenses inconsidérées du gouvernement.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je suis très surpris par les questions des libéraux. À les écouter, la situation n'a jamais été aussi bonne, tout va pour le mieux au Canada et, après 10 années de vandalisme économique et financier, les Canadiens devraient féliciter le gouvernement pour son excellent travail. Les libéraux ont brisé chacune de leurs promesses à l'égard des déficits, de la dette, ainsi que des cibles ou garde-fous budgétaires, ou peu importe comment on veut les appeler.

La députée veut-elle profiter du temps qui lui reste pour ajouter quelque chose sur le sujet?

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je dirai ceci: en temps de crise, le premier ministre s'est adressé aux Canadiens pour leur demander leur appui. Il leur a promis d'être l'homme qui parviendrait à négocier une entente en temps de crise.

Depuis qu'il est devenu premier ministre, comme je ne cesserai de le rappeler à la Chambre, 54 milliards de dollars d'investissements nets se sont envolés au sud. Il promet de faire passer ce montant à 1 billion de dollars sans avoir l'assurance de voir ne serait-ce qu'un dollar de retombée ici. Le Canada a perdu 86 000 emplois et nous avons le deuxième taux de chômage le plus élevé au pays. Il n'y a pas de quoi être fier. Assurément, notre pays a connu des jours meilleurs.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC) Monsieur le Président, c'est 100 milliards de dollars. Non, ce n'est pas la rançon exigée par le Dr Denfer au monde entier. C'est à la une du *National Post* aujourd'hui. Le déficit potentiel qui sera déposé dans le budget de novembre s'élève à 100 milliards de dollars. C'est à la une du journal aujourd'hui.

Il est important de nous demander comment nous en sommes arrivés là. Un déficit de 100 milliards de dollars, c'est énorme. C'est presque le double du transfert national aux provinces pour les soins de santé. C'est le montant des emprunts supplémentaires qui s'accumulent. Les intérêts qui en découlent finiront par nous empêcher de dépenser de l'argent pour les soins de santé, la défense nationale et toutes les choses dont les Canadiens dépendent de la part de leur gouvernement.

Travaux des subsides

Comment en sommes-nous arrivés là? En 2015, le gouvernement a promis qu'il ferait de légers déficits pendant trois ans. Il était le seul parti à avoir fait cette promesse lors de ces élections. Même le NPD savait à l'époque que nous ne pouvions pas emprunter indéfiniment en toute impunité. Le Parti libéral était le seul parti à promettre un déficit. Il affirmait que les déficits étaient acceptables. Il s'agirait d'un déficit à court terme. Il allait réaliser des investissements historiques dans les infrastructures nationales. Il allait investir. Ses déficits étaient des investissements, qui permettraient au budget de s'équilibrer tout seul et d'améliorer la prospérité de la population.

Nous voici, 10 ans plus tard. Nous avons un déficit structurel incontrôlable qui approche les 100 milliards de dollars par an.

Lorsque les libéraux ont été élus, cette promesse de déficits limités suivis d'un budget équilibré a été immédiatement abandonnée. Il n'en a plus jamais été question. Bill Morneau était le ministre des Finances. J'ai assisté à de nombreuses périodes de questions. Ce ministre a comparu devant le comité des finances. Il n'a jamais reconnu cette promesse solennelle qui, de toute évidence, était un point de différenciation entre les partis.

C'est en partie grâce à cette promesse que le gouvernement a été élu, et c'était un mensonge. Ce que les libéraux avaient promis pendant la campagne électorale était manifestement faux par rapport à ce qu'ils ont fait une fois au pouvoir. Ils ont été élus. Ils ont adopté une série de projets de loi anti-entreprises, anti-emploi et anti-industrie, comme le projet de loi C-69 et le projet de loi C-48. Ceux-ci ont entraîné une fuite immédiate de capitaux hors du Canada. Dès l'élection du gouvernement, 200 milliards de dollars provenant du seul secteur de l'énergie ont quitté le pays. Un demi-billion de dollars d'investissements ont quitté le Canada depuis l'élection du gouvernement.

Nous sommes ici aujourd'hui pour demander au gouvernement de cesser de reproduire la stratégie qui nous a mis dans cette situation. Ces déficits structurels incontrôlables ont commencé sous le gouvernement libéral. Il avait hérité d'un budget équilibré. C'est clair. Un budget équilibré a été déposé en 2015. Les contrôleurs financiers qui suivent les dépenses ont montré que nous étions en bonne voie d'équilibrer le budget jusqu'à ce que le gouvernement libéral engage de nouvelles dépenses. Il a reçu un budget équilibré. Il en a hérité. Il l'a immédiatement dépassé.

La fuite des capitaux résultant de leurs dépenses incontrôlées et de leurs lois anti-industrie s'est immédiatement déclenchée et a commencé à engendrer ce que ces politiques ont toujours provoqué partout où elles ont été appliquées: elles ont conduit à l'inflation. Nous avons des déficits incontrôlables. Nous avons de l'inflation. Nous faisons face à une crise du coût de la vie. Nous avons la pire économie du G7 à l'heure actuelle. Les libéraux parlent toujours du G7 et prétendent que nous serons les meilleurs du G7. Eh bien, nous sommes les pires. Notre économie ne croît plus par habitant. En fait, elle s'est contractée. Elle est inférieure, par habitant, à ce qu'elle était en 2014, la dernière année du gouvernement Harper. Le PIB par habitant est plus faible aujourd'hui qu'en 2014.

Pensons-y. Cela signifie que les Canadiens s'appauvrissent au fil du temps. Je ne pense même pas qu'une période de 10 ans couvrant la Grande Dépression révélerait une période aussi longue et aussi soutenue de baisse du PIB par habitant ou de contraction du PIB.

• (1025)

Le gouvernement fait baisser les salaires, perd des emplois et des investissements. Nous lui demandons de faire marche arrière et de s'attaquer sérieusement au budget.

Cela nous amène à l'actuel premier ministre. Comme d'autres l'ont fait remarquer, c'était l'homme qui était censé savoir quoi faire. Dix ans de Trudeau, c'en était assez. Nous avions besoin d'une personne sérieuse et d'un adulte responsable. Ils ont changé de chef, et cet individu qui était censé être l'adulte responsable, qui s'y connaissait en finance grâce à son merveilleux CV, est arrivé et a déclaré que la crise était grave, que nous allions prendre les choses au sérieux, freiner les dépenses et reprendre le contrôle des finances publiques, afin de pouvoir faire croître l'économie et relever les défis actuels.

Que s'est-il passé depuis?

Il n'a rien fait de tout cela. C'est un premier ministre qui a promis aux Canadiens qu'il allait mettre un frein au gonflement général du gouvernement sous l'administration libérale. La taille de la fonction publique au Canada est la seule chose qui ait augmenté sous ce gouvernement. Ils ont ajouté 100 000 fonctionnaires fédéraux, mais les services ne s'améliorent pas pour autant pour les Canadiens. Ils n'arrivent à rien gérer du tout. L'Agence du revenu du Canada compte 59 000 employés, et ils n'arrivent toujours pas à répondre au téléphone.

Le gouvernement était censé avoir quelqu'un de sérieux aux commandes à présent, quelqu'un qui allait prendre le contrôle de nos finances et maîtriser le budget. Ce n'est pas ce qui s'est produit.

Les libéraux ont promis, pendant la campagne électorale, de limiter et de réduire les dépenses pour les services d'experts-conseils. Or, dans le premier budget des dépenses qu'ils ont présenté, ils sont passés de 19 à 26 milliards de dollars, si je ne m'abuse. Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais c'est ce dont je me souviens.

Ils ont augmenté leurs dépenses pour les services d'experts-conseils. Ils ont dit aux Canadiens qu'ils allaient y mettre un frein, que c'était tout l'intérêt du changement à la direction du parti et que le style adopté était différent.

Ils continuent de dire qu'il s'agit d'un nouveau gouvernement, bien que les ministres soient les mêmes et que les politiques n'aient pas changé depuis 10 ans. Rien n'a changé.

La présentation d'un nouveau budget approche. J'ajouterais que le phénomène de la fuite de capitaux s'est accentué depuis la perte de 500 milliards de dollars sous le gouvernement qui a précédé l'arrivée de l'actuel premier ministre. En effet, 60 milliards de dollars supplémentaires sont sortis de l'économie canadienne.

Lorsque les investissements sortent du pays, cela signifie qu'ils ne sont pas alloués aux usines, à l'équipement et à la technologie qui contribueraient à améliorer la productivité et à accroître les revenus des Canadiens, à leur offrir une meilleure qualité de vie et à les aider à composer avec l'inflation qui s'est installée sous ce gouvernement.

Ce n'est toutefois pas ce qui se produit. Les salaires n'augmentent pas, contrairement au chômage. Dans ma ville, Imperial Oil a annoncé le licenciement de 900 personnes d'un seul coup, la semaine dernière.

Travaux des subsides

Les libéraux ont passé les 10 dernières années à chasser les investissements et les emplois du pays, en particulier dans le secteur de l'énergie. Nous leur demandons de tenir la promesse qu'ils ont faite pendant la campagne électorale et de prendre enfin le budget au sérieux. Au cours des deux dernières semaines, le rapport présenté par le directeur parlementaire du budget et le témoignage de ce dernier devant un comité ont tout simplement été accablants.

Le directeur parlementaire du budget a déclaré que le plan financier du gouvernement était insoutenable. Il a qualifié ce plan de « stupéfiant ». Il a déclaré qu'il était « insoutenable ».

Les libéraux disent toujours qu'ils utilisent différents indicateurs, comme la baisse du ratio dette-PIB. Lorsque ce ratio a commencé à augmenter, ils se sont mis à parler de notre cote de crédit AAA. Ils changent toujours leurs objectifs en cours de route.

D'ailleurs, cette cote de crédit est menacée. Les libéraux essaient de tromper les Canadiens avec une nouvelle méthode comptable alors que leurs déficits continuent de se creuser.

Il est temps que la Chambre somme le gouvernement libéral de cesser de plagier les politiques ratées de Justin Trudeau et de reconnaître que les déficits font baisser les investissements et les emplois et augmenter le coût de la vie.

● (1030)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, parlons des déficits et de l'excédent important laissé par les conservateurs, auquel le député a fait allusion dans son discours.

Stephen Harper a enregistré trois excédents. Le premier s'élevait à 13 milliards de dollars. Comment s'est-il retrouvé avec tel excédent? C'est Paul Martin qui le lui a laissé l'année précédente. Après sa deuxième année à la Chambre, M. Harper a enregistré un excédent de 9 milliards de dollars. Après cela, les déficits se sont succédé.

Le député a parlé d'un excédent laissé en 2015. Comment les conservateurs ont-ils fait pour laisser cet excédent?

Ils ont amputé le budget destiné aux anciens combattants et ils ont réduit les investissements militaires à moins de 1 % du PIB pour la première fois dans l'histoire du Canada.

Le député pourrait-il expliquer comment cet excédent important laissé en 2015...

● (1035)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Calgary Crowfoot a la parole.

Pat Kelly: Monsieur le Président, les observations du député illustrent parfaitement ce que les conservateurs essaient de dire. Il y a eu cinq premiers ministres entre les deux Trudeaus, et ils ont tous pris la responsabilité financière au sérieux...

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Brian Mulroney n'a pas enregistré un seul excédent.

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Cela relève du débat.

Le député de Calgary Crowfoot a la parole.

Pat Kelly: Monsieur le Président, le député a raison. Brian Mulroney a hérité d'une situation désastreuse, pire encore que celle que

nous connaissons aujourd'hui. Neuf ans n'ont pas suffi à Brian Mulroney pour réparer les dégâts que Pierre Trudeau a causés au pays. Chaque fois qu'un Trudeau dirige le pays, il détruit l'industrie énergétique de ma ville et sème le chaos financier et économique chez les Canadiens.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, c'est toujours amusant d'être ici et d'écouter mes amis conservateurs et libéraux s'obstiner, comme on dit chez nous, à savoir qui a fait le moins gros déficit ou le plus gros surplus. En fait, chaque fois qu'il y a eu un surplus au Canada, notamment sous Paul Martin, cela s'est fait sur le dos des provinces en coupant dans les transferts aux provinces. On n'a fait aucune économie nulle part ailleurs. C'est le premier point.

Le deuxième point concerne mon ami conservateur, que je tiens à féliciter pour son discours. Je suis d'accord avec lui: la gestion des finances publiques est présentement une catastrophe du côté libéral, et ce, depuis très longtemps. Une des raisons pour laquelle c'est une catastrophe, ce sont les subventions à l'industrie pétrolière.

Si l'on veut une saine gestion des finances publiques, est-ce que mes amis conservateurs sont d'accord avec moi pour dire qu'il faut mettre fin aux subventions aux compagnies pétrolières?

[Traduction]

Pat Kelly: Monsieur le Président, voici un exemple précis de ce qui s'est produit sous le gouvernement libéral. De temps à autre, nous entendons les ministériels se féliciter pour le pipeline Trans Mountain. Ils se flattent d'avoir nationalisé une infrastructure privée qu'ils ont subventionnée, ce qui a coûté une somme astronomique. Nous avons donc fini par utiliser des fonds publics pour construire quelque chose qui aurait dû être construit par le secteur privé. Le pipeline aurait été construit par le secteur privé si le gouvernement n'avait pas chassé les investissements hors du Canada.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de son discours. Il était excellent, mais je ne m'en réjouis pas. Je ne me réjouis pas que nous, en tant que parti d'opposition, ayons dû présenter la motion à la Chambre.

Je me demande pourquoi. Pourquoi le premier ministre mène-t-il le pays à sa perte? Il vient du secteur privé. Il possède une fortune personnelle. Ne se cause-t-il pas du tort à lui-même en imposant au pays des politiques désastreuses?

Pat Kelly: Monsieur le Président, le premier ministre est probablement bien à l'abri des dommages qu'il cause au pays. Pour ce qui est des raisons ou des motifs qui justifient ses décisions, je vais laisser aux libéraux le soin de les expliquer. Je ne sais pas du tout pourquoi ils saccagent les finances et l'économie du pays. J'aimerais qu'il en soit autrement.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'éprouve un grand respect pour mon collègue, mais comme il a mentionné les 900 mises à pied d'Imperial Oil, je me dois de souligner qu'au dernier trimestre, les actionnaires de la société ont touché 367 millions de dollars en dividendes. Évidemment, nous voulons tous que l'entreprise se porte bien.

Toutefois, les conservateurs et les libéraux ne conviennent-ils pas qu'un impôt sur de tels profits excessifs contribuerait à réduire les déficits budgétaires du gouvernement?

Pat Kelly: Monsieur le Président, le phénomène du rachat d'actions est symptomatique de l'état épouvantable du climat d'investissement au Canada. En général, les entreprises adorent investir dans des usines, du matériel, des technologies et tout ce qui peut augmenter la productivité, mais au Canada, l'occasion n'est pas là.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les députés de ce côté-ci de la Chambre ne sont pas surpris que les conservateurs aient en quelque sorte présenté une autre motion de l'opposition dans laquelle ils veulent dire que nous sommes différents. Je partagerai mon temps de parole avec le secrétaire parlementaire du premier ministre. Je remercie le député de ce rappel, même s'il est très décevant, j'en suis sûr, pour les députés d'en face.

Les conservateurs ont présenté une sacrée motion de l'opposition qui, une fois de plus, tente de dépeindre faussement le gouvernement sous un jour négatif. Je pense qu'ils doivent reprendre contact avec la réalité. Un de mes collègues a dit que le Parti conservateur était comme un parti d'opposition professionnel.

• (1040)

Bob Zimmer: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je m'interroge sur l'utilisation du terme « faussement » par le député. Je pense que nous n'avons pas le droit de dire quelque chose indistinctement...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Le secrétaire parlementaire peut intervenir très brièvement au sujet du même rappel au Règlement.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, l'intervenant précédent a utilisé le mot « mensonge ». Les députés remarqueront que je n'ai pas interrompu son discours.

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Nous entrons dans un débat. Ceci relève du débat. Le mot « faussement » n'est pas un terme non parlementaire.

Le député a raison de dire que le mot « mensonge », lui, l'est. Si je ne l'ai pas entendu pendant les commentaires, c'est moi qui suis à blâmer.

Le secrétaire parlementaire peut poursuivre.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député de Calgary Crowfoot pourrait toujours se lever et s'excuser...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. J'espère que l'intervention du député ne relèvera pas elle aussi du débat.

Le député de Calgary Crowfoot a la parole.

Pat Kelly: Monsieur le Président, sur ce rappel au Règlement, je n'ai certainement pas fait référence à un député ou à une déclaration, alors je ne crois pas que la moindre règle ait été...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Nous sommes vraiment en plein débat.

Pat Kelly: Je retire ce mot.

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je vais présumer que tous ces rappels au Règlement sont calculés et j'obtiens une minute de plus chaque fois que l'opposition prend la parole.

L'opposition parle de changement. Elle affirme qu'il n'y a pas eu de changement. Ce n'est tout simplement pas vrai. Le fait est que

Travaux des subsides

nous avons eu des élections il y a quelques mois à peine. Je vais rappeler à mes amis de l'opposition ce qui s'est passé lors de ces élections.

Le chef du Parti conservateur et le chef du Parti libéral ont eu l'occasion de présenter aux Canadiens ce qu'ils avaient à offrir compte tenu des circonstances. Les circonstances étaient nombreuses. Nous avions les droits de douane imposés par le président Trump et les enjeux commerciaux. Nous avions des problèmes liés à la criminalité et à la sécurité dans nos collectivités.

Les Canadiens ont fait la comparaison. D'après ce que j'ai pu constater en faisant du porte-à-porte, je pense que les Canadiens se sont intéressés au profil de ces dirigeants. Ils ont vu dans le chef du Parti libéral un ancien gouverneur de la Banque du Canada, un ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, un économiste et quelqu'un qui comprend l'économie. Ils ont comparé cela au chef du Parti conservateur. Qu'ont-ils vu? Pas grand-chose. C'est un politicien. Je suis politicien depuis pratiquement aussi longtemps, voire un peu plus longtemps que lui. C'est une profession honorable. Cependant, en fin de compte, même moi, j'ai plus d'expérience en dehors de la politique que le chef de l'opposition officielle.

Je peux dire que, lorsque les Canadiens ont examiné la situation dans laquelle nous nous trouvions, ils ont voté en nombre record pour le chef du Parti libéral et le Parti libéral. Jamais auparavant le Parti libéral du Canada n'avait obtenu autant de voix qu'aux dernières élections. Je considère cela comme l'obligation pour nous tous, non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour l'opposition, de reconnaître notre responsabilité envers les Canadiens, les personnes que nous représentons.

L'année précédente, le chef du Parti conservateur a parcouru tout le Canada, d'un océan à l'autre, en affirmant que le pays était brisé. C'était le message que les conservateurs voulaient faire passer. C'était leur slogan. Ils ont insulté les Canadiens de toutes les régions du pays. Au bout du compte, on pourrait penser qu'ils en ont tiré des leçons. Cependant, une fois de plus, le Parti conservateur, en particulier son chef, se comporte comme le prince des ténèbres, jetant une ombre sinistre sur l'ensemble du Canada. Il ne voit que les aspects négatifs...

Ted Falk: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je m'oppose aux propos tenus par le député d'en face. Nous savons tous ce qu'est le prince des ténèbres, et le député aussi. Je demande qu'il retire ses paroles.

• (1045)

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, au sujet du même recours au Règlement, quand j'étais député provincial, Gary Filmon, un progressiste-conservateur, qualifiait souvent le chef du NPD de prince des ténèbres. Je pensais sincèrement que c'était...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Soyons tous judicieux dans le choix de nos propos et évitons d'utiliser des mots qui pourraient causer des perturbations.

Je demande au député de poursuivre son intervention. Il lui reste 5 minutes et 49 secondes.

Travaux des subsides

Hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, les conservateurs aiment citer les statistiques et créer l'impression que tout est toujours brisé au Canada.

Voyons les genres de choses accomplies, à l'issue des dernières élections, par le premier ministre et le gouvernement, que ce soit l'élimination de la taxe sur le carbone — une mesure prise pratiquement au moment où le premier ministre est devenu chef du Parti libéral — ou les premiers projets de loi d'importance déposés après les élections, soit les projets de loi C-4 et C-5. Le projet de loi C-4 a procuré un allègement fiscal à 22 millions de Canadiens.

Ensuite, nous avons présenté le projet de loi C-5 pour bâtir une économie canadienne unifiée. De ce côté-ci de la Chambre, au sein du caucus libéral, il existe une volonté d'édifier un Canada fort. Nous sommes résolus à faire de notre pays l'économie la plus forte du G7, contrairement à ce que les conservateurs affirment jour après jour.

Nous pouvons examiner certaines des statistiques fondamentales. Voyons quel est le taux de participation au marché du travail et comparons-le à celui des États-Unis. Ce taux de participation est considérablement plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Cela ne veut pas dire que nous ne sympathisons pas avec les personnes qui perdent leur emploi; bien sûr que nous le faisons. C'est pourquoi nous avons dressé une liste de cinq grands projets, et d'autres viendront avant le match de la Coupe Grey.

Certes, nous sommes sensibles à la situation des personnes qui perdent leur emploi, tout comme nous nous préoccupons du problème de l'abordabilité. Voyons comment l'abordabilité a évolué concrètement d'une année à l'autre. De juillet de l'an dernier à juillet de cette année, le taux d'inflation a été de 1,9 %, ce qui est nettement en deçà des paramètres fixés par le gouverneur de la Banque du Canada. C'est pourquoi les taux d'intérêt ont baissé. C'est pourquoi le pays se situe dans la moitié inférieure. Il obtient aussi de meilleurs résultats que la majorité des pays du G7 en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Les conservateurs parlent de la dette. Le Canada affiche le plus faible ratio de la dette nette par rapport au PIB de tous les pays du G7, et les conservateurs le savent. Ils sont au courant de certains des indicateurs économiques. Toutefois, ils continuent d'affirmer que la situation est vraiment mauvaise au Canada, puis ils critiquent les libéraux qui essaient de présenter les choses sous un jour un peu plus positif en les accusant d'essayer de s'autocongratuler. Nous présentons la situation telle qu'elle est: les Canadiens de toutes les affiliations politiques en dehors de la Chambre se serrent les coudes et travaillent ensemble pour édifier un Canada fort.

Le premier ministre s'est rendu aux États-Unis pour rencontrer le président Trump et entamer des négociations très concrètes afin que nous puissions soutenir les Canadiens. Qu'ont dit les conservateurs? Ils ont dit qu'ils voulaient un accord, que nous avions dit que nous aurions un accord, et ainsi de suite. Ils ont dit que nous allions simplement plier l'échine, capituler et faire ce que nous voulions, mais nous n'allons pas agir ainsi. Nous croyons que nous devons être là pour les Canadiens et obtenir le meilleur accord possible pour eux. S'il faut, pour cela, attendre encore une semaine ou deux, ou un mois ou deux, peu importe: nous allons obtenir le meilleur accord possible pour les Canadiens. C'est à cela que servent les négociations.

En ce qui concerne le renforcement de notre économie, parlons un peu des projets que nous avons présentés. Ils portent sur le gaz

naturel liquéfié en Colombie-Britannique, le cuivre dans les provinces des Prairies, l'énergie nucléaire en Ontario et un port au Québec, sans oublier que le caucus de l'Atlantique, très dynamique et proactif, fait la promotion de différents projets, tout comme le Manitoba, où nous tentons d'entamer le deuxième groupe de grands projets. Des premiers ministres provinciaux et des Canadiens de toutes les allégeances politiques collaborent et reconnaissent que les investissements de ce genre signifient quelque chose, plus précisément 60 milliards de dollars.

● (1050)

Hier, pendant la période des questions, les conservateurs ont parlé des investissements étrangers. En 2023, davantage de pays ont investi au Canada; d'après les derniers chiffres que j'ai vus, nous étions en tête pour ce qui est des investissements étrangers. Comme le premier ministre l'a mentionné, il y a un secteur privé.

Regardons ce qui se passe réellement: il y a beaucoup de bonnes choses qui se passent au Canada. Les conservateurs n'ont qu'à ouvrir les yeux; sinon, à mon avis, s'ils n'ont rien appris des dernières élections fédérales, ils continueront d'être dans l'opposition pendant de nombreuses années. J'admets qu'ils sont bons dans l'opposition...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous passons aux questions et observations. Le député de Skeena—Bulkley Valley a la parole.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, j'ai fait allusion à l'approbation du projet GNL Canada. Nous avons rencontré les ministères concernés et il est clair qu'aucun permis ou autorisation supplémentaire n'est nécessaire pour ce projet. Je suppose que la phase 2 doit être approuvée en ce qui concerne les émissions. Est-ce pour cette raison que la phase 2 du projet GNL Canada a été ajoutée à la liste des grands projets? Une décision sera-t-elle prise concernant les émissions de la phase 2, de la phase 1 ou des deux phases?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, quand les députés d'en face remettent en question les grands projets, ils doivent se rendre compte que le gouvernement fédéral a joué un rôle de premier plan en collaborant, dans ce cas-ci, avec la province de la Colombie-Britannique, les dirigeants des communautés autochtones et de nombreuses autres parties prenantes et qu'il a élaboré un ensemble de mesures qui, en fin de compte, permettront le développement et, à mon avis, la croissance de la production de gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique. En fait, tout le Canada en bénéficiera. C'est le...

[Français]

Le vice-président adjoint (John Nater): L'honorable député de Drummond a la parole.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, j'entends les libéraux se vanter continuellement d'un paquet de choses. C'est tout le temps des chiffres. Ils disent qu'ils réussissent à faire baisser les taux d'intérêt et qu'ils ont réussi à freiner l'inflation fulgurante dont nous avons été les victimes au cours des dernières années.

Cependant, la réalité pour les familles québécoises et canadiennes, c'est que les prix sont encore très élevés. Au lendemain de la pandémie, les prix ne sont pas redescendus, mais les salaires, eux, n'ont pas non plus augmenté. Cela fait que le panier d'épicerie coûte une fortune de plus et que le logement et les activités sociales coûtent une fortune. Tout coûte une fortune, mais le pouvoir d'achat ne s'est pas ajusté à l'inflation après la pandémie. C'est ça que le gouvernement devrait faire. C'est là-dessus qu'il devrait se concentrer.

J'entends parler de mesures d'austérité et j'entends les libéraux se vanter de leurs chiffres qui ne sont pas pires, mais, sérieusement, quelles sont les mesures qui sont prises et proposées par le gouvernement pour rendre la vie plus facile aux Québécois et aux Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le gouvernement, en particulier le premier ministre, se concentre beaucoup sur la question du coût de la vie. Nous nous soucions beaucoup de ce qui se passe dans les collectivités. Nous prenons très au sérieux la question du revenu disponible, et c'est pourquoi le premier ministre a supprimé la taxe sur le carbone. C'est pourquoi nous avons accordé une réduction d'impôt à 22 millions de Canadiens. Tout cela augmente le revenu disponible des Canadiens. En très peu de temps, le premier ministre a déjà montré de l'empathie et de la bienveillance en offrant du soutien aux Canadiens.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je trouve toujours très amusant de voir comment les conservateurs prennent une question économique, la simplifient à l'extrême et tentent d'expliquer des choses qui, en réalité, ne sont pas pratiques. Je me souviens, il y a un an, du nombre incalculable de fois où nous avons entendu le chef de l'opposition dire que la seule cause de l'inflation était la taxe sur le carbone et que, dès que cette taxe serait supprimée, tous les problèmes d'inflation disparaîtraient.

Bien sûr, les conservateurs négligent le fait que l'inflation est un phénomène mondial qui est influencé par de nombreux facteurs. Ce que le secrétaire parlementaire a fait aujourd'hui, c'est mettre en évidence la simplification à outrance des questions économiques par les conservateurs, ce qui, très franchement, explique probablement pourquoi les Canadiens ne leur font pas confiance en matière d'économie. Je me demande si le secrétaire parlementaire est d'accord avec moi sur ce point.

• (1055)

L'hon. Kevin Lamoureux: Oui, monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue.

L'économie mondiale est en pleine mutation. Que les conservateurs veuillent ou non rester dans le passé et continuer de dénigrer le Canada, nous, en tant que gouvernement, que ce soit le premier ministre, le Cabinet ou l'ensemble du caucus libéral, nous continuerons de défendre les intérêts des électeurs que nous représentons et de l'ensemble des Canadiens, car nous comprenons la valeur et l'importance du monde en mutation d'aujourd'hui. C'est pourquoi les grands projets sont si importants, pourquoi il est essentiel de maintenir nos programmes sociaux dans la mesure du possible et pourquoi nous allons présenter un budget le 4 novembre.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un privilège de

Travaux des subsides

prendre la parole dans cette enceinte et de présenter le point de vue des citoyens de Kings—Hants sur le sujet du jour.

Bien entendu, le débat d'aujourd'hui porte sur une motion de l'opposition. Mes collègues conservateurs savent que je me réjouis toujours d'avoir l'occasion de parler des motions qu'ils présentent à la Chambre. Le texte de la motion d'aujourd'hui laisse entendre que le nouveau gouvernement du Canada ressemble au précédent. C'est vrai à certains égards, mais faux à d'autres.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'entends certains députés conservateurs crier et s'agiter de l'autre côté de la Chambre. Ils voudraient croire que l'actuel premier ministre est comme le précédent, et c'est le tableau qu'ils tentent de brosser à la Chambre, mais les Canadiens ne sont pas dupes. Dans mon intervention, je soulignerai comment le gouvernement maintient les politiques qu'il juge extrêmement importantes et comment il apporte aussi les changements substantiels que les Canadiens ont demandés et que nous avons le mandat de mettre en œuvre au cours de la législature actuelle.

Je tiens aussi à rejeter l'idée avancée par les conservateurs selon laquelle les déficits ne mènent jamais à des investissements ou sont problématiques pour l'économie. Je pense que nous aurons l'occasion d'en parler aussi, mais examinons d'abord le bilan du gouvernement. Je suis impatient d'en parler à mes collègues conservateurs qui ont voté contre plusieurs mesures auxquelles leur parti s'oppose, et je tiens à ce que mes concitoyens le comprennent bien.

Il y a la politique nationale sur les garderies. Nous en avons parlé pendant 50 ans. Elle aide à rendre la vie plus abordable pour les familles. Elle améliore l'accès aux services de garde d'enfants dans tout le pays. Cette politique est-elle un échec? D'après le Parti conservateur, la politique nationale sur les garderies est un échec du précédent gouvernement. Or, le gouvernement actuel croit en cette politique. Nous collaborons avec les gouvernements provinciaux et territoriaux de tout le pays, et je sais que cela aide les gens. Il reste évidemment encore du travail à faire, mais cette politique n'est pas un échec. Je ne crois pas que les parents, les défenseurs des droits des femmes et les personnes qui croient au développement des jeunes et des enfants estiment qu'il s'agit d'un échec.

Qu'en est-il de l'Allocation canadienne pour enfants? Elle contribue à garantir que, dans la circonscription de Kings—Hants, 17 millions de dollars sont versés chaque mois aux familles à faible revenu ou à revenu moyen. J'ai eu l'occasion de parler avec des mères seules qui m'ont dit que, sans cette allocation, elles n'auraient pas pu inscrire leurs enfants à des activités sportives ou n'auraient peut-être pas les moyens d'acheter des aliments nutritifs.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, les conservateurs crient encore. La députée de Yorkton—Melville laisse entendre qu'elle a appuyé cette mesure. Non, elle ne l'a pas appuyée. Je suis heureux de consigner au compte rendu que les conservateurs ont voté contre cette mesure. Cette politique est-elle un échec? Je ne le crois pas. L'Allocation canadienne pour enfants est l'une des meilleures mesures mises en place par le gouvernement.

Travaux des subsides

Il y a aussi la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. La circonscription de Kings—Hants compte beaucoup d'âînés, et ces personnes sont importantes. J'essaie toujours de défendre leurs intérêts. En tant que députés, nous devons être beaucoup de choses différentes pour beaucoup de personnes différentes, mais j'essaie toujours de défendre les intérêts de nos âînés. Je pose la question à mes collègues conservateurs: l'augmentation de 10 % de la Sécurité de la vieillesse pour les âînés et l'augmentation du Supplément de revenu garanti sont-elles des échecs du gouvernement? Ils ont voté contre. Je suppose qu'ils peuvent expliquer pourquoi ils estimaient que ces mesures n'étaient pas importantes.

On a réalisé des investissements générationnels dans les infrastructures de Kings—Hants, que ce soit dans le domaine des eaux usées ou dans les infrastructures de soutien au logement. Nos collectivités connaissent un essor de la construction domiciliaire. Je pose la question aux conservateurs: les investissements réalisés dans le cadre du programme d'infrastructure du Canada sont-ils un échec? J'avancerais que non.

Dans le domaine du chauffage, le niveau de revenu est un facteur important. Dans le Canada atlantique, le gouvernement a mis en place des programmes pour aider concrètement toutes les personnes dont le revenu est inférieur au revenu médian de la province en leur accordant jusqu'à 20 000 \$ pour les aider à faire la transition vers une thermopompe et en donnant aux personnes dont le revenu est supérieur au revenu médian la possibilité d'emprunter et d'investir pour améliorer leur efficacité énergétique. C'est très important pour rendre la vie plus abordable, mais ça permet en même temps de réduire les émissions.

Les conservateurs ont voté chaque fois contre les programmes de thermopompes. Je suppose qu'ils estiment là encore que cette politique est un échec, mais je vois les résultats dans ma propre circonscription. Ces programmes ont permis à des gens d'abandonner un mode de chauffage qui leur coûtait 7 000 \$ ou 8 000 \$ par année et de réduire ainsi leurs factures d'énergie. Je suppose que les conservateurs soutiennent que cette politique est un échec.

Je crois — et j'espère que les députés en conviendront — que la discipline financière est une importante mesure de politique publique. C'est important. Je tends la main aux députés qui veulent en parler de façon raisonnable et rationnelle, mais il est complètement faux de laisser entendre que tout déficit ne mène pas ou ne peut pas mener à la réussite économique.

• (1100)

Je vais donner un exemple que les Canadiens à la maison peuvent bien comprendre. Je ne peux pas parler au nom de tous les députés, mais lorsque mon épouse et moi avons acheté notre première maison, nous n'avions pas les moyens de la payer. Nous avons donc fait un déficit. Nous avons pris une hypothèque. Nous avons emprunté pour essayer de bâtir un avenir meilleur. Je sais que nous avons du travail à faire en matière de logement partout au pays, mais bon nombre de Canadiens qui ont emprunté pour essayer de bâtir un avenir meilleur peuvent comprendre la situation. Les gouvernements ne font pas exception. Les gouvernements doivent décider s'ils veulent faire des investissements pour obtenir de meilleurs résultats économiques.

Au lieu d'aborder la question de façon binaire, de laisser entendre que tout déficit est forcément mauvais et de se concentrer sur les investissements qui stimulent la croissance économique, il est préférable de mesurer les résultats en fonction du ratio dette-PIB. Si

nous accusons un déficit, il faut déterminer si la croissance économique dépasse notre niveau d'endettement.

Je suis heureux de dire à mes collègues conservateurs que le Canada a le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. Qu'est-ce que cela signifie? La croissance économique est proportionnelle à la taille de l'économie. C'est important parce que je suis désolé de le dire, mais je ne vous entends pas dire beaucoup de choses intelligentes en ce qui concerne les bases de l'économie. Je dois pouvoir dire que la taille de l'économie...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs observations à la présidence, et nous éviterons tout cela.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kody Blois Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les interventions de mes chers collègues, même si je ne partage pas leur opinion sur de nombreuses mesures. Le ratio de la dette sur le PIB correspond à la taille de l'économie canadienne par rapport à la dette existante. Je dirais donc aux Canadiens que la situation de la dette du Canada est en réalité viable. Nous devons être en mesure d'examiner les coûts. C'est précisément ce que fait le gouvernement.

Il est intéressant d'entendre les conservateurs hurler encore à la Chambre.

Le budget n'a pas encore été présenté. Le gouvernement a été élu avec un mandat très clair, séparer les dépenses de fonctionnement des dépenses d'immobilisations. C'est précisément ce que le gouvernement va faire. Nous avons indiqué que nous allions franchement réévaluer les dépenses de fonctionnement, tout en préservant les dépenses d'immobilisations, afin de bâtir un avenir meilleur. C'est extrêmement important.

Les conservateurs prennent la parole dans cette enceinte pour dire aux Canadiens qu'il n'y a aucun espoir économique, que le pays est à l'arrêt, et nous avons déjà entendu ce discours. Les Canadiens souhaitent que les politiciens abordent les problèmes actuels raisonnablement. Je veux être très clair: le gouvernement comprend qu'il a pour mandat de réduire les dépenses de fonctionnement tout en consacrant de l'argent à des projets d'immobilisations importants.

Tandis que le député de la Saskatchewan, de Yorkton, continue de crier d'un bout à l'autre de la Chambre...

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je lui dirais que la réalité est que nous devons continuer à investir pour stimuler et catalyser les investissements du secteur privé. C'est la voie que nous devons suivre.

Nous avons également le déficit le plus faible du G7. L'opposition ne le dira jamais. Je pense qu'il est important que le gouvernement s'attaque sérieusement aux dépenses de fonctionnement. Cela se fera le 4 novembre. Nous verrons cela de la part du gouvernement. Ce sera une approche responsable.

Ce que j'entends de la part des conservateurs, c'est qu'ils voudraient tout supprimer. Ils supprimeraient tout. Or, les Canadiens ne le souhaitent pas. Ils souhaitent un gouvernement qui trouve un équilibre entre une approche budgétaire raisonnable, une maîtrise des dépenses de fonctionnement et une vision tournée vers l'avenir de l'orientation que doit prendre l'économie, car nous traversons une période difficile. Le monde n'est plus le même qu'il y a six mois. Le gouvernement américain modifie sa politique commerciale, ce qui a des répercussions néfastes sur certains secteurs de l'économie canadienne. Le gouvernement et le premier ministre ont été élus pour s'assurer que, dans les jours à venir, le Canada se positionne en tête du peloton et maximise ses chances de réussite.

Je pense que c'est une considération extrêmement importante lorsque nous parlons de ce que réalise le gouvernement, notamment avec les grands projets. J'espère que nos collègues conservateurs appuieront le projet de gaz naturel liquéfié ou GNL, qui sera au deuxième rang, en ordre d'importance, parmi les projets de GNL dans le monde, et il sera au premier rang pour ce qui est de la faible intensité des émissions de gaz à effet de serre. Nous devrions en être fiers. En ce qui concerne la mine Foran, en Saskatchewan, nous pouvons être fiers de la production de cuivre qui y est réalisée. Dans notre région, les provinces de l'Atlantique, ce sont les énergies renouvelables qui pourraient nous propulser vers l'avenir.

Nous avons réduit l'impôt de 22 millions de Canadiens. Nous avons supprimé la TPS pour les acheteurs d'une première maison d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Nous avons supprimé la tarification du carbone pour les consommateurs, ce qui est, encore une fois, important pour les populations rurales. C'est une politique solide que j'ai défendue avec vigueur. Je suis heureux de constater que le gouvernement et le premier ministre ont été en mesure de trouver une solution pragmatique.

La dernière chose que j'aimerais souligner, c'est que la motion des conservateurs aborde la question des prix des denrées alimentaires. Il est assez ironique d'entendre les propos des députés conservateurs dans cette enceinte. Ils n'avaient absolument rien à dire aux agriculteurs pendant la campagne électorale. Pas une seule proposition à leur faire. Ils montent sur leurs grands chevaux mais n'ont rien à dire qui vaille.

• (1105)

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours du député. Il s'est exprimé avec éloquence, mais il ne possède pas les notions les plus élémentaires de gestion financière. Il affirme que les déficits et l'accumulation de la dette sont une seule et même chose, alors que ce sont deux concepts très distincts l'un de l'autre. J'espère qu'il prendra le temps de s'informer sur la différence entre les déficits et la dette.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement a l'intention d'employer une méthode passablement différente pour présenter à la Chambre et aux Canadiens les budgets et l'état des finances publiques. Il veut présenter un budget axé sur les actifs ou les immobilisations plutôt sur les dépenses de fonctionnement comme cela a traditionnellement été le cas.

Nous savons que les chiffres ne mentent pas, mais que les menteurs savent manipuler les chiffres. Je me demande s'ils ne seraient pas en train d'essayer d'induire les Canadiens en erreur quant au véritable état des finances publiques de notre pays.

Travaux des subsides

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je peux certainement dire au député que je sais ce qu'est un déficit et que le Canada affiche le ratio dette nette-PIB le plus faible de tous les pays du G7.

Il y a encore du travail à faire. Le gouvernement est résolu à faire en sorte que nous puissions nous attaquer au problème et que nous produisions des résultats financiers qui seront viables à long terme. À franchement parler, cela nécessitera des choix difficiles, mais le gouvernement a été élu pour faire valoir cette position.

Le député a parlé de la façon dont nous menons notre processus de budgétisation. Je félicite le ministre des Finances d'avoir adopté un cycle budgétaire automnal qui nous permettra de respecter la saison de la construction. Le député d'en face exploite une entreprise de construction. Je pense qu'il aimerait savoir quels seraient les programmes et les investissements qui seraient mis en place; ce cycle permettrait à ces entreprises d'aborder la saison de la construction en profitant de ces investissements et programmes. Les comptes publics feront encore l'objet des rapports habituels, mais nous séparerons les immobilisations et les investissements à long terme des dépenses de fonctionnement.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, ce sont de belles discussions que nous avons aujourd'hui. J'ai une question assez fondamentale pour mon collègue.

Le Parti libéral nous dit qu'il est là pour la classe moyenne, qu'il veut défendre les plus vulnérables, qu'il veut aider les plus pauvres à accroître leur pouvoir d'achat et qu'il veut mettre de l'argent dans leurs poches.

Que pense mon collègue du fait de prendre 83 milliards de dollars de l'argent des contribuables québécois et canadiens pour les donner carrément en subventions à l'industrie pétrolière, dont les propriétaires sont probablement parmi les plus riches au monde?

Est-ce que c'est sa vision de donner plus d'argent aux plus pauvres et aux plus démunis?

[Traduction]

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, dans tout le Canada, le secteur des ressources naturelles aide à produire les revenus qui importent pour les dépenses publiques des gouvernements provinciaux et territoriaux du pays. Le député sait que le Québec en est bénéficiaire en vertu de la formule de péréquation. À franchement parler, nous avons des ressources naturelles, que ce soit dans l'Ouest canadien ou au large de Terre-Neuve. C'est important pour tout le pays, et nous devrions en être fiers. Je sais que le député siège à titre de membre d'un parti souverainiste, mais au sein de la fédération, il importe que tous les Canadiens le comprennent.

En outre, je tiens à signaler que j'ai entendu des députés du Bloc dire qu'ils n'appuieront pas le budget parce qu'ils ne le croient pas financièrement viable; pourtant, en même temps, ils réclament plus de dépenses, notamment pour la Société canadienne des postes, qui perd 10 millions de dollars par jour. Ils déclarent qu'il ne devrait y avoir aucun changement à cet égard, mais ils disent ensuite qu'ils ne voteront pas en faveur du budget parce que, selon eux, le gouvernement n'est pas financièrement responsable. Qu'en est-il?

Travaux des subsides

● (1110)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trouvé particulièrement intéressant que, lorsque le député a parlé de l'Allocation canadienne pour enfants dans son discours, la députée de Sentier Carlton—Eagle Creek a saisi l'occasion pour laisser entendre que ce sont les conservateurs qui ont mis en place ce programme. Bien sûr, les conservateurs aimeraient beaucoup rentrer chez eux et dire à tout le monde que c'était leur programme. Or, ce que les conservateurs ont créé, c'est la Prestation universelle pour la garde d'enfants.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, ils applaudissent cette mesure, mais les gens devraient savoir que ce programme accordait exactement le même montant à tous les Canadiens qui avaient un enfant. Ainsi, si une personne était millionnaire, elle recevait également cet argent pour ses enfants. Bien sûr, les conservateurs ne voudraient jamais d'un programme qui ne leur permettrait pas de donner des chèques aux millionnaires.

Je me demande si le député peut expliquer l'importante distinction entre les deux programmes.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, l'Allocation canadienne pour enfants est probablement l'un des héritages les plus précieux du gouvernement précédent. C'est une politique qui changera la donne pour les générations à venir.

Comme l'a souligné le whip en chef du gouvernement, la différence, c'est que l'Allocation canadienne pour enfants est adaptée au revenu, de sorte qu'il y a un seuil d'exclusion. Les gens qui gagnent des millions de dollars n'ont pas besoin de 100 \$ par mois de la part de l'État pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Le gouvernement a adapté cette politique pour les personnes à revenu faible ou moyen partout au pays, notamment dans Kings—Hants. C'est un changement déterminant par rapport à la politique et au programme des conservateurs. Nous avons également augmenté le montant versé aux familles.

Je garantis au député que les familles dans Kings—Hants comprennent et remarquent la différence entre l'Allocation canadienne pour enfants et ce que le dernier gouvernement conservateur offrait.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je tiens à préciser que je partagerai mon temps de parole avec mon cher collègue de Marc-Aurèle-Fortin.

J'aimerais d'abord revenir sur les discussions que nous venons d'avoir. Le Québec reçoit la péréquation. On oublie toujours que lorsqu'un Québécois achète de l'essence provenant de l'Alberta, cette dernière reçoit des royautés des compagnies pétrolières. Il faudra, à un moment donné, mettre de côté le mythe entourant la péréquation et reconnaître que le fait de subventionner l'industrie pétrolière contribue non seulement à aggraver la crise climatique, mais aussi à soutenir financièrement des gens qui font déjà des profits records.

À maintes reprises, nous avons entendu nos collègues qui forment le gouvernement se réjouir de la faible inflation dont le Canada bénéficie depuis les derniers mois. Ce supposé retour à la normale en août dernier, alors que l'inflation était autour de 1,9 %, a d'ailleurs permis à la Banque du Canada d'abaisser son taux directeur à 2,5 %. Halte, n'allons pas si vite.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous sommes rapidement rendu compte que lorsque les libéraux se vantent de la faible inflation au Canada, c'est en fait la faible croissance qu'ils célèbrent. Ce qui peut sembler une bonne nouvelle en cache une mauvaise: si les prix ont cessé d'augmenter démesurément, c'est qu'ils sont déjà bien trop élevés. En réalité, ce que cette stagnation cache, c'est la faible capacité des familles québécoises et canadiennes à dépenser. En d'autres mots, c'est le manque d'argent dans les poches de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec une croissance presque nulle de 1 %, le produit intérieur brut par habitant diminuera cette année, et probablement l'an prochain aussi. Le gouvernement pourra en dire ce qu'il veut: si le Canada n'est pas techniquement en récession, la population l'est certainement. Ce n'est pas compliqué: les prix trop élevés restent trop élevés et, même s'ils ont cessé d'exploser, la population, elle, s'appauvrit.

Pire encore, c'est le prix des biens essentiels qui a le plus augmenté, en particulier le prix du logement et de la nourriture. Partout au Québec et au Canada, le taux d'endettement des ménages a fortement augmenté. Malheureusement, ce sont les personnes aux revenus les plus modestes qui en souffrent le plus.

L'appareil fédéral, on le sait, est lourd, rigide, coûteux et souvent tout croche, et c'est parce qu'il est trop éloigné de la réalité des familles, des travailleuses et des travailleurs et des communautés. Le fédéral met trop souvent en place des programmes mal conçus et mal adaptés. À force de vouloir tout uniformiser et centraliser, le gouvernement fédéral oublie que chaque région a ses besoins, ses particularités et ses propres priorités. Résultat: au lieu de régler les problèmes, les interventions d'Ottawa les aggravent la plupart du temps. Les exemples récents parlent d'eux-mêmes et expliquent bien la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui.

On l'a notamment vu dans le dossier des étudiants étrangers au cours de la session passée, alors que le ministre de l'Immigration de l'époque limitait l'accès aux permis de travail postdiplôme dans le cas d'étudiants qui ont terminé certains programmes. Le fédéral nous annonçait du même coup une mesure uniforme pour répondre à des défis relatifs à l'Ontario. De nombreux intervenants avaient alors levé un drapeau rouge pour indiquer que ce changement pouvait leur nuire et que des régions du Québec, en particulier, souffriraient en souffrir.

Ce que cette décision a permis de confirmer, c'est qu'avant de mettre en œuvre ces mesures, le ministre et ses collègues du ministère, comme à leur habitude, n'avaient consulté ni les personnes directement sur le terrain ni les établissements qui allaient être touchés par ces mesures. Pour les libéraux, le mot « consultation » semble trop souvent signifier l'embauche de consultants supplémentaires. Ils oublient de consulter les vraies parties prenantes, celles qui sont sur le terrain et qui sont touchées par toutes ces mesures.

Revenons à la question des étudiants étrangers. De toute évidence, on s'est vite rendu compte qu'on faisait face à une situation de pure improvisation de la part du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Pire encore, c'est que le fédéral ne semblait même pas au courant. Je l'ai constaté moi-même en comité: les fonctionnaires ne connaissaient même pas le système d'éducation québécois, qui est pourtant différent. Les réponses que j'ai reçues en comité étaient hallucinantes. Les fonctionnaires étaient incapables de me dire ce qu'était un cégep. C'est tout de même assez frappant. Après ça, on se demande pourquoi nous voulons faire du Québec un pays. C'était un exemple flagrant de la méconnaissance du reste du Canada à l'égard des différences propres au Québec.

• (1115)

C'est malheureux, parce que c'est trop souvent ce que nous constatons devant les décisions des dernières années du gouvernement en place. C'était le cas à l'époque et ce l'est encore aujourd'hui: nous sommes devant de la pure improvisation.

Revenons au sujet d'aujourd'hui. Sans être d'accord sur toutes les affirmations qu'elle contient, le Bloc québécois entend bien appuyer la motion du Parti conservateur. La mauvaise gestion du gouvernement fédéral et les déficits récurrents qu'elle génère sont un sérieux problème auquel on doit trouver des solutions.

Tout le préambule de la motion conservatrice est vrai. La population vit une forte anxiété financière et ce sont les ménages à revenus moyens qui en souffrent le plus. C'est vrai aussi que l'inflation est actuellement sous contrôle et est descendue sous la barre du 2 %, ce qui a d'ailleurs amené la Banque du Canada à baisser ses taux d'intérêt de 25 points de base la semaine dernière.

Toutefois, ce serait mentir de dire que la situation financière des familles que nous représentons tous ici s'est améliorée. Le portrait est trompeur. Les prix pour les deux dépenses les plus essentielles pour faire vivre une famille sont beaucoup trop élevés. Je parle du logement et de la nourriture.

Il faut absolument protéger les plus vulnérables. Plus le revenu d'une personne est faible, plus la part de ce revenu qui doit être consacrée à l'achat de la nourriture lui semble élevée. C'est une règle de trois.

Voici, en contrepartie, deux exemples de transferts aux particuliers qui permettraient aux plus vulnérables de faire face à la hausse des prix des aliments et dont le fédéral est responsable. Il y a d'abord l'assurance-emploi. La réforme qu'on attend et qu'on nous promet depuis 2015 n'est toujours pas sur la table. Cela ferait une grande différence, surtout dans le contexte économique actuel. Il y a aussi, bien évidemment, les pensions de la Sécurité de la vieillesse. Il y a des difficultés vécues par les retraités, les aînés, ceux et celles qui ont bâti la société dans laquelle on vit. Aujourd'hui ces aînés vivent des situations extrêmement difficiles et c'est intolérable. C'est notre devoir à nous tous et toutes d'y remédier. Il s'agit d'une cause qui doit s'élever au-delà de toute partisanerie, comme l'ont bien compris une majorité de députés fédéraux à la Chambre qui avaient donné leur appui au précédent projet de loi de ma collègue la députée de Shefford.

J'ai entendu tantôt le député libéral me dire que le Bloc québécois voulait plus de dépenses. Nous ciblons les dépenses que nous proposons. Les députés libéraux ont voté pour le projet de loi de la députée de Shefford pour augmenter la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans et ainsi corriger cette iniquité. Ils l'ont fait. Là, ce que j'ai entendu tantôt, c'est qu'ils revenaient sur leur pa-

Travaux des subsides

role. Encore une fois, ils laissent tomber les plus vulnérables. C'est inacceptable.

Ce qui est aussi inacceptable, c'est les 83 milliards de dollars que j'ai mentionnés plus tôt qui vont en subventions à l'industrie pétrolière. Qu'on arrête avec ça. Cette industrie n'a pas besoin de cet argent. Elle fait des profits records. Non seulement ça, mais elle participe à la crise climatique de façon très négative, et ça aussi, ça coûte de l'argent aux contribuables. Pendant ce temps, on s'en va bâtir un pipeline qui a coûté une fortune, qui a coûté 10 fois ce qu'il devait coûter, alors que le secteur privé ne souhaitait même pas le bâtir. Ce pays s'en va dans le mur avec les dépenses et la gestion actuelle des finances publiques.

La députée de Shefford avait aussi une belle proposition, soit de permettre aux retraités qui veulent revenir sur le marché du travail d'être moins impactés sur le plan fiscal. C'est une dépense ciblée, mais, finalement, c'est un investissement, un vrai, qui aide les personnes à la retraite à faire plus d'argent et à mettre plus de pain sur la table. En plus, ça va aider leur santé mentale et leur santé physique, ça va aider les commerces et ça va aider le transfert de l'expertise de ces gens aux plus jeunes qui commencent sur le marché du travail.

Il y a donc plein de mesures qui sont possibles pour économiser de l'argent, mais ce n'est certainement pas en subventionnant l'industrie pétrolière aux dépens des aînés et des retraités qui ont bâti la société dans laquelle nous vivons que nous y arriverons. Nous allons voter avec les conservateurs avec plaisir, parce que le gouvernement actuel s'occupe très mal de la gestion des finances publiques. La façon dont il agit présentement est intolérable.

J'ai l'impression que les libéraux oublient une chose, c'est que la population a décidé de leur donner un mandat minoritaire. À un moment donné, il faudrait qu'ils s'en rendent compte.

• (1120)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Au cours des derniers mois, monsieur le Président, on a observé un rapprochement entre les conservateurs et les bloquistes. Le fait que le Bloc vote avec les conservateurs ne me surprend pas nécessairement, mais cela me déçoit.

Le député a parlé du revenu disponible. Un nouveau gouvernement et un nouveau premier ministre sont au pouvoir, et ils ont accordé d'importants allègements fiscaux aux Canadiens de toutes les régions. Quelque 22 millions de Canadiens en bénéficieront. La taxe sur le carbone a été annulée, ce qui augmente le revenu disponible des Canadiens.

Je me demande si mon collègue peut expliquer aux Québécois et à tous les Canadiens pourquoi le Bloc a déjà décidé de voter contre le budget fédéral alors qu'il ne l'a pas encore vu.

Travaux des subsides

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le Président, j'ai failli tomber en bas de ma chaise. Heureusement, je m'étais assis avant. Ça fait six ans que je suis ici et je pense que ce député a dû déchirer une bonne douzaine de chemises lorsqu'il répondait aux conservateurs en leur disant à quel point la taxe sur le carbone était importante, à quel point c'était fondamental et que cette politique du gouvernement était l'une des plus vertes au monde. Il vient de se lever et de me dire que les libéraux ont fait une très bonne chose en supprimant la taxe sur le carbone.

Sortons les « bleus » et regardons-les ensemble. Ce député a fait à peu près 14 000 discours pour défendre la taxe sur le carbone. Il vient de se lever, de me regarder dans les yeux et de me dire que c'est une bonne chose, finalement, de supprimer la taxe sur le carbone.

Qu'il ne me dise pas que nous votons pour les conservateurs ou avec les libéraux. Nous votons pour ce qui est bon pour le Québec et nous votons contre ce qui n'est pas bon pour le Québec.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, c'est l'un de ces jours où, étrangement, les conservateurs sont d'accord avec les bloquistes. Je ne pense pas que les Canadiens accordent le moindre mérite aux libéraux pour avoir supprimé la taxe sur le carbone. C'était une idée entièrement conservatrice.

Je suis du même avis que le député lorsqu'il se dit totalement incrédule face à l'hypocrisie, aux deux poids, deux mesures, ou aux volte-face. Aujourd'hui, étrangement, nous sommes à peu près sur la même longueur d'onde. J'aimerais savoir ce qu'il en pense.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le Président, ça va me faire plaisir d'approfondir le sujet.

L'ancien premier ministre Justin Trudeau a lui aussi déchiré quelques chemises concernant la taxe sur le carbone. Je me rappelle que c'était enflammé, ses discours étaient passionnés lorsqu'il disait à quel point c'était important.

Aujourd'hui, les libéraux nous accusent de voter en faveur d'une motion conservatrice. Or, si on regarde le programme libéral, on constate que, grosso modo, la moitié de ce qui est proposé était dans le programme électoral des conservateurs.

Alors, ce genre de discours provenant des libéraux, ça me passe 14 pieds par-dessus la tête. Ce qui ne me passe pas 14 pieds par-dessus la tête, c'est que, pendant ce temps, les gens les plus vulnérables de notre société n'ont pas d'argent dans les poches, et que le gouvernement a décidé d'aider les plus riches.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, voici une autre hypocrisie libérale.

C'est vrai que les libéraux ont voté, en comité, en faveur du projet de loi visant à augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse. Cela s'est passé au Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées.

Cependant, quand est venu le temps ensuite de défendre leur position à la Chambre et d'assumer les conséquences de leur réflexion, seulement quelques députés libéraux se sont levés pour appuyer

mon projet de loi. Comme le reste des députés libéraux n'a pas accepté, le projet de loi est tombé. Ça, c'est de l'hypocrisie libérale.

Dans ma circonscription, l'organisme SOS Dépannage m'a sensibilisée dernièrement sur le fait qu'il y a une hausse des demandes d'aide alimentaire chez les aînés. J'ai hâte de voir aussi les conclusions de mon collègue d'Abitibi—Témiscamingue, qui va tenir un colloque.

Mon collègue entend-il aussi parler de cette question des demandes d'aide alimentaire de la part des groupes d'aînés de sa circonscription?

● (1125)

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le Président, tout à fait, c'est le cas au Lac-Saint-Jean aussi. Je pense que ce problème existe partout, dans toutes les régions du Québec et probablement aussi dans le reste du Canada. Je veux encore une fois féliciter la députée de Shefford pour tout le travail qu'elle fait pour défendre les aînés, les retraités et les plus vulnérables. Elle le fait avec passion et avec amour pour son prochain.

On parle d'amour et de cœur, mais malheureusement, il y en a qui n'en ont pas de l'autre côté de la Chambre. Ils manquent surtout de courage, car on a voté à l'unanimité pour le projet de loi en comité, mais on va nous présenter un budget où il n'y aura probablement absolument rien de ce que le projet de loi proposait. Ce sont de fausses paroles. J'ai failli dire un mauvais mot.

Malheureusement, les députés ne tiennent pas leur parole de l'autre côté de la Chambre. C'est franchement décevant lorsqu'on est censé représenter des gens.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est maintenant à mon tour de prendre la parole, et je veux dire que je suis un peu étonné d'apprendre que nos collègues du Bloc québécois voteront en faveur de la motion, mais c'est ainsi.

L'économie mondiale a changé et le Canada doit aussi changer. Nous devons construire davantage de logements et d'infrastructures et soutenir les industries essentielles à la croissance de notre économie. Au printemps, les Canadiens et les Canadiennes ont réclamé un plan sérieux et ambitieux, et nous travaillons fort pour préparer et mettre en œuvre ce plan.

Premièrement, comme notre collègue le ministre des Finances l'a déjà annoncé, notre nouveau gouvernement déposera un budget le 4 novembre. Deuxièmement, comme on l'a aussi précisé cette semaine, le budget reposera sur un nouveau cadre de budgétisation des investissements en capital. Ce cadre fera la distinction entre les dépenses de fonctionnement courantes et les investissements en capital, ce qui aidera le gouvernement à prioriser les investissements qui apportent des retombées à long terme pour le Canada. Les dépenses de fonctionnement, elles, seront équilibrées d'ici 2028-2029.

J'aimerais aussi mentionner que cette nouvelle façon de présenter un budget additionne l'information. On n'enlève rien, la balance finale est toujours là. On ne va rien cacher. On ajoute de l'information pour que les Canadiens puissent avoir une meilleure idée des finances publiques et du rôle du gouvernement. En fin de compte, après toutes les discussions que nous avons ici et qui sont parfois un peu plus enflammées que d'autres, nous revenons à l'essentiel.

L'essentiel, c'est de connaître le rôle du gouvernement. Quel rôle le gouvernement doit-il jouer dans l'environnement économique actuel? Les conservateurs ont une opinion, un point de vue sur ce rôle. Selon eux, il est minimaliste: le gouvernement ne fait rien, le gouvernement baisse les impôts au maximum et l'économie se décide seule. Nous avons une conception du rôle du gouvernement qui est bien différente. Cette conception est différente parce que l'environnement actuel est très différent de ce que nous avons connu au cours des 15, 20 ou 30 dernières années.

Regardons ce qui s'est passé, surtout dans les 10 dernières années. Nos collègues nous parlent beaucoup d'inflation, de ceci, de cela, de déficit et blablabla. Cependant, il y a eu quelques éléments qu'il ne faut jamais oublier. Il y a eu une pandémie. En 2020, l'économie mondiale a été mise à l'arrêt. Ce n'était pas drôle et les gouvernements de tous les pays de l'OCDE et du monde étaient un peu à court d'idées quant à la manière de se sortir de cette situation.

On est finalement sorti de cette situation. On a toutefois généré un rebond économique majeur partout sur la planète, qui s'est heurtée à des interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, ce qui a causé l'inflation. L'inflation vient de cette époque, des perturbations à la production mondiale. On avait une économie mondiale qui était hyperintégrée, mais qui s'est un peu désintégrée avec la pandémie. Quand la demande a rebondi après la pandémie, les prix ont grimpé parce qu'il n'y avait pas assez de produits. Tout le monde voulait acheter la même chose en même temps.

Alors qu'on commençait à se rétablir, qu'est-il arrivé? Il y a eu la guerre en Ukraine, la flambée des prix de l'énergie. Ce n'est pas la politique du gouvernement libéral qui a fait que les prix de l'énergie augmentent dans le monde; voyons donc. L'Ukraine était également un très grand producteur de céréales. Le prix des céréales à l'échelle mondiale a lui aussi grimpé. Puis, quand on commençait à se replacer un peu, qu'est-il arrivé? Un nouveau président américain a été mis en place et a dit à tout le monde sur la planète que, le mot qu'il aimait le plus, c'était « *tariffs* ».

● (1130)

L'ambition de la nouvelle administration américaine était de se retirer du système mondial du commerce. L'économie canadienne, hautement intégrée à l'économie américaine, a souffert et souffre encore énormément de ces problèmes. Nos partenaires, sur qui nous comptons depuis des décennies, ne sont maintenant plus des partenaires fiables. Il faut donc nous réorienter.

Dans cette réorientation, il y a un rôle pour le gouvernement. Actuellement, le gouvernement du Canada prend ses responsabilités. Nous voulons aider l'économie canadienne à se transformer, à se diversifier, à chercher des nouveaux marchés. C'est l'orientation que le budget de novembre prochain va donner.

Revenons maintenant à la motion de nos collègues conservateurs, parce que je la trouve très intéressante, même si je voterai contre. On peut lire ceci:

(ii) les déficits des libéraux ont alimenté l'inflation [...]

Je viens de le dire, l'inflation n'est pas libérale, elle est mondiale et elle provient des répercussions de la pandémie; elle provient de l'augmentation des coûts du transport venant des prix du pétrole brut après l'invasion de l'Ukraine. Cette inflation provient aussi des droits de douane américains. Au cas où cela aurait échappé à nos amis, le prix de l'aluminium en Amérique du Nord a augmenté de beaucoup pour tous les consommateurs d'aluminium, à cause des

Travaux des subsides

droits de douane américains. Ce n'est donc pas un phénomène canadien, c'est un phénomène mondial.

Dans la motion, on mentionne:

(iii) [...] une inflation des denrées alimentaires deux fois supérieure à l'objectif de la Banque du Canada [...]

Voyons donc. La Banque du Canada n'a pas d'objectif en matière d'inflation alimentaire. La Banque du Canada a comme mandat de garder l'inflation à l'intérieur d'une fourchette prévisible et sous contrôle à 2 %. L'inflation mondiale est mesurée sur un panier de biens de consommation. Il n'y a pas d'objectif précis pour l'inflation alimentaire qui, comme mon collègue l'a déjà mentionné, commence, elle aussi, à entrer dans une zone de contrôle.

Finalement, dans leur motion, les conservateurs mentionnent:

[...] que les déficits font baisser les investissements [...]

Les déficits ne font pas baisser les investissements, non. S'il y a présentement peu d'investissements privés, c'est à cause de l'incertitude créée par les politiques tarifaires de nos voisins. Nous allons guider, aider le secteur privé à investir. C'est le secteur privé qui va investir et le gouvernement va être à ses côtés pour que notre économie soit forte et résiliente.

Le budget du 4 novembre apportera bien des éclaircissements sur cette question.

● (1135)

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je sais que mon collègue est un gars qui connaît bien l'économie et qu'il connaît bien aussi les mesures d'austérité, vu son expérience antérieure. J'aimerais qu'il nous rassure au sujet du futur budget, s'il est au courant, et qu'il me dise ce qu'il pense des subventions, des exemptions d'impôts qu'on donne aux pétrolières de l'Ouest, à hauteur de 83 milliards de dollars sur cinq ans.

Ces sommes ne pourraient-elles pas servir à aider les gens qui ont de la misère à arriver, entre autres en les transférant dans les pensions de vieillesse ou directement aux citoyens?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je trouve un peu surprenant que nos collègues du Bloc québécois nous critiquent parce que nous avons un budget qui va être déficitaire, avec de très gros déficits, et qu'en même temps, il nous demande de dépenser davantage. Je trouve cela un peu contradictoire.

Au sujet du secteur pétrolier, c'est un secteur crucial pour l'économie canadienne. Il génère beaucoup de richesse. Il génère aussi beaucoup de rentrées fiscales, donc nous allons continuer dans le même sens.

[Traduction]

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, ceux d'entre nous qui doivent gérer leur propre budget savent qu'il n'est jamais judicieux d'investir de l'argent que l'on a emprunté ou fait imprimer pour régler les mauvaises créances. Quant aux dépenses en capital qu'évoquent les ministériels, d'où provient cet argent? Les libéraux parlent d'investissements privés directs, sauf que ce que le gouvernement tente de faire ne compensera pas la richesse qui a déjà quitté le pays.

Le budget indiquera-t-il clairement quelle part de ces investissements en capital provient des recettes fiscales, qui s'amenuisent, quelle part provient d'emprunts et quelle part provient de la planche à billets?

Travaux des subsides

Carlos Leitão: Monsieur le Président, la question de la députée aborde plusieurs éléments.

Que ce soit bien clair: comme tous les gouvernements de l'OCDE de notre époque, les gouvernements contemporains du Canada n'impriment pas d'argent. Le crédit est un moyen dont disposent les gouvernements pour gérer leur situation. Lorsqu'un degré élevé d'incertitude fait chanceler l'investissement privé, il est très important que le gouvernement aide les entreprises privées à investir, car ce sont les investissements du secteur privé qui font rouler l'économie.

[Français]

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que mon honorable collègue nous donne sa perspective sur notre situation fiscale et sur le fait que le Canada a le ratio de la dette nette au PIB le plus bas des pays du G7 et le déficit le plus bas du G7. J'aimerais qu'il explique la situation concrète à nos concitoyens.

Bien sûr, il est nécessaire de faire face à la réalité d'une situation fiscale, mais il y a aussi le fait que le Canada est dans une position stable.

Carlos Leitão: Monsieur le Président, en effet, la raison pour laquelle le gouvernement du Canada sera en mesure d'annoncer dans son budget des investissements majeurs, c'est que les finances publiques du Canada sont maîtrisées. Nous avons un ratio dette-PIB qui est parmi les plus bas de l'OCDE.

Notre dette n'est pas exagérée. Nous pouvons contrôler et gérer la situation.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, les grandes banques, les grandes chaînes d'épicerie et les grandes entreprises de télécommunication enregistrent des profits records. Pendant ce temps, les Canadiens se font saigner à blanc à la pompe. Ils se font saigner à blanc à la caisse. Ils n'ont pas les moyens de payer leurs factures.

Quand le gouvernement imposera-t-il les bénéfices exceptionnels des grandes sociétés, qui pressent les Canadiens comme des citrons alors qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts?

• (1140)

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je suis surpris. Je crois que nous devrions nous servir de cet extrait vidéo. Les conservateurs souhaitent que le gouvernement surimpose les bénéfices exceptionnels. Est-ce réellement ce que vous souhaitez?

Gord Johns: Je suis néo-démocrate.

Carlos Leitão: Pardon.

Une voix: Est-ce que c'est plus logique, maintenant?

Carlos Leitão: Ce n'est toujours pas logique.

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Nous poursuivrons ce débat une autre fois.

Nous reprenons le débat. Le député de Simcoe-Nord a la parole.

Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, je ne peux m'empêcher de réagir à la dernière intervention. J'ai entendu dire beaucoup de bien du député qui vient de s'exprimer, mais il sait certainement ce qui arrive à la masse monétaire quand la Banque du Canada achète la dette émise par le gouvernement.

Même si aucune imprimante ne produit de billets comme tels, la masse monétaire augmente nettement, ce qui équivaut à imprimer de l'argent.

Je me réjouis d'avoir l'occasion de m'exprimer à la Chambre aujourd'hui. C'est la première fois que j'interviens ainsi depuis les élections, et j'aimerais donc prendre un instant pour remercier quelques-uns des merveilleux citoyens qui, dans la magnifique ville de Penetanguishene, ont contribué à mon élection. Paul Lefaive s'est rendu au club de curling de Penetanguishene où il a recueilli la signature de membres pour mon acte de candidature. Kirk Ruston, Infinity Golf Lab et toutes les personnes du hangar veillent à ce que je sois au courant de ce qui se passe dans la ville et de ce que pensent les gens ordinaires. Serge Moreau et Frank St. Amant étaient responsables de mes affiches. M. St. Amant est le président du complexe. Je tiens simplement à les remercier. Grâce à eux, je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour parler au nom des merveilleux concitoyens de Simcoe-Nord.

Je tiens également à mentionner que je partagerai mon temps de parole avec le député de Regina—Wascana, qui est assis à côté de moi.

C'est un moment important pour le pays. Nous savons qu'il existe un certain nombre de menaces sur le plan économique. Il n'est pas facile d'y faire face, mais nous avons déjà vécu cette situation.

L'ancien premier ministre, Justin Trudeau, a déclaré qu'il dépendrait un peu plus d'argent et qu'il aurait de petits déficits pour obtenir des gains économiques importants. Qu'a-t-on eu? Une décennie de très mauvais résultats économiques, 100 milliards de dollars de déficit avant la COVID et plusieurs centaines de milliards de dollars de déficit pendant la COVID.

De nombreux observateurs, dont la Banque du Canada et des économistes renommés, ont dit au gouvernement que ses dépenses alimentaient l'inflation. La Banque du Canada a même demandé pourquoi nous nous soucions autant de l'inflation. C'est parce qu'elle touche le plus durement les Canadiens vulnérables et à faible revenu. Voilà pourquoi nous devons nous soucier de l'inflation.

Savons-nous à qui profite l'inflation? Au gouvernement et aux personnes qui possèdent des actifs. Les recettes publiques n'ont jamais été aussi élevées. Elles ont explosé pendant la période inflationniste, et le gouvernement n'a pu s'empêcher de dépenser tout cet argent, et plus encore.

En 2015, avant que les libéraux soient portés au pouvoir il y a plus de 10 ans, les dépenses du gouvernement fédéral s'élevaient à environ 300 milliards de dollars. Aujourd'hui, on s'attend à ce que ce chiffre s'élève à 530 milliards de dollars pour le dernier exercice. C'est une augmentation substantielle des dépenses. Pourtant, les libéraux sont encore très loin de l'équilibre budgétaire. Notre pays n'est même pas en récession. Qu'advient-il des finances fédérales si, par malheur, une récession se déclençait?

Le directeur parlementaire du budget vient de nous prévenir que les dépenses du gouvernement sont insoutenables. Par exemple, en 2015, le gouvernement fédéral consacrait 7,5 ¢ par dollar dépensé aux intérêts sur la dette. Or, à l'heure actuelle, ce chiffre dépasse les 10 ¢, et on s'attend à ce qu'il atteigne 14 ¢ par dollar dans quelques années à peine. En dollars indexés, c'est donc 80 milliards de dollars par année qui seront consacrés, dans quelques années à peine, au remboursement des intérêts de la dette.

Pourquoi en est-il ainsi? C'est tout simplement parce que le gouvernement s'est trop endetté. Par contre, cela n'explique pas tout. Au moment d'emprunter de l'argent, le gouvernement a fait preuve d'une négligence extrême en optant uniquement pour des échéances à court terme. À titre de comparaison, durant la pandémie de COVID-19, des pays comme l'Autriche ont émis des obligations d'une durée de 100 ans. Au Mexique, la durée moyenne est de 18 ans. Au Canada, cependant, le terme moyen jusqu'à l'échéance est de 6 ans. Bon sang, même le gouvernement provincial de l'Ontario l'a fixé à 12 ans.

Ce que le gouvernement a fait à la gestion des finances du pays est tout simplement embarrassant. Le montant d'argent consacré au remboursement des intérêts sur la dette aura doublé dans 10 ans. C'est de l'argent perdu pour les services sociaux. Le FMI, dont les députés ministériels adorent vanter les mérites en disant que c'est une merveilleuse institution multilatérale, a déjà reconnu que pour chaque sou dépensé en intérêts sur la dette, un montant correspondant est coupé des services sociaux.

• (1145)

Voilà pourquoi nous nous soucions des dépenses. Il y a quelques années à peine, les personnes dans cette enceinte et celles à l'extérieur qui mettaient en garde contre les dépenses excessives du gouvernement étaient ridiculisées, car notre ratio dette-PIB était en baisse et nous ne dépensions pas beaucoup en intérêts sur la dette. Voyons où nous en sommes aujourd'hui, et nous ne sommes même pas en récession.

En mai, la Banque du Canada a averti que 40 % des émissions de titres de créance du gouvernement sont achetées par des fonds spéculatifs. Pourquoi faut-il s'en préoccuper? C'est que cela signifie que 40 % des titres de créance émis par le gouvernement sont achetés par des spéculateurs financiers, qui ne les conservent pas très longtemps. Ils les achètent et les revendent immédiatement sur le marché des pensions. Que va-t-il advenir de nos taux d'intérêt si un événement à l'étranger, tel qu'un problème de dette souveraine, une crise dans un autre pays ou une incertitude économique mondiale, empêche ces fonds spéculatifs et ces spéculateurs financiers de disposer de liquidités ou de vendre les titres de créance qu'ils ont achetés? Qui achètera alors ces titres?

Les rendements augmenteront, les intérêts sur la dette augmenteront et les services sociaux devront être réduits. Bien sûr, nous pourrions revenir à la situation où la Banque centrale du Canada achète la dette de ce pays et la monnaie, ce qui revient en fait à imprimer de l'argent. Que se passe-t-il lorsque nous imprimons de l'argent? L'inflation augmente et un écart considérable se creuse entre ceux qui possèdent des actifs et ceux qui n'en ont pas.

Malgré toute l'attention que le gouvernement accorde aux personnes à faible revenu, son aveuglement total et son refus de reconnaître les effets négatifs de l'inflation sur les Canadiens à faible revenu et vulnérables sont déplorables. Le gouvernement a favorisé l'augmentation des inégalités de richesse et de revenu dans ce pays au cours des 10 dernières années. Sous le gouvernement Harper précédent, ces inégalités avaient diminué. Elles n'avaient pas augmenté sous le gouvernement conservateur précédent. Elles ont augmenté sous le gouvernement libéral au cours des 10 dernières années, car ses politiques et ses déficits inflationnistes ont enrichi ceux qui possèdent des actifs et appauvri ceux qui n'en ont pas.

C'est ce qui se passe. Ce sont des principes économiques élémentaires. Ce n'est pas ce à quoi je m'attendais de la part d'un premier

Travaux des subsides

ministre réputé et respecté, qui a reçu maintes distinctions et qui prétend en savoir plus que tout le monde. Il n'a pas fait campagne en promettant de dépenser deux fois plus que M. Trudeau sur le plan des déficits.

D'autres politiques libérales provoquent de l'inflation tous azimuts. Il ne s'agit pas seulement des aliments. Pensons au coût des assurances. Étant donné que le gouvernement a fait fuir les investisseurs, les réassureurs ont quitté le pays. Il y a ainsi moins de concurrence dans le secteur de l'assurance, ce qui explique la montée en flèche des primes d'assurance commerciale et automobile. De surcroît, le gouvernement ne semble pas se soucier des voitures volées ou ne s'en soucie que depuis peu.

J'étais à mon bistrot préféré hier soir, qui s'appelle Stolen Goods. Quel endroit agréable. Des clients du bistrot m'ont dit qu'ils paient une somme équivalente au tiers du loyer de leur entreprise simplement pour souscrire une assurance commerciale. C'est insoutenable.

Ces politiques économiques et ces répercussions sont le résultat direct du manque d'intérêt du gouvernement pour l'économie, puisqu'il croit pouvoir résoudre tous les problèmes en dépensant davantage.

Le premier ministre s'est rendu dans le Bureau ovale. Je serais gêné si j'étais député libéral aujourd'hui. Le premier ministre a fait campagne en disant que les conservateurs allaient s'agenouiller devant M. Trump, mais qu'a-t-il fait? Voici quelques grands titres. « Il est humiliant de faire des courbettes devant Donald Trump, mais Mark Carney peut-il faire autrement? » C'est ce qu'on peut lire dans le *Globe and Mail*. Althia Raj écrit dans le *Toronto Star* que le premier ministre et Donald Trump « font preuve d'affection ». Elle a même parlé de bromance. Je pense qu'il est raisonnable de le souligner.

• (1150)

Nous sommes ici aujourd'hui pour mettre fin aux déficits inflationnistes inutiles. Voilà la mission des conservateurs.

[Français]

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je veux juste revenir sur la question de l'impression d'argent. J'aimerais rappeler à mon collègue que cela s'appelle l'assouplissement quantitatif, une politique mise en œuvre par les banques centrales. Cela a aussi été mis en œuvre aux États-Unis par la Réserve fédérale, ainsi qu'en Europe.

Est-ce que mon honorable collègue pense que les mesures d'assouplissement quantitatif sont dommageables?

[Traduction]

Adam Chambers: Monsieur le Président, j'ai eu la merveilleuse occasion de travailler pour le ministre des Finances Jim Flaherty, qui a dit ce que tout le monde savait à l'époque: l'assouplissement quantitatif est une mesure inflationniste et néfaste pour l'ensemble de l'économie.

La banque centrale n'avait jamais procédé à un assouplissement quantitatif avant la pandémie. Elle procède actuellement à un resserrement quantitatif. Les politiques budgétaires du gouvernement placent la banque dans une position très difficile, qui pourrait la forcer à pratiquer de nouveau l'assouplissement quantitatif. Or, nous savons quels ont été les résultats de cette politique à l'échelle mondiale.

Travaux des subsides

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, nous parlons de dépenses et de revenus. Bien évidemment, la gestion des finances publiques doit se faire de manière responsable, mais elle doit aussi tenir compte des personnes les plus durement touchées par la crise économique, qui semble affecter une bonne partie de la population.

Mon collègue est-il d'accord sur la position de son propre parti, qui avait appuyé le projet de loi de la députée de Shefford visant à rétablir l'équité entre les personnes âgées de 65 à 74 ans et celles de 75 ans et plus en ce qui concerne la pension de la Sécurité de la vieillesse? Selon lui, même s'il s'agit d'une dépense, est-ce qu'il considère que c'est une bonne dépense qui pourrait en retour bénéficier à l'économie canadienne puisque ces gens vont dépenser cet argent ici?

[Traduction]

Adam Chambers: Monsieur le Président, les conservateurs veulent s'assurer que le gouvernement dépense son argent à bon escient pour être en mesure de financer les soins de santé et les services sociaux pour ceux qui en ont le plus besoin, y compris les aînés, les jeunes et les familles. Nous devons examiner avec discernement chaque poste budgétaire afin que le gouvernement dispose des fonds nécessaires pour aider les personnes vulnérables et à faible revenu, en particulier les aînés.

En complément de ce qu'a dit mon collègue, j'ajouterais que le montant du Supplément de revenu garanti versé aux prestataires admissibles n'est pas suffisant.

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur la question de l'assouplissement quantitatif. Le gouvernement du Canada a mis en place un programme de relance. En janvier, la banque centrale a dit qu'elle avait normalisé son processus de resserrement quantitatif et l'a terminé. Néanmoins, au moment du discours du Trône, j'ai signalé que c'était le signe que le gouvernement allait de nouveau se lancer dans les dépenses à n'en plus finir. D'après ce que j'ai vu au cours des derniers mois, avec l'effondrement du château de cartes budgétaire, nous sommes à la veille d'un nouvel assouplissement quantitatif de taille.

Je me demande si mon collègue pourrait nous parler des répercussions de cette situation, en particulier dans le contexte économique actuel.

Adam Chambers: Monsieur le Président, les risques que le député soulève sont importants. Initialement, la raison pour laquelle nous avons eu un assouplissement quantitatif, c'est que personne d'autre n'était prêt à acheter notre dette. Cela pourrait se reproduire. Sachant que 40 % des acheteurs de notre dette sont des fonds spéculatifs ou des spéculateurs sur les marchés financiers, s'ils ne sont pas en mesure d'acheter notre dette, qui le fera?

Les taux augmenteront ou la Banque du Canada sera forcée d'acheter la dette publique canadienne, ce qui, bien sûr, correspond à un assouplissement quantitatif. Ce sera peut-être les deux. La masse monétaire M2 augmentera, ce qui s'assimile au fond à faire tourner la planche à billets.

• (1155)

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, Imperial Oil a enregistré des profits de plus de 7 milliards de dollars en 2023, de près de 5 milliards de dollars en 2024 et de près de 1 milliard de dollars au dernier trimestre. Elle a remis 367 millions de dollars à ses actionnaires. À partir de quel seuil les conser-

vateurs seraient-ils prêts à collecter un impôt sur les bénéfices extraordinaires afin d'aider les personnes très vulnérables dont parle le député?

Adam Chambers: Monsieur le Président, jamais dans l'histoire une augmentation de l'impôt des entreprises n'a entraîné une baisse des prix pour les consommateurs. Je ne pense pas que nous pourrions avoir une discussion approfondie sur cette question ici aujourd'hui, mais je serai heureux d'en discuter à nouveau avec le député à une date ultérieure.

Michael Kram (Regina—Wascana, PCC) Monsieur le Président, j'aimerais commencer mon intervention de ce matin par une critique de film, si vous me le permettez. Ce film, qui met en vedette Leonardo DiCaprio et Kate Winslet, est largement considéré comme le chef-d'œuvre de James Cameron. Il a remporté 11 Oscars et a rapporté 2 milliards de dollars au box-office. Je fais bien sûr référence à *Titanic*.

L'une des scènes les plus mémorables de ce film est celle où le navire approche de l'iceberg et où la vigie crie: « Iceberg, droit devant! » Tout à coup, le capitaine et l'équipage se précipitent, font marche arrière et tournent la barre et le gouvernail de toutes leurs forces pour essayer d'empêcher le navire de heurter l'iceberg. Malheureusement, il est trop tard. Le navire heurte l'iceberg et coule au fond de l'océan.

Les historiens s'accordent depuis longtemps à dire que si la vigie avait vu l'iceberg quelques secondes plus tôt, le navire aurait pu virer à temps et la catastrophe aurait pu être évitée. Imaginons un instant que la vigie, au lieu de voir l'iceberg seulement une ou deux minutes avant la collision, l'ait vu 10 ans à l'avance. En quoi les événements auraient-ils été différents? Cela n'aurait pas fait un très bon film. Si la vigie avait pu voir l'iceberg à des kilomètres et des kilomètres de distance, il aurait probablement été assez facile d'éviter la collision.

Cela fait 10 ans que le gouvernement libéral est averti des dangers liés aux dépenses inconsidérées de Justin Trudeau et à la poursuite de ces politiques irresponsables sous l'actuel premier ministre au cours des six derniers mois. Cependant, cela n'a pas toujours été le cas.

Il y a une génération, les libéraux de l'époque Chrétien-Martin étaient le parti de la responsabilité financière. L'ancien ministre des Finances Paul Martin a déclaré un jour que le gouvernement libéral équilibrerait le budget « coûte que coûte ». Des choix difficiles ont été faits dans les années 1990, mais finalement, les comptes ont été équilibrés, car le gouvernement avait compris qu'une nation ne peut pas atteindre la prospérité en dépensant de l'argent qu'elle n'a pas. Les conservateurs n'étaient peut-être pas d'accord avec certaines des décisions prises en cours de route, mais les deux partis soutenaient le principe fondamental de la responsabilité financière.

Malheureusement, plus récemment, Justin Trudeau a dit que le budget s'équilibrerait de lui-même. En 2015, il a dit que les libéraux enregistreraient trois légers déficits pendant trois courtes années, puis que le budget serait équilibré. Avance rapide jusqu'en décembre 2024, où les libéraux devaient présenter leur énoncé économique de l'automne. À ce moment-là, leur déficit avait atteint le chiffre astronomique de 62 milliards de dollars, un montant si embarrassant que la ministre des Finances a choisi de démissionner ce matin-là plutôt que d'affronter l'embarras qui allait inévitablement accompagner un déficit aussi massif et incontrôlé.

Cela nous amène à nous demander à combien s'élèvera le déficit en 2025. Malheureusement, personne ne le sait parce que, jusqu'à présent, le gouvernement libéral a tergiversé, il a reporté et retardé le dépôt d'un budget et il a continué de foncer tête baissée comme si de rien n'était.

Nous en avons eu un aperçu récemment lorsque le directeur parlementaire du budget a témoigné devant le comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Il a qualifié les finances publiques d'« insoutenables ». Il a ajouté :

Les perspectives financières ne sont pas réjouissantes. Elles sont très graves. Nous n'utilisons pas le mot « insoutenable » à la légère. Ce mot signifie que l'on ne peut pas se permettre d'attendre quelques années pour voir comment les choses évoluent. Il signifie plutôt que si l'on ne change pas les choses, c'est fini.

Le directeur parlementaire du budget aurait tout aussi bien pu se lever et crier : « Iceberg, droit avant ! »

Le gouvernement libéral doit changer de cap avant que le navire ne percute l'iceberg, mais, malheureusement, le capitaine actuel du navire continue sur la même voie que celle suivie par Justin Trudeau. Nous constatons déjà les dommages causés à notre économie et à notre niveau de vie.

• (1200)

En 2015, les libéraux ont déclaré que leurs dépenses déficitaires entraîneraient des investissements, mais 10 ans plus tard, les investissements par travailleur ont chuté de 10 %. Le poids de la dette et des déficits sur l'économie du pays au cours des 10 dernières années nous a valu le pire taux de croissance économique par habitant du G7. Sous la gouverne de l'actuel premier ministre, entré en fonction au début de l'année, 86 000 emplois nets ont été perdus, ce qui place le Canada au deuxième rang des pays du G7 en matière de chômage.

L'inflation alimentaire a doublé. D'ailleurs, dans un rapport récent de Banques alimentaires Canada, le gouvernement n'a pas obtenu la note de passage en matière d'insécurité alimentaire, alors qu'il avait obtenu un « C » il y a seulement deux ans.

Depuis que le premier ministre est entré en fonction, il y a six mois, 54 milliards de dollars d'investissements nets ont quitté le pays. En l'absence d'investissements dans de nouveaux équipements industriels, de nouvelles machines agricoles et de nouvelles entreprises, la productivité des travailleurs canadiens et le niveau de vie des Canadiens continueront de baisser.

Un autre aspect affligeant du déficit colossal et hors de contrôle des libéraux, c'est que son montant est tellement élevé que les gens peinent à comprendre à quel point il est énorme. Quand le prix que nous payons à l'épicerie, à la pompe ou à notre restaurant favori augmente, nous voyons tout de suite la différence de coût. Comme ce sont des achats récurrents, les gens voient immédiatement que le plein d'essence ou leur repas préféré coûte plus cher qu'avant. Par contre, lorsque nous parlons de l'ampleur du déficit fédéral, le montant est tellement énorme qu'il devient vide de sens pour M. et Mme Tout-le-Monde. C'est particulièrement vrai lorsque les libéraux refusent de déposer un budget et de dévoiler le montant réel du déficit.

Pour les besoins de la discussion, prenons le déficit de 62 milliards de dollars de l'énoncé économique de l'automne présenté en décembre dernier. Qu'est-ce que 62 milliards de dollars ? C'est gros comment, ce montant ?

Travaux des subsides

La plus grosse coupure de billet de banque émis par la Banque du Canada est le billet de 100 \$. Si une personne se rendait à la banque, si elle se rendait au guichet automatique et retirait 62 milliards de dollars en billets de 100 \$, elle obtiendrait 620 millions de billets de 100 \$. Chaque billet de 100 \$ a une épaisseur d'environ 0,1 millimètre, ce qui signifie que si nous empilons ces 620 millions de billets de 100 \$ les uns par-dessus les autres, la pile atteindrait 62 kilomètres de hauteur. Autrement dit, c'est environ 7 fois la hauteur du mont Everest. Si nous utilisions des billets de 10 \$, nous aurions 70 monts Everest. Si nous utilisions des rouleaux de pièces de deux dollars, il y aurait assez de pièces pour faire le tour de la planète. Si c'était des pièces d'un dollar, il y en aurait suffisamment pour faire deux fois le tour de la planète.

Heureusement, les pièces d'un cent ont été retirées de la circulation. Je vais donc mettre fin à mes analogies, mais j'espère avoir fait valoir mon point de vue sur l'énormité de cet iceberg économique vers lequel le Canada vogue. Le *Titanic* libéral a peut-être changé de capitaine l'hiver dernier, mais le cap qui a été tracé il y a 10 ans sous Justin Trudeau n'a pas changé. Nous vogueons toujours directement vers un iceberg économique de la taille de l'Everest. Il est temps de changer de cap.

J'encourage aujourd'hui les députés à appuyer la motion des conservateurs.

• (1205)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) : Monsieur le Président, nous pourrions utiliser la métaphore de l'iceberg pour le Canada, comme vient de le faire le député, de même que pour les États-Unis, l'Angleterre ou n'importe quel autre pays du G7. Ce que l'on constate, c'est que le ratio dette nette-PIB du Canada est le plus faible des pays du G7.

Le député énonce en quelque sorte ce que j'ai essayé de dire tout à l'heure. Les conservateurs essaient de dépeindre le Canada comme un pays dysfonctionnel. En avril, les Canadiens nous ont clairement dit qu'ils veulent nous voir travailler ensemble pour bâtir un Canada fort.

Je me demande si le député peut nous donner son avis sur la dette d'autres pays membres du G7 comparativement à l'iceberg.

Michael Kram : Monsieur le Président, j'ai l'impression d'entendre un élève du primaire présenter son bulletin à ses parents en leur disant que ce n'est pas grave s'il a eu un F, parce que tous les autres dans la classe ont eu la même note. Ce n'est pas parce que l'on peut citer les piètres résultats des autres qu'on fait du bon travail.

Oui, partout dans le monde, les gouvernements ont du mal à limiter les dépenses inutiles, mais il n'y a rien de réconfortant là-dedans pour les Canadiens qui en arrachent, qui peinent à payer leur épicerie et leur loyer. La misère des autres n'a rien de réconfortant et n'excuse pas le manque de rigueur budgétaire du gouvernement.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC) : Monsieur le Président, les libéraux essaient de nous faire croire que tout va bien au Canada. Quand ils parlent, ils n'arrêtent pas de faire la promotion des grands projets qu'ils ont mis en place.

Ils parlent aussi de LNG Canada. Je tiens à souligner que, lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, il y avait 14 demandes pour la construction d'usines de gaz naturel liquéfié au pays. Au cours des 10 dernières années, une seule a été construite.

Travaux des subsides

Mon collègue a-t-il quelque chose à dire à ce sujet?

Michael Kram: Monsieur le Président, des dirigeants de l'Allemagne, de la Grèce, de la Pologne et d'autres pays aimeraient acheter du pétrole et du gaz canadiens afin de pouvoir cesser de s'approvisionner auprès de la Russie et de dictateurs au Moyen-Orient. Or, il n'y a rien de plus frustrant que d'entendre les libéraux répondre qu'il n'est pas rentable d'exporter du pétrole et du gaz vers l'Europe ou d'autres alliés dans le monde. Rien n'est plus frustrant que d'avoir toutes ces avenues de développement économique littéralement sous nos pieds, pendant que les libéraux multiplient les prétextes pour ne pas les exploiter ni améliorer la vie des Canadiens.

Il serait merveilleux de voir ces projets et ces débouchés se concrétiser pour améliorer la vie non seulement des Canadiens, mais aussi de nos alliés dans le monde entier.

[Français]

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, on a beaucoup parlé d'irresponsabilité fiscale. Les deux derniers intervenants l'ont fait.

Cependant, j'aimerais que nos collègues nous expliquent ceci. Si le Canada est en effet un cas désespéré, comment se fait-il que nous ayons toujours une cote de crédit AAA?

[Traduction]

Michael Kram: Monsieur le Président, il est intéressant de voir les libéraux changer constamment les règles du jeu. Je me souviens de l'époque où Paul Martin était premier ministre. L'objectif était alors d'équilibrer le budget coûte que coûte. Quelques années plus tard, les libéraux ont dit qu'ils n'allaient pas équilibrer le budget, mais qu'ils se concentreraient sur le ratio de la dette par rapport au PIB, qu'ils la maintiendraient sous un certain pourcentage du PIB. Maintenant, ils parlent de séparer les déficits entre les déficits opérationnels et les immobilisations, ou peu importe le terme choisi.

Je trouve vraiment exaspérant que les libéraux essaient de nous leurrer et de changer les règles du jeu alors que nous fonçons tout droit vers un iceberg et un déficit de 62 milliards de dollars. Il est temps que les libéraux assument une part de responsabilité pour le gâchis financier dans lequel nous nous trouvons et qu'ils redressent la situation.

• (1210)

Gord Johns: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je le fais maintenant, car je veux m'assurer qu'on donne la parole aux intervenants dans le bon ordre.

Lorsque j'ai posé une question au député de Marc-Aurèle-Fortin sur la cupidité incontrôlée des entreprises, après son discours, il a dit dans sa réponse que j'étais un député conservateur.

Je n'ai vraiment rien d'un député conservateur. Je veux lui donner l'occasion de rectifier les faits, si possible.

Le vice-président: L'affiliation politique du député est notée.

Nous reprenons le débat. La députée de Guelph a la parole.

[Français]

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Berthier—Maskinongé.

C'est avec grand plaisir que je participe à ce débat aujourd'hui. Notre gouvernement est bien conscient du fait que bien des Canadiennes et bien des Canadiens ont de la difficulté à joindre les deux

bouts. Il y a beaucoup de factures à payer, les logements sont coûteux et il coûte cher de faire l'épicerie pour nourrir sa famille.

Par contre, cette réalité s'inscrit dans un contexte global. Nous comprenons bien cette réalité et nous regardons tous les enjeux. C'est pourquoi nous proposons de nombreuses mesures pour aider les Canadiens et les Canadiennes à garder plus d'argent dans leurs poches.

[Traduction]

Le nouveau gouvernement du Canada est déterminé à mettre en œuvre un plan visant à relever les défis liés au coût de la vie qui touchent les Canadiens dans tout le pays. C'est ce qui nous intéresse, et non pas la sélection arbitraire de données.

Je vais donner quelques exemples.

Très tôt dans son mandat, le gouvernement a accordé une réduction d'impôt à la classe moyenne afin de permettre aux Canadiens qui travaillent fort de garder plus d'argent dans leurs poches. Près de 22 millions de Canadiens bénéficient déjà de cette réduction d'impôt pour la classe moyenne. Cette mesure permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ en 2026. À l'avenir, elle devrait permettre aux Canadiens d'économiser plus de 27 milliards de dollars en impôts au cours des cinq prochaines années. Cette réduction du taux d'imposition profitera aux Canadiens de tout le pays. La majeure partie de la réduction d'impôt pour la classe moyenne ira aux personnes dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, dont près de la moitié à celles qui se trouvent dans la première tranche, soit 57 375 \$ et moins en 2025.

En plus de cette réduction d'impôt pour la classe moyenne, le taux d'imposition marginal de la première tranche de revenu des particuliers a été ramené de 15 % à 14 % à compter du 1^{er} juillet. Cette réduction d'impôt aide maintenant les Canadiens qui travaillent fort à conserver une plus grande partie de leur salaire pour le dépenser là où cela compte le plus.

[Français]

Notre gouvernement est aussi bien conscient que le Canada traverse une crise du logement. Bien que des améliorations soient observées récemment dans plusieurs villes, un trop grand nombre de Canadiens, en particulier les jeunes, ont de la difficulté à trouver un logement qu'ils peuvent se payer. C'est pourquoi notre gouvernement met en œuvre une nouvelle approche ambitieuse afin d'augmenter l'offre de logements au Canada.

[Traduction]

Par exemple, le gouvernement va éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve de 1 million de dollars ou moins et réduire la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont le prix se situe entre 1 et 1,5 million de dollars. Pour que nous puissions aller de l'avant, le budget doit être adopté. C'est une mesure d'aide importante, car les acheteurs d'une première maison peuvent économiser jusqu'à 50 000 \$. Globalement, on s'attend à ce que cette réduction d'impôt fasse économiser 3,9 milliards de dollars aux Canadiens sur une période de cinq ans. Grâce à cette mesure de soutien ciblée, le gouvernement permet à un plus grand nombre de jeunes Canadiens d'accéder au marché immobilier et de réaliser ainsi leur rêve d'accéder à la propriété. Grâce à cet allègement de la TPS, nous veillons à ce que les acheteurs d'une première maison aient des coûts de logement initiaux moins élevés et plus d'argent dans leurs poches pour les dépenses connexes.

De plus, il y a plusieurs mesures pour augmenter l'offre de logements. Je suis ravie de souligner que cet allègement de la TPS aura également un effet dynamique sur l'augmentation de l'offre en encourageant la construction de logements partout au pays.

[Français]

Notre engagement à aider à la construction de plus de logements d'un océan à l'autre ne s'arrête pas là. Nous avons récemment lancé l'organisme Maisons Canada, une toute nouvelle agence fédérale chargée de construire des logements abordables à grande échelle. C'est merveilleux, et ça fait trop longtemps qu'on attend.

Maisons Canada construira rapidement des logements abordables préfabriqués sur des terrains fédéraux. L'organisme contribuera aussi à lutter contre l'itinérance en bâtissant des logements supervisés et de transition en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones. Dans ma circonscription, Guelph, nous avons eu beaucoup de succès dans les dernières années à créer du soutien essentiel pour combattre l'itinérance, et nous avons besoin d'en voir beaucoup plus à l'échelle du Canada. Ce programme aidera à maintenir des logements communautaires très abordables pour les ménages à faible revenu.

En bref, Maisons Canada va accélérer la construction de logements et donner aux constructeurs privés la certitude dont ils ont besoin pour en construire encore davantage. Avec Maisons Canada, notre gouvernement vient transformer la collaboration entre les secteurs public et privé. Le programme a été très bien reçu par tout le monde dans le secteur. Nous le faisons en utilisant des méthodes de construction modernes tout en favorisant l'émergence d'une toute nouvelle industrie canadienne de l'habitation.

• (1215)

[Traduction]

Le gouvernement a également aboli la taxe sur le carbone pour les consommateurs afin de recentrer la tarification du carbone sur les grands émetteurs.

À Guelph, le programme de garderies a vu cette année le coût quotidien des services passer de 35 \$ à 22 \$. Cela représente une économie de plusieurs milliers de dollars pour les personnes qui ont des enfants à la garderie.

Grâce à toutes ces mesures, le gouvernement allège le fardeau fiscal, réduit les coûts, permet aux Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches et les aide grâce à plusieurs initiatives, comme la reconversion professionnelle et l'investissement dans des secteurs qui connaissent actuellement des difficultés, afin de préserver les emplois. Cependant, il est important de comprendre que pour continuer à soutenir les Canadiens, nous devons gérer les finances publiques du Canada avec prudence. Lorsque je siégeais à un conseil municipal, j'ai mis en place des audits de rentabilité et j'ai examiné les budgets ligne par ligne. C'est une question qui me tient vraiment à cœur.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes guidés par la discipline budgétaire. Nous dépenserons moins et investirons davantage. Nous allons équilibrer les dépenses de fonctionnement du gouvernement et les recettes au cours des trois prochaines années en réduisant le gaspillage, en plafonnant la fonction publique, en mettant fin aux doubles emplois et en déployant la technologie pour améliorer la productivité du secteur public. Le ministre des Finances et du Revenu national présentera les détails du nouveau plan du gouvernement le 4 novembre en déposant le budget de 2025 à la Chambre.

Travaux des subsides

Il s'agira d'un budget fédéral complet, efficace, ambitieux et prudent qui mettra l'accent sur la croissance, la productivité et la prospérité à long terme.

J'ajouterais aussi une chose en ce qui concerne le logement.

Comme l'a annoncé le ministre des Finances et du Revenu national plus tôt cette semaine, le nouveau cycle budgétaire d'automne correspondra mieux à la saison de la construction, ce qui offrira davantage de certitude et de prévisibilité pour les promoteurs et les investisseurs.

[Français]

Comme on peut le voir, notre gouvernement a déjà fait des investissements et il en fera encore plus pour aider les Canadiens avec les défis que pose le coût élevé de la vie, et pour appuyer nos industries. Nous avons baissé les taxes et les impôts et soutenons la construction de nouveaux logements. Toutefois, nous sommes aussi conscients de la nécessité de gérer de façon prudente les deniers publics.

[Traduction]

Grâce au budget de 2025, le gouvernement jettera les bases d'une nouvelle stratégie industrielle qui transformera l'économie. Le comité de l'industrie, dont je suis membre, étudie le dossier en ce moment même. Nous devons passer d'une économie qui dépend de partenaires commerciaux précis, comme nos voisins du Sud, à une économie qui est plus résiliente face aux chocs mondiaux. La nouvelle économie canadienne reposera sur une base solide d'industries canadiennes fortes, et elle sera stimulée par des partenaires commerciaux étrangers. Je crois que c'est exactement ce dont notre pays a besoin en ce moment. C'est ce dont les Canadiens ont besoin.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son discours.

Je trouve toujours ça un peu étrange quand j'entends les libéraux se vanter d'avoir soulagé le fardeau de la classe moyenne avec des baisses d'impôts alors que c'est la classe moyenne qui en arrache le plus présentement en raison du coût de la vie, qui n'arrête pas de l'étouffer, littéralement.

Malgré cela, au lendemain de l'élection, les libéraux ont décidé de se priver de près de 90 milliards de dollars de revenus potentiels. Des contre-mesures tarifaires devaient être mises en place, mais on n'a pas encore vu la couleur de cet argent. Il y a la taxe sur les services numériques qui a été abolie. Il y a plein de mesures qui auraient pu apporter de l'eau au moulin et qui auraient pu être mises à contribution pour soulager le fardeau des familles de la classe moyenne, dont une majorité vit à 200 \$ de l'insolvabilité.

À chaque paie, la majorité des familles canadiennes sont à 200 \$ d'être dans le trou. Ce n'est pas une blague. Le gouvernement se vante d'avoir allégé le fardeau de la classe moyenne. Pendant ce temps, on envoie 83 milliards de dollars à l'industrie pétrolière. Le député de Marc-Aurèle-Fortin dit que cela rapporte des revenus. Wow! Pour un économiste, c'est fabuleux.

J'aimerais savoir quelles seront les mesures qui vont réellement être mises en place pour soutenir et soulager...

Le vice-président: Je dois donner la chance à la députée de répondre à la question.

La députée de Guelph a la parole.

Travaux des subsides

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, la ville de Guelph est l'une des plus vulnérables aux droits de douane américains, qui endommagent nos industries. Or, la Chambre de commerce du Canada nous explique depuis plusieurs mois que les contre-mesures tarifaires ne sont pas nécessairement les meilleures mesures pour protéger nos industries, qui embauchent tous ces gens dans ma ville et dans celle de mon collègue.

Il faut regarder la situation de façon plus large. Nous avons un taux d'inflation de 1,9 %. C'est une baisse par rapport au taux de 8,1 % de juin 2022. Le taux se situe dans la fourchette cible de la Banque du Canada depuis plus d'un an et demi. Même pendant la pandémie et après celle-ci, le Canada avait un taux d'inflation qui était parmi les meilleurs du G7. La Banque du Canada a été la première banque...

• (1220)

Le vice-président: Je dois interrompre la députée, car nous devons passer aux questions et aux observations.

L'honorable député de Peace River—Westlock a la parole.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, encore une fois, un autre libéral prend la parole pour dire que tout va pour le mieux au Canada. Cependant, nous répétons sans cesse que l'inflation est hors de contrôle et que le taux de chômage est monté en flèche. Des milliards de dollars quittent le pays pour être investis aux États-Unis.

Je demande une réponse claire: la députée pense-t-elle que les choses vont bien au Canada? Si ce n'est pas le cas, qu'est-ce qui expliquerait la situation?

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, il faut considérer la situation du Canada dans le contexte mondial. Y a-t-il des choses qui pourraient aller mieux? C'est certain. Cela dit, le Canada a le deuxième ratio d'investissements étrangers par rapport au PIB en importance parmi les pays du G20. En 2024, les investissements étrangers directs au Canada ont atteint 85,5 milliards de dollars, un record, ce qui représente une hausse de 36 % par rapport à 2023.

Est-ce que tout est parfait? Non, alors pourquoi ne pas rétablir le contrôle des loyers en Ontario? Pourquoi ne pas verser aux Ontariens des prestations raisonnables du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ou du programme Ontario au travail?

Le Parti conservateur veut mettre tous les problèmes sur le dos du gouvernement, mais c'est faire preuve d'une grande étroitesse d'esprit.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec la dernière remarque de ma collègue, en particulier sur le fait que, peu importe le sujet, les conservateurs cherchent par tous les moyens à faire croire que le gouvernement libéral est l'unique responsable des problèmes que vivent les gens.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, ils se réjouissent; ils sont d'accord.

En réalité, cependant, il existe de nombreux autres facteurs qui influent sur la vie des gens, comme la conjoncture économique mondiale. Il y a la guerre en Ukraine, un pays qui produit le tiers

des céréales de la planète. C'est certain que, lorsqu'il y a une guerre, cela entraîne une inflation du prix des marchandises. Je me demande si la députée voudrait en dire davantage à ce sujet.

Dominique O'Rourke: Monsieur le Président, l'inflation alimentaire est bel et bien réelle, mais quels sont les facteurs qui l'alimentent? Il y a les chaînes d'approvisionnement, les changements climatiques et les lobbyistes de Loblaws, qui s'est fait prendre à manipuler les prix. Nous devons considérer ce qui se passe à l'échelle mondiale. Nous devons nous attaquer aux problèmes que nous pouvons régler. C'est ce que nous faisons. Nous investissons dans les Canadiens. Nous investissons dans l'industrie. J'invite les députés d'en face à appuyer notre budget.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, cela me fait plaisir de prendre la parole au sujet de la motion conservatrice d'aujourd'hui. Je trouve ça presque émouvant parce que, pour une fois, nous allons finalement pouvoir voter en faveur d'une motion conservatrice. Celle-ci ne contient pas trop de populisme. Elle contient des données assez exactes. De plus, on y retrouve des énoncés qui sont très importants.

Je ne vais pas relire toute la motion, parce que cela a été fait plusieurs fois aujourd'hui. Cependant, je vais lire ma phrase préférée, celle à laquelle j'aimerais que les députés à la Chambre des communes prêtent attention et prennent cinq secondes pour réfléchir à ce qu'elle veut dire: « chaque dollar dépensé par le gouvernement provient des poches des Canadiens », des Québécois, des citoyens.

Le moment de silence que j'observe est volontaire. Pensons-y. Quand on donne des contrats à ses amis, qui sont deux ou trois gars dans le fond d'un sous-sol et dont les fonctions sont de recevoir des contrats du gouvernement et de les redonner en sous-traitance en se gardant une cote au passage — tout le monde sait de quoi je parle —, cette phrase s'applique pareil. Chaque dollar dépensé vient des poches du monde. Quand on parle du coût à l'épicerie, du coût des loyers et qu'on dit que c'est la faute de l'un, de l'autre ou de ceci, ce sont les citoyens qui assument ces coûts.

Je vois des votes à la Chambre des communes lors desquels on refuse une indexation minimale, et je ne dis même pas « décente », des pensions de vieillesse à partir de 65 ans. Pourtant, l'épicerie n'est pas moins chère quand on a 65, 66 ou 67 ans que quand on a 76 ans. On pourrait même dire qu'elle est plus chère parce que ça a l'air que, généralement, on mange de moins en moins en vieillissant. Je fais un peu d'ironie ici, et j'espère que tout le monde l'interprète de cette façon, mais ce sont des sujets graves et importants.

Moi, je suis inquiet. Je suis inquiet du nouveau premier ministre. Je ne dirai pas « du nouveau gouvernement », parce qu'il y a une autre phrase dans la motion qui dit que ce pseudo-nouveau gouvernement suit la même *trail* que l'autre d'avant. Je suis assez d'accord sur cette phrase également. On a changé la face ainsi que l'étiquette sur le pot de beurre d'arachide, mais c'est le même beurre d'arachide dedans. C'est une image qu'on a déjà utilisée à la Chambre et que j'aime bien. C'est pour rappeler aux gens que c'est le même gouvernement que depuis 2015. Il va se vanter qu'on vient de baisser les taux d'intérêt et qu'il est magnifique. Quand les taux d'intérêt baissent, c'est parce que l'économie ralentit. Nous avons donc l'équivalent d'un gouvernement qui se vante d'un ralentissement de l'activité économique, qui a l'air fier que le ratio de production par habitant pour le PIB diminue. Ce n'est pas censé diminuer dans un pays du G7 bien géré. Tout ce que j'ai dit dans la dernière phrase fonctionne, sauf les deux derniers mots: « bien géré ».

C'est mal géré. C'est pour ça que nous sommes heureux de voter en faveur de la motion. Je le dis à mes collègues conservateurs qui m'entendent parler. Ce ne sont pas des farces, ça me fait vraiment plaisir de pouvoir voter avec eux. Souvent, dans les motions qui nous sont présentées, il n'y a que la moitié qui est vraie. Ce sont des sujets super importants, mais, tout d'un coup, il y a un paquet de phrases populistes et d'affirmations faciles qui viennent forcer les adultes dans la pièce — je l'annonce: c'est toujours nous, les bloquistes — à ne pas voter en faveur de choses qui sont fausses. Aujourd'hui, nous sommes contents. Je félicite les conservateurs, je leur mets une petite tape dans le dos et je les encourage à continuer. On appelle ça du renforcement positif, on est dans une bonne journée.

Nos citoyens sont pris à la gorge, même si l'inflation est maîtrisée. Nous sommes contents qu'elle soit maîtrisée, mais elle a tellement été hors de contrôle pendant longtemps que les prix sont encore trop hauts pour la masse salariale, pour le salaire que les gens gagnent. C'est ça, la difficulté, et j'aimerais peut-être rappeler une petite notion de gestion publique à des gens d'en face qui nous disent de grosses affaires aujourd'hui. Il est possible et normal qu'un gouvernement, que ce soit au provincial, au Québec ou fédéral, ait des déficits occasionnellement. C'est le tampon, c'est lui qui est là pour rajuster l'activité économique. Il n'est cependant pas normal qu'il fasse des déficits à répétition, surtout quand l'économie allait déjà bien au départ; il est là, le problème. Un gouvernement doit faire des déficits pour restimuler la croissance économique quand ça ne va pas bien.

• (1225)

Or, on le fait tellement sur une base régulière depuis longtemps qu'on est en train de s'inventer des nouvelles façons de faire de la comptabilité. Les libéraux vont s'en venir avec ça, le 4 novembre. J'ai hâte de voir ça. J'espère que les citoyens vont être assez « allumés » pour voir l'arnaque qu'il va y avoir là-dedans. Ils vont nous présenter un déficit de probablement plus de 100 milliards de dollars et ça ne paraîtra pas parce qu'ils auront séparé les bonnes dettes des mauvaises dettes.

Quand on paie ses dettes, on paie ses dettes. Il faut qu'on l'ait, l'argent. En outre, chaque fois qu'un gouvernement s'endette, c'est de l'argent de moins dans les services directs à la population, dans les transferts directs à la population. C'est révoltant. Je vais utiliser ce mot-là. Je ne pense pas que ce soit un mot trop fort. Nous sommes tannés de voir ça, nous sommes choqués et nous aimerions qu'on se dise la vérité. Nous sommes ici en tant qu'élus de la population. Une campagne électorale est censée durer un mois et demi. Là, elle est finie. Pouvons-nous maintenant nous parler et voir ce que nous pourrions faire pour le bien commun? Je sais que je suis un grand naïf, mais cela fait mon charme.

Les gens sont mal pris et, si on veut les aider à mieux s'en sortir, il faut s'attaquer aux sources du problème. Une des manières dont le gouvernement peut aider les personnes à faible revenu en période de crise, c'est de leur verser un soutien direct. J'ai parlé tantôt de la pension de la Sécurité de la vieillesse, mais je pourrais aussi parler de l'assurance-emploi. Cela fait combien d'années que ce gouvernement nous promet une réforme de l'assurance-emploi? Je vais répondre à la question. Nous sommes en 2025 et ils ont commencé à en parler en 2015, et même avant. Cela fait donc plus de 10 ans et il n'y a toujours rien. Pourtant, c'est un régime d'assurance-emploi auquel les gens sont obligés de cotiser, et ce, alors que près de la moitié n'y ont même pas droit.

Travaux des subsides

Imaginons des gens faire des appels pour magasiner une assurance habitation et se faire dire qu'il se peut qu'on ne puisse pas les rembourser si leur maison passe au feu. Évidemment, les gens vont immédiatement passer au prochain appel. Or, nos citoyens ont les pieds et les mains liés. Ils sont pris avec ce mauvais gouvernement.

Si le gouvernement est incapable de gérer l'argent, qu'il le transfère au Québec. Le Québec saura le gérer. D'ailleurs, cela aurait toujours dû revenir à Québec, car le fédéral a tendance à profiter des crises et des périodes de difficulté pour centraliser davantage les pouvoirs. Sait-on pourquoi il les centralise? C'est parce qu'il a un trop grand pouvoir de taxation par rapport à ses responsabilités. Effectuer des transferts aux provinces et au Québec sur le principe d'une bonne gestion, ça ne lui rapporte pas beaucoup de votes. Ça a juste l'air de quelqu'un qui gère ses affaires comme du monde.

Le gouvernement veut juste faire de belles annonces sur le balcon, dehors, au soleil, les cheveux dans le vent, et clamer: nous allons aider les Canadiens, nous sommes là pour les Canadiens et les Canadiennes, nous allons aider la classe moyenne. Or, ce qu'on constate aujourd'hui, c'est que la classe moyenne s'est appauvrie encore davantage depuis tout ce temps. Les gens se tournent vers les banques alimentaires, et ainsi de suite.

Quand on me parle des prix à l'épicerie, en tant que porte-parole du Bloc québécois en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, je tiens à rappeler que c'est un dossier sur lequel nous avons travaillé avec beaucoup d'intelligence et de minutie au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et que nous avons identifié des problèmes et proposé des solutions. Cela n'intéresse peut-être pas tout le monde, mais nous avons trouvé des solutions.

Par exemple, le code de conduite visant un meilleur rapport de négociation pour les petits fournisseurs face aux grandes chaînes d'alimentation est encore en train de se mettre en place. C'est long et pénible, mais c'est une mesure qui pourrait changer les choses. Je vais donner un autre exemple. Si on veut s'attaquer au coût des aliments, il faut arrêter de faire augmenter le coût des intrants. Quand on décide de taxer les engrais, il ne faut pas s'étonner ensuite que les produits alimentaires coûtent plus cher. Il y a une logique à tout cela.

Je tiens également à corriger une mauvaise information qu'on nous donne. On dit que l'endettement du Canada est correct parce qu'il représente environ 45 % du PIB — c'était 42 % auparavant, c'est quand même 3 % de plus — et on se compare aux autres pays du G7. En France, par exemple, il n'y a pas de provinces qui peuvent s'endetter. Là-bas, on parle donc de la dette totale. Au Canada, si on additionne la dette du Québec et des provinces à celle du fédéral, on atteint environ 100 à 110 % du PIB. C'est équivalent à la France et au Royaume-Uni, et ça se rapproche de l'Italie. Ça ne va donc pas si bien que ça. Il faut commencer à être sérieux et à aider les gens qui en ont besoin.

J'ai plein d'autres choses à dire encore. Commençons par couper dans les fameux 83 milliards de dollars pour les pétrolières.

Travaux des subsides

● (1230)

[Traduction]

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, vers la fin de son discours, le député a parlé de certaines des supercheries financières dont le gouvernement libéral fait usage dans ses arguments. Les libéraux disent que le ratio dette-PIB diminue, mais, en fait, il augmente. Le PIB par habitant est maintenant inférieur à ce qu'il était en 2014.

Je me demande si le député pourrait nous en dire plus sur l'utilisation sélective des notions comptables par les libéraux et, en particulier, sur la diversion créée par le ministre des Finances. En effet, il essaie de détourner l'attention des Canadiens en changeant la méthode par laquelle les libéraux divulguent publiquement leurs finances.

[Français]

Yves Perron: Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier sincèrement le député, qui pose une question pertinente et qui me permet de poursuivre cette explication. Le ratio de la dette au PIB sert à déterminer si on est capable de payer sa dette. Une personne qui a un revenu de 150 000 \$ par année et qui doit 50 000 \$ est dans une bien meilleure situation qu'une personne qui a un revenu de 65 000 \$ par année et qui doit 50 000 \$.

En ce moment, le gouvernement fait de belles phrases en parlant simplement de la dette fédérale, mais ce n'est pas vrai que les citoyens paient seulement la dette fédérale. Nous payons aussi celle des provinces et celle du Québec. Le ratio est beaucoup plus élevé que ce qu'on semble vouloir nous faire croire. Dans le prochain budget, les libéraux vont cacher une partie de la dette. Je continuerai mon explication lorsque je reprendrai la parole.

● (1235)

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, le budget n'est même pas encore déposé, mais le Bloc québécois le condamne déjà. Est-ce que le Bloc québécois s'opposerait à n'importe quel budget simplement parce qu'il est dans l'opposition, peu importe ce qu'il contient? La réponse est oui ou non.

Yves Perron: Monsieur le Président, je vais faire plaisir à mon collègue. La réponse est non.

Qu'on me présente un budget qui a de l'allure, qui fait des transferts décents en santé aux provinces, qui respecte les gens qui ont construit notre société en augmentant les pensions de la Sécurité de la vieillesse et qui prévoit une réforme de l'assurance-emploi qui a du bon sens. Nous voterons pour ce budget avec grand plaisir.

Si les libéraux ont des questions, nous pourrions leur répondre. Nous sommes des économistes assez solides, au Bloc québécois. Nous allons pouvoir les renseigner et leur dire quoi faire.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son excellent discours. C'est un homme inspiré.

Tout à l'heure, mon collègue a posé une question au député de Marc-Aurèle-Fortin, qui est un économiste et un ancien ministre des Finances au gouvernement du Québec. Il a vécu la période de l'austérité, dont il était un des architectes.

Mon collègue a parlé des 83 milliards de dollars qui sont versés en soutien à l'industrie pétrolière. Le député de Marc-Aurèle-Fortin a répondu que c'était générateur de revenus pour la société. J'aimerais que mon collègue de Berthier—Maskinongé, porte-parole en

matière d'agriculture et d'agroalimentaire, nous parle des répercussions de l'industrie pétrolière sur l'environnement et sur les changements climatiques, et des répercussions directes sur le secteur de l'agriculture.

Yves Perron: Monsieur le Président, quelle belle question! C'est presque de la poésie. J'en bégaye tellement je suis ému.

Il faut commencer à être sérieux en ce qui concerne les changements climatiques. En tant que porte-parole en matière d'agriculture, je peux dire que, ces répercussions, nous les voyons. Alors qu'on subventionne les compagnies pétrolières à hauteur de 83 milliards de dollars sur cinq ans, on néglige de soutenir les agriculteurs pour qu'ils puissent s'adapter aux changements climatiques. C'est grave.

Après, on dit que les fruits et les légumes coûtent cher. C'est sûr, il y a une récolte sur cinq ans qui a de l'allure et qui est rentable. C'est là que ça commence. On va revoir les programmes de gestion des risques des entreprises en agriculture dans les prochains mois. On dirait qu'on attend à la fin du mois de décembre 2027 avant de commencer à travailler sur ce qui doit changer en 2028. Est-ce qu'on peut s'asseoir et travailler comme il faut et penser à long terme?

Le long terme est un concept difficile pour les gouvernements en place, qui veulent toujours faire des déclarations et des annonces pour gagner des votes à court terme, malheureusement.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une question très courte pour mon collègue.

Est-ce qu'il croit vraiment que le Parti conservateur serait d'accord avec lui sur tout ce qu'il a dit, notamment en ce qui concerne la politique fiscale et l'assurance-emploi? Pense-t-il vraiment que ses nouveaux partenaires seraient d'accord avec lui?

Yves Perron: Monsieur le Président, je veux rassurer mon collègue de Marc-Aurèle-Fortin. Non, je n'ai pas dit ça. Je le corrige.

Par contre, j'aimerais qu'il me réponde, lors d'une prochaine occasion, et qu'il m'explique pourquoi les crédits législatifs et les transferts aux personnes et aux provinces ont augmenté de seulement 2,6 %, alors que les crédits budgétaires pour la bureaucratie ont augmenté de 16 % et que les crédits d'achat de matériel, entre autres des contrats aux petits amis, ont augmenté de 300 %.

Comment se fait-il qu'il me réponde qu'on va continuer à donner de l'argent au pétrole quand je lui parle d'augmenter les pensions de vieillesse?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, pendant des siècles, les alchimistes ont promis de transformer le plomb en or, et ils ont échoué. Ce qui est surprenant, c'est qu'après chaque échec, encore avec leur promesse, ils ont réussi à convaincre un groupe après l'autre.

Aujourd'hui, l'alchimiste en chef, le premier ministre libéral, promet de transformer les déficits en investissements. Il présente cela comme une nouvelle promesse, mais, en réalité, c'est la même promesse que les libéraux ont faite depuis 10 ans, c'est-à-dire depuis octobre 2015. Étant donné que ça fait une décennie qu'on nous fait les mêmes promesses, c'est l'heure de considérer si oui ou non ça a fonctionné.

Quel est le résultat? Parmi les pays du G7, c'est au Canada que l'investissement par personne a augmenté le plus lentement. Du G7, on a eu le pire PIB par personne. On investit 15 000 \$ pour chaque travailleur au Canada. C'est à peu près la moitié de ce qui se fait aux États-Unis, où ce montant se situe à 29 000 \$. C'est un tiers de moins que la moyenne de l'OCDE.

Depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre a doublé le déficit. Y a-t-il eu une augmentation des investissements? Non, nous avons perdu 54 milliards de dollars. Il a promis au président américain que les politiques de son gouvernement vont faire sortir du Canada 1 000 milliards de dollars supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Plus de déficits veut donc dire moins d'investissements.

Les libéraux n'ont pas réussi à faire que le budget s'équilibre de lui-même ni à dépenser moins pour investir plus. En fait, les alchimistes n'ont pas réussi à transformer le plomb de la dette en l'or de l'investissement.

• (1240)

[Traduction]

Pendant des siècles, les alchimistes ont promis de transformer le plomb en or sans jamais y parvenir, mais ce n'est pas cela qui est surprenant. Ce qui est surprenant, c'est qu'après chaque démenti, ils ont réussi à réitérer la même promesse et à convaincre encore plus de gens. Ils revenaient toujours avec un nouveau vendeur et un nouveau jargon accrocheur, conçu pour séduire un nouveau groupe de personnes rêvant de richesse.

Aujourd'hui, l'alchimiste en chef, le premier ministre libéral, promet de transformer les déficits en investissements. Cette promesse n'est pas nouvelle; Justin Trudeau avait fait exactement la même en 2015. Il avait déclaré que le budget s'équilibrerait de lui-même. Pour être honnête, nous avons tous pensé qu'il s'agissait d'une simple gaffe. En réalité, il voulait dire que les dépenses déficitaires stimuleraient les investissements, favorisant ainsi la croissance économique et générant suffisamment de recettes pour équilibrer le budget.

Le premier ministre actuel a une idée similaire, mais qui semble un peu plus sophistiquée: dépenser moins et investir davantage. Cependant, maintenant qu'il a pris ses fonctions, qu'il a accéléré les dépenses et doublé le déficit, il est temps pour nous d'examiner les résultats concrets. Que s'est-il réellement passé? Eh bien, depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, la dette a doublé, la croissance a stagné, les investissements ont chuté, le budget n'est pas équilibré et, bien sûr, le plomb ne s'est pas transformé en or.

Examinons les faits. Les faits essentiels sont les suivants: sous ce gouvernement, le Canada a connu la pire croissance des investissements par habitant de tous les pays du G7. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Newmarket—Aurora, qui dira à la Chambre que, si l'on divise le total des investissements par le nombre de travailleurs au Canada, on obtient environ 15 000 \$ d'investissements par travailleur, soit à peine la moitié des 29 000 \$ aux États-Unis et un tiers de moins que les 24 000 \$ des pays de l'OCDE.

Résultat: nous enregistrons la plus faible croissance du PIB par habitant du G7. Habiller les déficits en costume de banquier n'y change rien, puisque depuis que le premier ministre est entré en fonction, et a doublé le déficit, car c'est à ce rythme que nous continuons de nous endetter, les investissements ont, en fait, chuté de

Travaux des subsides

54 milliards de dollars. L'autre jour, il a promis que ses politiques feraient partir 1 billion de dollars de plus vers les États-Unis, prouvant encore une fois que les déficits ne sont pas synonymes d'investissements. Pourquoi en est-il ainsi?

Pour plusieurs raisons, la première étant que tout vient de quelque chose. Il n'y a que deux façons pour les gouvernements d'accumuler des déficits: faire marcher la planche à billets ou emprunter. S'ils impriment de la monnaie, ils alimentent l'inflation, ce qui fait grimper les taux d'intérêt et baisser les investissements. S'ils empruntent de l'argent, ils doivent l'emprunter à quelqu'un. S'ils empruntent au secteur privé pour investir dans l'économie gouvernementale, cela signifie que l'argent emprunté aux investisseurs privés n'est plus disponible pour des investissements productifs dans des usines, des mines, des pipelines, de nouvelles technologies ou d'autres actifs générateurs de revenus.

Autrement dit, quand le gouvernement accumule des déficits, il ne crée pas d'activité économique nette; il ne fait que déplacer l'activité du secteur privé productif vers l'inactivité bureaucratique improductive. Il fait passer de l'argent d'un secteur où il est efficace à un secteur où il ne l'est pas. Au fait, c'est ce qu'on appelle l'effet d'éviction. C'est un phénomène bien connu et c'est la raison pour laquelle les déficits coïncident avec une baisse des investissements dans la plupart des pays du monde.

La deuxième raison, c'est que les déficits d'aujourd'hui sont les impôts de demain, et tout le monde le sait. Quand les entreprises et les particuliers voient que les gouvernements accumulent des déficits massifs, ils mettent de l'argent de côté en attendant l'inévitable facture d'impôt. C'est ce qu'on a observé pendant la COVID, alors que les petites entreprises gardaient les cordons de leur bourse serrés, car elles savaient que tout l'endettement serait suivi d'une forte hausse des impôts. Elles ont mis leur argent dans un bas de laine et n'ont ni investi ni dépensé. Elles attendaient d'être imposées plus tard.

C'est ce que les économistes appellent l'équivalence ricardienne, et cela prouve bien qu'aucune activité économique nette ne résulte des déficits publics. En fait, ces déficits ne font que réduire les investissements productifs que les gens pourraient réaliser, mais auxquels ils renoncent par crainte des impôts qu'ils devront payer plus tard.

Ce qu'on a constaté, c'est que lorsque les déficits baissent, les investissements augmentent. Les gouvernements de tout le Canada ont réduit leurs déficits dans les années 1990, ce qui a entraîné un boom des investissements. Le plus bel exemple, c'est Israël. Dans les années 1990, Israël croulait sous d'énormes déficits qui obligeaient le gouvernement de ce pays à fournir un rendement de 6 % sur ses obligations. Les investisseurs n'avaient pas vraiment à se casser la tête: ils pouvaient simplement acheter des obligations d'État au lieu de prendre le risque de miser sur des placements productifs, ce qui a plombé la croissance économique.

Travaux des subsides

Quand Israël a commencé à réduire ses déficits pour équilibrer son budget, les investisseurs n'ont plus été en mesure de prêter de l'argent au gouvernement, alors ils ont dû se tourner vers les placements productifs, ce qui a provoqué un boum des entreprises en démarrage, à tel point qu'Israël a maintenant la densité la plus élevée d'entreprises de haute technologie au monde. Ce pays de 10 millions d'habitants compte plus d'entreprises inscrites au NASDAQ que l'ensemble de l'Europe, un continent qui compte 75 fois plus d'habitants. Comme en font foi les boums technologiques en Israël, réduire les déficits oblige les investisseurs à se tourner vers les actifs productifs.

Selon le premier ministre, quand le gouvernement investit dans des projets économiques d'envergure, leur rendement est meilleur. Cependant, c'est un raisonnement douteux. Si les projets choisis sont déficitaires, pourquoi le gouvernement voudrait-il investir là-dedans? Si les projets sont rentables, pourquoi est-ce nécessaire d'y injecter des fonds publics? Si un projet ne peut pas être rentable, le lancer va tous nous appauvrir. Si c'est un mégaprojet, nous en aurons encore moins dans nos poches. Aller de l'avant avec d'énormes projets déficitaires, c'est comme quand un entrepreneur qui affirme toujours vendre à perte, mais se renflouer en augmentant sa production.

Nous n'avons pas besoin de projets déficitaires. Nous avons besoin de projets qui rapportent, ce qui nécessite la délivrance de permis la plus rapide de l'OCDE, l'exonération de l'imposition en ce qui concerne les gains en capital sur le réinvestissement ainsi qu'une baisse du fardeau fiscal et du taux d'imposition marginal pour nos modèles de réussite. Bref, le gouvernement doit simplement arrêter de mettre son nez partout et de jouer les alchimistes avec des projets déficitaires en promettant de transformer le plomb en or. Il n'a qu'à se mêler de ses affaires, en laissant les Canadiens exploiter les magnifiques mines d'or qui dorment sous nos pieds.

• (1245)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, hormis le chef du Parti conservateur, personne n'a autant sillonné le pays pour dire aux Canadiens que rien ne va plus au Canada.

Je conteste les propos tenus par le chef de l'opposition aujourd'hui. Pensons au déficit. Le Canada a le ratio dette nette-PIB le plus bas des pays du G7, c'est-à-dire les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et ainsi de suite. C'est le plus bas. Le chef de l'opposition prétend-il que rien ne va plus non plus dans tous ces autres pays?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, tout d'abord, même s'il était valable, l'argument des libéraux selon lequel l'économie du Canada n'est pas en aussi mauvais état que celle des autres pays n'est pas tout à fait vrai. Déjà, si l'on inclut tous les types d'endettement, tant publics que privés, la dette du Canada est beaucoup plus élevée que celle de la plupart des pays du G7 parce que les libéraux ont endetté les ménages en leur infligeant des taxes lourdes et une inflation élevée.

Je vais offrir une leçon aux députés d'en face. Notre économie doit à elle seule payer les intérêts sur toutes les dettes au pays. Le gouvernement du Canada n'a pas le monopole de l'ensemble du PIB. Le PIB doit financer les intérêts et la dette des ménages, des entreprises et des pouvoirs publics. Étant donné que le gouvernement libéral a endetté les entreprises et les ménages au point où nous sommes maintenant l'un des pays les plus endettés au monde

par rapport au PIB, nous courons le risque bien réel que la hausse des taux d'intérêt gangrène complètement notre économie. Il nous faut une économie qui repose sur les chèques de paie et non sur l'endettement.

• (1250)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit dans une intervention, les libéraux se vantent beaucoup de la baisse des taux d'intérêt. On se vante d'avoir soulagé le fardeau fiscal, le fardeau financier des familles de la classe moyenne. Or, dans les faits, les gens sont plus endettés et ont de plus en plus de difficultés à assumer leurs responsabilités et leurs obligations financières à la fin du mois.

Les conservateurs proposent de couper énormément dans le gras de la fonction publique. J'aimerais entendre le chef de l'opposition nous expliquer ce qu'il entend faire pour concrètement soulager le fardeau financier des familles canadiennes et québécoises.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, nous allons couper dans la bureaucratie, limiter les consultants, réduire l'aide à l'étranger, éliminer le favoritisme d'État, couper les vivres aux faux réfugiés et j'en passe. Nous allons réduire la taille de l'État pour réduire le coût de la vie, l'inflation, les taxes et les impôts. Nous savons que c'est le gouvernement qui cause l'inflation en imprimant de l'argent.

Le député a mentionné les taux d'intérêt. Le gouverneur de la Banque du Canada ne dit pas que l'inflation est basse, mais que le taux de chômage est élevé et que c'est pour cela qu'il doit réduire les taux d'intérêt.

On a l'économie la plus faible du G7, malgré les promesses des libéraux. Il faut renverser cela avec un nouveau gouvernement conservateur.

[Traduction]

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Monsieur le Président, un thème semble émerger. Les capitaux fuient le pays à un rythme alarmant. Nous faisons face à une crise de productivité. Tout ce que les libéraux ont à dire, de l'autre côté de la Chambre, c'est que ce n'est pas leur faute.

Le chef de l'opposition pourrait-il indiquer quelles sont les multiples conséquences négatives de la politique libérale et la solution simple qu'ils pourraient adopter pour y remédier?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, le premier ministre libéral actuel, tout comme le premier ministre libéral précédent, semble être d'avis qu'on ne peut rien faire contre le fait que nous avons perdu un demi-billion de dollars d'investissements, que notre économie est celle qui connaît la plus forte contraction du G7, et celle qui a le deuxième taux de chômage le plus élevé, et que nous avons le plus faible niveau d'investissement par travailleur de tous les pays. Si les libéraux ne peuvent rien faire, il est peut-être temps qu'ils s'écartent du chemin, car nous, de ce côté-ci, nous pouvons agir.

Voici ce que nous allons faire. Nous allons réduire la taxe au travail, à l'investissement, à l'énergie et à la construction résidentielle. Nous allons éliminer le plafond de production, l'interdiction d'exporter du pétrole à l'étranger et la taxe industrielle sur le carbone. Nous allons approuver rapidement les projets et notre processus de délivrance de permis de construction sera le plus rapide au monde. Nous allons ouvrir le Canada aux affaires et en faire le pays le plus riche de la planète.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, si je devais décrire une entité qui modifie ses rapports financiers en cours d'exercice, change les paramètres financiers sur lesquels elle se base pour s'évaluer, rate systématiquement tous les objectifs financiers qu'elle se fixe, accumule une dette insoutenable et refuse de fournir des réponses transparentes à des questions financières élémentaires, on pourrait penser que je décris une entreprise au bord de la faillite. Or, ce sont là les caractéristiques qui définissent le gouvernement. Cela ne serait jamais acceptable dans le secteur privé et ne devrait pas avoir sa place dans notre gouvernement.

D'année en année, la dette nationale continue d'augmenter. Les paiements d'intérêts dépassent désormais les transferts versés aux provinces pour les soins de santé. Le déficit, que le gouvernement libéral avait promis d'être modeste et temporaire, a désormais doublé. Au lieu de rétablir la discipline, le gouvernement réécrit les règles et élargit tellement la définition de l'investissement de capitaux que même les subventions, les allègements fiscaux et les incitatifs au logement sont désormais qualifiés de formation de capital. Quelle blague! Ce sont là des astuces comptables, une tentative délabrée de présenter les comptes sous un jour plus favorable qu'ils ne le sont en réalité. Plus ouvertement, le gouvernement sait qu'il a perdu le contrôle des finances du Canada et redéfinit maintenant l'investissement en capital comme stratégie de communication afin de semer la confusion dans l'esprit des Canadiens.

Le directeur parlementaire indépendant du budget a qualifié ce changement de « trop large et [allant] au-delà de ce que prévoient les pratiques internationales, comme celles adoptées par le Royaume-Uni ». Lorsqu'un gouvernement commence à modifier les définitions pour dissimuler l'ampleur de son imprudence, il sape la confiance qui sous-tend chaque dollar de dépenses publiques.

Les Canadiens sont en droit d'attendre honnêteté et transparence. Ils ont droit à une administration publique qui assure la gestion des ressources financières du pays et non à une entité qui les contrôle ou les influence. Tandis que les libéraux manipulent la façon dont ils présenteront le budget, le déficit devrait atteindre 68,5 milliards de dollars. Cette dette sera supportée par ma génération et celle de mes enfants. C'est une dette générationnelle. C'est une trahison générationnelle. Hypothéquer l'avenir de nos enfants, c'est manquer à son devoir.

Cessons de prétendre que les chiffres n'ont pas d'importance. Nous ne pouvons pas dépenser sans compter pour atteindre l'accessibilité financière. Nous ne pouvons pas manipuler les comptes et prétendre que notre performance s'est améliorée. Nous ne pouvons pas trahir les générations futures en les ensevelissant sous des montagnes de dettes et en appelant cela de l'investissement.

Pendant 10 ans, les libéraux ont promis que les dépenses déficitaires stimuleraient la croissance. Cependant, après une décennie d'investissements, les investissements par travailleur ont chuté de 10,8 %. Leurs déficits ont alimenté l'inflation, ils ont fait grimper les taux d'intérêt et ils ont donné au Canada la pire croissance éco-

Travaux des subsides

nomique par habitant du G7. Aujourd'hui, le premier ministre continue de commettre les mêmes erreurs et d'engendrer les mêmes échecs.

Le premier ministre aime parler du secteur privé. Soyons clairs. C'est le secteur privé qui condamne son idéologie, non pas en paroles, mais en gestes: 86 000 emplois perdus, le deuxième taux de chômage le plus élevé parmi les pays du G7 et 54 milliards de dollars d'investissements qui quittent le pays. Le secteur privé dit non aux dépenses inconsidérées. Il dit non à un manque de transparence. Il dit non à une réglementation trop pesante et à un gouvernement dont l'idée fixe est de punir la réussite.

● (1255)

Les capitaux s'en vont parce que la confiance dans le premier ministre s'est évanouie. Les entreprises n'ont pas envie d'investir dans un gouvernement qui pénalise la réussite en prétendant que c'est pour plus d'équité. Les entreprises n'ont pas envie d'investir quand leurs projets risquent d'être bloqués dans un purgatoire réglementaire. Elles ne veulent pas construire sous l'égide d'un gouvernement qui dépense sans retenue et prétend agir par compassion. Les chiffres relatifs aux pertes d'emploi, au chômage, au recours aux banques alimentaires et au retrait des investissements ne sont pas des chiffres conservateurs, libéraux, néo-démocrates ou bloquistes. Ce sont des faits, et les faits finissent toujours par rattraper la réalité.

Ils nous indiquent qu'un jeune couple d'Aurora, en Ontario, qui cumule cinq emplois, n'a toujours pas les moyens de fonder une famille. Ils nous indiquent que les propriétaires de petites entreprises, qui étaient autrefois le pilier de notre économie, ferment leurs portes parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas suivre le rythme. Ils nous indiquent qu'une génération est en train de perdre confiance, non pas en ses capacités, mais en son gouvernement et en son avenir.

J'aimerais vous faire part d'un message spécial que j'ai reçu hier soir d'une jeune femme. Elle a dit qu'elle avait essayé de tout faire correctement: se marier, fonder une famille, faire des études et mener une carrière. Son mari gagne plus de 100 000 \$ par an, ce qui, autrefois, était un rêve. Aujourd'hui, ils n'ont plus les moyens d'acheter la maison dont ils ont désespérément besoin pour leur jeune famille. Elle m'a dit qu'elle savait que la vie nous réserve parfois des surprises, mais elle ne pensait pas que son propre gouvernement causerait sa perte.

Chaque dollar qui quitte ce pays signifie une baisse des salaires et une diminution des emplois pour les travailleurs canadiens. Chaque dollar dépensé par le gouvernement provient directement des poches de ces mêmes travailleurs, dont les familles sont déjà à bout. Soyons honnêtes: un gouvernement qui ne sait pas vivre selon ses moyens ne rendra jamais la vie abordable pour ceux qui doivent vivre selon les leurs.

Cette semaine, les Canadiens ont vu le premier ministre rendre visite au président Trump et promettre un investissement de 1 billion de dollars du Canada vers les États-Unis. Au Canada, nous avons besoin d'un contrepoids pour attirer les investissements, et l'inaction du premier ministre n'a pas permis d'y parvenir.

Travaux des subsides

Le Canada a besoin d'un leadership décisif dès maintenant. Nous avons besoin que notre secteur des ressources naturelles s'ouvre, que notre secteur du logement soit libéré des taxes, des frais de développement excessifs et des retards dans l'octroi des permis, que notre capital national soit réinvesti ici, chez nous, et non aux États-Unis, et que le Canada soit perçu par les investisseurs comme un pays offrant de la stabilité, des occasions et de la transparence.

Le Canada peut être fort. Nous pouvons rétablir la discipline. Nous pouvons rétablir la confiance. Nous pouvons rétablir la promesse de ce beau pays, mais seulement si nous avons le courage d'affronter la vérité. Au lieu de cela, nous avons un premier ministre qui s'efforce de manipuler le budget pour dissimuler aux Canadiens l'ampleur de ses dépenses inconsidérées.

Il est temps de mettre fin à l'illusion selon laquelle Ottawa peut dépenser sans compter pour assurer la prospérité. Il est grand temps de rétablir la vérité, la discipline et l'intégrité dans nos finances publiques. C'est ce que nos enfants et leurs enfants méritent de notre part.

• (1300)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rappeler à la population canadienne que le Canada affiche le déficit le plus faible et le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. Cependant, le gouvernement reconnaît qu'il y a un travail très important à faire pour prendre des décisions difficiles. Voilà pourquoi notre budget sera présenté le 4 novembre.

La députée a affirmé que le gouvernement ne cherchait pas à faire preuve de transparence. En réalité, il s'efforce d'être plus transparent en montrant aux Canadiens où sont consacrées les dépenses de fonctionnement et où sont réalisés les investissements à long terme destinés à stimuler la croissance économique.

Je trouve un peu fort de la part des conservateurs de parler d'équilibrer les budgets et d'éponger les déficits. La députée peut-elle expliquer pourquoi ils ont promis de dépenser 106 milliards de dollars dans leur programme électoral il y a quelques mois? En quoi était-ce responsable financièrement? Comment peut-elle intervenir à la Chambre et prétendre que les conservateurs sont l'autorité morale en matière de budgets?

Sandra Cobena: Monsieur le Président, je souhaite rappeler au député que le directeur parlementaire du budget est non partisan. Il est indépendant, et il a lui-même dit que les finances du gouvernement sont très alarmantes, qu'elles sont « insoutenables », « stupéfiantes » et « choquantes ».

Dans le secteur financier, l'intégrité des états financiers est cruciale. Si on commence à changer la définition des « dépenses », ce sera problématique. Une dépense reste une dépense. Elle ne devient pas un actif. Lorsque nous commençons à modifier le calendrier des états financiers, il n'y a plus de transparence, car nous ne pouvons plus les comparer aux années précédentes ni aux repères du passé. Voilà le problème.

• (1305)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, depuis le début du débat, nous assistons à une joute oratoire entre les différents partis. Il y a toutefois une chose qu'on ne mentionne pas, et c'est le fait que le gouvernement est minoritaire, que le gouvernement a reçu de la population un mandat minoritaire.

Normalement, dans un tel contexte, le gouvernement doit se tourner vers un parti de l'opposition pour faire adopter un budget. Je n'ai entendu aucune rumeur de coulisses voulant que le gouvernement ait décidé de consulter certains partis de l'opposition afin de savoir s'ils ont des demandes et si on peut s'entendre sur le budget.

Ma question est la suivante. Ce gouvernement se comporte-t-il comme un gouvernement majoritaire ou minoritaire?

[Traduction]

Sandra Cobena: Monsieur le Président, c'est l'une de mes principales préoccupations. J'aimerais vraiment que le gouvernement soit honnête et qu'il se concentre sur l'équilibre budgétaire et la maîtrise des dépenses, afin que nous puissions réellement assurer un avenir à nos enfants.

Ce n'est pas en dépensant qu'on rend la vie plus abordable. Nous ne pouvons pas continuer à dépenser sans compter et prétendre qu'il n'y a pas de conséquences. Il y en a. De telles dépenses laisseront des dettes aux générations futures. C'est une trahison générationnelle, comme je l'ai dit. Nous hypothéquons l'avenir de nos enfants, ce qui ne semble pas du tout préoccuper le gouvernement. C'est irresponsable.

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma nouvelle collègue de Newmarket—Aurora, qui a été élue pour représenter sa collectivité dans cette enceinte.

Soixante-seize pour cent des aînés doivent subvenir aux besoins de leur famille aujourd'hui à cause de la crise de l'abordabilité causée par le gouvernement libéral. Les libéraux ne comprennent pas les budgets, contrairement à ma collègue, qui vient du secteur bancaire. J'aimerais donc lui demander comment elle pourrait apprendre aux libéraux à équilibrer un budget.

Sandra Cobena: Monsieur le Président, tout ce que j'entends de la part des députés d'en face, c'est de l'arrogance et aucune volonté de travailler avec les autres pour assurer un avenir meilleur aux Canadiens.

La responsabilité financière est importante. Elle a des répercussions à long terme, mais les libéraux semblent en rire et trouver cela ridicule.

En ce qui concerne les aînés, un aîné de ma circonscription m'a dit avoir appris de son père qu'il devait travailler fort et se donner à fond pour atteindre ses buts dans la vie. Il a tout donné, mais il a quand même du mal à joindre les deux bouts. Voilà les conséquences des politiques inefficaces du gouvernement libéral.

Taleeb Noormohamed (secrétaire parlementaire du ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique, Lib.): Monsieur le Président, j'ai suivi cette conversation avec beaucoup d'intérêt, et je suis assez surpris par ce que nous entendons de la part des députés d'en face. Ils prétendent connaître l'économie, la prudence budgétaire et les investissements, mais comme nous l'avons entendu hier pendant la période des questions, ils ne semblent pas savoir ce qu'est réellement le secteur privé.

Je suppose que je pourrais communiquer certains faits à mes collègues d'en face. Le fait est que la situation économique du Canada est actuellement la plus solide par rapport aux autres pays du G7. Il occupe actuellement la première place du G7 pour la croissance économique. Nous avons entendu des statistiques qui dérangent l'opposition, comme le fait que le Canada figure désormais parmi les pays les plus attractifs pour les investissements directs étrangers. Les députés de l'opposition évoquent l'exode des investissements, mais la vérité est que de plus en plus de gens souhaitent investir au Canada.

Pourquoi? Les gens souhaitent investir ici pour des raisons évidentes. Premièrement, il y a un gouvernement stable dirigé par quelqu'un qui comprend réellement le fonctionnement des marchés. Deuxièmement, les gens comprennent que les Canadiens sont non seulement résilients, mais qu'ils comprennent également l'innovation et ce qu'il faut pour livrer la marchandise.

Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Trois-Rivières, qui, j'en suis sûr, aura également beaucoup à ajouter sur ce point.

La réalité que nous observons actuellement, les faits sur le terrain, c'est que lorsque nous examinons la position du Canada sur la scène mondiale, nous constatons que nous sommes l'économie la plus forte. Nous avons le potentiel économique le plus fort du G7 et nous sommes dans la meilleure position économique. Les députés ont déjà entendu les chiffres présentés par mon collègue de Kings—Hants concernant le ratio de la dette au PIB.

La réalité que les conservateurs refusent d'accepter, c'est que le Canada est en fait bien placé pour faire face à l'incertitude mondiale. Nous pouvons observer l'instabilité économique au sud de la frontière et celle causée en Europe par l'invasion russe en Ukraine; les gens voient le Canada comme un îlot de stabilité. Ils voient le Canada comme un endroit où les travailleurs sont prêts à retrousser leurs manches et à accomplir de grandes choses, où les innovateurs bâtissent l'économie de demain. Nous réalisons des investissements transformationnels dans le numérique et l'intelligence artificielle, là où le monde a besoin de nous.

Pourquoi le Canada? Parce que le Canada a démontré qu'il était un partenaire de confiance, un allié fiable et un pays où la parole donnée a de l'importance. Cela compte pour le monde entier. C'est important dans le domaine du commerce et des affaires, où la parole donnée est un engagement. Les gens se tournent vers ce pays et disent qu'ils savent qu'ils peuvent y investir leur argent. Ils savent que leurs intérêts sont entre de bonnes mains, car les Canadiens savent valoriser ces investissements et les mettre à profit. Ils savent également qu'ils peuvent avoir confiance dans la sécurité de leurs investissements, car la situation financière du pays est excellente.

Les conservateurs aimeraient faire croire que rien ne va plus au Canada. Nous avons tous vu comment cela a fonctionné lors des dernières élections. Les Canadiens croient en leur pays. Il en va de même pour le gouvernement et les libéraux; c'est pourquoi les Canadiens nous ont reconduits à la tête de ce pays. Ils n'ont pas adhéré au discours selon lequel « rien ne va plus au Canada », car ils savent que ce n'est pas le cas. Ils savent que le Canada est le pays qui prendra les devants lorsque le monde sera en difficulté.

Le Canada prendra les devants, et c'est pour cette raison que les Canadiens nous font confiance. S'ils avaient cru au discours des conservateurs, les députés de l'autre bord seraient assis de ce côté. C'est une réalité malheureuse pour eux. C'est une réalité heureuse

Travaux des subsides

pour les Canadiens, car ils voient un gouvernement qui dirige avec optimisme et pragmatisme. Ils voient un gouvernement qui dirige en se basant sur des faits.

Parlons de certains de ces faits. Les conservateurs évoquent des politiques qui ont échoué. Selon eux, fournir des soins dentaires à cinq millions de Canadiens serait une politique qui aurait échoué. Ils disent à plus de 16 500 habitants de ma circonscription que le fait qu'ils aient désormais accès à des soins dentaires est une politique qui a échoué. Ils s'adressent à des dizaines de milliers de parents qui ont bénéficié de services de garde d'enfants à 10 \$ par jour et leur disent que cette politique a échoué. Je me demande combien de leurs électeurs profitent de ces mêmes services de garde à 10 \$ par jour.

Une voix: Il y a 3 000 personnes sur la liste d'attente, mon cher.

Taleeb Noormohamed: Monsieur le Président, le député d'en face affirme haut et fort qu'il y a 3 000 personnes sur la liste d'attente. Cela prouve qu'il y a une demande pour un programme gouvernemental. Il ne s'agit clairement pas d'une politique qui a échoué.

De plus, les conservateurs disent se soucier des Canadiens et des jeunes de ce pays. Ils se disent préoccupés par le prix des aliments. Pourtant, ils ont voté contre un programme d'alimentation scolaire. Ils ont voté contre un programme qui donnait aux parents qui en avaient besoin la capacité de veiller à ce que leurs enfants aient le ventre plein. Voilà qui sont ces conservateurs. Ce ne sont plus les progressistes-conservateurs d'autrefois, qui comprenaient qu'une politique sociale solide et une gestion économique solide peuvent aller de pair.

● (1310)

Les conservateurs ont tourné le dos à la gestion économique. Sous le gouvernement conservateur précédent, les déficits ont été parmi les plus lourds de l'histoire du Canada. Les conservateurs ont renoncé à s'occuper des Canadiens. Voilà ce qu'est devenue cette nouvelle opposition conservatrice de droite, et c'est pourquoi les Canadiens ont tourné le dos aux conservateurs.

Parlons de l'avenir. Parlons de ce que cherchent les Canadiens. Dans un monde où la souveraineté est importante, la souveraineté numérique est au cœur de nos investissements. Pourquoi investissons-nous dans cette souveraineté? Nous le faisons parce que les données des Canadiens, les renseignements importants concernant les Canadiens, la recherche et l'innovation canadiennes doivent être protégés contre des gouvernements qui n'agissent peut-être pas dans l'intérêt supérieur des Canadiens.

En investissant dans le nuage souverain, dans la capacité de calcul au pays et dans le quantique, nous avons investi dans des centres de données afin d'assurer aux Canadiens une protection dans un monde où la technologie et l'intelligence artificielle sont omniprésentes. Ce que nous disons, c'est que nous construisons pour l'avenir, non seulement pour le Canada, mais aussi pour le monde entier. Nous signalons à nos partenaires européens qu'ils peuvent faire confiance au Canada, qu'ils peuvent faire confiance à nos règles et à nos lignes directrices. Nous comprenons que l'innovation ne doit pas se faire au détriment des travailleurs ni en négligeant nos valeurs. On peut innover tout en traitant les gens avec dignité et respect. C'est l'équilibre que nous essayons d'établir de ce côté-ci de la Chambre lorsqu'il s'agit d'investir au Canada.

Travaux des subsides

Comme nous le savons tous, les investissements nous obligent tous à penser à l'avenir à long terme. Même si les députés d'en face ne pensent qu'à leurs prochains slogans, le gouvernement pense de façon générationnelle à ce qui compte pour les Canadiens et pour l'avenir du pays. Voilà pourquoi les investissements que nous faisons sont importants pour les Canadiens. Nous veillons à pouvoir maximiser nos ressources naturelles tout en protégeant notre environnement. Nous effectuons des investissements générationnels dans la construction de logements pour les Canadiens, chose totalement étrangère aux conservateurs. Nous investissons aujourd'hui dans les technologies de l'avenir. Ces investissements créent les emplois de l'avenir. Nous préparons les Canadiens aux emplois de l'avenir en veillant à ce qu'ils aient l'argent nécessaire pour acquérir une formation et se recycler. Par conséquent, nous joignons le geste à la parole en investissant dans l'économie.

Nous ne nous contentons pas de dire que les réductions d'impôt vont tout régler. Nous agissons. Nous avons laissé plus d'argent dans les poches des Canadiens en réduisant le fardeau fiscal et en investissant. Cela prouve que nous pouvons penser à investir dans l'avenir tout en rendant la vie plus abordable dès aujourd'hui. C'est le principe qui guide le gouvernement. Nous dépensons moins et nous investissons plus. Pour les gens qui ne comprennent pas la différence, elle très claire. Les familles peuvent réduire leurs dépenses chez Starbucks, par exemple, afin de pouvoir investir dans leur REER. Dans ma famille, c'est ce que signifie la prudence budgétaire. Les gens prennent l'argent dont ils n'ont pas besoin au quotidien et l'investissent dans des choses qui leur rapporteront à l'avenir. C'est ainsi que les familles planifient. C'est ainsi que les gouvernements planifient. C'est ainsi que nous planifions l'avenir du pays.

Des voix: Oh, oh!

Taleeb Noormohamed: Les conservateurs peuvent bien rire, monsieur le Président. Ils peuvent bien rire parce qu'ils trouvent amusante l'idée de gérer notre économie de manière responsable et de faire des investissements prudents pour l'avenir des Canadiens. Ce n'est pas grave, car ce ne sont pas eux qui dirigent le pays. C'est nous, heureusement.

Si nous nous trouvons dans cette situation, c'est parce que les Canadiens ont fait confiance à la vision du premier ministre. Ils ont compris que le pragmatisme et le discernement peuvent aller de pair avec la compassion et la résilience. Ils ont compris qu'à l'heure actuelle, alors que nous sommes confrontés à des défis économiques importants posés par les États-Unis, le gouvernement, le premier ministre et les députés de ce côté-ci de la Chambre sont les mieux placés pour assurer une gestion rigoureuse, bâtir une économie canadienne et collaborer avec les différents pouvoirs publics comme jamais auparavant.

J'ose espérer que la motion de l'opposition sera rejetée, comme elle devrait l'être, tout comme les conservateurs l'ont été lors des dernières élections, afin que nous puissions poursuivre notre travail assidu et important pour bâtir le Canada d'une manière qui profite à tous les Canadiens.

• (1315)

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'ai trouvé vraiment intéressantes les observations sur la souveraineté. J'aimerais que le député donne à la Chambre et aux Canadiens une définition de ce que le gouvernement entend par État postnational quand il utilise ce terme pour décrire le Canada.

Je pense que le député est capable de le faire. Pourrait-il donner cette définition?

Taleeb Noormohamed: Monsieur le Président, je remercie la députée d'en face pour son observation concernant mes capacités. Je lui en suis très reconnaissant.

Quand les libéraux parlent du Canada, ils ont une vision très différente de celle des conservateurs. Les conservateurs parlent de ce qu'était le Canada et non de ce qu'il pourrait être. De ce côté-ci de la Chambre, nous parlons de ce que pourrait être le Canada, de ce qu'il peut être et de ce qu'il sera. Il s'agit d'un pays qui est prospère et dynamique, qui considère les différences comme des atouts, qui investit dans l'économie de l'avenir, qui prend les mesures nécessaires pour que les Canadiens soient formés en conséquence et qui ne tourne pas le dos aux Canadiens quand ils sont en difficulté. Quand les Canadiens sont en difficulté, nous ne nous contentons pas de leur souhaiter bonne chance. Nous croyons qu'il faut investir dans les Canadiens.

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours et sa concentration. Pour un gars qui célébrait son anniversaire hier et qui a dû se coucher très tard, je l'ai trouvé très concentré malgré le bruit ambiant à la Chambre. Je le félicite pour cela.

Maintenant, il fait partie d'un gouvernement qui a supprimé des sources de revenus totalisant environ 90 milliards de dollars selon les estimations les plus raisonnables. Son gouvernement continue d'investir 83 milliards de dollars en soutien financier à l'industrie pétrolière sur cinq ans alors que cela génère des conséquences importantes sur les changements climatiques.

Le budget sera déposé avec un déficit annoncé d'environ 100 milliards de dollars, si ce n'est pas plus, et le gouvernement se vante de sa cote de crédit AAA. J'aimerais savoir si mon collègue pense que la cote de crédit AAA du Canada va se maintenir avec un tel bilan de ce gouvernement libéral.

Taleeb Noormohamed: Monsieur le Président, je remercie mon ami de sa question.

Dans les temps difficiles, pour les familles tout comme pour les gouvernements, il est important de prendre des décisions difficiles. Pour avoir un gouvernement plus efficace avec des priorités claires, on peut peut-être en faire moins que lors des années passées. Toutefois, c'est aussi important pour nous de maintenir notre position fiscale avec les banques et les investisseurs. C'est quelque chose de très important.

On va voir dans le budget du 4 novembre la façon dont le gouvernement va faire cela. J'espère que mon collègue va donner son appui à notre budget, parce que le budget sera là pour protéger notre économie et pour protéger les Canadiens et les Québécois.

• (1320)

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

J'ai attendu que l'échange finisse, mais, pendant que mon collègue posait sa question, ça jasait d'un côté et de l'autre. Il n'y avait aucune considération pour la question posée. C'était très fort.

S'ils veulent se parler, j'invite les gens à aller dehors. Un député me fait signe que non, mais il criait comme un perdu pendant que mon ami posait une question. S'il n'est pas capable de se tenir à la Chambre, qu'il aille dehors.

Le vice-président: Je rappelle à tous les députés que s'ils veulent avoir des discussions, on les invite à aller dans l'antichambre ou en dehors de la Chambre pendant que le débat continue à la Chambre.

[Traduction]

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Vancouver Granville et je lui souhaite un joyeux anniversaire en retard. Il a plutôt fière allure pour quelqu'un qui aura 50 ans l'année prochaine. Je pense que tous les députés en conviendront.

Je suis très heureux que le secrétaire parlementaire ait souligné que le gouvernement se concentre sur l'élaboration d'un budget qui sera présenté le 4 novembre. Il a aussi dit que nous devons faire des choix difficiles pour protéger la situation financière du Canada. Cette vision est différente de celle des conservateurs, qui estiment que rien ne va plus au pays mais ne mentionnent pas que le Canada a le meilleur ratio dette-PIB du G7 et le déficit le plus bas.

Voici ma question à l'intention du député: trouve-t-il un peu ridicule d'entendre les députés conservateurs parler de déficits alors qu'ils ont proposé 106 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans leur programme électoral il y a quelques mois à peine? Ne trouve-t-il pas cela un peu étrange?

Taleeb Noormohamed: Non, monsieur le Président, je ne trouve pas ça étrange, surtout que le chef du parti n'a jamais eu à subvenir à ses besoins avec autre chose que l'argent des contribuables. Je pense que les conservateurs ont du mal à comprendre comment fonctionne l'économie, et encore plus comment on équilibre un budget, alors je ne suis pas étonné de toutes les dépenses qu'ils auraient faites sans se demander où ils allaient trouver l'argent. C'est tout à fait dans la nature de l'opposition conservatrice, qui n'a jamais réfléchi à la prudence financière ou à l'orientation fiscale du pays, seulement aux slogans populistes et aux moyens de gagner des votes.

[Français]

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie l'occasion de participer au débat d'aujourd'hui et d'apporter quelques faits ancrés dans la vraie réalité.

Ce débat a lieu lors d'un moment de bouleversements et de réajustements sans précédent dans le système commercial mondial, et c'est irresponsable qu'un parti politique de l'opposition tente d'ignorer cela et de se mettre la tête dans le sable.

On sait que le monde change. En conséquence, les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement réagisse de manière appropriée. Le débat que nous avons aujourd'hui va bien au-delà des murs de ce parlement. Il se déroule partout au Québec et dans le Canada, incluant dans ma circonscription, Trois-Rivières, dans les cuisines, les salons, les Tim Hortons, les salles de réunion et dans les lieux de travail d'un océan à l'autre. En effet, les Canadiens et les Québécois savent précisément ce qui est en jeu ici. Notre gouvernement le sait aussi.

[Traduction]

Alors que le parti d'en face est déterminé à faire de la petite politique et à lancer des slogans simplistes, le gouvernement, lui,

Travaux des subsides

écoute les Canadiens. En outre, nous prenons des mesures décisives en fonction de ce que nous avons entendu. Face à cette incertitude, les Canadiens ont demandé des plans sérieux pour faire face au nouveau paysage économique et à ses conséquences, et non un budget de 106 milliards de dollars. Ils ont demandé un changement qui leur permet de garder plus d'argent dans leurs poches et qui permet de bâtir l'économie la plus forte du G7 et de créer une seule économie canadienne au lieu de 13. Le nouveau gouvernement répond à cet appel au changement, et c'est ce que les Canadiens attendent de nous.

Qu'il s'agisse de la baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui permet à 22 millions de Canadiens d'économiser de l'argent, ou de l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars, le gouvernement laisse plus d'argent dans les poches des Canadiens. Le 1^{er} avril dernier, nous avons éliminé la tarification du carbone pour les consommateurs, ce qui a contribué à réduire le coût du carburant, y compris les prix à la pompe. À elle seule, la baisse d'impôt pour la classe moyenne permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ en 2026 et, à l'avenir, elle devrait permettre aux Canadiens d'économiser plus de 27 milliards de dollars en impôts au cours des 5 prochaines années.

De plus, le gros de cet allègement fiscal ira à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire à ceux dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, et près de la moitié ira à ceux qui se situent dans la tranche d'imposition la plus basse, soit ceux qui gagnent 57 000 \$ ou moins, les mêmes Canadiens qui devraient bénéficier de tous les programmes contre lesquels le parti d'en face a voté au fil des ans, qu'il s'agisse du régime de soins dentaires ou des garderies. En éliminant la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars et en la réduisant pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur allant de 1 à 1,5 million de dollars, nous permettons aux acheteurs d'une première maison d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Au total, ces mesures représentent 3,9 milliards de dollars d'économies de taxes et d'impôt pour les Canadiens sur cinq ans, ce qui permettra à un plus grand nombre de jeunes Canadiens d'accéder au marché immobilier et stimulera la construction de nouveaux logements dans tout le pays.

• (1325)

[Français]

En même temps, nous saisissons une opportunité générationnelle de transformer l'économie canadienne grâce à des investissements ambitieux et un examen rigoureux des dépenses, afin de pouvoir dépenser moins et investir davantage. Nous savons que l'économie mondiale a changé et le Canada doit changer avec elle. Nous devons renforcer notre puissance économique pour permettre aux Canadiens de bénéficier d'une plus grande certitude, sécurité et prospérité.

Nous devons adopter une nouvelle approche budgétaire qui nous permettra d'y parvenir. La pierre angulaire de notre nouvelle approche est un cadre de budgétisation des investissements en capital, qui fera de l'investissement en capital une priorité nationale. Cela se fait en distinguant les dépenses qui stimulent l'investissement en capital dans le secteur public et privé des dépenses courantes quotidiennes, et en permettant au gouvernement de prioriser les dépenses qui stimulent l'investissement en capital dans le secteur public et privé. C'est assez simple, en fait, mais nous décidons de le faire maintenant.

Travaux des subsides

Cela se traduira par une prise de décision plus transparente et par plus de dollars des contribuables alloués aux investissements qui feront croître le potentiel de notre économie. Cette nouvelle approche positionne mieux le Canada pour construire des maisons, des infrastructures, et les industries dont notre économie a besoin.

[Traduction]

Notre travail à cet égard est déjà bien avancé. Par exemple, nous avons récemment lancé Maisons Canada, une nouvelle entité fédérale qui transformera la collaboration public-privé et qui tirera parti des méthodes de construction modernes pour catalyser la création d'une toute nouvelle industrie.

Il s'agit d'un nouvel outil essentiel pour mieux exploiter les terres publiques et offrir des incitatifs financiers flexibles afin d'attirer les capitaux privés, de faciliter la réalisation de grands projets et de soutenir les constructeurs modernes et innovateurs pour qu'ils puissent bâtir les maisons dont les Canadiens ont besoin. Cependant, nous ne transformons pas seulement l'industrie canadienne du logement. Nous simplifions également le processus d'approbation fédéral afin d'accélérer la réalisation des grands projets. En étroite collaboration avec les provinces, les territoires, les Autochtones et les investisseurs privés, nous avons créé le Bureau des grands projets, qui travaillera à accélérer les projets d'intérêt national en simplifiant l'évaluation et l'approbation réglementaires et en aidant à structurer le financement.

Notre gouvernement agit avec urgence et détermination pour faire avancer ce processus, afin que le Canada puisse construire les infrastructures qui transformeront notre économie et en feront la plus forte du G7. Nous agissons ainsi parce que, depuis trop longtemps, la construction de grands projets est ralentie par des processus d'approbation lourds et inefficaces, qui font obstacle aux investissements. En levant ces obstacles et en attirant de nouveaux investissements, nous créerons des emplois bien rémunérés pour des milliers de Canadiens, ce qui profitera aux familles et aux collectivités partout au pays.

Qui plus est, nous apportons ces changements transformateurs à l'approche budgétaire et aux investissements en nous appuyant sur des assises financières solides, car la réalité, c'est que le déficit et le ratio dette nette-PIB du Canada sont parmi les plus bas des économies avancées du monde. Je me permets de répéter, car c'est ce que je veux dire quand je parle de faits par opposition aux slogans. Le déficit et le ratio dette nette-PIB du Canada sont parmi les plus bas des économies avancées du monde. Le contraste est frappant avec la situation dans les années 1990 et 1980. On peut dire sans se tromper que nous nous souvenons tous de cette période sombre, peut-être pas tous, mais beaucoup d'entre nous. Nous nous souvenons de l'époque où des déficits persistants entraînaient une augmentation rapide du fardeau de la dette nette du Canada, ce qui érodait notre avantage financier, augmentait le coût du financement de la dette et minait notre capacité d'investir dans les Canadiens et dans notre avenir. Nous pouvons tous nous réjouir que cette époque soit révolue.

En 2024, le ratio de la dette nette par rapport au PIB du Canada n'était que de 11,9 %, alors que la moyenne des autres pays du G7 était de 100,4 %. En fait, le fardeau de la dette nette du Canada demeure aujourd'hui plus faible que ne l'était celui de tout autre pays du G7 avant la pandémie. Par ailleurs, on prévoit que le Canada est le pays du G7 dont la part de l'économie que représente le déficit s'avérera la plus petite cette année. En outre, le Canada et l'Allemagne sont les seuls pays du G7 à avoir une cote de crédit AAA.

Au moins deux des trois principales agences mondiales de notation nous accordent la cote AAA, et les investisseurs s'attendent à ce que nous maintenions cette cote. Résultat, le coût d'emprunt pour le Canada est aussi bas que possible. Atteindre ces résultats positifs n'a pas été facile, mais nous avons réussi parce que le monde croit au Canada. J'espère sincèrement que les députés de l'opposition commenceront à montrer qu'ils croient eux aussi au Canada.

Les actions du gouvernement seront dorénavant guidées par une nouvelle discipline financière. Nous dépenserons moins et investirons davantage. Nous entreprenons un examen complet des dépenses pour nous assurer que nos programmes et nos activités sont efficaces et qu'ils s'alignent sur notre mandat principal. De plus, nous instaurons un nouveau cycle budgétaire qui s'harmonisera davantage avec la saison de la construction, ce qui offrira aux entreprises et aux investisseurs une certitude et une prévisibilité accrues et favorisera une planification financière plus efficace pour les ministères et les organismes fédéraux.

Selon ce nouveau cadre financier, le budget de 2025 établira notre plan ambitieux pour bâtir un Canada fort, avec une nouvelle stratégie industrielle qui transformera notre économie dépendante de partenaires commerciaux précis en une économie plus résiliente aux chocs mondiaux, qui repose sur les fondements solides d'industries canadiennes fortes et qui est soutenue par divers partenaires commerciaux internationaux. Nous espérons que l'opposition nous appuiera.

• (1330)

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir pu travailler avec la députée au sein du comité des ressources humaines, où nous étudions le très grave problème du chômage chez les jeunes. Comme la députée le sait, la situation est déplorable, non seulement en ce qui concerne le chômage chez les jeunes, mais aussi le taux de chômage en général. De nouvelles données sur l'emploi seront publiées demain. Nous savons déjà que le taux de chômage chez les jeunes est de 14,5 %. Au cours du dernier mois seulement, le nombre de femmes en âge de travailler qui demandent des prestations d'assurance-emploi a augmenté de 12 %.

Le gouvernement a fait beaucoup de promesses, mais les indicateurs sont mauvais: le taux de chômage est le deuxième en importance parmi les pays du G7 et notre économie est celle qui se contracte le plus rapidement. Le mieux que la députée peut offrir, ce sont des indicateurs qui sont très peu encourageants, comme le fait de dire que notre cote de crédit n'a pas encore été abaissée.

Quand saurons-nous si les politiques des libéraux fonctionnent? Dans combien de temps prévoient-ils démontrer leur réussite? J'aimerais savoir, concrètement, quand nous pourrions savoir s'ils obtiennent des résultats.

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, je suis très heureuse de travailler avec mon collègue au sein du comité. Le chômage chez les jeunes est un problème très important, c'est tout à fait vrai. Je suis contente que nous puissions travailler ensemble sur ce dossier.

J'aimerais revenir sur ce qu'il a dit à propos des promesses que nous avons faites. Il ne s'agit pas de promesses; il s'agit d'actions. Nous avons mis sur pied le Bureau des grands projets. Nous avons adopté le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne, et je remercie les conservateurs de leur appui à cet égard. Nous avons lancé Maisons Canada, nous avons augmenté les salaires pour les membres de nos forces armées et nous avons créé une agence d'approvisionnement en matériel de défense.

• (1335)

[Français]

Jour après jour, nous respectons les engagements que nous avons pris pendant la campagne. Nous sommes à six mois du début de notre mandat. Nous remplissons nos engagements. Ce ne sont pas des promesses.

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, ma collègue de Trois-Rivières pourra peut-être répondre à ça.

Lors de la précédente législature, la ministre des Finances à l'époque, Mme Freeland, n'avait pas voulu présenter un budget qui proposait un déficit frôlant les 42 milliards de dollars. Elle trouvait que c'était indécent de proposer...

Le vice-président: Je dois interrompre le député. On ne peut pas utiliser le prénom ou le nom de famille d'un député à la Chambre.

Le député de Drummond peut recommencer son intervention.

Martin Champoux: Monsieur le Président, toutes mes excuses, je le sais. C'est probablement parce que j'avais oublié que c'était le même gouvernement qui était là précédemment. Je suis désolé de ma bévue. Je me rétracte donc.

Cette ancienne ministre des Finances a préféré démissionner plutôt que de proposer un budget avec un déficit indécent de 42 milliards de dollars. On s'apprête à se faire proposer un budget avec un déficit de près de 100 milliards de dollars.

Comment se fait-il que ces 42 milliards de dollars étaient si indécents que cela a forcé la démission de la ministre de l'époque et que, maintenant, 100 milliards de dollars, c'est correct, on se vante, on dit que tout va bien et que tout est beau, madame la marquise.

J'aimerais entendre la députée de Trois-Rivières à ce sujet.

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, je crois que les Canadiens se sont prononcés très clairement au printemps sur le parti dans lequel ils ont le plus confiance pour gérer les vrais enjeux du moment.

Nous avons été très clairs pendant la campagne sur les engagements que nous avons pris. Il n'y a rien de ce que nous mettons de l'avant qui est une surprise. Nous avons dit que nous allions investir dans nos infrastructures, c'est ce que nous faisons. Nous avons dit que nous allions investir pour construire plus de maisons et accélérer la construction du logement pour résoudre la crise, c'est ce que nous faisons. Nous avons dit que nous allions investir dans nos forces armées et dans notre industrie de la défense, c'est ce que nous faisons.

Maintenant, nous espérons que nos collègues pourront nous appuyer.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue a parlé des investissements que notre gouvernement fait. Ce sont des investissements qui stimulent notre économie.

Travaux des subsides

D'ailleurs, nous avons un plan ambitieux en matière de construction de logements. Déjà, je vois des effets concrets dans ma circonscription qui découlent d'investissements fédéraux dans des villes comme Edmundston, Campbellton et Saint-Quentin.

J'aimerais savoir si ma collègue pourrait nous parler davantage de notre plan ambitieux en matière de logement, qui va répondre aux besoins de la population canadienne en plus de stimuler notre économie.

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa très bonne question.

Maisons Canada a vraiment été mis sur pied pour faire face au problème de la crise du logement qui sévit. Les Canadiens et les Québécois ont besoin de plus de logements, plus de logements abordables, des logements qui répondent à leurs besoins et à leur budget.

Nous nous sommes engagés à construire jusqu'à 500 000 maisons par année. Nous faisons des investissements en capitalisation de 13 milliards de dollars pour Maisons Canada.

Nous nous attaquons vraiment à l'abordabilité en appuyant la construction de toutes sortes de logements, dans tout le continuum de l'abordabilité, que ce soit le logement social, coopératif ou les maisons de transition.

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue le député de Huron—Bruce.

Je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de notre motion de l'opposition voulant que « la Chambre demande au gouvernement libéral de cesser de copier les politiques ratées de [Justin] Trudeau et de reconnaître que les déficits font baisser les investissements, perdre des emplois et augmenter le coût de la vie ». Je commencerai par une citation de M. Milton Friedman, qui a dit: « Gardez l'œil sur une seule et unique chose: combien le gouvernement dépense, car c'est le véritable impôt [...] Si vous ne le payez pas sous forme d'impôts explicites, vous le payez indirectement sous forme d'inflation ou sous forme d'emprunt. »

C'est exactement ce qui se passe en ce moment, comme ce fut le cas au cours des 10 dernières années sous le même gouvernement libéral. Ce n'est pas un gouvernement libéral différent. Ce n'est pas un nouveau gouvernement; c'est le même gouvernement libéral, le même gouvernement libéral porté sur les impôts et les dépenses. En 2015, lorsqu'on l'avait interrogé sur la composition de son Cabinet, l'ancien premier ministre avait répondu « parce qu'on est en 2015 ». Or, le gouvernement actuel semble justifier ses dépenses continues et ses déficits hors de contrôle par le fait qu'on est en 2025.

Je dis ça parce que c'est la même expression et le même gouvernement libéral. Il n'y a pas de nouveau plan. C'est le même Cabinet fatigué avec le même ministre des Finances, qui refuse de dire à combien s'élèvera le déficit. Même si nous lui avons posé la question à maintes reprises au comité, le ministre ne nous a jamais répondu. Pourtant, les Canadiens méritent une réponse. Le ministre a préféré dire aux Canadiens qu'ils « devraient se réjouir » de la situation financière du pays. Oui, il faut se réjouir de la hausse du chômage, se réjouir du taux de chômage chez les jeunes, le plus élevé depuis des décennies, et se réjouir d'un déficit qui a doublé.

Travaux des subsides

Le ministre des Finances dit aux Canadiens qu'ils devraient se réjouir de ce qui se passe. Ils devraient se réjouir de la situation financière du pays et du fait que les intérêts sur la dette libérale se chiffreront à 82 milliards de dollars par année d'ici 2030. Pour mettre les choses en perspective, ce montant représente, d'entrée de jeu, environ 3 000 dollars de moins dans les poches de chaque contribuable, juste pour payer les intérêts de la dette libérale. Les Canadiens devraient se réjouir que le PIB par habitant, soit la croissance économique par habitant au Canada, a reculé de près de 3 % au cours des deux dernières années.

Selon le ministre des Finances, « les Canadiens devraient se réjouir » d'être plus pauvres. Ils devraient se réjouir du fait que les cinq dernières années, qui coïncident avec les cinq années pendant lesquelles le premier ministre actuel conseillait le gouvernement libéral en matière de politique économique, ont été les pires cinq années de croissance du PIB par habitant depuis la Grande Dépression. Pensons-y. Ces années ont été pires que les cinq années qui ont suivi la crise économique de 2008-2009. Oui, nous devrions nous réjouir, tout comme l'ancienne ministre des Finances qui a été rétrogradée et qui est maintenant envoyée spéciale quelque part.

Nous devrions être heureux, car nous n'avons jamais été aussi choyés. Tous les trentenaires qui vivent dans le sous-sol de la maison de leur mère parce qu'ils n'ont pas les moyens de déménager devraient décidément se réjouir et remercier le gouvernement libéral, comme celui-ci nous dit de le faire. Chaque mois, 2 millions de Canadiens font la queue devant les banques alimentaires. Dans l'ensemble du pays, 1 Canadien sur 20 fait la queue devant une banque alimentaire. Pendant qu'ils font la file, ils devraient prendre le temps de se réjouir, comme l'a dit le ministre des Finances.

Les défauts de paiement hypothécaire ont presque triplé dans certaines régions du pays au cours des deux dernières années. Alors que des gens quittent leur foyer parce qu'ils n'ont plus les moyens d'y vivre, qu'ils placent leurs affaires dans un camion pour déménager peut-être dans le sous-sol de leurs parents ou dans la rue, j'espère qu'ils prendront le temps, comme l'a proposé le ministre des Finances, de profiter des bons moments, de se réjouir et d'être reconnaissants de l'excellente situation économique que leur offrent les libéraux.

Je suis d'accord avec le gouvernement sur plusieurs points et j'ai parfois voté en conséquence, mais il y a aussi beaucoup d'éléments que je ne soutiens pas. C'est normal; on peut être en désaccord. J'aimerais simplement que le gouvernement dise la vérité aux Canadiens. Les députés ministériels n'auraient pas dû passer des années à la Chambre à défendre la taxe sur le carbone et à dire que les conservateurs nient l'existence des changements climatiques ou qu'ils veulent carrément que le monde brûle s'ils souhaitent partir avec les enfants pour des vacances estivales.

● (1340)

Ils ne devraient pas dire aux Canadiens que leur taxe sur le carbone va empêcher les incendies de forêt ou les inondations. Ils devraient être honnêtes avec les Canadiens. Nous avons vu ce que le gouvernement a fait pendant des années: il s'en est pris à tous ceux qui osaient remettre en question son dogme de la taxe sur le carbone. Que s'est-il passé dès que celle-ci est devenue impopulaire? Les libéraux se sont félicités d'avoir annulé la taxe sur le carbone.

Il y a un an, si quelqu'un s'opposait à la taxe sur le carbone, l'ancien ministre de la Santé, Mark Holland, disait que les Canadiens allaient détruire la planète s'ils partaient en vacances en voiture

avec leurs enfants pendant l'été. Les libéraux disent maintenant qu'il faut les remercier d'avoir supprimé la taxe sur le carbone. Les libéraux prétendent désormais être favorables au pétrole, à l'Alberta ou à l'énergie. Ils se présentent ici et disent qu'il n'y a pas de promoteurs pour de nouveaux pipelines, mais, en même temps, ils refusent d'abroger le projet de loi C-69, le projet de loi qui vise à interdire la construction de nouveaux pipelines. Ils refusent d'abroger le projet de loi C-48, qui interdit aux pétroliers de transporter du pétrole de l'Alberta à partir de la côte de la Colombie-Britannique, mais qui, bien sûr, autorise toujours les pétroliers américains à le faire.

Ils refusent d'abroger le plafond d'émissions et de production qui, selon le Conference Board du Canada, coûtera plus de 100 000 emplois au Canada. Les libéraux devraient être honnêtes; ils ne devraient pas siéger ici et dire: « Nous aimons le pétrole et le gaz. Si seulement nous avions un promoteur pour construire un pipeline. »

Les libéraux sont entièrement favorables au pétrole tant qu'il reste sagement dans le sol, semble-t-il. Leur position concernant le pétrole et le gaz revient à s'arranger pour obtenir des félicitations après avoir poussé quelqu'un dans les escaliers parce que l'on a appelé les secours pour aider cette personne. C'est ce qu'ils semblent faire avec le pétrole et le gaz: les libéraux affirment que nous serons une superpuissance énergétique et que nous exploiterons le pétrole et le gaz, qu'il faut toutefois garder le projet de loi C-69, le projet de loi C-48 et le plafond de production, mais que ce ne sera pas leur faute si personne ne se manifeste dans le secteur privé.

L'impôt sur les gains en capital en est un autre exemple. Je demande simplement au gouvernement d'être honnête. Nous avons entendu l'ancienne ministre des Finances dire, en substance, que les Canadiens allaient devoir vivre dans des collectivités fermées pour empêcher les personnes à faible revenu qui veulent brûler leurs maisons d'y entrer, à moins que nous n'instaurions l'impôt sur les gains en capital. Elle a déclaré: « [...] le Canada pourrait financer ces investissements essentiels en s'endettant plus. Mais ça serait un fardeau injuste pour nos jeunes générations. » Or les libéraux vont ajouter 60 milliards de dollars à la dette cette année seulement. Elle a ensuite exhorté les Canadiens à sanctionner les politiciens qui ont voté contre l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital.

L'actuel ministre des Finances a déclaré que la « modification de l'impôt sur les gains en capital aiderait les Canadiens [...] » et que les libéraux allaient « [se] battre pour les Canadiens [...] [et] pour la classe moyenne ». Il a ensuite demandé aux députés s'ils arrivaient à croire que les conservateurs avaient voté contre l'impôt sur les gains en capital et l'équité fiscale. Les libéraux allaient augmenter les investissements au Canada, car leur nouvel impôt sur les gains en capital demanderait aux plus riches de payer un peu plus pour financer les investissements.

Quelques mois plus tard, le ministre des Finances, celui qui dit que nous devrions nous réjouir de la hausse du chômage, que les travailleurs de l'automobile, je suppose, devraient se réjouir du fait qu'une taxe à l'exportation sera imposée de façon permanente sur les voitures, des droits de douane permanents qui causeront l'effondrement de l'industrie, affirme qu'en nous attaquant à l'impôt sur les gains en capital, nous soutenons les constructeurs, les investissements et les entrepreneurs.

Y a-t-il une raison de douter des libéraux quand ils disent qu'ils vont bâtir l'économie la plus dynamique du G7, alors qu'ils creusent des déficits colossaux qui vont faire fuir les investissements du secteur privé? Leurs politiques sont à l'origine d'une augmentation massive et sans précédent du recours aux banques alimentaires. Y a-t-il une raison pour laquelle personne ne fait confiance aux libéraux? Tout tournait autour de la taxe sur le carbone et de l'impôt sur les gains en capital. Tous leurs emprunts devaient servir à attirer les investissements au Canada, mais, sous le gouvernement libéral, un demi-billion de dollars d'investissements nets ont quitté le pays, et le premier ministre promet qu'un autre billion de dollars quittera le Canada pour les États-Unis sous son mandat.

Il est clair que nous avons besoin de changement. Il est clair que le gouvernement doit mettre fin aux politiques de l'ère Trudeau et être réaliste avec les Canadiens. Il doit être honnête avec les Canadiens, être franc et changer ses méthodes avant qu'il ne soit trop tard.

• (1345)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député a souligné certaines des difficultés au pays. Le gouvernement est loin de dire que tout est rose. Il œuvre dans les limites de ses moyens en essayant de joindre les Canadiens dans le besoin pour qu'ils puissent se prévaloir des programmes offerts. Voilà pourquoi nous avons réduit le fardeau fiscal de 22 millions de Canadiens. Le gouvernement a éliminé la TPS pour les acheteurs d'une première maison, pour les trentenaires qui essaient d'économiser pour devenir propriétaires. Il a mis en place des mesures que le député, je l'espère, communique à ses concitoyens.

Toutefois, si l'un de ses concitoyens reçoit la Sécurité de la vieillesse, comme 7 millions de prestataires au pays, le député a voté contre cette mesure. S'il reçoit l'Allocation canadienne pour enfants, comme 5,1 millions d'enfants au pays, le député a voté contre cette mesure. S'il profite aujourd'hui d'une aide pour les soins dentaires, comme plus d'un million de Canadiens, le député a voté contre cette mesure.

Ce que je trouve ridicule dans tout ce débat, c'est que le député a fait campagne avec un programme où il promettait 106 milliards de dollars en dépenses supplémentaires si un gouvernement conservateur était élu. Comment peut-il dire des choses pareilles le plus sérieusement du monde?

Kelly McCauley: Monsieur le Président, tout d'abord, je rappelle au député d'en face que, si les libéraux n'avaient pas causé l'effondrement de l'économie, ils n'auraient pas à fournir autant de services d'aide sociale aux Canadiens.

La réalité, c'est qu'il peut y avoir de bonnes dépenses si elles constituent des investissements réels qui visent à favoriser la productivité, à alléger la réglementation, ou peut-être à abroger les projets de loi C-69 et C-48, et à éliminer le plafond d'émissions, ce qui serait la meilleure chose à faire pour stimuler la prospérité partout au pays. Le gouvernement n'a fait qu'alourdir les formalités administratives et la réglementation, et il a fait tout en son pouvoir pour détruire l'économie. Par conséquent, le chômage, le chômage chez les jeunes et la dette ont augmenté fortement.

• (1350)

[Français]

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je suis un peu inquiet parce que j'observe les libéraux, et je constate

Travaux des subsides

leurs coupes dans les mesures qui seraient de nature à générer des milliards de dollars en revenus, notamment la taxe sur les services numériques, qui a été abolie, et les contre-mesures tarifaires dont on ne voit pas encore la couleur.

Il en va de même du côté conservateur. Quand j'ai demandé au chef de l'opposition tantôt quels étaient les moyens qu'il prendrait pour remettre de l'argent dans les poches des Québécois et des Canadiens, il m'a parlé encore de réduire la taille de l'État et de faire des coupes.

J'aimerais demander à mon collègue quelles sont les mesures concrètes qui vont servir à réinvestir dans l'économie, qui vont permettre de stimuler l'économie et d'encourager les entrepreneurs à investir et à se développer. Je n'entends pas ça du tout dans les discours des conservateurs aujourd'hui.

[Traduction]

Kelly McCauley: Monsieur le Président, le député n'a peut-être pas bien écouté.

Nous avons été très clairs. Nous pouvons faire croître l'économie en allégeant les formalités administratives, en éliminant les règlements qui nuisent à l'emploi et qui réduisent les investissements, en réduisant les impôts afin que nous puissions soutenir la concurrence internationale et en créant un environnement commercial où les gens investiront et créeront des emplois au Canada. Nous pourrions nous débarrasser du projet de loi C-48, qui est néfaste pour l'emploi, du projet de loi C-69, qui vise à interdire la construction de tout nouveau pipeline, et du plafonnement de la production du secteur pétrolier et gazier, qui, soit dit en passant, est celui qui produit le plus de richesse et qui est la principale source de péréquation pour la province du député.

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, partout dans le monde, on partage ou on exporte de l'énergie, même dans les pays en développement. Comment se fait-il que nous ne le fassions pas?

Le député peut-il nous expliquer comment l'abrogation des lois anti-énergie des libéraux contribuerait à rétablir les investissements et la création d'emplois dans des régions comme celles de Windsor, en Ontario, et de l'Alberta?

Kelly McCauley: Monsieur le Président, l'industrie énergétique canadienne attend d'être mobilisée. L'Agence internationale de l'énergie affirme que le pic de l'extraction de pétrole ne sera pas atteint avant 2050, contrairement à l'ancien ministre libéral des Ressources naturelles, qui avait dit que ce pic serait atteint l'an dernier. Nous avons encore des décennies de croissance et de demande en pétrole devant nous.

Le Canada peut être le pays qui produit ce pétrole d'une manière éthique et respectueuse de l'environnement, au lieu de verser de l'argent à des dictateurs, comme nous le faisons actuellement à cause du plafonnement libéral des émissions dans le secteur pétro-gazier. Le Canada peut produire ce pétrole pour le monde libre. On peut créer cette richesse ici, au pays, ce qui peut stimuler les investissements et créer de la richesse et des emplois pour les Canadiens.

Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui.

Ce dont il est question aujourd'hui avec cette motion, c'est de mettre fin à la philosophie économique et à la gestion budgétaire à la Justin Trudeau pour revenir à l'essentiel. Nous parlons aujourd'hui d'investissements et d'autres choses.

Travaux des subsides

Avant de commencer, je tiens à féliciter les Blue Jays de Toronto pour leur magnifique victoire et leur excellente série. C'était formidable. Nous sommes tous d'accord là-dessus à la Chambre. C'est un moment rassembleur avant que les coups ne commencent. Qu'ont fait les Blue Jays? Nous pouvons leur reconnaître le mérite d'avoir fait des investissements privés. Ils ont dépensé 750 millions de dollars au cours des dernières années pour moderniser le Centre Rogers, à ma connaissance sans demander la moindre aide financière au gouvernement. Ils avaient fait une analyse de rentabilisation, ils se sont mis au travail et ils ont mené le projet à bon terme. Je pense qu'ils ont respecté l'échéancier et le budget. Maintenant, ils sont passés à la prochaine ronde des séries éliminatoires et ils bénéficient d'un rendement sur leur investissement.

C'est vraiment de ça qu'il est question aujourd'hui. Il faut mobiliser les investissements du secteur privé canadien. Le Canada doit devenir plus attractif pour les entreprises étrangères et les entreprises d'ici afin qu'elles décident d'investir chez nous. Il y a beaucoup trop de formalités administratives et d'obstacles pour y parvenir.

Une députée libérale a pris la parole il y a environ 20 minutes, et ce qu'elle a dit était intéressant. Elle a dit que les libéraux ont mis sur pied un programme pour réduire les formalités administratives et les retards dans les programmes. Eh bien, qui est responsable de toutes ces formalités administratives et de tous ces retards dans les programmes? Le gouvernement libéral est en place depuis tellement longtemps qu'il tente de réparer les ravages qu'il a lui-même causés. Cependant, les libéraux ne réussiront pas, car ils ne savent pas comment les réparer.

Il y a 10 ans, Stephen Harper et Joe Oliver ont présenté un budget digne de l'héritage laissé par Jim Flaherty. C'était un budget équilibré. Cette année-là, le gouvernement avait dépensé 289 milliards de dollars tout en équilibrant le budget. La dette totale nette du pays s'élevait à 610 milliards de dollars, un montant énorme. À l'époque, le ratio dette-PIB se situait légèrement au-dessus de 31 % et il était en baisse. En quelques années, notre pays était véritablement devenu une destination de plus en plus prisée pour les affaires.

Quand Justin Trudeau est arrivé, il a dit: « Écoutez, je vais juste dépenser un peu plus au cours des 3 prochaines années. Je vais déposer un budget équilibré en 2020 et accumuler un petit déficit à moyen terme, soit 10 milliards de dollars par année, afin que des investissements relancent l'économie. » Or, il aurait fallu le prendre avec un grain de sel dès le départ, car avec une économie de 2 billions de dollars, 10 milliards de dollars, c'est vraiment loin d'être suffisant. Nous le savions dès le début. Les Canadiens auraient dû savoir que lorsque quelqu'un adopte ce genre de philosophie, l'échec est inévitable.

Aujourd'hui, le montant net de la dette se situe entre 1,2 et 1,3 billion de dollars, et le montant brut est nettement supérieur. Si je ne m'abuse, le ratio dette-PIB du Canada seulement, et non de toutes les provinces combinées, est de 45 %. Aussi incroyable que cela puisse paraître, le déficit de cette année — environ 62,5 milliards de dollars — va surpasser ceux de Justin Trudeau.

Pendant ce temps, les libéraux continuent de dire aux Canadiens que nous devons simplement investir un peu plus, si bien qu'en 2024-2025, les dépenses totales de l'État atteindront 450 milliards de dollars, je crois. En 10 ans, l'appareil gouvernemental a gonflé de plus de 50 %, la dette du Canada a doublé pour de bon, et les jeunes Canadiens se sont retrouvés avec un fardeau fiscal alourdi

qui les accablent toute leur vie, des générations durant, tout cela parce que Justin Trudeau a décidé il y a 10 ans de faire un tout petit investissement. Il a utilisé l'expression « modeste déficit à court terme ». Il a également dit quelque chose qui est vraiment revenu le hanter, c'est-à-dire que « le budget s'équilibrera tout seul ».

L'autre architecte en chef de cette observation est maintenant premier ministre. Il a été le conseiller de Justin Trudeau du début à la fin. En le voyant l'hiver et le printemps derniers, les Canadiens pensaient voir un net contraste par rapport à son prédécesseur. Or, en réalité, ils ont plutôt élu un Trudeau à la puissance deux. Des mois plus tard, les gens n'arrivent pas à croire le résultat. Je le sais parce que je m'entretiens constamment avec les gens de ma circonscription. La déception ne se limite pas aux aspects financiers et commerciaux: elle vaut pour tout. La déception est universelle.

● (1355)

Il faut revenir à l'essentiel. Nous devons créer au pays un climat économique propice aux affaires. Il faut faire preuve de transparence. Il faut que l'on sache exactement quelles règles s'appliquent. Pensons au nombre de fois où les règles ont changé depuis que les libéraux sont au pouvoir, au cours des 10 dernières années. Que ce soit pour les grands ou les petits projets, tout change constamment.

Il a dit une chose qui pourrait être le pire mensonge qu'il ait pu raconter à un Canadien, à savoir que les libéraux ont contracté des dettes pour que les Canadiens n'aient pas à le faire. Beaucoup de Canadiens ont pris cela au pied de la lettre, il y a cinq ans. Ils en subissent aujourd'hui les conséquences, au point de rendre les clés de leur maison à la banque, de faire la queue en nombre record devant les banques alimentaires, et ainsi de suite.

Il y a 10 ans, lorsque Stephen Harper, Jim Flaherty et Joe Oliver préparaient des budgets, les jeunes familles avaient de l'avenir. Elles avaient les moyens d'acheter une maison. Elles avaient les moyens d'épargner pour les études de leurs enfants. Elles pouvaient mettre du pain sur la table et ne dépendaient pas des programmes alimentaires du gouvernement pour nourrir leurs enfants à l'heure du dîner. Les gens avaient les moyens d'acheter des aliments pour les lunchs de leurs enfants. Les Canadiens avaient les moyens d'élever des enfants, de faire du sport et de partir en vacances. Ils pouvaient faire tout cela. Ils devaient peut-être faire quelques heures supplémentaires et épargner de temps en temps, mais c'était possible.

Aujourd'hui, ce rêve est devenu inaccessible. L'autre jour, quelqu'un m'a parlé de tous les enfants boomerangs qui retournent vivre avec leur famille. Nous n'avons jamais...

Le Président: Malheureusement, nous devons nous arrêter là. Il restera un peu plus de trois minutes au député lorsque la Chambre reprendra le débat après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

● (1400)

[Traduction]

UNE FIGURE DE PROUE EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage au Dr Hakam Singh Bhullar et à son nouveau livre intitulé *The Underdog*. En 1995, le Dr Bhullar est devenu le premier vétérinaire indo-canadien à ouvrir une clinique à prix modique à Vancouver, et à rendre ainsi les soins animaliers de qualité abordables pour tous. Il a travaillé avec des groupes de protection des animaux, a contribué à former de nombreux vétérinaires immigrants et a bâti un modèle d'inclusion, mais sa réussite s'est heurtée à des obstacles et à la discrimination, ce qui a mené à l'un des plus longs procès pour atteinte aux droits de la personne de l'histoire du Canada et à des excuses publiques de la part du collège des vétérinaires de la Colombie-Britannique.

The Underdog est une histoire de lutte, de résilience et de courage dans le cadre d'un combat pour la justice. Je félicite le Dr Bhullar de cette importante contribution à notre collectivité et au Canada.

LES CANUCKS DE CALGARY

David McKenzie (Calgary Signal Hill, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour féliciter les Canucks de Calgary, une équipe de la Ligue de hockey junior de l'Alberta. La détermination, le talent et l'esprit d'équipe des joueurs leur ont permis de remporter une victoire cruciale. Le 18 mai 2025, au Centre Max Bell, à Calgary, notre équipe a triomphé lors de la Coupe du centenaire grâce à une victoire de 7 à 2 contre les Mustangs de Melfort, remportant ainsi son premier championnat national de hockey junior A en 30 ans.

Au nom de la Chambre, de tous les Albertains et de tous les Canadiens, je remercie les Canucks de Calgary de raviver notre fierté et de montrer que le sport peut nous unir, nous inspirer et nous donner de l'espoir. Avec l'aide de la collectivité, des efforts collectifs et de la détermination, on peut faire de grandes choses.

J'invite les députés à se joindre à moi pour féliciter les champions de la Coupe du centenaire de 2025: les Canucks de Calgary.

LES DROITS DE LA PERSONNE EN IRAN

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques semaines à peine, des milliers de personnes se sont réunies devant le siège des Nations unies, à New York, pour revendiquer l'établissement d'une société libre et démocratique en Iran. Lors de ce rassemblement mené par le Conseil national de la résistance iranienne, des dignitaires, des politiciens et des militants de divers pays qui appuient la résistance iranienne se sont réunis pour s'opposer à la dictature et réclamer un avenir fondé sur la liberté, la justice et les valeurs démocratiques.

Il y a quelques jours à peine, les Nations unies ont publié un rapport très préoccupant qui fait état d'une série d'exécutions sans précédent en Iran, où plus de 1 000 personnes ont été exécutées en seulement neuf mois. Selon des experts de l'ONU, la fréquence des exécutions prend une ampleur démesurée. Le plan en 10 points du

Déclarations de députés

Conseil national de la résistance iranienne rejette les mesures d'intervention et d'apaisement étrangères et réclame un changement démocratique mené par le peuple iranien.

Le Canada doit continuer de soutenir tous ceux qui luttent pour les droits de la personne et les libertés démocratiques dans le monde.

LES SOINS DE SANTÉ NUMÉRIQUES

Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, l'eMental Health International Collaborative invite le monde au Canada à l'occasion du 10^e congrès mondial sur les services numériques en santé mentale, qui se tiendra à Toronto. Sous la direction du professeur Anil Thapliyal, des centaines d'experts provenant de dizaines de pays se réuniront pour bâtir l'avenir des soins de santé mentale.

Partout dans le monde, les besoins en matière de santé mentale dépassent les capacités à fournir de l'aide de manière traditionnelle. Grâce à l'utilisation d'outils numériques novateurs, nous pouvons changer cette situation. Les outils numériques permettent de fournir des soins de santé aux patients en temps opportun et de répondre à leurs besoins individuels. Les technologies sont source d'espoir, elles permettent de prodiguer des soins et elles offrent un moyen de mener des activités à une échelle impossible à atteindre autrement. Elles permettent d'offrir aux patients le même niveau de soins, quel que soit leur lieu de résidence.

Je souhaite la bienvenue à tous les délégués et je me réjouis de participer à ces travaux importants.

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FILLE

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, le 11 octobre, nous soulignerons la Journée internationale de la fille, une journée pour célébrer la force, l'intelligence et les aspirations des filles, ici au Canada et ailleurs.

C'est aussi un moment pour réfléchir aux défis qu'elles rencontrent encore trop souvent: l'accès inégal à l'éducation, la violence, la pauvreté et le manque de modèles dans des lieux de décision. Comme parlementaires, nous avons le devoir de bâtir un environnement où chaque fille peut s'épanouir pleinement et sans compromis.

En tant que père de trois filles, cette journée est très importante pour moi. Je vois chaque jour leur côté curieux et leur désir de contribuer à un monde plus juste. Mes trois filles m'inspirent, comme tant d'autres filles, à travailler pour un avenir où leurs rêves ne rencontrent aucun obstacle.

Investir en elles, c'est contribuer à une société plus inclusive et plus équitable. Je salue toutes les filles de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie et d'ailleurs, qui nous rappellent, par leur courage et leur engagement, que le changement commence maintenant.

Déclarations de députés

● (1405)

*[Traduction]***NIGEL WRIGHT**

John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC): Monsieur le Président, nous avons été sidérés par la terrible nouvelle de la disparition soudaine de Nigel Wright. M. Wright était un homme bon, peut-être même le meilleur d'entre nous. Malgré ses titres, ses réussites et son prestige, il était humble. Alors qu'il aurait pu être pétri d'orgueil, il était plutôt empreint d'humilité.

Pour M. Wright, la charité était une valeur prédominante, quoique cette qualité, elle non plus, ne montrait pas toute la bonté de cet homme. Il vouait une dévotion des plus profonde à Dieu. Sa foi était au cœur de tout ce qu'il faisait.

Il est rare de trouver une telle humilité chez une personnalité publique. On serait porté à croire qu'être humble, c'est s'effacer ou même se laisser mépriser, mais en fait, saint Augustin a dit: « Tu désires t'élever? Commence par t'abaisser. » Selon lui, l'humilité est le fondement de toutes les vertus chrétiennes, car elle nous permet de reconnaître nos limites.

M. Wright a vécu une vie chrétienne en tant que serviteur de Dieu. Je prie pour qu'il se trouve maintenant au paradis avec son Dieu, son Sauveur, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

* * *

LA NAVETTE AUTONOME À KANATA

L'hon. Jenna Sudds (Kanata, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie d'annoncer aujourd'hui le lancement de la première navette autonome toutes saisons à vitesse moyenne du Canada. Le projet est réalisé ici même, à Ottawa, dans le plus grand parc technologique du Canada, qui est situé dans ma circonscription, Kanata.

La navette suit un itinéraire de 4,5 kilomètres comptant huit arrêts et permet aux employés, aux étudiants et aux visiteurs de se déplacer dans tout le parc. Elle réduit les émissions, améliore l'accessibilité et rend la collectivité plus connectée et plus inclusive. La navette, qui est munie de capteurs de pointe, d'un système d'intelligence artificielle et d'un système de sécurité, peut fonctionner en toute sécurité, quelle que soit la saison. Cette navette, c'est l'innovation canadienne en action.

Le lancement d'aujourd'hui fait d'Ottawa un chef de file mondial en matière de mobilité intelligente et nous rapproche d'un avenir où le transport sera plus propre, plus intelligent et plus durable.

Je félicite toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce projet.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Monsieur le Président, l'agression sexuelle brutale d'une enfant de trois ans par le prédateur sexuel Daniel Senecal a consterné les résidents du Niagara. Près d'un an après la promesse électorale des libéraux de « [prendre] des mesures décisives pour renforcer le Code criminel » et de protéger les victimes en durcissant les lois en matière de mise en liberté sous caution, le gouvernement n'a toujours rien fait. Mes concitoyens ont été profondément affectés. Des gens courageux, des survivants se sont mobilisés, et c'est toute la région qui demande la modification du Code criminel.

J'ai parlé aux premiers intervenants de ma circonscription. Ces hommes et ces femmes sont des parents. Le chef du service des incendies de Welland m'a dit qu'il était important que les députés et les chefs de parti de partout au pays comprennent l'impact dévastateur de ces crimes sur les personnes courageuses sur lesquelles nous comptons pour nous protéger au quotidien.

Plus question de dorloter les voyous, d'être laxistes sur la criminalité et de remettre en liberté les délinquants qui viennent d'être arrêtés. La justice à la libérale a assez duré. Les Canadiens ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier et dans leur foyer. Il est temps que les libéraux fassent le boulot ou qu'ils laissent les conservateurs s'en charger.

* * *

*[Français]***LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ŒUF**

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, nous célébrons le 10 octobre la Journée mondiale de l'œuf. Je tiens donc à saluer les producteurs de Berthier—Maskinongé, de l'ensemble du Québec et du monde.

Soulignons ensemble l'importance de cet aliment sain et nutritif de première qualité, si polyvalent qu'on manquera d'imagination bien avant de trouver une recette où il ne peut s'intégrer. En plus, il est produit chez-nous.

Reconnaissons la contribution extraordinaire de nos producteurs et saluons la place qu'occupe la relève dans cette industrie. Ces producteurs, leurs familles et les collectivités dont ils font partie comptent tous sur notre système de gestion de l'offre pour continuer à prospérer et assurer la vitalité de nos régions. Continuons à les soutenir. Les vents contraires et les pressions extérieures ne doivent jamais nous faire dévier de notre engagement, car notre résilience alimentaire, ça n'a pas de prix.

Je souhaite à tous une bonne Journée mondiale de l'œuf.

* * *

*[Traduction]***UNE ATHLÈTE EXCEPTIONNELLE DE PORT MOODY—COQUITLAM**

Zoe Royer (Port Moody—Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, en ce Mois de l'histoire des femmes, je prends la parole pour rendre hommage à Karen Lutz, une athlète exceptionnelle de ma circonscription, Port Moody—Coquitlam.

Karen a fait partie de la toute première équipe paralympique canadienne qui a participé au championnat du monde de bateau-dragon en Thaïlande, en 2023, et en Allemagne, en 2025. Son équipe locale, l'équipe féminine senior C, a remporté la médaille d'argent au championnat canadien en août dernier, ce qui lui a permis de se qualifier pour le championnat du monde de bateau-dragon à Taïwan l'an prochain.

L'histoire de Karen nous rappelle qu'il n'y a pas d'âge pour réaliser ses rêves. Elle est un modèle pour les femmes et les filles partout au Canada.

Karen Lutz incarne le meilleur d'Équipe Canada: la fierté, la force et la persévérance. Elle fait la fierté de Port Moody—Coquitlam et de tout le Canada. Je la félicite.

• (1410)

LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ MENTALE

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, demain, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, rappelons-nous qu'il n'y a pas de santé sans santé mentale. Chaque jour, 12 Canadiens se suicident et 200 autres font une tentative de suicide. Cela représente 73 000 Canadiens par année, et des milliers d'autres souffrent en silence.

Cette semaine, l'épouse d'un premier répondant qui s'est enlevé la vie m'a envoyé un message. Elle m'a demandé de rappeler à mes collègues que chaque homme et chaque femme qui porte l'insigne avec bravoure est le mari, le père, la fille, le frère, l'ami ou la collègue de quelqu'un. Ces personnes revêtent leur uniforme jour après jour pour se mettre à notre service et à celui de nos familles, et pour assurer notre sécurité. Pourtant, nous les laissons tomber. Qu'il s'agisse des courageux policiers, ambulanciers paramédicaux, pompiers, infirmiers ou agents correctionnels, ou même des agents du Service de protection parlementaire sur la Colline du Parlement, ils sont tous des êtres chers et ils sont importants.

Les personnes qui traversent une mauvaise passe ne sont pas seules. Si elles ou leurs proches vivent une crise, une aide est offerte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Ils peuvent appeler ou texter le 988. N'oublions pas qu'il ne faut pas se sentir mal de ne pas se sentir bien. Leur présence rend notre monde meilleur.

* * *

LES PRODUCTEURS D'OEUF DU CANADA

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, demain, les producteurs d'œufs de tout le Canada célébreront la Journée mondiale de l'œuf, reconnaissant ainsi le rôle essentiel que jouent les œufs pour les familles canadiennes et la contribution des producteurs d'œufs à la résilience du système alimentaire national canadien.

Plus de 1 200 producteurs d'œufs soutiennent les entreprises et les collectivités du pays dans un ambitieux programme de croissance visant à augmenter la production et la consommation, conformément à la vision du gouvernement en matière de croissance durable. Je le sais, car j'ai grandi dans une ferme ovicole où je ramassais environ 3 000 œufs par jour quand j'étais enfant.

Les producteurs d'œufs sont de fiers partenaires des économies régionales et contribuent à la sécurité alimentaire. Ils soutiennent des milliers d'emplois locaux, renforcent les économies rurales et fournissent aux Canadiens une source fiable de protéines de haute qualité.

Je remercie tous les députés de leur soutien envers les producteurs d'œufs canadiens et je leur demande de se joindre à moi pour leur souhaiter une joyeuse Journée mondiale de l'œuf.

* * *

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Monsieur le Président, j'ai vu les libéraux se lever à la Chambre pour applaudir bruyamment les pertes d'emplois au Canada. Ils se réjouissent pendant que les agriculteurs de la Saskatchewan doivent composer seuls avec les droits de douane, et ils se félicitent de leur avoir accordé des prêts à plus long terme. Ils se réjouissent de la fermeture d'usines de voitures au Canada, au profit des États-Unis.

Déclarations de députés

Ils se réjouissent alors qu'ils tentent de se sortir de l'endettement en empruntant et en alourdissant le fardeau fiscal des Canadiens.

Ils se lèvent pour applaudir à l'heure où des investissements d'un billion de dollars quittent le Canada pour aller enrichir Trump au sud de la frontière. Le premier ministre a dit qu'il n'y avait rien de mal à ce que des investissements canadiens migrent vers les États-Unis parce que c'est un marché libre là-bas. Là-bas, c'est le libre marché, mais pas ici. Qui les libéraux représentent-ils? De quel côté sont-ils donc?

De quoi les Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts pourraient-ils bien se réjouir à l'Action de grâce? D'un premier ministre qui cesse de briser ses promesses aux familles de travailleurs canadiens et d'un gouvernement qui représente le Canada.

* * *

L'ORGANISME GLOBAL DIGNITY

Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.): Monsieur le Président, octobre marque le 20^e anniversaire de l'organisme sans but lucratif, non religieux et apolitique Global Dignity, qui célèbre la dignité inhérente à chaque personne.

[Français]

Chaque année, plus de 1 million de jeunes dans 80 pays participent à la Journée mondiale de la dignité, qui touche plus de 8 millions de personnes dans le monde par année. Le 15 octobre, des jeunes de partout au Canada célébreront cette journée avec des ateliers, des projets et des activités qui mettent en valeur la bonté, le respect et l'inclusion.

• (1415)

[Traduction]

Je tiens à saluer des artistes et des jeunes inuits comme Tony Eetak, Krish Agrawal, Eva Suluk et Jamie Bell, du collectif Art Borups Corners, qui se joindront à des partenaires en Norvège et aux États-Unis pour partager avec le monde 20 nouvelles sur le thème de la dignité.

[Français]

J'invite tous les députés de la Chambre à se joindre à moi pour féliciter Global Dignity à l'occasion de ses 20 ans de retombées exceptionnelles.

[Traduction]

Célébrons ensemble la voix des jeunes Canadiens, qui nous rappellent que la dignité est le fondement d'une société juste et compas-

*Questions orales***LES BLUE JAYS DE TORONTO**

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, comment ne pas aimer entendre Vladdy et David Ortiz répéter après la partie: « Les Yankees ont perdu! »? Les Blue Jays de Toronto, qui ont su, eux, jouer du coude contre les Yankees, ont remporté le match d'hier soir par la marque de 5 à 2, ce qui leur permet d'accéder à la Série de championnat de la Ligue américaine de baseball. Le mérite revient à Ross Atkins, à Mark Shapiro, au gérant de l'équipe, John Schneider, ainsi qu'à son personnel, qui ont instauré une culture où les joueurs jouent les uns pour les autres, et non pour eux-mêmes. En cours de route, ils ont permis à tout un pays de participer à cette saison. C'est ainsi que les championnats se jouent.

De Vladdy à Bo, en passant par Ernie, Gaus, Daulton et Kirky, les Canadiens connaissent les membres de cette équipe par leurs prénoms et leurs surnoms. Nous faisons tous partie de cette aventure maintenant, et je pense que je parle au nom de tous les Canadiens quand je dis que nous voulons gagner sur tous les tableaux. Nous voulons qu'ils remportent la Série de championnat de la Ligue américaine de baseball, ainsi que la Série mondiale. Nous voulons gagner sur tous les tableaux.

Alors que les Blue Jays attendent leur prochain adversaire, commençons à répandre la nouvelle. J'aimerais pouvoir reprendre les paroles de John Schneider. Pour la première fois depuis 2016, les Blue Jays participeront à la Série de championnat de la Ligue américaine de baseball.

* * *

[Français]

HOMMAGE À UN PÈRE

Louis Villeneuve (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'aimerais rendre hommage à mon père, André, âgé de 93 ans, qui est en visite à Ottawa. Par sa droiture, sa sagesse et son humanité, il demeure pour moi une source d'inspiration constante.

Je veux saluer, à travers lui, toutes ces femmes et tous ces hommes qui ont bâti le pays que nous avons aujourd'hui la chance d'habiter. Nos aînés sont la mémoire vivante de notre nation. Ils nous rappellent que la solidarité entre les générations est au cœur de notre identité. Honorer nos aînés, c'est reconnaître leur contribution et poursuivre leur œuvre en bâtissant, à notre tour, un pays juste, accueillant et humain.

Je remercie mon père de son exemple et de tout ce que sa génération a fait.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, alors que les Américains augmentent les droits de douane sur notre bois d'œuvre et nos automobiles, le premier ministre a fait une énorme promesse aux États-Unis. Il a dit que le Canada avait déjà investi 1 demi-milliard de dollars au cours des cinq dernières années et que 1 000 milliards de dollars seront probablement investis dans les cinq prochaines années si on obtient l'accord que l'on pense.

Le premier ministre a dit que ce serait de l'argent privé. Est-ce qu'il va forcer les investisseurs à aller aux États-Unis ou plutôt les encourager à investir ici, au Canada?

[Traduction]

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui est un jour mémorable. Je suis sûr que tous les parlementaires se joindront à moi pour reconnaître les progrès historiques qui ont été réalisés au Moyen-Orient, dans le cadre du plan de paix en 20 points du président Trump.

Au nom des députés, je tiens à féliciter les dirigeants de l'Égypte, du Qatar et de la Turquie, ainsi que MM. Kushner et Witkoff, les médiateurs. Par ailleurs, comme je l'ai exprimé au président américain et à M. Kushner, le Canada offre un appui sans réserve pour veiller à ce que toutes les parties mettent en œuvre chacune des phases de ce plan.

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il est vrai qu'il faut féliciter le président Trump pour son accord de paix au Moyen-Orient.

Toutefois, j'ai posé une question en français au premier ministre concernant les emplois des Canadiens. Que le premier ministre montre un peu de respect pour le Québec et pour les francophones qui sont en train de perdre leurs emplois maintenant et qu'il réponde à la question.

Il a promis que l'entente qu'il signera avec les Américains va faire qu'on va expulser un autre montant de 1 000 milliards de dollars en investissements, ce qui menace le travail des Canadiens.

A-t-il obtenu 1 000 milliards de dollars des États-Unis en retour?

● (1420)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la situation actuelle est que le Canada a le meilleur accord commercial avec les États-Unis à l'échelle mondiale. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est que nous pouvons améliorer cet accord et c'est la raison pour laquelle le ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne est maintenant à Washington en train de négocier avec les Américains. Dans ce contexte, il y aura plus d'investissements ici, au Canada.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est rentré les mains vides, avec davantage de droits de douane sur le bois d'œuvre et les automobiles, mais il a fait une promesse colossale aux États-Unis: il a dit que des investissements de 1 billion de dollars quitteraient le Canada au profit des États-Unis. Il a dit que cela ferait partie de l'accord qu'il espère conclure. Dans cet accord, il s'engagera à faire sortir 1 billion de dollars du Canada. Hier, il a confirmé que ce serait de l'argent du secteur privé.

Comment compte-t-il s'y prendre? Fera-t-il adopter une loi obligeant nos fonds de pension à transférer leur argent vers le sud, ou poursuivra-t-il simplement ses politiques fiscales excessives et anti-développement qui font fuir les investisseurs?

Questions orales

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'étais là. J'étais présent lors des conversations avec le président. J'étais dans le Bureau ovale pour discuter avec lui. J'ai participé aux conversations qui ont suivi.

La situation est la suivante: nous avons conclu le meilleur accord au monde. Nous sommes en train de l'améliorer pour les travailleurs des secteurs de l'acier, de l'aluminium, de l'énergie, de l'automobile, des produits forestiers, bref pour tous les travailleurs de ce grand pays, parce que nous croyons au Canada. Nous ne ménagerons aucun effort tant que nous n'aurons pas conclu le meilleur accord possible.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement parmi les pays du G7, et il se classe au deuxième rang pour ce qui est du taux de chômage.

Le premier ministre était là. Il a donc le devoir de dire aux Canadiens, qui sont les propriétaires de ce billion de dollars qu'il veut voir quitter le pays, ce qu'il y a dans cet accord. Il a dit que l'accord prévoirait le transfert au sud de 1 billion de dollars de fonds privés.

Il y a deux façons de le faire. Adoptera-t-il une loi qui forcera les investisseurs à vendre leurs actifs au Canada, à mettre des gens au chômage ici pour investir au sud de la frontière, ou éliminera-t-il des emplois à coups d'impôts et de politiques anti-développement qui envoient l'argent à l'étranger?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député n'était pas ici quand le gouvernement a réduit les impôts sur le revenu, les impôts sur les gains en capital et la taxe sur le carbone. Je sais que le député n'était pas ici quand le gouvernement a adopté des mesures législatives pour l'unité de l'économie canadienne et pour la réalisation de grands projets dans notre magnifique pays, mais le député d'en face sera ici quand le gouvernement présentera, le 4 novembre, un budget qui sera un investissement générationnel, et nous espérons avoir son appui.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre doit être sur la bonne voie, car le Canada a investi 500 milliards de dollars aux États-Unis uniquement au cours des cinq dernières années et investira probablement 1 billion de dollars au cours des cinq prochaines années si nous obtenons l'accord que nous espérons. Voilà ce qu'a dit le premier ministre. Pourtant, il n'a pas réussi à faire lever les droits de douane imposés aux travailleurs canadiens de l'automobile et du bois d'œuvre, il a fait perdre leur emploi à des milliers de personnes et, sous son règne, notre pays affiche le deuxième taux de chômage en importance et connaît la pire croissance du G7.

Voici une question très directe: le premier ministre s'engage à investir 1 billion de dollars canadiens aux États-Unis. A-t-il obtenu de la part du président Trump un engagement semblable à l'égard du Canada?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il n'y a pas de droits de douane sur les pièces d'automobile au Canada. Notre pays a les droits de douane sur les produits finis les plus bas au monde. Nous travaillons à la conclusion d'un accord qui augmenterait les investissements au Canada et aux États-Unis. Cependant, nous n'accepterons que le meilleur accord pour le Canada, et n'oublions pas que c'est le secteur privé qui prendra ces décisions.

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre dit qu'il va l'inscrire directement dans l'accord, alors on peut supposer qu'il va l'appliquer d'une manière ou d'une autre. C'est encore une contradiction libérale, encore un échec et encore une promesse non tenue de la part du premier ministre.

Parlons de l'énergie. Il y a quelques jours à peine, le premier ministre a voté en faveur d'un plafond énergétique qui rendrait impossible de remplir un autre pipeline. Puis, à son réveil, il a découvert que le président Trump appuie le pipeline Keystone XL depuis huit ans. Nous savons que tant que le premier ministre fera obstacle à la production en Alberta, il sera impossible de remplir ce pipeline de pétrole, alors de quoi va-t-il le remplir, de sirop d'érable?

● (1425)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme une majorité de députés, j'ai voté contre qui visait à nous débarrasser de quelque chose qui n'existe pas. Nous travaillons avec le secteur privé, nous travaillons avec l'Alberta et nous travaillons avec les Américains pour libérer l'immense potentiel énergétique du Canada afin de bâtir une économie forte.

* * *

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, on progresse. J'ai l'impression que, dans un mois ou un mois et demi, mon collègue le chef de l'opposition officielle sera prêt à parler de l'indépendance du Québec. On progresse.

Dans l'intervalle, les camions lourds et moyens seront l'objet de droits de douane de 25 % à compter du 1^{er} novembre. Le bois est l'objet de différentes sortes de droits de douane à hauteur de 45 %. Pour l'aluminium et l'acier, ce sont des droits de douane à hauteur de 50 %. Pour l'automobile, les droits de douane sont de 27,5 %.

Je voudrais que le premier ministre nous dise quand il va aller expliquer à toutes les entreprises des secteurs touchés, à leurs travailleurs et à leurs sous-traitants...

Le Président: Le très honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il était difficile d'entendre la dernière partie de la question. Alors, voici les faits saillants concernant la situation actuelle.

Premièrement, nous avons le meilleur accord du monde avec les Américains. Deuxièmement, nous sommes en train de négocier afin que les droits de douane sur l'acier et l'aluminium soient réduits. Troisièmement, les droits de douane en ce qui concerne les camions et les automobiles sont les plus bas au monde.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je vais prendre au mot le premier ministre concernant ses propos en campagne électorale. Il disait que, rapidement, après la campagne électorale, il n'y aurait plus de droits de douane, qui ne devraient pas exister comme représailles entre des nations amies, alliées et partenaires. Il disait qu'il n'y en aurait plus rapidement et que la première semaine après l'élection, il irait là-bas et conclurait le traité de libre-échange.

Il a lui-même changé d'idée. Non seulement il a changé d'idée, mais, en plus, il va négocier un oléoduc vers les États-Unis. En quoi est-ce que cela diversifie notre économie?

Questions orales

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne la diversification de l'économie canadienne avec des partenaires fiables et des partenaires comme l'Asie et l'Indonésie, nous venons de signer un accord exhaustif avec l'Indonésie. Nous prenons part à de grandes négociations avec l'Union européenne et avec tous les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. De plus, il y aura des accords avec des pays d'Amérique du Sud.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, on est beaucoup plus tard que l'échéancier que le premier ministre s'était lui-même imposé au moment où il faisait campagne. À la limite, on peut comprendre l'exercice.

Là, il nous dit qu'il y a présentement des négociations en cours pour réduire les droits de douane. Ça fait six mois. Ça augmente encore. Les États-Unis en ajoutent, des droits de douane. Ce n'est donc pas un grand succès présentement.

Est-ce qu'au moins, dans l'intervalle, il peut déployer les programmes qu'il a annoncés pour l'aluminium et le bois, dont pas encore une cenne n'a été décaissée?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face aura la chance de soutenir des programmes pour les secteurs de l'acier, de l'aluminium et tous les secteurs au Québec et au Canada dans le budget actuel, le 4 novembre.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, le pays a perdu près de 54 milliards de dollars en investissements. Malgré cela, le premier ministre a affirmé que le Canada enverrait aux États-Unis « 1 billion de dollars au cours des cinq prochaines années si nous obtenons l'accord auquel nous nous attendons ». C'est l'Action de grâces, et je vais dire aux députés à quoi s'attendent les Canadiens: ils s'attendent à ce que le premier ministre défende les investissements au pays et les emplois canadiens.

Quand le premier ministre le fera-t-il? Quand va-t-il enfin tenir tête aux États-Unis, tenir tête à Donald Trump et défendre les travailleurs canadiens?

• (1430)

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais informer mon collègue et les députés que nous avons injecté des milliards de dollars pour soutenir notre économie, ce qui comprend un fonds de réponse stratégique de 5 milliards de dollars. Nous faisons cela tout en venant en aide aux travailleurs, en venant en aide aux secteurs, y compris celui de l'automobile, et en maintenant la cote de crédit AAA du Canada et le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. Nous obtiendrons le meilleur accord pour le Canada et nous prendrons le temps nécessaire pour y parvenir.

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, je tiens à informer la ministre que le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement du G7 et qu'avec le premier ministre, une concession n'attend pas l'autre.

Les libéraux ont reculé au sujet de la taxe sur les services numériques, ils ont reculé au sujet du bois d'œuvre, ils ont reculé au sujet

de l'industrie automobile et ils ont reculé au sujet des investissements. Ils ont reculé alors même que les travailleurs avaient besoin qu'ils tiennent tête à Donald Trump, comme le premier ministre avait promis de le faire. Des usines d'automobiles ferment, des aciéries ferment, et des licenciements frappent tout le pays.

Les Canadiens veulent savoir pourquoi le premier ministre envoie 1 billion de dollars en investissements aux Américains. Quand défendra-t-il enfin les travailleurs canadiens?

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): De ce côté-ci de la Chambre, monsieur le Président, nous croyons vraiment au potentiel de notre pays. D'ailleurs, les statistiques sont éloquentes. Nous avons le ratio dette nette-PIB le plus bas du G7. L'inflation et les salaires jouent en faveur du Canada. Nous continuerons à faire croître l'économie en investissant dans les travailleurs et en investissant dans les industries tout en attirant des investissements étrangers directs. Le Canada est en tête du classement des pays du G20.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'il était à Washington, le premier ministre s'est vanté que le gouvernement libéral a déjà fait fuir un demi-billion de dollars d'investissements au sud de la frontière, au cours des cinq dernières années. Puis, il a fièrement juré qu'il ferait fuir 1 billion de dollars de plus au sud de la frontière si nous obtenons l'accord escompté. Autrement dit, c'est exactement ce que le premier ministre veut faire. Il veut que les investisseurs choisissent les États-Unis au lieu du Canada. Tant pis pour sa résolution à jouer du coude.

Nous sommes devant un dilemme: le premier ministre entend-il ordonner que les régimes de pension canadiens soient investis aux États-Unis ou entend-il poursuivre ses initiatives anti-développement...

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a un phénomène très troublant: le chef de l'opposition invente des choses, puis des députés reprennent l'un après l'autre ses propos en y ajoutant toutes sortes de faits et de chiffres farfelus et très intrigants. On ne comprend pas trop. On ne peut pas suivre la logique.

Voici ce que je peux dire sur ce que fait le gouvernement: il est en négociation avec les États-Unis. Au moment où on se parle, le ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis est là-bas. Nous allons négocier un excellent accord pour le Canada et nous allons continuer de bâtir un Canada fort.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, certains faits sont irréfutables. On sait que le Canada est le pays du G7 dont l'économie se contracte le plus rapidement. On sait que le taux de chômage est le deuxième en importance. On sait que les Canadiens ont déjà du mal à mettre du pain sur la table et à subvenir aux besoins de leur famille. On sait maintenant que, quand le premier ministre est allé aux États-Unis, il a promis qu'il allait envoyer 1 billion de dollars en investissements additionnels au sud de la frontière, ce qui nuira aux familles canadiennes, car elles seront au chômage.

Que fera le premier ministre pour jouer du coude afin de défendre leurs intérêts?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, répéter ce que dit le bureau de recherche de l'opposition n'en fait pas une vérité. Ce que nous savons, et Statistique Canada peut le confirmer, c'est que l'économie canadienne est bel et bien en croissance. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que nous ajoutons de la valeur à l'économie et que nous créons des débouchés pour les travailleurs. Bien sûr, nous sommes préoccupés par les pertes d'emplois, et bien sûr, nous continuerons de défendre les travailleurs canadiens dans tout le pays. Néanmoins, une chose est certaine: nous nous fierons aux statistiques qui viennent de ce côté-ci de la Chambre.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, un vieux proverbe dit que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Les travailleurs canadiens en ont plus qu'assez des bonnes intentions du premier ministre. Le passé est le meilleur indicateur de l'avenir, alors jetons un coup d'œil au bilan du premier ministre. Sa dernière décision en tant que président du conseil d'administration de Brookfield a été de déménager le siège social de l'entreprise du Canada vers les États-Unis, où le président Trump l'a accueilli à bras ouverts.

Je crois qu'il est évident que le premier ministre continuera de trahir les travailleurs canadiens au profit des États-Unis. N'est-ce pas vrai?

• (1435)

[Français]

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je répète ce que j'ai annoncé à la Chambre: 85 % des exportations canadiennes entrent aux États-Unis sans droits de douane. De plus, l'économie canadienne est une économie ouverte. Le capital bouge des deux côtés de la frontière et nous allons faire tout ce que nous pouvons pour continuer d'attirer le capital au Canada, afin d'investir et de croître plus rapidement.

L'ÉCONOMIE

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a promis au président américain des investissements de « 1 000 milliards de dollars dans les cinq prochaines années si nous obtenons l'accord que nous espérons ». Cela nous permet de comprendre pourquoi le premier ministre avait recommandé le déménagement du siège social de Brookfield vers New York quand il en était le président. Maintenant, le premier ministre demande aux entreprises canadiennes et aux fonds d'investissement d'aller investir 1 000 milliards de dollars aux États-Unis.

Pourquoi le premier ministre cherche-t-il à améliorer l'économie américaine au lieu de celle du Canada?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je dois avouer que je suis étonné de constater que nos amis de l'autre côté ne comprennent pas la notion de flux de capital. L'économie canadienne est une économie ouverte. Le capital rentre et le capital sort. Nous avons une grande tradition d'investir à l'étranger et d'accepter l'investissement étranger. C'est ce que nous allons faire et c'est ainsi que nous allons faire croître l'économie canadienne.

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, au contraire, nous comprenons très

bien que le premier ministre, alors qu'il était président de Brookfield, a recommandé de déménager le siège social à New York.

Cette année, la plus grande entreprise de camionnage, TFI International, une compagnie de 27 employés, a annoncé qu'elle déménagerait son siège social aux États-Unis. Actuellement, ce n'est pas surprenant de voir que l'économie du Canada est celle qui se contracte le plus parmi les pays du G7.

Est-ce que le premier ministre sait qu'il est à l'emploi des Canadiens, et non pas des Américains?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est exactement la question qui a été posée le 28 avril, et les Canadiens et les Canadiennes ont répondu en très grand nombre que c'est ce premier ministre qui serait responsable de gouverner le Canada et de faire du mieux qu'il peut pour continuer à assurer une croissance économique rapide et diversifiée.

LA JUSTICE

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, hier, le ministre nous a accusés de déformer ses propos. C'est lui qui parle de l'invasion russe en Ukraine quand il justifie son opposition à la disposition de dérogation, ce n'est pas moi. C'est lui qui envoie un mémoire à la Cour suprême dans lequel il utilise l'esclavage et les exécutions sommaires comme arguments, ce n'est pas moi. C'est lui qui prétend que la disposition de dérogation pourrait servir à interdire les lieux de culte, abolir les syndicats, fermer des journaux.

Franchement, qui est en train de déformer la réalité? Est-ce le ministre ou ceux qui défendent la disposition de dérogation?

L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Monsieur le Président, c'est clair, il est essentiel pour le gouvernement fédéral de défendre nos chartes, de défendre les droits de la personne et de protéger la Constitution.

Ce cas est devant la Cour suprême du Canada. Il est responsable de la part du gouvernement fédéral de faire une intervention pour défendre la Charte canadienne des droits et libertés et la Constitution. Il n'y a pas de circonstances où le gouvernement fédéral ne fait pas une intervention.

C'est très important aujourd'hui et demain de protéger les droits des Canadiens.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, dans la lettre ouverte des cinq premiers ministres, les signataires rappellent que la disposition de dérogation a permis le rattachement de la Constitution.

De leur côté, les libéraux veulent réécrire l'histoire et soumettre entièrement le Québec et les provinces à la charte fédérale. Bref, les libéraux veulent effacer le compromis constitutionnel de 1982. C'est un coup de force qu'orchestre ce gouvernement pour affaiblir l'Assemblée nationale du Québec et les provinces.

Le ministre va-t-il entendre raison, respecter la disposition de dérogation et cesser de s'en prendre à la souveraineté parlementaire du Québec et des provinces?

Questions orales

● (1440)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je suis en profond désaccord sur ce que mon collègue du Bloc québécois vient d'affirmer. Notre intervention devant la Cour suprême vise à défendre les droits des Canadiens et des Canadiennes et la Charte canadienne des droits et libertés.

Il n'y a rien dans notre intervention devant la Cour suprême du Canada qui empêchera les provinces de continuer d'utiliser la disposition de dérogation si elles le veulent. Cependant, nous voulons que, lorsque les droits des Canadiens et des Canadiennes sont violés par l'utilisation de cette disposition, les tribunaux puissent se prononcer là-dessus.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, parmi les pays du G7, le Canada possède l'économie qui se contracte le plus rapidement et affiche le deuxième taux de chômage en importance.

Les travailleurs forestiers de la Colombie-Britannique ont déjà été durement touchés, mais la situation ne fera qu'empirer. Le premier ministre a promis de négocier avec les États-Unis pour obtenir des gains, mais les droits de douane sur le bois d'œuvre ont doublé depuis son arrivée au pouvoir. Au lieu de tenir la promesse qu'il a faite aux Canadiens, il promet d'investir 1 billion de dollars dans l'économie américaine.

Combien d'autres travailleurs du bois d'œuvre de la Colombie-Britannique perdront leur emploi à cause des échecs du premier ministre?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous avons dit très clairement que les droits de douane sont injustifiés. Nous travaillons à tous les niveaux pour y remédier.

Nous avons créé des mesures de soutien d'une valeur de 50 millions de dollars pour les travailleurs. Nous consacrons 700 millions de dollars au soutien à la liquidité des entreprises et 500 millions de dollars pour de nouveaux marchés et des innovations dans ce secteur.

Nous allons continuer de travailler pour soutenir le secteur forestier et nous espérons que les conservateurs se joindront à nous.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral n'arrive pas à se brancher. D'une part, il dit que les droits de douane sont injustes, et de l'autre, il dit que nous avons le meilleur accord au monde. Qu'il se décide!

Des scieries ferment leurs portes partout en Colombie-Britannique, notamment Skeena Sawmills, à Terrace, et Canfor, à Houston. La fermeture de West Fraser a laissé des centaines de citoyens de ma circonscription sans emploi dans une économie déjà chancelante. Les communautés souffrent. Depuis que le premier ministre est entré en fonction, les droits de douane sur le bois d'œuvre ont doublé, compromettant encore plus d'emplois canadiens et de communautés canadiennes.

Quand le premier ministre va-t-il honorer sa promesse de défendre les intérêts des scieries du secteur forestier et des familles et des communautés qui dépendent de ces emplois?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous défendrons toujours les intérêts des travailleurs et des communautés touchés. C'est pourquoi nous continuons d'investir.

Le conflit du bois d'œuvre dure depuis longtemps et comporte d'importantes difficultés, mais nous nous attaquons directement à ces difficultés. Nous travaillons à tous les niveaux pour contester les droits de douane. Nous menons ce combat en nous appuyant sur l'ensemble de l'économie canadienne. Nous mettons à profit de nouvelles façons créatives d'obtenir le meilleur accord possible pour le secteur canadien du bois d'œuvre.

Gaétan Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Monsieur le Président, les habitants du Nord de l'Ontario et de tout le Canada ont besoin que le gouvernement s'occupe de toute urgence des répercussions des droits de douane américains sur le bois d'œuvre.

Le gouvernement libéral laisse tomber les travailleurs des scieries, et la situation ne fait qu'empirer. Le premier ministre a promis de négocier un accord avec les Américains, mais les travailleurs forestiers et les ouvriers des scieries de Calstock, Hearst, Cochrane, Chapleau, Kirkland Lake et de partout au Canada risquent réellement de perdre leur emploi.

Les mesures mises en place ne fonctionnent pas. Pourquoi le premier ministre abandonne-t-il les travailleurs des scieries du Nord de l'Ontario et...

Le Président: La ministre de l'Emploi et des Familles a la parole.

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je sais ce qui se passe dans les collectivités qui sont touchées par les problèmes des industries. Je viens moi-même du Nord de l'Ontario.

La différence entre les députés de notre gouvernement et ceux de l'opposition, c'est que nous défendons les travailleurs quand ils sont en difficulté, que ce soit au moyen de réformes de l'assurance-emploi, d'investissements dans les entreprises pour leur permettre de se transformer ou de programmes de travail partagé pour aider une entreprise à traverser une période difficile afin qu'elle puisse avoir un avenir meilleur. C'est une partie du travail que nous, de ce côté-ci de la Chambre, accomplissons chaque jour pour les entreprises.

Jim Bélanger (Sudbury—Est—Manitoulin—Nickel Belt, PCC): Monsieur le Président, parmi les pays du G7, le Canada a maintenant l'économie qui se contracte le plus rapidement et le deuxième taux de chômage en importance. La situation est pire pour les travailleurs du bois d'œuvre et des scieries du Nord de l'Ontario. Le premier ministre a promis de négocier une victoire, mais il trahit les travailleurs du bois d'œuvre en les laissant sans accord.

Pourquoi le premier ministre rompt-il sa promesse et trahit-il les travailleurs des scieries du Canada?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, c'est le moment idéal pour souligner le travail incroyable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, la FedNor, qui travaille avec des organismes du Nord de l'Ontario depuis des années pour faire en sorte qu'au fur et à mesure que les industries changent, que les temps changent et que les produits changent, les entreprises aient ce dont elles ont besoin pour croître et s'adapter.

Nous avons investi des millions de dollars dans l'industrie du bois d'œuvre et dans l'industrie forestière en général. Nous serons là pour les travailleurs. Nous serons là pour les entreprises. Les Canadiens savent qu'ils peuvent nous faire confiance, contrairement à ces gens-là.

● (1445)

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, le Canada bat des records: parmi les pays du G7, c'est notre économie qui se contracte le plus rapidement et c'est notre pays qui affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé. Si l'échec était un sport olympique, le gouvernement se hisserait sur le podium.

Le premier ministre est venu à West Kelowna, où il a tenu une conférence de presse et promis de négocier un accord avantageux dans le dossier du bois d'œuvre. Il a même dit que le Canada allait écrire sa propre histoire. Eh bien, son histoire, jusqu'à présent, c'est que les droits de douane ont doublé, que des scieries ont fermé, que des centaines de personnes sont au chômage et que le gouvernement a trahi leurs familles dans des endroits comme Grand Forks.

Si c'est là l'histoire que le premier ministre voulait écrire, est-ce que le titre qu'il avait en tête était « Comment échouer lamentablement »?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le Canada écrit bel et bien son histoire, qui comprend l'achat de produits canadiens et de bois d'œuvre canadien pour construire des logements au Canada. C'est une histoire qui comprend 50 millions de dollars de soutien du revenu pour les travailleurs, 700 millions de dollars de soutien en liquidités et 500 millions de dollars pour l'innovation dans le secteur forestier.

C'est une assez bonne histoire, et j'espère que les conservateurs nous aideront à l'écrire.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Amandeep Sodhi (Brampton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est reconnu depuis longtemps pour ses efforts soutenus en faveur du multiculturalisme sur la scène internationale. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre cette tradition au cours de la présidence historique du G7 par le Canada en cette époque tumultueuse.

La ministre des Affaires étrangères pourrait-elle expliquer à la Chambre comment les efforts diplomatiques du Canada favorisent la prospérité, créent de bons emplois et renforcent notre position dans l'économie mondiale?

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, tous les pays avec lesquels je discute veulent

Questions orales

transiger davantage avec le Canada. En fait, parmi les pays du G20, le Canada est le deuxième pays obtenant le plus d'investissements étrangers directs. Nous sommes le seul pays au monde à avoir un accord de libre-échange avec tous les autres pays du G7.

Nous nouons de nouvelles relations dans la région indo-pacifique, en Europe et en Afrique. Nous allons continuer tant que nous n'aurons pas obtenu le meilleur accord pour le Canada et, tout au long du processus, nous défendrons nos...

Le Président: La députée d'Oshawa a la parole.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, parmi les pays du G7, le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement et le deuxième taux de chômage en importance, et la situation ne fait qu'empirer pour les travailleurs de l'automobile, comme ceux de ma ville, Oshawa. Le premier ministre a promis de protéger les travailleurs canadiens de l'automobile. Pourtant, un jour après son voyage à Washington, l'administration Trump a confirmé qu'il n'y aurait pas d'allègement des droits de douane sur les automobiles et a promis 1 billion de dollars aux États-Unis.

Pourquoi le premier ministre trahit-il les travailleurs de l'automobile et les familles d'Oshawa?

Yasir Naqvi (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international et du secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, je suis certain que les députés d'en face et tous les autres députés savent très bien que nous vivons une période de grandes transformations. L'économie mondiale est en évolution. C'est pourquoi nous allons continuer de travailler pour obtenir le meilleur accord pour les Canadiens, y compris les travailleurs canadiens de l'automobile, auprès des États-Unis. Cependant, nous ne nous arrêtons pas là. Nous travaillons également partout dans le monde pour ouvrir de nouveaux marchés pour les travailleurs canadiens de l'automobile et pour signer de nouveaux accords avec des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et des pays du Mercosur, car c'est ainsi que nous veillerons à ce que le Canada reste fort et à ce que les travailleurs canadiens aient des emplois bien rémunérés.

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, il est clair que les seuls travailleurs de l'automobile que les libéraux défendent sont ceux des États-Unis.

Cet enjeu me touche personnellement. Il s'agit de bons emplois bien rémunérés qui aident les familles à se loger, à élever leurs enfants et à prendre une retraite digne. Les travailleurs ont fait tout ce qu'il fallait, mais on leur dit maintenant que leur emploi n'a pas d'importance.

Ces pertes d'emplois sont le résultat direct de l'incapacité du premier ministre à défendre les travailleurs canadiens de l'automobile malgré ses promesses. Comment les familles d'Oshawa et de partout au Canada pourraient-elles lui faire confiance de nouveau?

Questions orales

Yasir Naqvi (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international et du secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement libéral ne laissera jamais tomber les travailleurs canadiens de l'automobile. Nous ne laisserons tomber aucun travailleur. Nous travaillerons jour et nuit pour que l'industrie canadienne de l'automobile demeure l'une des plus belles réussites qui soient. C'est pourquoi le ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis est à Washington en ce moment même. Il travaille fort pour négocier un bon accord pour les travailleurs canadiens. C'est aussi pour cela que le ministre du Commerce international est en Afrique pour veiller à ce que nous ayons des débouchés dans d'autres régions du monde.

Nous continuerons notre travail afin que les travailleurs canadiens aient des emplois bien rémunérés ici même, au Canada.

• (1450)

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement et son taux de chômage est le deuxième plus élevé parmi les pays du G7. À en croire le secrétaire américain au Commerce, la situation ne fera qu'empirer pour les travailleurs de l'automobile, y compris ceux de l'usine de GM à St. Catharines.

En mai, GM a annoncé son plus important investissement de l'histoire dans une usine de moteurs située juste de l'autre côté de la frontière, à Tonawanda, dans l'État de New York. Pendant ce temps, c'était le silence radio à St. Catharines.

Pourquoi le premier ministre libéral est-il si déterminé à sacrifier les vaillants travailleurs canadiens de l'automobile?

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous investissons plus que jamais dans le secteur de l'automobile, notamment grâce à un fonds de réponse stratégique de 5 milliards de dollars, tout en soutenant les travailleurs. D'ailleurs, l'entreprise NextStar s'est engagée à embaucher 2 500 travailleurs et vient tout juste d'embaucher son 1 000^e travailleur.

En tant que députée qui a une usine Ford dans sa circonscription, je tiens à dire aux députés que nous sommes là pour les travailleurs, que nous sommes là pour le secteur de l'automobile et que nous obtiendrons le meilleur accord pour le Canada.

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Monsieur le Président, General Motors est présente à St. Catharines depuis 1929, soit depuis près de 100 ans. Si le gouvernement libéral tarde trop à agir, la présence de cette entreprise en sol canadien ne franchira peut-être pas le seuil du siècle. Alors que les États-Unis obtiennent des milliards de dollars au détriment du Canada, les travailleurs canadiens du secteur de l'automobile regardent avec consternation le premier ministre offrir leurs emplois à l'administration Trump. Qu'obtient-il en retour, un repas gratuit?

Quand le premier ministre libéral cessera-t-il de trahir les travailleurs canadiens du secteur de l'automobile? A-t-il déjà conclu que leurs emplois chemineront vers les États-Unis?

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, puisque nous parlons des travailleurs canadiens, permettez-moi tout d'abord de les remercier, en particulier les travailleurs syndiqués, car ils contribuent chaque jour à la croissance de notre économie.

Le gouvernement a mis en place des mesures pour que les travailleurs syndiqués bénéficient de 20 semaines supplémentaires de

prestations d'assurance-emploi, ce qui devrait aider des milliers de Canadiens. De plus, nous avons investi 450 millions de dollars afin d'aider plus de 50 000 travailleurs à se recycler et à se perfectionner.

L'opposition n'aime pas en entendre parler, mais ce sont des mesures concrètes.

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, le Canada a l'économie qui se contracte le plus rapidement et son taux de chômage est le plus élevé parmi les pays du G7.

Dans la région d'Essex-Windsor, 150 travailleurs de l'usine Stelantis sont sans salaire. Maintenant, nous apprenons que 10 milliards de dollars vont être investis dans une usine de batteries aux États-Unis. Le lendemain de la visite du premier ministre à Washington, l'administration Trump a déclaré qu'aucun accord sur l'automobile ne serait conclu.

Pourquoi le premier ministre trahit-il les travailleurs canadiens de l'automobile d'Essex tout en alimentant l'économie des États-Unis?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, les députés savent-ils pourquoi les Canadiens ne font pas confiance aux conservateurs? C'est parce qu'ils ne cessent de leur mentir. Les Canadiens peuvent eux-mêmes se renseigner sur l'économie canadienne et constater qu'en réalité...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: La députée voudrait-elle revenir un peu en arrière, avant le moment où elle prononcé ce mot problématique?

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, les Canadiens ne font pas confiance aux conservateurs parce qu'ils ne croient pas ce qu'ils disent. Les conservateurs répandent sans cesse de la désinformation.

En fait, selon Statistique Canada, l'économie a connu une croissance au premier trimestre de 2025. Bien sûr, l'économie fluctue et, bien sûr, certains secteurs sont en difficulté. Je ne sais pas si les députés le savent, mais les Canadiens, eux, savent que nous sommes là pour les soutenir. Alors que les conservateurs se moquent des mesures de soutien pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi, comme les 20 semaines supplémentaires, mon fils et d'autres personnes qui sont à...

Le Président: Le député de Windsor-Ouest a la parole.

• (1455)

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le Canada est le pays du G7 dont l'économie connaît la contraction la plus rapide et affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé. Contrairement à ce que croient ceux d'en face, la situation ne fait qu'empirer pour les habitants de Windsor.

Le premier ministre manque à sa promesse de protéger les emplois canadiens. Au lendemain de son voyage aux États-Unis, on nous dit qu'aucun accord ne pointe à l'horizon.

Les emplois au Canada sont menacés, et le premier ministre s'engage à investir 1 billion de dollars pour stimuler la croissance économique américaine, ce qui est une gifle au visage de nos travailleurs. Il a délocalisé sa propre entreprise, Brookfield, aux États-Unis et il fait maintenant la même chose avec les emplois canadiens.

Questions orales

Pourquoi le premier ministre canadien contribue-t-il à la croissance économique des États-Unis...

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, l'économie canadienne est en pleine croissance.

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, les travailleurs de l'automobile de Honda Canada à Alliston sont outrés. Encore une fois, le premier ministre les a trahis. Il a plié l'échine devant Donald Trump.

Le Canada a déjà l'économie qui se contracte le plus rapidement parmi les pays du G7 et le deuxième taux de chômage le plus élevé. Les libéraux n'ont pas réussi à conclure un accord avec les Américains. Ils sont en train de dépouiller l'industrie automobile de ses pièces et de délocaliser les emplois directement aux États-Unis.

C'en est assez des promesses non tenues. Pourquoi les travailleurs canadiens de l'automobile font-ils les frais des échecs du premier ministre?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le Canada fabrique des automobiles au sein d'une industrie nord-américaine intégrée depuis plus d'un siècle et il continuera d'en fabriquer pendant encore plus d'un siècle.

Le député sait très bien que nous défendons tous les jours les emplois syndiqués dans les usines de production d'automobiles partout au pays et dans le Sud de l'Ontario. Nous défendons les fabricants de pièces automobiles et l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Nous avons l'appui des constructeurs automobiles à cet égard et nous défendrons toujours l'industrie automobile du Canada.

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, après une décennie d'échecs des libéraux en matière d'immigration, nous devons rétablir l'ordre et l'équité dans le système. Aujourd'hui, il y a plus de 3 millions de résidents temporaires au Canada, ce qui représente 7,2 % de la population canadienne, du jamais vu. Il n'y a aucun plan pour les faire partir, et cela met à l'épreuve les capacités en matière de logement, de soins de santé et d'emploi. Certains résidents temporaires tirent maintenant parti des règles désuètes d'octroi automatique de la citoyenneté du Canada pour essayer de rester après l'expiration de leur visa.

La ministre suivra-t-elle la plupart des autres pays et exigera-t-elle qu'au moins un parent soit citoyen ou résident permanent pour qu'une personne soit automatiquement admissible à la citoyenneté?

[Français]

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, la loi du Canada est claire: depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, si on est né au Canada, on est un citoyen canadien. Le gouvernement continuera de soutenir un cadre de citoyenneté juste, constitutionnel et solide.

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le problème, c'est que, pour la première fois dans l'histoire du Canada, il y a plus de 3 millions de résidents tem-

poraires dans le pays, et les libéraux continuent de délivrer des quantités record de permis de séjour temporaire. Si l'on ajoute à cela le système défaillant des libéraux en matière de demandes pour motifs humanitaires, des procédures d'appel interminables et la réticence des libéraux à l'égard des expulsions, la plupart des résidents temporaires restent en fait indéfiniment au Canada.

L'équité doit être rétablie. La ministre va-t-elle mettre à jour nos lois désuètes et exiger qu'au moins un parent soit citoyen ou résident permanent pour qu'une personne soit admissible à la citoyenneté automatique?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, la députée est mal renseignée. Le Canada et le gouvernement actuel ne créeront pas un système à deux vitesses, et nous ne pénaliserons jamais les enfants de ce pays qui sont nés ici.

[Français]

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, les tribunaux ont été clairs: la limite de première génération à la transmission de la citoyenneté par filiation est inconstitutionnelle. Nous avons le devoir de répondre à ce constat et de proposer un cadre entourant le régime de citoyenneté qui est juste et conforme à la Constitution.

La ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté pourrait-elle nous dire de quelle manière le projet de loi C-3 offre un recours à ceux qui ont été privés de leur citoyenneté et de quelle manière il permet un accès équitable à la citoyenneté pour les générations futures?

• (1500)

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Avec le projet de loi C-3, nous offrons une solution aux « Canadiens perdus ». En même temps, nous allons nous assurer que les enfants nés ou adoptés à l'étranger pourront accéder à la citoyenneté à condition que leurs parents canadiens eux-mêmes nés ou adoptés à l'étranger aient un lien substantiel avec le Canada.

C'est comme ça qu'on équilibre l'équité et la protection de la valeur immense de la citoyenneté canadienne.

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, le Canada a l'économie du G7 qui s'affaiblit le plus rapidement. Le premier ministre avait promis de négocier une victoire avec le président Trump. Après toutes les concessions, les travailleurs de l'industrie du bois d'œuvre sont les grands perdants. Le premier ministre est revenu de Washington les mains vides. Pire encore, le bois d'œuvre n'est même pas sur sa liste de priorités.

Le premier ministre avait promis une entente pour annuler tous les droits de douane. Pourquoi ne respecte-t-il plus ses promesses une fois élu?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, en effet, le bois d'œuvre est une industrie qui vit une période complexe. Ce n'est pas la première fois. Cette industrie est régulièrement la cible d'attaques de nos voisins américains. C'est pourquoi nous devons négocier un accord global qui soit dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Questions orales

Le premier ministre l'a bien dit, nous n'allons pas signer n'importe quoi. Nous allons signer un accord qui sera à l'avantage du Canada et de tous les secteurs canadiens, y inclus le bois d'œuvre.

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, les droits de douane sur le bois d'œuvre canadien ont doublé depuis l'arrivée de ce premier ministre. L'Association des produits forestiers du Canada a lancé un cri d'alarme. Je la cite: « Avec plus de 200 000 emplois directs en jeu, le secteur demande au gouvernement du Canada d'accorder la même urgence au bois d'œuvre qu'à l'acier, à l'aluminium [...] »

Pourquoi le premier ministre laisse-t-il tomber les 200 000 travailleurs du secteur forestier et les familles qui dépendent de ces emplois?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, nous connaissons très bien le secteur du bois d'œuvre. Je connais très bien le secteur du bois d'œuvre au Québec. Ce n'est pas la première fois que nous jouons dans ce film avec nos voisins américains. Nous allons être capables de négocier un accord avec eux.

C'est pour cela que nous n'allons pas signer n'importe quoi. Nous allons nous assurer que l'accord que nous signerons sera profitable à tous les Canadiens et à tous les secteurs.

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, l'économie canadienne est déjà celle qui se contracte le plus rapidement parmi les pays du G7, sans compter que notre taux de chômage occupe le deuxième rang. La situation ne fera qu'empirer pour les habitants de ma circonscription qui travaillent dans le secteur de l'automobile, chez Toyota, à cause de l'exode des emplois et des investissements vers le sud. Quand le premier ministre est revenu de son voyage à Washington, l'administration Trump a déclaré qu'il n'y aurait pas d'accord sur le secteur de l'automobile, ce qui est très inquiétant pour des milliers de travailleurs canadiens et leur famille. Pour comble d'insulte, le premier ministre a promis d'envoyer 1 billion de dollars aux États-Unis et de dépenser de l'argent pour créer des emplois dans ce pays. Pendant ce temps, les Canadiens reçoivent des avis de congédiement.

Pourquoi le premier ministre est-il si prompt à investir dans l'avenir des États-Unis en sacrifiant le gagne-pain des travailleurs canadiens du secteur de l'automobile?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il va sans dire que l'économie canadienne est en croissance. C'est un fait statistique et objectif.

Je n'éprouve pas d'empathie particulière pour la députée, qui est en train de lire des points de discussion qu'elle a reçus des coulisses. Par contre, j'ai beaucoup d'empathie pour les habitants de Cambridge et je suis conscient de l'anxiété qui règne dans le secteur de l'automobile. Il est évident que le président des États-Unis impose des droits de douane très nuisibles à ce secteur et qu'il ne respecte pas toujours l'excellent travail et les efforts considérables fournis par nos travailleurs. Nous allons défendre les intérêts de ces personnes.

LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Chris Malette (Bay of Quinte, Lib.): Monsieur le Président, hier, le gouvernement a présenté le projet de loi C-12, qui vise à assurer et à protéger l'intégrité du système d'immigration du Canada, à renforcer notre frontière et à freiner le trafic transnational du fentanyl.

Le ministre de la Sécurité publique peut-il expliquer à la Chambre pourquoi nous devons adopter rapidement le projet de loi C-12 ?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Bay of Quinte de son excellent travail.

La Loi visant à renforcer le système d'immigration et la frontière du Canada rendrait notre frontière plus étanche et elle assurerait la sécurité des Canadiens. Elle empêcherait les armes à feu et le fentanyl de circuler librement et elle aiderait les forces de l'ordre en les dotant des outils dont elles ont besoin pour faire leur travail correctement.

Je profite de cette occasion pour remercier les employés de première ligne de la GRC, de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service correctionnel du Canada et du Service canadien du renseignement de sécurité, qui travaillent sur le terrain tous les jours. Je leur souhaite une joyeuse Action de grâce.

• (1505)

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, ce matin, on apprend que le premier ministre parle juste 17 % du temps en français, lors de ses discours. Quand j'avais l'honneur de faire partie du gouvernement conservateur précédent, tous les discours débutaient en français. Aujourd'hui, le chef de l'opposition donne une place de choix au français dans ses discours.

Nous ne sommes pas en Angleterre. Est-ce que le premier ministre est au courant que le français est aussi une langue des affaires au Canada et partout dans le monde?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai de petites nouvelles pour mon collègue d'en face. Nous sommes le gouvernement qui en avons fait le plus pour les langues officielles au Canada. Nous avons modernisé la Loi sur les langues officielles, qui est accompagnée d'un budget historique de 4 milliards de dollars en investissement pour nos langues officielles, partout, d'un bout à l'autre du pays.

Nous avons atteint pour la première fois dans l'histoire du pays nos cibles d'immigration francophone hors Québec de 4 %. Nous sommes à 7 %. Nous allons atteindre 8 % et nous rendre à 12 %. C'est historique. C'est du jamais vu. Voilà les petites nouvelles pour mon collègue d'en face.

[Traduction]

LE TRAVAIL

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'entends souvent les députés des différents partis à la Chambre dire qu'ils défendent les travailleurs. En fait, j'ai beaucoup entendu parler des travailleurs aujourd'hui, mais, quand j'ai présenté mon projet de loi visant à protéger le droit de grève dans le cadre des négociations collectives, les libéraux et les conservateurs sont restés muets. Les paroles sont une chose, mais les actes en sont une autre.

Si le gouvernement libéral respecte vraiment les travailleurs, protégera-t-il leurs droits en appuyant mon projet de loi visant à abroger l'article 107 du Code canadien du travail, oui ou non?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, nous avons considérablement renforcé les droits des syndicats dans notre pays. Cela a commencé en 2015, quand le gouvernement libéral a abrogé les lois antisyndicales présentées et adoptées par les conservateurs, ce qui était encore une manœuvre douteuse. Nous avons renforcé le Code canadien du travail en interdisant le recours à des briseurs de grève et en investissant dans la formation syndicale. Nous continuerons à travailler avec les organisations syndicales et les entreprises pour faire en sorte que les relations restent équilibrées et productives.

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, nous savons tous que Donald Trump est imprévisible et très difficile à cerner. Cependant, l'approche du premier ministre, qui multiplie les concessions et les apaisements, ne fonctionne manifestement pas. Aux dernières nouvelles, il a offert le pipeline Keystone aux Américains sans rien obtenir en retour. Il s'agit d'un projet non rentable et dommageable pour l'environnement, et une telle proposition contredit directement l'engagement du premier ministre à réduire l'intégration de notre économie à celle des États-Unis.

Qu'est-il arrivé au premier ministre qui avait promis aux Canadiens une approche ferme face aux attaques de Trump?

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, des entreprises du monde entier choisissent le Canada comme lieu d'investissement étranger direct. D'ailleurs, nous nous classons parmi les deux premiers pays du G20 en matière d'investissements étrangers directs. En fait, contrairement à ce que disent les députés d'en face, l'inflation est en baisse et la Banque du Canada a ramené le taux d'intérêt de référence à 2,5 %. Nous avons conclu des accords de libre-échange avec tous les autres pays du G7. Il ne s'agit pas seulement d'accords, mais d'outils pour renforcer notre résilience économique, et nous ne ménageons pas nos efforts.

● (1510)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, comme c'est jeudi, il est temps de passer à la question du jeudi. J'aimerais profiter de l'occasion pour poser quelques questions très précises.

Travaux de la Chambre

D'abord et avant tout, nous constatons que le ministre de la Sécurité publique en difficulté a dû se présenter humblement devant la Chambre des communes et reprendre ses efforts avec le projet de loi C-2. C'était littéralement le premier projet de loi que le gouvernement a déposé, et il a dû recommencer à zéro parce qu'il s'est gravement trompé: il a empiété sur les droits et libertés individuels des Canadiens et a complètement violé les principes du droit à la vie privée et du droit à l'application régulière de la loi qui sont énoncés dans la Charte. Maintenant que les libéraux ont déposé le projet de loi qui retourne à la case départ en vue de faire une nouvelle tentative pour atteindre leur objectif, j'aimerais leur demander quand ils pourraient mettre ce projet de loi à l'étude.

Ensuite, j'aimerais poser une question très précise aux libéraux. La députée de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest a demandé un débat exploratoire d'urgence sur le bois d'œuvre. Hier, le premier ministre est rentré à la maison les mains vides; il n'a pas conclu d'accord concernant les droits de douane sur le bois d'œuvre. De nombreuses scieries ferment leurs portes partout au pays et ma collègue, qui représente beaucoup de travailleurs forestiers en Colombie-Britannique, a demandé la tenue d'un débat exploratoire d'urgence. Je me demande si le gouvernement acceptera de tenir un tel débat.

J'aimerais également profiter de l'occasion pour aider à informer le premier ministre. Pendant la période des questions, il a dit que les libéraux avaient voté contre quelque chose qui n'existe pas en ce qui concerne le plafonnement de la production de pétrole et de gaz. J'ai ici le règlement sur le plafonnement de la production de pétrole et de gaz. Le premier ministre n'a peut-être pas eu l'occasion de le lire, mais, si la Chambre donne son consentement, je le déposerai immédiatement.

Le gouvernement pourrait peut-être aussi nous dire quel sera le programme de la Chambre pour le reste de la semaine et la semaine prochaine.

Enfin, avant de partir, j'aimerais souhaiter à tous les Canadiens une très joyeuse Action de grâce. J'espère que tous les députés des deux côtés de la Chambre, ainsi que tout le personnel de soutien qui travaille ici et qui aide la Chambre à fonctionner, passeront une joyeuse Action de grâce en famille et entre amis.

Le Président: Le député demande le consentement unanime pour déposer un document.

Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

[Français]

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la seule chose à peu près sur laquelle je serai d'accord avec mon estimé collègue sera pour souhaiter une joyeuse Action de grâce à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens.

Travaux des subsides

[Traduction]

Au Canada, il y a plein de choses pour lesquelles nous pouvons avoir de la gratitude, comme une démocratie très saine et dynamique et des échanges comme celui que je viens d'avoir avec le député. Il y a beaucoup de raisons pour rendre grâce dans notre pays, et je souhaite une joyeuse Action de grâce à tous les Canadiens.

Le député a parlé d'un débat exploratoire d'urgence. Toutefois, monsieur le Président, je n'aurais jamais la prétention de porter atteinte à votre jugement sur cette question.

Cela dit, cet après-midi, nous poursuivrons le débat sur la motion de l'opposition présentée par les conservateurs. Il faut dire que leurs motions comportent toujours un peu de détails douteux, malgré ce que le député a tenté de nous faire croire.

Demain, nous reprendrons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-11, Loi sur la modernisation du système de justice militaire.

[Français]

Lors de notre retour, le lundi 20 octobre, nous entamerons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-12, Loi concernant certaines mesures liées à la sécurité de la frontière canadienne et à l'intégrité du système d'immigration canadien et d'autres mesures connexes liées à la sécurité, déposé hier par le ministre de la Sécurité publique. Nous poursuivrons ce débat mardi.

Mercredi, nous reprendrons l'étude du projet de loi C-10, Loi concernant le commissaire à la mise en œuvre des traités modernes.

Je vais terminer là où j'ai commencé en souhaitant une bonne Action de grâce à tout le monde.

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, je tiens à apporter une précision: la demande portait sur un débat exploratoire d'urgence. Or, il est du ressort du gouvernement d'accéder à des demandes de débats exploratoires. Dois-je comprendre que la demande a été refusée?

L'hon. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, je pense que le député devrait présumer avec une petite dose de scepticisme que la demande est à l'étude. Ce n'est certainement pas si urgent si nous n'avons pas reçu de motion de l'opposition à ce sujet aujourd'hui.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1515)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES**MOTION DE L'OPPOSITION**

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur le Président, je pense vraiment que la période des questions d'aujourd'hui a mis en évidence la fracture entre les opinions sur la meilleure voie à suivre pour l'économie canadienne. Aujourd'hui, ce que nous avons entendu à maintes reprises à la période des questions de la part des libéraux, c'est que si nous continuons à enfoncer les politiques inefficaces des 10 dernières années dans la gorge des gens, cela pourrait fonctionner, au lieu de laisser la libre entreprise et le marché financier aller de l'avant avec leur capacité d'investir par eux-mêmes.

À la période des questions aujourd'hui, les libéraux ont parlé d'investissements étrangers directs au Canada. En réalité, ces investissements sont presque inexistantes lorsqu'il n'y a aucun fonds public rattaché. Nous avons vu de tels investissements en Ontario et ailleurs. Cependant, ils n'auraient jamais eu lieu dans le climat économique actuel si une partie de l'argent des contribuables n'avait pas été concédée.

Si on recule dans le temps, les choses étaient différentes. Les grandes entreprises pouvaient examiner le marché canadien, le climat d'investissement, les bassins de main-d'œuvre et tous les services connexes. Je parle d'avant 2015. Les entreprises pouvaient prendre leurs propres décisions et n'avaient pas besoin de l'argent des contribuables canadiens pour investir; elles venaient tout simplement ici.

Les choses ne vont pas très bien depuis les 10 dernières années. Malheureusement, quand les entreprises canadiennes ont l'occasion d'investir au Canada, elles ne le font pas la plupart du temps. Elles choisissent d'investir ailleurs. C'est malheureusement quelque chose dont on entend parler tous les jours dans l'actualité.

Il y a aussi l'intelligence artificielle. C'est un mot à la mode dans les médias, dans le monde des affaires et partout ailleurs. Au début de l'année, les États-Unis ont annoncé un investissement de 500 millions de dollars dans le secteur de l'intelligence artificielle. Cet argent ne provenait pas des fonds publics, mais uniquement de fonds privés. Depuis, il y a eu beaucoup d'autres investissements; NVIDIA en est le meilleur exemple. L'entreprise affecte 100 millions de dollars de sa trésorerie disponible à l'intelligence artificielle et à ChatGPT aux États-Unis.

Au Canada, c'est plutôt tranquille. Les seuls investissements qui sont faits viennent du gouvernement du Canada. Pourquoi? C'est parce que le climat — pas la météo, mais le climat d'investissement — n'est pas favorable. Par ailleurs, le Canada n'a pas de capacité électrique supplémentaire, en partie à cause de toutes les formalités administratives liées à l'approbation des projets.

Je pourrais continuer longtemps. Bien sûr, malheureusement et étonnamment, sous l'actuel premier ministre — et je peine à croire ce que je vais dire — le taux de chômage est plus élevé que lorsque Justin Trudeau était premier ministre. Je ne pense pas que le premier ministre actuel s'y attendait. De plus, 86 000 emplois ont été perdus depuis son élection. Je ne pense pas qu'il n'ait jamais pensé que ça arriverait, mais c'est arrivé.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je crois qu'il est important de ne pas accuser les conservateurs de faire de l'industrie de l'intelligence artificielle au Canada leur bouc émissaire. En fait, cette industrie se porte exceptionnellement bien. Le potentiel de croissance est là, concret et bien réel.

Les conservateurs essaient constamment de donner une fausse impression de la situation de la dette et du déficit du pays. Lorsque nous comparons la situation du Canada à celle d'autres pays du G7, comme les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, nous constatons que le Canada affiche le ratio dette-PIB le plus favorable.

Ma question au député est la suivante: croit-il que rien ne va plus dans tous les autres pays du monde?

Ben Lobb: Monsieur le Président, tout d'abord, personne ne dé-nigre l'intelligence artificielle. Ce que je dis, en termes simples, c'est que lorsque les investisseurs peuvent choisir où investir, ils choisissent les États-Unis. C'est tout ce que je dis.

En ce qui concerne le ratio dette-PIB des pays du G7, je ne comprends pas pourquoi les libéraux en parlent encore. Une fois que nous aurons atteint un ratio dette-PIB de 100 %, ce sera terminé, car aucun pays ne s'en est jamais remis. Essentiellement, nous nous comparons à des pays qui sont en phase terminale sur le plan financier. Sans un grand effacement de la dette, c'est fini pour eux, qu'on parle du Japon, des États-Unis, etc.

Pourquoi voudrions-nous être les meilleurs parmi les pires? Pourquoi ne voulons-nous pas simplement être les meilleurs?

• (1520)

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a prononcé un discours très inspirant. Il a parlé de l'importance des investissements privés. Je suis d'accord avec lui.

Je me demande s'il pourrait nous dire en quoi l'argent provenant d'investissements privés, de la libre entreprise, a la capacité de trouver l'endroit le plus productif dans l'économie, alors que les politiciens affichent un piètre bilan pour ce qui est de distinguer les gagnants et les perdants.

Ben Lobb: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Je peux donner un exemple. Il y a plus de 20 ans, dans ma circonscription, le propriétaire de l'entreprise pour laquelle je travaillais, Westcast Industries, a décidé de faire un énorme investissement à Wingham, en Ontario, afin de construire une nouvelle fonderie qui allait servir à fabriquer des collecteurs d'échappement qui seraient vendus partout dans le monde. C'était le plus grand fabricant de ces pièces dans le monde. De 2003 à 2004, Westcast Industries comptait 2 000 employés en Ontario. Les députés savent-ils combien il y a d'employés aujourd'hui? Pas un seul.

C'est ce qui arrive dans de nombreuses collectivités de l'Ontario et du Canada. Je sais que l'industrie du bois d'œuvre souffre également. Ces emplois ne reviendront pas. Les fonds qui avaient été investis à l'époque pour la construction de la fonderie provenaient d'investissements privés et non de subventions gouvernementales.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je trouve incroyablement que le député ait tenu de tels propos. J'ai dit que le Canada affichait le meilleur ratio dette-PIB parmi les pays du G7, et le député a répondu en demandant pourquoi nous devrions nous réjouir du fait que nous sommes les meilleurs parmi les pires.

Si les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni sont les pires du monde, alors nos problèmes sont beaucoup plus graves qu'on pourrait le croire.

Je me demande si le député voudrait s'excuser d'avoir fait une déclaration aussi bizarre. Est-il en train de dire que la situation s'aggrave aux États-Unis et dans les pays du G7, et donc que le monde entier est dans le pétrin?

Ben Lobb: Monsieur le Président, le député ferait mieux de poser la question au premier ministre, parce que je suis sûr qu'il lui donnera une leçon de macroéconomie.

On peut prendre une seule mesure simple: le prix de l'or. C'est là que se trouve la stabilité pour les pays. Quand le gouvernement libéral a été élu en 2015, le prix de l'or était de 1 200 \$. Aujourd'hui,

Travaux des subsides

l'or est à 4 000 \$, et ce n'est pas parce que le gouvernement a fait de l'excellent travail, c'est parce que le monde entier sait que l'économie va mal.

L'hon. Mark Gerretsen: Bon, nous voilà responsables du prix de l'or, maintenant.

Ben Lobb: Monsieur le Président, si le député de Kingston et le député de Winnipeg ne comprennent pas — je suis désolé, mais c'est vous qui êtes au Cabinet et qui dites que tout va pour le mieux. Tout ne va pas pour le mieux. Tout va mal.

Le vice-président: Avant que nous reprenions le débat, je tiens à rappeler aux députés qu'ils doivent adresser leurs observations à la présidence. La présidence n'est pas responsable du prix de l'or.

Nous reprenons le débat. Le député de Bourassa a la parole.

[Français]

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord préciser que je partagerai mon temps de parole avec le député de Madawaska—Restigouche.

Avant de commencer mon discours, j'aimerais souhaiter une bonne Action de grâce à tous mes collègues ici à la Chambre. Qu'ils passent du bon temps avec leur famille et qu'ils profitent de ce moment dans leur circonscription.

Une fois de plus, nous nous retrouvons à débattre d'une motion du Parti conservateur qui regorge de slogans, mais manque de substance. Les Canadiens et les Canadiennes méritent un gouvernement sérieux, capable d'avoir des discussions sérieuses sur la façon de faire croître notre économie.

Alors que les conservateurs continuent de dénigrer le Canada, notre gouvernement s'efforce de bâtir une économie canadienne plus forte et plus résiliente, la plus forte du G7. Pour ce faire, nous investissons dans les Canadiens, dans l'innovation canadienne et dans les industries qui définiront la prochaine génération de croissance.

Notre gouvernement est bien conscient que de nombreux Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. Il y a beaucoup de factures à payer, le logement est cher et il en coûte beaucoup pour acheter de quoi nourrir sa famille. Nous comprenons cette réalité, et c'est pourquoi les Canadiens ont confié à ce gouvernement le mandat de prendre des mesures concrètes pour rendre la vie plus abordable. Les Canadiens n'ont pas accordé leur confiance aux conservateurs pour une raison très simple: comme ils n'ont jamais eu de plan pour l'économie, tout ce qu'ils ont à offrir aux Canadiens et aux Canadiennes, ce sont des slogans éculés et des discours très creux.

Rappelons-nous les faits: le Canada affiche le ratio de la dette nette au PIB et le déficit les plus bas du G7. Nous bénéficions d'une cote de crédit AAA de la part de toutes les grandes agences, ce qui fait de nous l'un des deux seuls pays du G7 à pouvoir en dire autant. Notre taux d'inflation se situe dans la fourchette cible de la Banque du Canada depuis plus d'un an et demi, et nos taux d'intérêt directs sont inférieurs à ceux des États-Unis et du Royaume-Uni. Ce ne sont pas des slogans, ce sont des faits. Ce sont des résultats sur lesquels on peut compter.

Travaux des subsides

Le nouveau gouvernement du Canada s'attache à mettre en œuvre un plan visant à relever les défis liés au coût de la vie qui touchent les Canadiens et les Canadiennes dans tout le pays. Le 4 novembre, le ministre des Finances et du Revenu national déposera le premier budget de notre gouvernement, qui présentera notre plan pour bâtir une économie plus forte et plus résiliente. Il prévoit des investissements dans le logement et les infrastructures qui stimuleront d'énormes investissements privés et permettront de nouer de nouveaux partenariats fiables.

Depuis la formation du gouvernement, nous avons pris plusieurs mesures pour aider les Canadiens et leur permettre de disposer de plus d'argent. Je vais donner quelques exemples. L'une des toutes premières mesures que nous avons prises en tant que nouveau gouvernement a été d'accorder une réduction d'impôt à la classe moyenne afin de permettre aux Canadiens qui travaillent fort de garder plus d'argent dans leurs poches. Près de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes bénéficient déjà de notre réduction d'impôt pour la classe moyenne.

Cette réduction d'impôt permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ en 2026. À l'avenir, elle devrait permettre aux Canadiens d'économiser plus de 27 milliards de dollars en impôts au cours des cinq prochaines années. Cette réduction du seuil d'imposition sur le revenu profitera aux Canadiens de tout le pays, et la majeure partie de la réduction d'impôt pour la classe moyenne ira aux personnes dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, dont près de la moitié à celles qui se trouvent dans la première tranche, soit 57 375 \$ et moins en 2025.

Grâce à cette réduction d'impôt pour la classe moyenne, le taux marginal d'imposition le plus bas est passé de 15 % à 14 % à compter du 1^{er} juillet 2025. Cette réduction d'impôt aide désormais les Canadiens qui travaillent fort à conserver une plus grande partie de leur salaire pour le dépenser là où cela compte le plus.

Notre gouvernement est également bien conscient que le Canada traverse une crise du logement. Bien que des améliorations aient été observées récemment dans plusieurs villes, trop de Canadiens et de Canadiennes, en particulier les jeunes, ont du mal à trouver un logement abordable. C'est pourquoi notre gouvernement met en œuvre une nouvelle approche ambitieuse visant à augmenter l'offre de logements au Canada.

• (1525)

Par exemple, notre gouvernement va supprimer la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont le prix est inférieur ou égal à 1 million de dollars et réduire la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont le prix est compris entre 1 million et 1,5 million de dollars. Il s'agit ici d'une aide considérable puisque les acheteurs d'une première maison peuvent économiser jusqu'à 50 000 \$ au total. Cette réduction d'impôt devrait permettre aux Canadiens et aux Canadiennes d'économiser 3,9 millions de dollars en cinq ans. Grâce à cet allègement de la TPS, nous veillons à ce que les acheteurs d'une première maison et surtout les jeunes aient des coûts initiaux moins élevés et davantage d'argent dans leurs poches pour les dépenses connexes.

Je suis ravi de constater que cette réduction d'impôt aura également un effet dynamique sur l'augmentation de l'offre en stimulant la construction de nouvelles maisons dans tout le pays. Notre engagement à aider à construire davantage de logements d'un océan à l'autre ne s'arrête pas là. Nous avons récemment également lancé

Maisons Canada, une toute nouvelle agence fédérale chargée de construire des logements abordables à grande échelle. Maisons Canada construira rapidement des logements préfabriqués abordables sur des terrains fédéraux.

L'agence contribuera également à lutter contre l'itinérance en construisant des logements de transition et des logements avec services de soutien en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones.

Elle contribuera à maintenir des logements communautaires très abordables pour les ménages à faible revenu. Elle accélérera la construction de logements, créera des emplois et donnera aux constructeurs privés la certitude dont ils ont besoin, je parle bien de certitude, afin de construire encore plus. Maisons Canada vise à transformer la collaboration entre le secteur privé et le secteur public. Nous y parvenons en utilisant les méthodes de construction modernes tout en favorisant l'émergence d'une toute nouvelle industrie canadienne du logement.

Grâce à toutes ces mesures, notre gouvernement réduit les impôts, diminue les coûts et redonne de l'argent aux Canadiens. Cependant, s'il est important de continuer à soutenir les Canadiens et les Canadiennes, nous comprenons également qu'il est essentiel de continuer à gérer prudemment les finances du Canada.

Nous sommes guidés par une nouvelle discipline budgétaire. Nous dépenserons moins et investirons davantage. Nous équilibrerons les dépenses de fonctionnement du gouvernement et les recettes au cours des trois prochaines années en réduisant le gaspillage, en plafonnant la fonction publique, en mettant fin aux doubles emplois et en déployant des technologies pour améliorer la productivité du secteur public.

Le ministre des Finances et du Revenu national présentera le 4 novembre le détail du nouveau plan budgétaire à la Chambre.

Notre gouvernement a également annulé le prix du carbone pour les consommateurs afin de recentrer la tarification du carbone sur les grands émetteurs.

Grâce à toutes ces mesures, notre gouvernement réduit les impôts, diminue les coûts et redonne de l'argent aux Canadiens.

Ce sera un budget fédéral complet, efficace, ambitieux et prudent qui mettra l'accent sur la croissance, la productivité et la prospérité à long terme. C'est un budget qui répond aux besoins du moment, qui vise à bâtir l'économie la plus forte du G7 et à construire un Canada fort et libre.

Pendant ce temps, le plan du Parti conservateur, si on peut l'appeler ainsi, change d'une semaine à l'autre. Un jour, ils promettent des compressions partout, le lendemain, ils font semblant de soutenir l'investissement. Ils parlent d'aider les Canadiens, mais ils ont voté contre les mesures qui rendent la vie plus abordable. Ils ont voté contre les soins dentaires, contre l'assurance-médicaments, contre le Programme national d'alimentation scolaire, contre le logement abordable et contre les projets d'énergie propre dans leurs propres circonscriptions.

Ils prétendent défendre les travailleurs, mais ils s'opposent à la libéralisation des investissements dans les pensions afin de renforcer la productivité et de soutenir les bons emplois ici, chez nous. Ils disent se soucier de la compétitivité, mais ils s'opposent aux crédits d'impôt à l'investissement qui attirent de nouvelles industries au Canada.

Les Canadiens ne sont pas dupes. Quand vient le moment d'agir, les conservateurs n'ont aucun plan, seulement des manœuvres politiques. Quand ils disent qu'ils ont équilibré le budget, c'est qu'ils l'ont plutôt déguisé et juste truqué. Ils y sont parvenus en réduisant les services de première ligne, en vendant les actifs et en rognant sur les dépenses au détriment des Canadiens et des Canadiennes, et non en renforçant l'économie canadienne.

Ils y sont parvenus...

• (1530)

Le vice-président: Nous passons aux questions et aux observations.

L'honorable député de Kitchener-Sud—Hespeler a la parole.

[Traduction]

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je suis complètement perdu. Le député d'en face a dit que le gouvernement conservateur n'avait pas renforcé l'économie. Reconnaît-il que le PIB par habitant au Canada n'a pas augmenté, mais qu'il a plutôt stagné au cours des 10 dernières années, sous le gouvernement libéral?

[Français]

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, je peux dire ce que les conservateurs ont fait, tout simplement. J'aimerais bien finir ce que j'avais commencé. Ils sont parvenus à réduire les services de première ligne. Ils ont vendu des actifs. Ils ont réduit les dépenses au détriment des services aux Canadiens.

Est-ce que c'est vraiment ça, pour vous, augmenter le PIB...

Le vice-président: Je dois interrompre le député. Quand on utilise le « vous », on fait référence à l'autre député. Or, durant les débats à la Chambre, il faut s'adresser aux autres députés par l'entremise de la présidence. Ce n'est pas le Président qui a fait les commentaires formulés par le député qui a posé une question.

Je vais laisser le député de Bourassa finir sa réponse.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, si on pense que cela a équilibré le budget, il faut savoir que c'est le contraire: on a déguisé le budget. Les Canadiens et les Canadiennes ne peuvent pas accepter cela. Ce n'est pas en réduisant les services aux Canadiens qu'on peut dire qu'on a équilibré le budget.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, au Bloc québécois, nous avons une solution pour nous attaquer au déficit.

Actuellement, on a encore des subventions à l'industrie pétrolière et gazière de la part du gouvernement, malgré le fait qu'en 2023 il a annoncé une mesurette pour enlever les subventions à cette industrie. En 2024, il devait présenter une nouvelle mesure pour encore enlever les subventions, mais, en 2024, il y a eu 28,5 milliards de dollars en subventions à l'industrie pétrolière et gazière.

Est-ce que le gouvernement de mon honorable collègue est d'accord pour tout simplement enlever ces subventions à l'industrie pétrolière et gazière?

• (1535)

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, j'aimerais recentrer l'action gouvernementale. C'est une mesure d'ajustement stratégique que notre gouvernement a prise, pas un recul idéologique. Nous avons recentré la tarification du carbone sur les grands pollueurs, ceux qui causent réellement les émissions. Les Canadiens n'ont pas

Travaux des subsides

à payer pour la pollution, qui vient vraiment des grands pollueurs. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes concentrés sur les grands pollueurs des grandes industries.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a mentionné que la motion conservatrice qui est à l'étude aujourd'hui manquait de substance et qu'elle contenait plusieurs inexactitudes concernant notre situation économique.

J'aimerais savoir si mon collègue pourrait nous aider à rectifier les faits.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, c'est une excellente question.

Ce que nous voulons, c'est dépenser intelligemment. C'est investir dans les Canadiens, pas les appauvrir. Il y a une différence entre dépenser pour exister et investir pour grandir.

Ce que notre gouvernement veut, c'est faire grandir le Canada, un Canada plus libre, un Canada plus fort et, surtout, un Canada indépendant de son voisin du Sud.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je trouve que l'analyse que fait le député de Bourassa de notre motion d'aujourd'hui est plutôt grossière.

De plus, les libéraux sont responsables de l'augmentation de la criminalité dans notre pays, de l'immigration incontrôlée, de la crise du logement, de l'inflation, et de la hausse effrénée du coût des aliments et du chômage à l'échelle nationale. Il est donc plutôt hypocrite de leur part de prétendre être désormais la solution à tous ces problèmes.

Le député ne convient-il pas que le gouvernement tente de réduire ses dépenses? Pourquoi tente-t-il de réduire ses dépenses?

[Français]

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, j'aimerais bien savoir ce que ces conservateurs ont construit en 10 ans. La réponse, c'est presque rien.

Au contraire, nous voulons dépenser plus intelligemment. Nous voulons couper dans le fonctionnement récurrent. Nous voulons investir dans un pays plus libre. Nous voulons investir dans notre économie. Nous voulons bâtir un Canada fort. Nous voulons Maisons Canada qui va bâtir pour les prochaines générations et surtout pour les jeunes.

[Traduction]

Arnold Viersen: Monsieur le Président, le député d'en face n'a pas répondu à ma question à savoir pourquoi il pense qu'il faut réduire les dépenses. J'ai entendu cela à maintes reprises aujourd'hui: les libéraux dépenseront moins.

Je demande au député pourquoi il faut réduire les dépenses. Les conservateurs estiment qu'il faut réduire les dépenses pour équilibrer le budget afin de faire baisser l'inflation. Quelle est sa réponse?

[Français]

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, il faut tout simplement faire la différence entre dépenser dans le fonctionnement et investir. C'est un autre élément que mes collègues de l'autre côté doivent comprendre. Le leur expliquer prendrait toutefois beaucoup de temps. Il leur faut vraiment un cours, et pas seulement un discours à la Chambre.

Travaux des subsides

Simplement, la croissance est très importante. Le Canada enregistre une croissance positive, a la dette la plus faible du G7 et connaît une inflation maîtrisée.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, la motion à l'étude aujourd'hui nous parle de l'importance des investissements, de la question du coût de la vie et d'économie. Cela tombe bien parce que, le printemps dernier, les Canadiens et les Canadiennes ont confié un mandat fort à notre nouveau gouvernement. Ils nous ont fait confiance pour construire une économie forte qui fonctionne pour tout le monde. Quand on parle d'une économie qui fonctionne pour tout le monde, on parle d'avoir des mesures en place pour aider les Canadiens et les Canadiennes à faire face au coût de la vie.

De ce côté de la Chambre, lorsque nous disons que l'abordabilité est une question importante, cela est suivi d'actions concrètes. Une des premières mesures que nous avons mises en place dès notre retour au Parlement, le printemps dernier, a été une baisse d'impôt pour plus de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes, une baisse d'impôt qui va augmenter le pouvoir d'achat de la population canadienne. C'est une mesure concrète qui montre que nous sommes sérieux. Lorsque nous disons que nous allons aider la population, nous mettons en place des mesures.

Si on regarde le bilan libéral des dernières années, on voit plusieurs exemples de mesures qui ont été mises en place pour aider la population, mais auxquelles les collègues conservateurs se sont opposés. Je pense notamment au Régime canadien de soins dentaires. Durant la campagne électorale, des gens m'ont parlé du fait qu'ils avaient besoin de soins dentaires, mais qu'ils n'avaient pas les moyens d'en assumer les coûts. L'élargissement annoncé le printemps dernier permet à des gens qui n'avaient pas accès à ces soins de base d'y avoir accès à un coût abordable. C'est un réel changement pour la population. D'ailleurs, la semaine dernière, la ministre de la Santé a annoncé que c'est plus de 5 millions de personnes qui sont aujourd'hui inscrites à ce régime.

L'Allocation canadienne pour enfants est une mesure phare qui permet de transférer de l'argent directement dans les poches des parents afin de subvenir aux besoins de leurs enfants. Depuis 2016, cette mesure a permis de sortir plus de 600 000 enfants de la pauvreté. Dans ma région seulement, c'est plus de 40 millions de dollars par année qui sont transférés aux parents de ma circonscription, Madawaska—Restigouche, afin de les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants.

Depuis 2021, plus de 900 000 enfants bénéficient de places en garderie abordables grâce à notre programme. Nous comprenons que, si nous voulons construire une économie forte et avoir un Canada fort, il nous faut des familles fortes. Nous devons permettre aux parents d'être pleinement actifs sur le marché du travail, notamment aux femmes, et cela passe par l'accès à des places en garderie. Du côté de l'opposition, on a voté contre ce programme et ce n'est pas surprenant. Quand on regarde le bilan du chef de l'opposition officielle, on remarque qu'il s'oppose au financement de places en garderie depuis 20 ans. Si on regarde dans les archives de la Chambre des communes, on voit d'ailleurs que l'un de ses premiers discours, en 2005, visait à s'opposer à du financement fédéral pour un programme national de places en garderie.

Je pense aussi au Programme national d'alimentation scolaire, auquel mes collègues de l'opposition officielle se sont également opposés. Ce programme permet à des enfants d'aller à l'école le ventre plein. C'est près de 400 000 enfants de partout au pays qui

en bénéficient. Dans ma province, le Nouveau-Brunswick, nous allons investir plus de 11 millions de dollars dans les trois prochaines années, ce qui va permettre de rendre ce programme accessible à plus de 57 000 enfants néo-brunswickois. C'est majeur. Nous comprenons que le coût de la vie peut être élevé parfois, mais que des enfants ne devraient jamais aller à l'école en ayant le ventre vide. C'est pour cela que nous sommes là pour les Canadiens et les Canadiennes, que nous sommes là pour les enfants et que nous sommes là pour leur donner accès à des repas sains.

Si nous voulons garder ces différentes mesures qui font une réelle différence dans la vie de la population, il nous faut une économie forte. Nous avons déjà une position solide, si on regarde les statistiques économiques. Le Canada est le seul pays du G7 à avoir une cote de crédit AAA, avec l'Allemagne. Nous avons le ratio de la dette nette au PIB le plus bas des pays du G7.

De surcroît, le gouvernement est à l'œuvre pour encore renforcer l'économie canadienne. Je pense notamment au mois de juin dernier, lorsque nous avons adopté la Loi sur l'unité de l'économie canadienne. Cette loi permet de retirer les barrières fédérales au commerce interprovincial. Nous voulons vraiment relâcher le potentiel de notre marché intérieur et travailler à construire une économie canadienne, et non 13. C'est aussi avec cette loi que nous avons mis en place le Bureau des grands projets d'intérêt national. D'ailleurs, toute une liste de projets a été annoncée récemment et d'autres vont venir. Lorsque ces projets respectent nos critères rigoureux, la question n'est pas de savoir si nous allons construire, mais bien de savoir comment nous allons le faire. Nous voulons stimuler les investissements dans le pays, parce que nous comprenons que c'est lorsque nous stimulons les investissements que nous créons de l'emploi et que nous aidons les entreprises canadiennes.

Je pense aussi à l'exercice important qu'a entrepris le Conseil du Trésor, à un examen du fardeau administratif qui a permis d'identifier plus de 500 mesures administratives réglementaires qui étaient superflues, qui ne sont plus nécessaires et qui ont pour effet de réduire la productivité et de limiter la croissance économique. On va se débarrasser de ces mesures. Cet examen se poursuit parce qu'on veut montrer aux gens que le Canada est un endroit où on peut investir et, en faisant cela, on permet de stimuler encore une fois l'économie.

● (1540)

Je pense aussi à la nouvelle politique « Achetez canadien » que nous avons annoncée. Le gouvernement du Canada est le plus grand client de biens et de services au pays. Nous avons un pouvoir d'achat immense et nous voulons l'utiliser pour appuyer nos entreprises canadiennes. Nous allons donner les détails de cette politique dans les prochains mois, mais l'idée est de prioriser, lorsque possible, les biens et les services canadiens. Il s'agit de dépenser chez nous pour stimuler notre économie.

Travaux des subsides

Nous sommes aussi là pour les travailleuses et les travailleurs de partout au Canada. Nous reconnaissons que la situation économique peut être difficile en ce moment pour certains. C'est pourquoi nous avons annoncé différentes mesures relatives au programme d'assurance-emploi. Nous avons notamment annulé la semaine d'attente pour accéder à des prestations d'assurance-emploi. Une personne qui a besoin de prestations n'aura plus besoin d'attendre une semaine avant de pouvoir les toucher. Nous avons aussi annoncé que nous allons permettre aux personnes de conserver leurs indemnités de départ, sans conséquence sur le montant de leurs prestations. Pour les personnes qui souhaitent se recycler, nous avons aussi annoncé différentes mesures pour favoriser le recyclage professionnel pour les gens qui perdent malheureusement leur emploi et souhaitent se reconvertir dans un autre secteur professionnel. Encore une fois, ce sont des mesures concrètes pour aider les travailleurs canadiens.

Je dirais que la motion à l'étude aujourd'hui manque de substance. Elle semble davantage avoir été conçue pour aller chercher des clics sur les réseaux sociaux plutôt que d'avoir fait l'objet d'un travail rigoureux. Pendant que l'opposition officielle perd du temps sur une motion qui manque de rigueur, de notre côté, nous sommes au travail.

D'ailleurs, le ministre des Finances et du Revenu national travaille sur un budget ambitieux qui sera déposé à la Chambre le 4 novembre prochain. Avec ce budget, nous allons saisir une occasion générationnelle de transformer l'économie canadienne par des investissements ambitieux et une gestion rigoureuse de nos finances publiques.

Quand je parle d'investissements ambitieux, je pense notamment à la question du logement. Nous avons annoncé la création de l'agence Maisons Canada et nous allons investir en logement à un rythme sans précédent dans l'histoire de notre pays. Nous comprenons que c'est un besoin concret. Lors de la dernière campagne électorale, lorsque je discutais avec les gens de ma circonscription, on me disait souvent qu'une des priorités était la construction de logements. Lorsque je m'assois avec les maires de ma circonscription, Madawaska—Restigouche, on me dit qu'on a besoin de construire des logements plus rapidement dans les communautés.

Déjà, chez nous, grâce aux fonds fédéraux, des millions de dollars sont investis dans des villes comme Edmundston, Campbellton, Saint-Quentin, la Première Nation malécite du Madawaska et la Première Nation Eel River Bar.

Le fédéral a investi des millions de dollars pour construire des logements. Certains sont déjà construits et des citoyens de ma circonscription habitent des logements qui ont été financés avec des fonds fédéraux. Il y a d'autres sites qui sont en chantier. D'ailleurs, la semaine prochaine, je vais aller en visiter plusieurs. Ce n'est qu'un début. Avec les investissements prévus dans le budget, nous allons augmenter le rythme de la construction résidentielle. Nous allons stimuler les partenariats public-privé dans le secteur du logement. Nous allons appuyer la construction de logements abordables partout au pays parce que nous comprenons que c'est une priorité pour la population canadienne, qui s'attend à ce que nous répondions aux attentes.

Grâce à ces investissements, nous allons en même temps stimuler l'économie parce que nous allons prioriser l'utilisation de produits canadiens comme le bois d'œuvre et l'acier.

Nous avons aussi annoncé des investissements historiques en matière de défense. Nous allons atteindre notre objectif de 2 % du PIB, conformément à notre engagement envers l'OTAN, dès cette année. Grâce aux investissements historiques en matière de défense, nous allons aussi veiller à stimuler notre économie. Nous allons cibler des entreprises canadiennes qui vont pouvoir nous aider dans l'achat de biens et de services en matière de défense.

En conclusion, si mes collègues de l'opposition officielle ont réellement à cœur la question de l'abordabilité et la construction d'une économie forte qui profite à tout le monde, j'espère qu'ils vont nous appuyer dans nos efforts pour faire adopter ce budget qui sera présenté le 4 novembre. Comme je l'ai mentionné, ce sera une occasion générationnelle de transformer notre économie canadienne. J'espère sincèrement que nos collègues de l'opposition vont travailler avec nous pour ce faire.

• (1545)

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier et à féliciter mon collègue de son discours.

Évidemment, bien des choses nous séparent, mais il y a des choses qui nous unissent. Par exemple, la baisse d'impôt, c'est nous qui l'avons proposée. Pendant des années et des années, nous avons dit qu'il fallait le faire. Finalement, les libéraux l'ont fait. C'est une bonne idée qu'ils pigent dans notre sac de propositions. D'ailleurs, notre chef a répété cet engagement: il a dit que le Parti conservateur était d'accord pour que le gouvernement prenne ses idées.

Par contre, il y a une chose qui nous sépare, et c'est l'endettement. Quand on vit au-dessus de ses moyens, quand on fait un déficit, on accumule une dette. Cette dette, elle est envoyée à qui? Ce sont nos enfants, nos petits-enfants, nos arrière-petits-enfants qui devront la payer parce que, actuellement, nous vivons au-dessus de nos moyens.

Le député comprend-il que, depuis qu'il a été élu député et que le premier ministre dirige le Canada, le déficit a doublé?

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mes collègues que le Canada est dans une position enviable. Nous avons le plus bas ratio dette-PIB de tous les pays du G7. Nous avons un gouvernement qui est axé sur la construction d'une économie encore plus forte avec des investissements stratégiques qui vont profiter aux Canadiens et aux Canadiennes pour des générations.

Nos investissements en logement, en défense et dans les infrastructures critiques, ainsi que notre projet pour catalyser les grands projets d'intérêt national, auront des retombées concrètes qui vont profiter aux Canadiennes et aux Canadiens sur des générations de petits-enfants à venir.

• (1550)

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours, dans le cadre duquel il nous a promis un budget qui va révolutionner l'économie canadienne. Il a parlé entre autres de cette idée de mettre en place une seule économie, qui a été proposée par le premier ministre.

J'aimerais savoir si le député sait qu'une motion unanime de l'Assemblée nationale du Québec a été déposée le 1^{er} avril 2025. Je vais la lire:

Que l'Assemblée s'oppose à la volonté du premier ministre canadien d'instaurer « une économie canadienne au lieu de treize »;

Travaux des subsides

Qu'elle affirme que les intérêts économiques du Québec ne sauraient être sacrifiés au profit de l'intérêt d'autres provinces ou territoires sur la base du concept qu'il y aurait une seule économie canadienne, et non treize;

Qu'elle réitère le droit du Québec de veiller à ses propres intérêts, notamment sur le plan économique, culturel et linguistique, en fonction de ses priorités et de ses valeurs sociales distinctes, tout en œuvrant à la réduction des barrières au commerce interprovincial.

Qu'est-ce que mon collègue a à ajouter à cela?

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, avec le projet de loi C-5, que nous avons adopté en juin dernier, ce sont les barrières fédérales au commerce intérieur que nous avons éliminées.

Comme député néo-brunswickois, j'ai des discussions régulières avec mes collègues de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, dont plusieurs ministres sont dans ma circonscription.

Nous discutons sur la façon dont le travail que nous faisons ici à Ottawa peut avoir des répercussions positives sur l'économie néo-brunswickoise.

Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une question pour mon cher collègue.

Est-il d'accord avec le Parti conservateur pour dire que les investissements dans les travailleurs et les industries canadiennes sont des politiques qui ont échoué?

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, non, je ne suis pas d'accord. Nous avons un bilan qui démontre que nous sommes là pour les travailleuses et les travailleurs canadiens. Nous avons mis en place des mesures pour apporter une aide concernant le coût de la vie. Je pense à l'Allocation canadienne pour enfants, au Régime canadien de soins dentaires et aux programmes de places en garderie. Nous avons aussi apporté des modifications au régime d'assurance-emploi pour aider les personnes qui, malheureusement, perdent leur emploi.

De notre côté de la Chambre, nous sommes là pour les Canadiens et les Canadiennes. Nos paroles sont suivies d'actions concrètes, contrairement à nos collègues de l'opposition, qui mentionnent que le coût de la vie est important pour eux, mais qui votent contre toutes les mesures que nous proposons pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie.

[Traduction]

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir d'écouter le député d'en face, qui est un orateur de grand talent.

Les libéraux répètent continuellement qu'ils travaillent fort et qu'ils sont conscients que nous traversons une crise du coût de la vie, sauf qu'ils ne présentent jamais d'analyse sur ce qui explique que cette crise ait éclaté pendant qu'ils sont au pouvoir. Au cours des 10 dernières années, à Kitchener et à Waterloo, le recours aux banques alimentaires a quintuplé. Les libéraux aiment parler de programmes qui ne sont que des solutions de fortune, mais pas des dégâts dans les secteurs de notre économie.

Si les libéraux travaillent fort, pourquoi leurs efforts ne portent-ils pas fruit?

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, à l'échelle internationale, il y a des problèmes en ce qui concerne l'inflation et le coût de la vie. Ce n'est pas seulement le cas au Canada, c'est le cas dans l'ensemble des pays occidentaux. Au Canada, nous

nous en sortons dans une position enviable, avec le plus bas ratio dette-PIB et une cote de crédit AAA.

Nous comprenons que, pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie, nous devons présenter des mesures concrètes, comme le programme d'alimentation scolaire et les différentes autres mesures auxquelles nos collègues de l'opposition se sont opposés et que nous avons mises en place.

[Traduction]

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Barrie-Sud—Innisfil.

Quand les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, ils ont dit aux Canadiens qu'un peu d'encre rouge favoriserait la prospérité, que les déficits stimuleraient la croissance et les investissements et que le Canada s'en porterait mieux. Après presque 10 années de bilans qui montrent le contraire, il y a lieu de se demander s'il faut maintenir le cap. Notre pays a enregistré des emprunts et des dépenses records, et l'endettement et les difficultés des Canadiens atteignent des sommets. L'investissement par travailleur a chuté de plus de 10 %, la croissance économique par habitant est la pire des pays du G7 et l'actuel premier ministre a causé la perte de 86 000 emplois, ce qui nous place au deuxième rang des pays du G7 pour le taux de chômage. Le nouveau premier ministre n'est que le jumeau de l'ancien: plus de dépenses, plus d'emprunts et plus de difficultés pour les travailleurs canadiens.

Derrière chaque statistique, il y a une personne en chair et en os, une histoire qui mérite d'être connue. Il y a quelques semaines, j'ai discuté avec Joy, une femme de ma circonscription qui se déplace en fauteuil roulant et vit avec un revenu fixe. Elle m'a appelé pour me dire à quel point elle est désespérée dans sa recherche d'un logement accessible. Elle a tout essayé. Elle est responsable, organisée, déterminée et travailleuse, mais, avec la hausse des loyers et du coût de la vie, tous les appartements qu'elle visite sont hors de sa portée. Elle m'a dit qu'elle voulait simplement un endroit où elle pourrait vivre dans la dignité. N'est-ce pas ce que veulent la plupart des gens? Ce sont là des besoins fondamentaux. Tout ce qu'elle veut, c'est un endroit où elle pourra vivre dans la dignité. Ma question au gouvernement est la suivante: que voudrait-il que je lui dise? Que dois-je dire à quelqu'un comme Joy, qui fait tout ce qu'elle peut, mais qui n'a pas les moyens de se payer un logement convenable?

Il y a aussi Susie. Susie est une aînée de ma circonscription qui a communiqué avec moi. Elle a travaillé dur toute sa vie, élevé sa famille et contribué à la société. Elle paie scrupuleusement ses impôts. Maintenant à la retraite, elle n'a plus les moyens de payer son épicerie et son loyer. Elle doit choisir entre payer son loyer ou remplir son réfrigérateur, deux besoins fondamentaux. Bien sûr, se loger est ce qui compte le plus pour elle. Elle paie donc son loyer, mais elle est forcée de sauter des repas.

Nous sommes au Canada, l'un des pays les plus riches du monde, et pourtant, nos aînés sont obligés de choisir entre se nourrir et se loger. Les politiques gouvernementales sont les seules responsables de cette situation. C'est un signe que l'économie ne fonctionne pas bien à cause d'années de politiques budgétaires irresponsables qui ont fait grimper l'inflation et les taux d'intérêt et pénalisés ceux qui ont travaillé dur toute leur vie. Cette situation ne touche pas seulement les aînés et les personnes handicapées, mais aussi les familles de travailleurs.

Un couple qui préfère rester anonyme s'est entretenu avec moi. Ils travaillent tous les deux à temps plein. Ils ont trois enfants et font de leur mieux, mais, au bout du compte, ils n'ont pas les moyens de subvenir aux besoins de leur famille. Ces personnes ont choisi de commencer à sauter des repas pour que leurs enfants aient suffisamment à manger, que la famille ait toujours un endroit où loger et qu'elle continue de fonctionner comme une cellule familiale. Je pourrais en parler encore longtemps. On rapporte à mon bureau des dizaines d'histoires de ce genre presque tous les mois. La situation ne cesse de s'aggraver avec le temps. Ces gens ont fait tout ce qu'il fallait, mais, pour une raison ou une autre, ils n'arrivent pas à s'en sortir.

C'est ce qui arrive lorsqu'un gouvernement dépense au-delà de ses moyens. L'inflation n'est pas un concept abstrait; c'est une voleuse et c'est le résultat des actions du gouvernement. Elle érode le pouvoir d'achat, punit la responsabilité, appauvrit les pauvres et rapetisse la classe moyenne. Or, le gouvernement libéral continue de soutenir que les déficits rendent la vie plus abordable et que les Canadiens vont s'en sortir.

Ce n'est pas le cas. La vérité est tout autre. Chaque dollar que le gouvernement emprunte aujourd'hui est un dollar que des gens comme Joy, Susie ou ce couple qui travaille dur devront rembourser. C'est sur leurs épaules que pèse le fardeau. Cela devient leur responsabilité à cause de l'irresponsabilité du gouvernement.

● (1555)

L'autre jour, j'ai entendu la gestionnaire de mon bureau de circonscription parler à la stagiaire. Elle lui expliquait que lorsque les gens appellent ou viennent au bureau, ils semblent parfois contrariés ou même un peu en colère, ce qui peut nous faire ressentir un certain malaise. La gestionnaire du bureau a toutefois mis les choses en perspective. Elle a expliqué que lorsqu'ils arrivent, ils ne cherchent pas à être méchants ou impolis: ils sont désespérés parce qu'ils ont peur. Ils ont peur parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer leur loyer. Ils ont peur parce qu'ils n'ont pas les moyens de se nourrir. Ils ont peur parce qu'ils n'arrivent pas à payer leurs factures et qu'ils ont désespérément besoin d'aide. Ils ont peur de ce que l'avenir leur réserve, car ils ne voient aucune lueur d'espoir.

Cette façon de voir les choses m'a rappelé ce qui est vraiment en jeu. Derrière les débats politiques, les graphiques et les prévisions économiques, il y a des millions de Canadiens qui ont peur. Ils ont peur de perdre leur emploi, peur de se retrouver à la rue et peur de ne jamais pouvoir améliorer leur sort ou saisir telle ou telle occasion qu'ils attendent depuis si longtemps. Ce sont les personnes à qui je rends visite chaque jour lorsque je suis dans ma circonscription. Ce sont des personnes qui me racontent leur histoire et qui veulent simplement avoir leur chance de mener une bonne vie. Ces gens ont besoin que le Canada redevienne ce qu'il a déjà été, un endroit riche en possibilités où il est normal de trouver le succès.

Les libéraux ont dit aux Canadiens que leurs déficits stimuleraient l'économie de l'intérieur. Est-ce que ça fonctionne? Non. Au contraire, les libéraux ont creusé la dette, accru la dépendance et aggravé le désespoir. Voilà le bilan du gouvernement. Depuis 2015, les investissements des entreprises au Canada ont chuté d'environ un demi-billion de dollars. Ils ont fui vers le sud. Les entreprises ne veulent pas investir ici parce qu'elles voient un gouvernement qui leur est hostile, un gouvernement qui souhaite en réalité que ces emplois soient délocalisés vers le sud, comme l'a promis le premier ministre. Il ne veut pas envoyer seulement un demi-billion de dollars, mais bien un billion; c'est sa dernière promesse.

Travaux des subsides

Les libéraux tentent de convaincre les Canadiens que la solution à tous les problèmes que leurs dépenses ont déjà créés, c'est de dépenser davantage. Si on prend un instant pour y réfléchir, c'est un peu comme tenter d'éteindre un incendie avec un accélérateur. C'est ce que propose le gouvernement. C'est ce à quoi on peut s'attendre dans le budget du 4 novembre: plus de dépenses pour éteindre le feu que les dépenses inflationnistes ont allumé. C'est ridicule.

La simple vérité, c'est que le gouvernement ne crée pas de la richesse; il la prend à ceux qui la créent, ce qui veut dire que les gouvernements doivent gérer judicieusement l'argent des contribuables. Chaque dollar que le gouvernement dépense vient des contribuables. L'argent vient de Joy, de Susie et du couple travaillant dont j'ai parlé plus tôt.

Soyons clairs: la motion dont nous discutons aujourd'hui ne porte pas seulement sur des chiffres; elle touche aussi des gens. Elle concerne des gens comme Joy, Susie et le couple de ma circonscription dont j'ai parlé. Les Canadiens sont forts. Ils sont résilients et pleins d'espoir, mais ils perdent confiance dans le gouvernement actuel, dans les dirigeants actuels. Qui peut les en blâmer? Après près d'une décennie de promesses libérales, la situation des Canadiens n'a jamais été aussi mauvaise. Ils ont besoin d'un gouvernement qui respecte leur argent, qui vit selon ses moyens et qui rétablit la place du gros bon sens dans les décisions sur l'économie.

Les conservateurs demandent au gouvernement libéral actuel de mettre fin à ses dépenses inutiles qui alimentent l'inflation, de ramener les investisseurs dans notre pays au lieu de les envoyer au sud de la frontière et de rendre à nouveau la vie abordable pour les travailleurs canadiens. J'exhorte tous les députés à écouter les histoires de leurs collectivités, à saisir la douleur et l'anxiété qui se cachent derrière les statistiques et à se rendre compte que les décisions du gouvernement libéral ne répondent pas aux besoins des Canadiens. Cessons de répéter les politiques de Justin Trudeau et de l'actuel premier ministre et cessons d'hypothéquer l'avenir de nos enfants. Commençons plutôt à bâtir un Canada où chacun a la possibilité de s'épanouir, quel que soit son revenu ou sa situation. Il est temps de faire passer les Canadiens en premier. Il est temps de limiter les dépenses et de se montrer responsable.

● (1600)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, si les dépenses du gouvernement sont inflationnistes et qu'elles ne font que contribuer à l'inflation, le budget sur lequel la députée a fait campagne, qui prévoyait des dépenses supplémentaires de 106 milliards de dollars, aurait-il lui aussi contribué à l'inflation?

Rachael Thomas: Monsieur le Président, on se rappelle qu'en 2015, Justin Trudeau était premier ministre. Il est arrivé au pouvoir en disant qu'un peu d'encre rouge dans les livres comptables aiderait les Canadiens.

Dix ans plus tard, le gouvernement est toujours libéral, et les Canadiens n'ont jamais eu autant de mal à se procurer les produits de première nécessité.

Les files d'attente devant les banques alimentaires n'ont jamais été aussi longues. C'est parce que le gouvernement a décidé que sa politique serait de s'endetter encore et encore en faisant des déficits. C'est inacceptable.

Travaux des subsides

● (1605)

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma consœur de son discours bien ancré dans la réalité de ses concitoyens. Je veux avoir son avis parce que nous pensons aussi, au Bloc québécois, que ce gouvernement gère mal les finances publiques et que...

Le vice-président: Il y a eu un problème avec l'interprétation. Je vais laisser le député recommencer sa question ou son commentaire pour laisser la chance à la députée de Lethbridge de l'entendre au complet.

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, je félicitais ma consœur de son discours bien ancré dans la réalité de ses concitoyens. J'aimerais avoir son avis. Au Bloc québécois, nous pensons que ce gouvernement gère mal les finances publiques et que nous aurons un déficit beaucoup trop élevé qui sera le résultat de plusieurs mauvaises actions. Une de ces mauvaises actions prises par le gouvernement de M. Carney a été d'annuler la taxe sur le carbone...

Le vice-président: Je dois interrompre le député. On ne doit pas mentionner le nom du premier ministre.

Alexis Deschênes: Monsieur le Président, on va y arriver. La décision qui a été prise par ce gouvernement d'annuler la taxe sur le carbone à l'extérieur du Québec en pleine campagne électorale, c'est près de 4 milliards de dollars qui ont été remboursés à des gens qui ne l'avaient même pas payée.

Je comprends que ma consœur du Parti conservateur était probablement opposée à la tarification du carbone, mais n'est-elle pas d'accord avec moi que de donner près de 4 milliards de dollars de bons électoraux en pleine campagne électorale, alors que cet argent n'avait jamais été versé, était une mauvaise politique publique?

[Traduction]

Rachael Thomas: Monsieur le Président, je pense que le député soulève un problème plus grave, à savoir que le gouvernement cherche avant tout à gagner des voix. Comme par le plus grand des hasards, c'est justement pendant une campagne électorale que cet argent a été remboursé. Bien sûr, comme le député l'a mentionné, l'argent a été versé à des personnes qui n'avaient même pas payé ces sommes.

Pourquoi le gouvernement libéral a-t-il pris une telle décision? Pourquoi a-t-il versé 4 milliards de dollars supplémentaires à des personnes qui n'avaient même pas payé la taxe sur le carbone?

Je n'ai qu'une seule explication à donner: les libéraux cherchaient peut-être simplement à gagner des voix. C'est inacceptable. C'est un mauvais usage des deniers publics canadiens.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, la députée de Lethbridge siège à la Chambre depuis un bon moment. Je suis ici depuis environ six ans maintenant.

Nous avons entendu toute une série de merveilleux slogans. Pendant la pandémie de COVID, Justin Trudeau a répété que le gouvernement allait s'endetter pour que les Canadiens n'aient pas à le faire.

Il a aussi été question de « rebâtir en mieux ».

Justin Trudeau nous a servi une autre trouvaille en disant que le budget s'équilibrerait de lui-même.

Maintenant, les libéraux scandent en cœur qu'ils dépenseront moins pour investir davantage.

La députée pense-t-elle que ce nouveau slogan creux aura autant de succès que les précédents?

Rachael Thomas: Monsieur le Président, les libéraux utilisent en effet de jolis slogans, par exemple quand ils prétendent que l'État va s'endetter pour que les Canadiens n'aient pas à le faire. Or, cette dette est refilée aux Canadiens, et ce sont nos enfants et nos petits-enfants qui vont la payer.

Quelle déclaration bancaire! L'État va s'endetter pour que les Canadiens n'aient pas à le faire? Mais où diable le gouvernement prendra-t-il l'argent en fin de compte?

Sans contribuables, le gouvernement n'a pas d'argent. C'est précisément de là que viendra l'argent.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue parlait du coût de la vie. J'aimerais savoir pourquoi elle a voté contre les places en garderie abordables, une mesure concrète qui permet aux parents à participer pleinement au marché du travail. Que pensent les citoyens de Lethbridge du fait que leur députée s'oppose à des places en garderie abordables?

[Traduction]

Rachael Thomas: Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir l'occasion de dire au député exactement ce que les habitants de Lethbridge pensent du plan gouvernemental.

Les habitants de ma circonscription détestent le programme de garderies des libéraux, car il a réduit la qualité et le nombre de places disponibles, ce qui met les gens dans une situation désespérée. Ils ont moins d'argent dans leur compte bancaire que jamais auparavant, et ils n'ont plus d'accès adéquat à des services de garde pour leurs enfants.

● (1610)

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, nous sommes ici pour débattre d'une motion à un moment de l'histoire canadienne où l'illusion des libéraux se heurte à la réalité financière des Canadiens et des entreprises canadiennes.

L'illusion est que les Canadiens n'ont jamais eu la vie aussi belle qu'en ce moment. La réalité, c'est que les familles canadiennes, notamment les familles monoparentales, peinent à se nourrir et à se loger. Les entreprises canadiennes n'investissent plus. En fait, une grande partie des investissements s'en vont à l'étranger en raison du climat de doute, de l'incertitude et du régime fiscal qui règnent au Canada. Hier, j'ai rencontré la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, et elle est très préoccupée par le régime fiscal au pays.

L'illusion se heurte à la réalité et, pas plus tard que cette semaine, nous avons appris à quoi pourrait ressembler la réalité. L'entreprise financière MNP a publié une note à propos d'un sondage qu'elle a effectué. Je crois que le titre en dit long sur la situation actuelle au pays: « Se chauffer ou manger : le dilemme de nombreux Canadiens face à l'accentuation de la pression financière ». Voilà la manchette cette semaine. MNP a réalisé un sondage auprès des Canadiens. Les députés aimeraient-ils en connaître les conclusions? Une fois de plus, l'illusion des libéraux se heurte à la réalité des Canadiens:

La vulnérabilité financière des Canadiens s'intensifie, l'indice des dettes à la consommation de MNP ayant reculé de deux points pour s'établir à 86, son plus bas niveau pour un mois de septembre depuis 2023. De plus en plus de personnes disent devoir faire des choix difficiles: 29 % [des Canadiens] ont réduit leur consommation énergétique [soit une hausse de cinq points par rapport à la même période l'an dernier] et 24 % déclarent avoir coupé dans leur alimentation pour économiser [soit une baisse de quatre points par rapport à la même période l'an dernier]. Près de la moitié [des Canadiens] (48 %) sont à moins de 200 \$ de l'insolvabilité chaque mois [ce qui représente une hausse de six points par rapport au trimestre précédent], et le cousin financier moyen une fois les factures mensuelles payées est tombé à 744 \$ (contre 916 \$ auparavant). Moins de la moitié (46 %) disposent d'un fonds d'urgence couvrant leurs dépenses pour une période de six mois, ce qui place de nombreux ménages en situation précaire à l'approche des dépenses de chauffage hivernales.

Où les Canadiens font-ils des économies? Une fois de plus, l'illusion des libéraux se heurte à la réalité des Canadiens: « Au-delà du chauffage et de l'alimentation, les Canadiens modifient leurs habitudes quotidiennes pour faire face à la situation: 51 % font leur épicerie de façon plus stratégique (plans de repas, produits en format familial, coupons, politiques d'alignement des prix), 45 % évitent les achats impulsifs et 41 % ne vont plus au restaurant ou ne se font plus livrer de repas. »

À en croire les libéraux, les Canadiens ne se soucient pas du ratio dette-PIB. C'est ce qu'ils répètent encore aujourd'hui, mais ils ont tort. Le Canada affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé du G7. Telles sont les réalités auxquelles les Canadiens sont confrontés en ce moment.

La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à des résultats différents. Ce que dit la motion d'aujourd'hui, c'est qu'assez, c'est assez. Ce que font les libéraux ne fonctionne pas. La réalité, c'est que les Canadiens souffrent.

Quatre millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. À Barrie, la fréquentation des banques alimentaires a été multipliée par six depuis 2020. Il y a deux ou trois semaines à peine, j'étais à la banque alimentaire de Barrie. En ce moment, elle sert chaque mois 7 600 familles, et 44 % des personnes qu'elle sert sont des enfants et des personnes âgées. À Barrie, des personnes qui faisaient des dons aux banques alimentaires y ont maintenant recours. C'est un effet domino dans tout le pays. Chaque mois, 4 millions de personnes ont recours aux banques alimentaires au Canada. Ça ne devrait pas être le cas.

Sous le gouvernement précédent, la dette et le déficit ont augmenté, ce qui a causé des pressions inflationnistes qui ont eu pour conséquence que de nombreux Canadiens ont ressenti les hausses de prix à l'épicerie et pour d'autres achats, y compris le chauffage et l'électricité. À cause des politiques budgétaires des 10 dernières années, ils ne peuvent plus supporter le coût de la vie.

• (1615)

Depuis les élections d'avril, le gouvernement se vante haut et fort d'être un nouveau gouvernement. En réalité, il s'agit du même gouvernement, puisque 70 % des membres actuels du Cabinet faisaient partie du gouvernement de Justin Trudeau, et qu'ils sont responsables de 80 % des dépenses du gouvernement actuel. Ce n'est pas un nouveau gouvernement. C'est le même gouvernement qui emploie et déploie les mêmes tactiques et la même stratégie d'endettement et de déficits qui causent tant de difficultés aux Canadiens.

Depuis les élections, nous avons un premier ministre qui n'agit pas tant comme un premier ministre, mais plutôt comme un gestionnaire de portefeuille qui a promis aux Canadiens la lune en soutenant qu'il serait différent. Il est tout sauf différent, puisque nous

Travaux des subsides

savons maintenant que le déficit sera probablement de 60 milliards de dollars. Je pense que ce sera encore plus élevé. Beaucoup de gens bien plus intelligents que moi laissent entendre que ce sera vraiment plus que cela. Nous observons également une augmentation de la dette.

Le budget qui sera présenté le 4 novembre prochain est essentiellement un leurre. Nous savons que les libéraux tenteront de dissimuler autant que possible le montant réel de la dette et du déficit dans le nouveau cadre budgétaire. Ils ne duperont personne. Tous les yeux seront rivés sur le gouvernement pour voir à quel point le nouveau cadre budgétaire qu'il annonce est un leurre.

Je dis tout le temps aux gens qu'il est naïf de croire que le premier ministre a troqué un poste au sein d'une entreprise multimilliardaire qui engrange plusieurs millions de dollars contre son poste actuel, qui lui permet de toucher un salaire de 400 000 \$ par an, par noblesse d'esprit afin de sauver le pays. Je l'ai déjà dit à la Chambre: il est revenu pour assurer la survie de la kleptocratie, pour permettre à ceux qui font partie du cercle rapproché de l'élite libérale, ainsi qu'à tous les initiés et les lobbyistes bien branchés de conserver leur accès au Trésor.

Tous les problèmes sans exception que nous avons au Canada, comme l'inflation, la dette, les déficits, la crise du logement, la crise des soins de santé et la crise de l'immigration, ont commencé avant que Donald Trump ne devienne président des États-Unis. Tout a commencé avant l'élection de M. Trump, mais les libéraux continuent de se servir de lui comme excuse.

Ce que nous disons avec la motion aujourd'hui, c'est qu'assez, c'est assez. Les libéraux ne peuvent pas continuer à faire ce qu'ils font et s'attendre à des résultats différents.

Enfin, je veux mettre l'accent sur la question des ressources et de leur mise en valeur. Le Canada a les meilleures normes au monde en matière d'innovation, de travail et de droits de la personne. Nous nous classons au troisième et au cinquième rang mondial en ce qui concerne l'importance de nos réserves. Tant que le plafond des émissions et que des mesures législatives comme celles issues des projets de loi C-69 et C-48 existeront, ils continueront de limiter et d'entraver notre capacité à générer les revenus dont nous avons besoin pour payer la dette et le déficit que le gouvernement a accumulés au cours des 10 dernières années et qu'il continue d'accumuler.

Nous ne pouvons pas continuer de nous attaquer au secteur de l'énergie. Nous avons ce dont le monde a besoin. Nous avons une énergie canadienne propre que nous pouvons fournir au monde. Le problème que nous avons en ce moment, c'est que tant que ces mesures législatives existeront et que nous continuerons à plafonner les émissions et à lancer une attaque idéologique contre notre secteur énergétique, le Canada prendra du retard, au point où il n'approvisionnera plus le monde et deviendra un fournisseur complémentaire.

Nous pouvons approvisionner le monde en énergie canadienne propre et créer des milliards et des milliards de dollars de revenus ainsi que des emplois bien rémunérés pour nos concitoyens, y compris les Canadiens autochtones, partout au pays. Cependant, cette attaque idéologique se poursuit et limite notre capacité à générer ces revenus. C'est ce qui se produira tant et aussi longtemps que nous poursuivrons sur cette voie. Cette motion nous demande d'arrêter de faire ce que nous faisons, parce que ça ne fonctionne pas. Chaque jour où le gouvernement garde le cap, les Canadiens en paient le prix.

Travaux des subsides

● (1620)

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter les députés d'en face d'avoir enfin présenté à la Chambre une motion qui mentionne Justin Trudeau. Les conservateurs entretiennent une étrange obsession à l'égard de l'ancien premier ministre. Je pense qu'ils se rendront à Spirit Halloween et qu'ils achèteront une animatronique de Justin Trudeau pour le faire bondir hors des buissons et faire peur aux enfants.

À l'approche de l'Action de grâce, nous accueillons le nouveau gouvernement et le député nouvellement élu de Carleton, qui est juste ici. Je lui souhaite, ainsi qu'à ses concitoyens, une très joyeuse Action de grâce. Ils ont de quoi rendre grâce, car ils ont finalement exorcisé le vampire qui vivait dans le sous-sol.

Le vice-président: Les derniers mots prononcés par le député ne concernaient pas, je l'espère, un député actuel. Dans l'esprit de l'Action de grâce cette semaine, je tiens à souhaiter à tous les députés une joyeuse Action de grâce, mais nous devrions faire attention aux qualificatifs employés à l'égard des députés.

Le député de Barrie-Sud—Innisfil a la parole.

John Brassard: Monsieur le Président, je sais que vous avez dit « je l'espère », mais je crois que le commentaire visait bel et bien un député qui siège actuellement à la Chambre. Voilà qui témoigne de l'indifférence dont fait preuve le gouvernement libéral envers les difficultés actuelles des Canadiens.

Les libéraux pensent que tout est une grosse farce. Une mère seule qui n'a pas les moyens de se nourrir ou de se loger n'entend pas à rire. Le propriétaire d'entreprise, sa famille et ses employés, qui comptent sur cette entreprise pour avoir un gagne-pain, n'entendent pas à rire parce que le gouvernement continue de s'en prendre aux Canadiens en alourdissant la fiscalité et la réglementation.

Ce dont nous parlons aujourd'hui est loin d'être une blague. Les députés libéraux le voient peut-être ainsi, mais il y a des millions de Canadiens qui souffrent chaque jour d'un bout à l'autre du pays. Les Canadiens peinent à joindre les deux bouts, et il est temps que cela cesse.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, dans la motion d'aujourd'hui, il y a des choses sur lesquelles nous sommes d'accord, et il y en a d'autres sur lesquelles nous le sommes moins. La chose sur laquelle nous sommes le plus d'accord, c'est le fait qu'on a l'impression qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion, que le gouvernement a perdu le contrôle des finances publiques.

Je vais donner quelques chiffres sur les déficits depuis décembre passé. Tout cela commencé bien avant, mais je vais relater ce qui s'est passé durant cette courte période. La ministre des Finances a démissionné en décembre 2024 parce qu'elle se préparait à présenter un énoncé économique avec un déficit de 42 milliards de dollars. Ensuite, on parlait d'un déficit de 62 milliards de dollars dans la plateforme du Parti libéral lors de la dernière campagne électorale. Le directeur parlementaire du budget parle plutôt de 68 milliards de dollars. En ce moment, on se dirige vers un déficit de 100 milliards de dollars, selon l'Institut C.D Howe.

Comment peut-on, avec des chiffres aussi affolants, continuer de se priver de revenus?

[Traduction]

John Brassard: Monsieur le Président, je suis très heureux que la députée de Shefford ait soulevé ce point. Je lui suis très reconnaissant de se préoccuper autant que moi et ma famille de l'état des finances du pays.

Il semble n'y avoir aucun garde-fou. La députée a tout à fait raison. Je me souviens du fiasco qui a suivi la démission de l'ancienne ministre des Finances. Je me souviens que l'ancienne leader parlementaire est entrée et a déposé l'énoncé économique de l'automne sur le bureau. Il n'y a vraiment pas eu d'occasion d'en discuter.

Il n'y a pas eu de budget au pays depuis 18 mois. Nous n'avons aucune idée des recettes et des dépenses du gouvernement, sauf celles qui sont communiquées par le directeur parlementaire du budget et d'autres sources. À l'approche d'Halloween, la situation est effrayante pour tous les Canadiens.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, ce débat ressemble beaucoup à celui sur la criminalité. Mon collègue de Barrie-Sud—Innisfil a fait des observations intéressantes. Nous avons également entendu le député de Kingston et les Îles dire que les libéraux n'ont pas déposé de budget en 18 mois et ont quand même remporté les élections.

L'hon. Mark Gerretsen: Je n'ai pas dit cela.

Warren Steinley: Monsieur le Président, nous savons toujours ce qu'un libéral va faire. Les libéraux vont faire ce qu'il y a de mieux pour le Parti libéral du Canada, qu'importe si les Canadiens souffrent. Nous le voyons dans leurs projets de loi relatifs à la criminalité. Ils défendent les intérêts des criminels et du Parti libéral et tentent de protéger leur réputation, mais ils ne se soucient aucunement des Canadiens. Nous le constatons dans le débat sur cette motion également: nous voulons que les Canadiens puissent se nourrir, alors que les libéraux s'en fichent.

● (1625)

John Brassard: Monsieur le Président, je l'ai dit dans mon discours. Je crois que le premier ministre est revenu pour maintenir en vie la kleptocratie. Ces initiés bien branchés, ces défenseurs d'intérêts, ces...

John-Paul Danko: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vous m'avez réprimandé pour mes paroles, et maintenant, le député est en train de rabaisser un député...

Le vice-président: Je rappelle au député que l'article 10 du Règlement indique très clairement que, lorsque la présidence a rendu une décision à la Chambre, celle-ci ne peut plus faire l'objet de discussions.

Les députés ont beaucoup de latitude pour débattre, et ce que j'ai entendu jusqu'à présent relève du débat.

Le whip en chef du gouvernement invoque le Règlement pour une autre raison.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je crois que le député tentait de faire référence à un rappel au Règlement précédent pour faire valoir son point de vue.

Je pense qu'il vous incombe et qu'il est de votre devoir, monsieur le Président — et je suis sûr que vous en conviendrez —, d'écouter au moins son rappel au Règlement avant d'intervenir, à moins que vous ne jugiez en avoir assez entendu.

Le vice-président: Je remercie le whip en chef du gouvernement de ce rappel, mais j'en avais assez entendu.

Le député de Barrie-Sud—Innisfil a la parole.

John Brassard: Monsieur le Président, les députés d'en face n'aiment pas la vérité. C'est tout ce que j'ai à dire.

[Français]

Le vice-président: À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Saanich—Gulf Islands, Le développement international; l'honorable député de Vancouver Kingsway, L'emploi; l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, L'emploi.

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, malgré le fait que le député de Regina—Lewvan a complètement déformé mes propos il y a quelques instants, j'informe la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec le député de Whitby. J'ai très hâte d'entendre son discours.

J'ai passé beaucoup de temps à la Chambre aujourd'hui, ce qui m'a permis d'écouter ce qui s'y disait. Je dois dire que certaines des déclarations des conservateurs sont assez alarmantes et hypocrites et, très franchement, elles n'ont pas beaucoup de sens quand on examine ce qu'ils font.

Je commencerai par les déclarations faites plus tôt par les députés de Lethbridge, de Barrie-Sud—Innisfil et de Huron—Bruce. Ils ont tous parlé de dépenses inflationnistes. Ils ont laissé entendre que le gouvernement était responsable de la crise de l'inflation qui a frappé le monde entier. Les conservateurs aimeraient nous faire croire que cette crise mondiale a été causée par les dépenses du gouvernement du Canada.

Je trouve cette observation ironique, car je suis certain que le député de Regina—Lewvan — qui parlait de moi il y a quelques instants — et tous les députés qui ont fait l'observation savent très bien qu'ils ont fait campagne avec un programme électoral qui prévoyait 106 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Essaient-ils maintenant de dire, indirectement, que leur propre programme était inflationniste et aurait contribué à l'inflation? Si j'écoute ce qu'ils disent maintenant, c'est exactement ce que j'entends.

Il y a plus que cela. Je siège à la Chambre depuis assez longtemps pour avoir entendu — tout comme, j'en suis sûr, le député de Whitby — d'innombrables discours prononcés par des conservateurs qui se lèvent pour dire que la taxe sur le carbone a contribué à l'inflation et qu'elle est la raison pour laquelle les prix des denrées alimentaires sont plus élevés à l'heure actuelle. Nous avons entendu cela maintes et maintes fois. Oublions le fait que l'Ukraine produit un tiers du blé mondial, qu'elle est en guerre et que le retrait de tout ce blé de l'approvisionnement mondial a un impact considérable sur l'inflation. Oublions tout cela. C'était la taxe sur le carbone. Les conservateurs ont dit qu'il suffisait de supprimer la taxe sur le carbone pour que l'inflation disparaisse soudainement.

Que s'est-il passé? La taxe sur le carbone a été supprimée. Est-ce que tous les prix ont instantanément baissé comme l'avaient dit les conservateurs? Non, car cette taxe ne contribuait pas à l'inflation. C'est exactement la même logique qu'ils essaient d'appliquer aujourd'hui.

Plus tôt, j'ai trouvé fort amusant d'entendre le député de Calgary Crowfoot dire que les conservateurs sont d'excellents gestionnaires de l'économie et des finances publiques, qu'ils avaient laissé au nouveau gouvernement libéral, en 2015, un excédent budgétaire in-

Travaux des subsides

croyable. C'est comme s'il essayait de suggérer que les conservateurs s'y connaissent en matière d'équilibre budgétaire. Ils n'y connaissent absolument rien.

Revenons en arrière. Je vais simplement parler des deux gouvernements conservateurs précédents. Brian Mulroney a présenté 10 budgets, et il n'en a équilibré aucun. Brian Mulroney n'a jamais atteint l'équilibre budgétaire. Je comprends que très peu de députés du Parti conservateur étaient ici lorsque Brian Mulroney était au pouvoir. Il y en a au moins un actuellement à la Chambre, et c'est très bien, mais je vais rendre mes exemples un peu plus pertinents pour les députés à la carrière moins longue, qui siégeaient peut-être ici lorsque Stephen Harper était au pouvoir.

Il est vrai que Stephen Harper a enregistré trois excédents sur les neuf budgets qu'il a présentés à la Chambre. Jetons un coup d'œil à ces budgets. Les deux premiers budgets ont été présentés au début du mandat de Stephen Harper, à la suite de sa première élection. Il y avait un excédent de 13 milliards de dollars, mais, ce qui est intéressant, c'est que l'année précédente, le budget de Paul Martin avait lui aussi un excédent de 13 milliards de dollars. Stephen Harper a donc hérité d'un excédent de 13 milliards de dollars de Paul Martin.

Puis, au cours de la deuxième année du gouvernement Harper, il a enregistré un excédent de 9 milliards de dollars. L'excédent était donc en baisse. Ensuite, cet excédent s'est volatilisé, et Stephen Harper s'est retrouvé en situation déficitaire jusqu'à sa dernière année, quand la Fédération canadienne des contribuables ou une quelconque association de droite lui a dit qu'il était impératif qu'il équilibre le budget. Or, qu'a fait Stephen Harper? Il a entrepris d'équilibrer le budget.

● (1630)

Comment s'y est-il pris? Il a vendu des actions de GM à des prix dérisoires. Il a éliminé des bureaux de services aux anciens combattants. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, le pourcentage du PIB consacré à la défense est tombé sous la barre des 1 %. Cela ne s'est produit qu'une seule fois, en 2015: le pourcentage était alors de 0,96 % du PIB. Voilà l'héritage des conservateurs. Voilà l'excédent. Le député de Calgary Crowfoot nous dit que les conservateurs ont laissé un excédent. Je suppose que c'est vrai, mais ils l'ont fait aux dépens des Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je n'arrive pas à y croire. Je viens de dire qu'ils l'ont fait aux dépens des Canadiens, et au moins quatre ou cinq conservateurs se sont mis à applaudir et à pousser des cris de joie. Cela vient de se produire il y a quelques instants, juste devant moi.

J'ai entendu beaucoup d'autres faussetés depuis que je suis à la Chambre et que j'écoute le débat aujourd'hui. J'ai entendu un échange très intéressant. Ce que le public ne voit pas, ce sont les gens qui font du chahut de part et d'autre de la Chambre. Lorsque le secrétaire parlementaire du premier ministre a parlé de l'Allocation canadienne pour enfants pendant son discours, la députée de Sentier Carlton—Eagle Creek a crié que c'était les conservateurs qui l'avaient mise en place, que c'était leur programme. Il n'y a rien de plus faux. Ce que les conservateurs avaient mis en place, sous Stephen Harper, c'était la Prestation universelle pour la garde d'enfants.

Travaux des subsides

En quoi consistait la Prestation universelle pour la garde d'enfants? Je suis certain que mes collègues conservateurs ici présents en sont encore extrêmement fiers. Ils peuvent applaudir s'ils le veulent. Je ne les ai pas entendus applaudir, ce qui est intéressant, car je les ai pourtant invités à le faire. Cette prestation accordait exactement le même montant par enfant à chaque parent, ce qui veut dire qu'un millionnaire pouvait recevoir exactement le même montant, car, évidemment, les conservateurs ne voudraient jamais rater une occasion d'envoyer un chèque à un millionnaire.

L'approche vraiment transformatrice que nous avons adoptée a été d'instaurer l'Allocation canadienne pour enfants afin que les millionnaires et les personnes extrêmement bien nanties, qui n'avaient pas besoin du chèque, ne le reçoivent pas. Cela nous a permis de donner davantage à ceux qui en avaient vraiment besoin. Je prends le temps d'en parler parce qu'il y a une différence fondamentale entre les interventions d'un gouvernement libéral et celles d'un gouvernement conservateur. Les libéraux croient qu'il faut améliorer les chances de réussite des gens.

Nous avons parlé du programme national d'alimentation dans les écoles. Pendant un échange, j'ai entendu la députée de Sentier Carlton—Eagle Creek dire que ce programme ne fonctionnait pas. Elle chahutait. Je peux affirmer qu'à Kingston, le Food Sharing Project livre de la nourriture aux écoles de toute ma circonscription et des circonscriptions voisines. En fait, de nombreuses écoles situées dans la circonscription du député de Lanark—Frontenac et celle du député de Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, située à l'Est de la mienne, reçoivent également de la nourriture grâce aux programmes du Food Sharing Project. J'ai rendu visite au Food Sharing Project et j'ai pu voir exactement le travail que fait cet organisme et les résultats qu'il obtient. Ce n'est pas une structure bureaucratique imaginaire. C'est un organisme bien réel.

J'en resterai là. Encore une fois, j'ai subi une journée de désinformation de la part des conservateurs, qui proclament l'existence de certaines choses et les raisons pour lesquelles elles existent, ce qui est complètement faux. J'espère avoir tiré quelque chose au clair aujourd'hui.

● (1635)

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, j'apprécie le talent de mon collègue pour le dramatique, mais il a dit quelque chose de très pertinent, ce qui arrive rarement dans ses discours. Il a dit que le gouvernement Harper avait présenté trois budgets équilibrés et que le gouvernement de Justin Trudeau n'en avait présenté aucun. C'est vrai. Je suis d'accord avec lui.

M. Harper a traversé une récession, une crise financière, en 2008. Trudeau a traversé la pandémie de COVID-19. Le gouvernement Harper a retrouvé l'équilibre budgétaire après quelques années. Compte tenu de ses dépenses excessives, le premier ministre n'est pas en voie d'équilibrer le budget. Le gouvernement Trudeau a alourdi la dette du pays plus que tous les autres premiers ministres réunis. Ce n'est pas de la rhétorique, c'est un fait.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, si le député n'a écouté qu'une seule phrase, il s'est rendu un bien mauvais service, car ce que j'ai dit, c'est que les deux prétendus excédents de Stephen Harper ont été réalisés dans la foulée de Paul Martin. Il s'agissait des excédents de Paul Martin. L'excédent dont il disposait juste à temps pour les élections de 2015 a été réalisé sur le dos des anciens combattants. Il a été réalisé sur le dos des forces armées, dont le financement a été réduit à 0,6 % du PIB. Est-ce quelque chose dont le député est fier? C'est mon impression.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, la saine gestion des finances publiques est une préoccupation pour nous, au Bloc québécois.

J'aimerais connaître l'avis de mon confrère sur une décision de son gouvernement qui a été prise récemment, soit de ne pas percevoir la taxe sur les services numériques. On sait que le déficit auquel on fera face sera très important. On attend encore les chiffres dès le 4 novembre.

La taxe sur les services numériques aurait permis, avec un impôt de 3 % sur l'activité au Canada des multinationales d'Internet, d'aller chercher 7,2 milliards de dollars sur cinq ans. Pourquoi ce gouvernement a-t-il décidé de se priver de ces revenus?

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le député devrait poser sa question sur la taxe sur les services numériques au premier ministre, mais je dirai qu'il a tout à fait raison: c'est le travail du gouvernement de gérer les finances et de présenter un budget.

Les Canadiens se posent la question suivante: devons-nous croire sur parole un homme qui a été gouverneur de deux banques centrales et à propos de qui, soit dit en passant, Stephen Harper lui-même a dit qu'il nous avait permis de traverser la crise financière de 2008, ou devons-nous croire sur parole le chef de l'opposition, qui est ici depuis l'âge de 24 ans et qui n'a aucune expérience à l'extérieur de la Chambre? Je laisse à la population canadienne le soin de décider.

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le whip en chef du gouvernement a parlé de l'habitude de l'opposition de réécrire un peu l'histoire. On nous présente des versions révisionnistes de l'histoire et des choses prises hors contexte, ce qui contribue à la désinformation et à la désinformation au sein de la population.

Mon collègue peut-il nous parler des dommages que cela cause au discours politique?

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, le chef de l'opposition minimise les problèmes et tente de laisser entendre que le seul responsable de la crise financière mondiale était Justin Trudeau. Quand des gens agissent ainsi et qu'ils tiennent un discours qui véhicule ce message, la population est mal informée. Nous voulons que la population soit informée afin qu'elle puisse prendre de bonnes décisions. Il y a lieu de se demander pourquoi les conservateurs ne veulent pas que la population soit informée afin qu'elle puisse prendre les meilleures décisions possibles au sujet des questions qui les concernent.

● (1640)

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, les députés d'en face ont fait de la désinformation. Chaque fois qu'ils en ont l'occasion, les libéraux parlent de la fermeture de bureaux de services aux anciens combattants. La vérité, c'est que ces bureaux n'ont pas été fermés; ils ont été déménagés...

Une voix: Oh, oh!

Cathay Wagantall: Silence.

Monsieur le Président, ces bureaux ont été déménagés afin de pouvoir servir les anciens combattants sans frais généraux. Leur fermeture a été demandée par les bureaucrates qui devaient composer, dans l'ensemble du gouvernement, avec la nécessité de supprimer une partie du financement...

Le vice-président: Je dois donner au whip en chef du gouvernement le temps de répondre.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, il n'y a que les conservateurs pour jeter le blâme sur les bureaucrates: « Oh, ce sont les bureaucrates qui ont fait cela. Ce sont eux qui ont déménagé les choses et qui ont fermé les bureaux. » Je pense que je vais en rester là.

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole après le député de Kingston et les Îles, qui a fait un discours excellent et divertissant, mais aussi factuel, bien sûr. Je suis heureux d'être ici cet après-midi pour débattre de cette question.

Je comprends que les députés d'en face sont très impatients de connaître notre plan pour faire croître l'économie canadienne, alors je tiens à les rassurer. Le 4 novembre, le gouvernement déposera un budget historique qui stimulera la croissance et qui énoncera notre plan ambitieux visant à recentrer les dépenses quotidiennes pour investir dans l'économie canadienne. Le budget de 2025 s'appuiera sur notre travail continu qui vise à bâtir une économie plus forte et à répondre aux besoins de tous les Canadiens.

J'aimerais prendre un moment pour souligner certaines des mesures importantes que nous prenons pour rendre la vie plus abordable au Canada tout en bâtissant une économie qui profitera aux Canadiens pour les décennies à venir.

Comme nous le savons tous, l'économie mondiale connaît actuellement des changements radicaux, et il ne fait aucun doute que le Canada doit s'adapter à ces changements. Les Canadiens de tout le pays en sont conscients. C'est pourquoi, en avril dernier, ils ont confié au gouvernement le mandat clair de bâtir une économie canadienne résiliente et moderne qui soit la plus forte du G7.

Le projet de loi C-4 a été l'un des premiers projets de loi présentés à la Chambre peu après la reprise des travaux. Il a été présenté par le ministre des Finances et du Revenu national au printemps. Le C-4 a reçu le consentement unanime de la Chambre. J'ai dit récemment à la Chambre que le gros bon sens ne semble pas présent. Il est moins répandu au sein du Parti conservateur de nos jours, mais il s'est manifesté à ce moment-là, lorsque des députés conservateurs ont appuyé notre projet de loi sur la réduction d'impôts. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour tous les Canadiens.

Je suis fier d'être membre du comité des finances. Nous étudions actuellement le projet de loi C-4, et nous espérons qu'il sera rapidement renvoyé à la Chambre et qu'il recevra la sanction royale.

Qu'il s'agisse d'une baisse d'impôt pour la classe moyenne qui permet à 22 millions de Canadiens d'économiser de l'argent, de l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison sur les maisons neuves d'une valeur maximale de 1 million de dollars ou de la réduction de la TPS pour les acheteurs d'une première maison sur les maisons neuves dont le prix se situe entre 1 et 1,5 million de dollars, le projet de loi mettra plus d'argent dans les poches des Canadiens. Les Canadiens en ont besoin dès maintenant, bien sûr. Ces mesures s'ajoutent à tout un ensemble d'autres

Travaux des subsides

initiatives libérales présentées au cours de la dernière législature, mais toutes rejetées par le Parti conservateur. Mentionnons notamment les soins dentaires, les garderies, l'Allocation canadienne pour enfants, qui est indexée sur l'inflation, soit dit en passant, le programme national d'alimentation en milieu scolaire, et j'en passe.

Notre gouvernement, lorsqu'il était dirigé par notre ancien chef, a également mis en place d'autres mesures de soutien pendant de la dernière législature, notamment la réduction de l'assurance hypothécaire, le passage à des prêts hypothécaires de 30 ans et, encore une fois, l'offre de comptes d'épargne libres d'impôt pour les premiers acheteurs. Ces mesures, prises dans leur contexte, s'ajoutent à toute une série de mesures d'accessibilité mises en place par notre gouvernement.

Ce qui est nouveau, c'est que les conservateurs ont en fait appuyé le projet de loi C-4 et voté pour qu'il soit renvoyé au comité. J'espère qu'ils voteront en faveur de son adoption à la Chambre lorsque le comité nous le renverra, ce qui, espérons-le, se fera bientôt. L'autre volet du projet de loi C-4 consiste essentiellement à retirer de la législation fédérale la redevance sur les combustibles imposée aux consommateurs, ce qui nous permettrait de concentrer la tarification du carbone sur les grands émetteurs.

De plus, nous continuons à travailler avec diligence pour résoudre la crise du logement en nous concentrant sur la réduction des coûts et en rendant le logement plus abordable et plus accessible pour les Canadiens. À cette fin, nous avons récemment lancé le programme Maisons Canada, une nouvelle entité fédérale qui transformera la collaboration entre les secteurs public et privé, et mettra en œuvre des méthodes de construction modernes, car elle catalysera la création d'industries canadiennes du logement entièrement nouvelles, comprenant les maisons préfabriquées ou modulaires, la construction en bois massif et toute autre méthode innovante. J'ai rendu visite à un groupe de l'Université York qui imprime en 3D des maisons de trois étages, ce qui était tout simplement incroyablement à voir.

L'innovation du Canada tracera la voie. Le programme Maisons Canada est un des moyens que nous avons mis en place pour soutenir l'industrie. Ce programme tirera parti des terres publiques, offrira des incitatifs financiers souples, attirera des capitaux privés, facilitera la réalisation de grands projets et aidera les constructeurs à bâtir les logements dont la population canadienne a besoin.

● (1645)

Nous ne transformons pas seulement l'industrie canadienne du logement; nous simplifions également le processus fédéral d'approbation afin d'accélérer la réalisation de grands projets. Depuis trop longtemps, la réalisation de grands projets est bloquée par des processus d'approbation fastidieux et inefficaces, laissant d'énormes investissements sur la table. Le nouveau Bureau des grands projets accélérera la réalisation des projets d'intérêt national en simplifiant les évaluations et les approbations réglementaires. Il contribuera aussi à structurer le financement, le tout en étroite collaboration avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et les partenaires et investisseurs du secteur privé. Cela créera des emplois bien rémunérés pour des milliers de Canadiens partout au pays.

Travaux des subsides

Je me souviens du moment où le premier ministre a annoncé le lancement de cinq grands projets. Ce qui m'a frappé ce jour-là, ce sont les propos du chef conservateur. Il a qualifié ces cinq grands projets de « pitoyables ». Il a qualifié de « pitoyables » des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens et des activités économiques d'une valeur de 60 milliards de dollars. Les députés ne veulent pas savoir ce que je trouve pitoyable.

Le gouvernement agit avec urgence et détermination pour bâtir l'économie la plus forte du G7, mais cette urgence exige de nouvelles méthodes de planification budgétaire. C'est exactement ce que nous faisons. Le ministre des Finances a récemment présenté une nouvelle méthode budgétaire, qui repose essentiellement sur le nouveau Cadre de budgétisation des investissements en capital qui distingue et hiérarchise les dépenses stimulant les investissements en capital des secteurs public et privé par rapport aux dépenses de fonctionnement courantes. Une telle approche se traduira par une plus grande transparence dans la prise de décisions et de meilleures possibilités d'examen rigoureux des deniers publics alloués aux investissements qui renforceront le potentiel économique du Canada. Cette approche suit celle de nombreux pays du G7.

À compter du budget de 2025, le gouvernement adoptera également un cycle budgétaire automnal. Le moment choisi, soit avant le dépôt du budget principal des dépenses, facilitera la surveillance et l'examen des dépenses publiques par les parlementaires, ce qui rendra le processus plus transparent. Il favorisera également une planification financière efficace pour les ministères et les organismes fédéraux, les provinces et les territoires, ainsi que les entreprises canadiennes. Ceux-ci pourront ainsi décider de façon plus avisée où l'investissement de fonds publics aura la plus grande incidence.

Le cycle budgétaire actualisé sera également bien coordonné avec la saison de la construction, ce qui offrira une plus grande certitude et une meilleure prévisibilité aux entreprises et aux investisseurs, leur donnant par le fait même une longueur d'avance. Le nouveau budget d'automne sera suivi d'un énoncé économique au printemps, au début du nouvel exercice financier, ainsi que de consultations prébudgétaires au cours de l'été, ce qui laissera suffisamment de temps pour élaborer un budget qui reflétera pleinement les besoins actuels des Canadiens.

Avant de conclure, j'aimerais prendre une minute pour souligner l'avantage budgétaire du Canada et notre position par rapport aux autres pays du G7. En 2024, le ratio dette nette-PIB du Canada s'élevait à seulement 11,9 %, comparativement à la moyenne du G7 à l'exclusion du Canada, qui était de 100,4 %. On parle donc de 11 % contre 100 %. En fait, le fardeau de la dette nette du Canada reste aujourd'hui inférieur à celui de tous les pays du G7 avant la pandémie. Le Canada devrait également afficher le déficit le plus faible du G7 en pourcentage de l'économie cette année.

La situation budgétaire du Canada se démarque également parmi un groupe plus large de 30 économies avancées. En effet, il affiche un déficit et un ratio dette nette-PIB parmi les plus bas du groupe. On est bien loin de la situation budgétaire du Canada dans les années 1980 et au début des années 1990, où des déficits soutenus avaient entraîné une augmentation rapide du fardeau de la dette nette et une érosion de l'avantage budgétaire du Canada par rapport à ses pairs.

Le Canada est également l'une des deux seules économies du G7, avec l'Allemagne, à bénéficier d'une cote AAA attribuée par au moins deux des trois principales agences mondiales de notation. Notre cote de crédit AAA contribue à maintenir la confiance des in-

vestisseurs et à réduire le plus possible les coûts d'emprunt du Canada. Le Canada bénéficie d'un taux d'intérêt sur la dette inférieur à celui des États-Unis, ce qui, à mon avis, mérite d'être souligné.

Le budget de 2025 mettra en évidence la manière dont toutes nos actions sont guidées par une nouvelle discipline budgétaire. Nous dépenserons moins pour investir davantage. Je sais que cela est difficile à comprendre pour les conservateurs, mais dépenser moins pour les activités du gouvernement nous donne la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir davantage et attirer des capitaux privés, ce qui nous permet d'être un catalyseur dans l'économie, ce dont le premier ministre a parlé à maintes reprises.

C'est ainsi que l'on peut créer un cercle vertueux entre l'investissement et la croissance économique, qui permettra d'augmenter les recettes fiscales à l'avenir, dont nous aurons besoin pour disposer de la marge de manœuvre financière nécessaire pour continuer à soutenir la population et maintenir bon nombre des programmes sociaux et des acquis obtenus sous les gouvernements libéraux précédents. C'est pourquoi nous avons entrepris un examen complet des dépenses afin de nous assurer que nous tirons le meilleur parti de chaque dollar canadien.

• (1650)

Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC): Monsieur le Président, il est frustrant d'entendre le député tenir ces propos. Nous savons que 86 000 personnes sont sans emploi. On compte désormais 4 millions de visites dans les banques alimentaires, et une personne sur quatre à Toronto dépend de celles-ci pour se nourrir.

Les libéraux parlent de ces grands projets qui vont être accélérés. Il y en a un grand projet près de la circonscription du député, à Darlington, celui du petit réacteur modulaire de GE Hitachi. La construction a commencé il y a plus d'un an, et je viens d'apprendre que le projet avance. Quels sont les emplois qui seront protégés, selon les libéraux, par ce projet qui est déjà en cours?

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, c'est l'une des meilleures occasions qui m'aient été données de parler à la Chambre du projet nucléaire de Darlington, un projet de petit réacteur modulaire qui créera 1 600 emplois dans ma région, Durham, et qui progresse rapidement. C'est ainsi que nous renforçons l'économie canadienne et que nous créons des emplois. Je suis très fier que ce projet ait été désigné d'intérêt national et fasse partie des grands projets dont on accélère le processus d'approbation.

Les députés d'en face ne comprennent pas le projet de loi C-5. Je les invite à le lire. Si je ne m'abuse, ils l'ont appuyé. Il est étonnant qu'ils ne l'aient jamais lu, mais cela me surprend peu.

Revenons aux faits. Le Canada a le taux de droits de douane le plus faible de tous les partenaires commerciaux des États-Unis. Le Canada a le ratio dette nette-PIB le plus faible du G7. En outre, le Canada est l'un des deux seuls pays du G7 à avoir une cote de crédit AAA.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je suis fascinée par les échanges et les débats d'aujourd'hui à la Chambre. J'ai vraiment l'impression d'assister à des budgets « Harry Potter », c'est-à-dire magiques, ou à des budgets très créatifs. On peut faire dire beaucoup de choses à des chiffres. C'est exactement ce que mon collègue est en train de démontrer.

D'un autre côté, j'essaie de voir comment on peut arriver à avoir un bon contrôle des finances publiques quand on se prive d'un revenu comme celui de la taxe sur le carbone. Il va falloir que les conservateurs m'expliquent ça, à un moment donné. Les libéraux, quant à eux, disent qu'ils s'en vont vers un déficit, mais ils refusent vraiment d'aller, en cette période économique difficile, vers de l'aide plus ciblée pour les gens qui en ont vraiment besoin.

Ce matin, je posais une question concernant l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans. Maintenant, j'aimerais entendre mon collègue parler de l'assurance-emploi et des mesures d'aide nécessaires en cette période difficile...

Le vice-président: Je dois interrompre la députée pour donner la chance au secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national de répondre.

[Traduction]

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, j'ai fait valoir que la position budgétaire du Canada est solide. Je sais que les députés d'en face semblent ne pas tout à fait comprendre que nous disposons de la marge de manœuvre financière nécessaire pour continuer d'investir dans l'économie canadienne. Si nous ne le faisons pas, l'économie se contractera. Il faut que la croissance économique se poursuive. Nous devons bâtir une économie forte. Nous devons diversifier nos échanges commerciaux.

L'actuel gouverneur de la Banque du Canada a déclaré il y a environ une semaine et demie que c'est exactement la bonne stratégie. Ce que fait le gouvernement libéral, c'est-à-dire diversifier les échanges commerciaux et investir dans les infrastructures dont nous avons besoin pour acheminer nos produits vers d'autres marchés, c'est exactement ce qu'il faut faire pour augmenter la productivité et faire monter les salaires au Canada. C'est exactement ainsi que l'on rend la vie plus abordable pour les Canadiens.

• (1655)

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour son très bon discours, qui a mis la Chambre au courant de la position économique du Canada. Il vient de dire que les députés de l'opposition ne comprennent peut-être pas. Est-ce qu'ils ne comprennent pas ou est-ce qu'ils veulent continuer à induire les Canadiens en erreur?

La motion qui nous occupe inclut l'ancien premier ministre. Est-ce parce qu'il leur manque? Se préoccupent-ils vraiment de ce pour quoi les Canadiens ont voté aux dernières élections? Le député pourrait peut-être nous dire pourquoi le discours des conservateurs ne change pas.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, les députés de l'opposition avaient une obsession malsaine à l'égard de notre ancien premier ministre. Ils s'acharnaient sur lui, ils lui tapaient dessus à la moindre occasion. Ils en étaient devenus dépendants. Maintenant que nous avons un nouveau premier ministre, qui a une bien meilleure compréhension de l'économie et des investissements, les députés de l'opposition ne semblent plus savoir quoi faire, sauf induire les gens en erreur, ce qu'ils font quotidiennement à la Chambre. Compréhendent-ils quelque chose à l'économie?

Eric Duncan (Stormont—Dundas—Glengarry, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre au nom des bonnes gens de Stormont—Dundas—Glengarry. Je suis également fier de partager mon temps de parole avec l'excellente recrue de notre caucus, le député d'Edmonton-Nord-Ouest.

Travaux des subsides

En tant qu'opposition officielle, notre rôle consiste à demander des comptes aux libéraux sur ce qu'ils promettent et ce qu'ils réalisent. C'est ce que nous avons fait dans de nombreux dossiers avec le nouveau premier ministre, mais avec le même vieux gouvernement libéral. Les libéraux font de beaux discours. Ils participent à des séances de photos et font des annonces flamboyantes, mais la suite laisse à désirer.

Quand il a été assermenté avec les membres de son Cabinet, le premier ministre a dit qu'il voulait qu'on le juge en fonction des prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Je veux bien, mais malheureusement, les nouvelles ne sont pas très bonnes dans ma région de l'Est de l'Ontario, au Centre Agapè de Cornwall.

Au Centre Agapè, il y a Lisa Duprau, son personnel et de nombreux bénévoles qui aident à faire de ce centre ce qu'il est. C'est un organisme incroyable qui gère une banque alimentaire, un magasin et une cuisine communautaire et qui vient en aide à des milliers de résidents de la région chaque année. Elle a tenu son assemblée générale annuelle le mois dernier, et je voulais faire part à la Chambre de statistiques assez alarmantes sur l'abordabilité et l'état de l'économie au Canada, en particulier dans le microcosme de Cornwall.

L'année dernière, la banque alimentaire Agapè, à Cornwall, a reçu 40 000 visites. On parle d'une ville de 47 000 habitants. Le nombre de visites a augmenté de 193 % dans les quatre dernières années, et le nombre d'enfants qui ont recours à la banque alimentaire a augmenté de 257 %. À la cuisine communautaire et à la banque alimentaire, le Centre Agapè a transformé 1 million de livres de nourriture pour les gens dans le besoin, pour une valeur de 3,6 millions de dollars. Le centre est touché par l'augmentation du nombre de visites et par la hausse du coût des aliments, car il y a eu une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente.

Je tiens à citer la directrice générale, Lisa Duprau, qui a dit ceci: « On ne saurait trop insister sur l'urgence de la situation. Des gens sautent des repas, accumulent des dettes écrasantes et s'éloignent de plus en plus d'une vie dans la dignité. » Voilà le bilan du gouvernement libéral des 10 dernières années. Quand on regarde ce qui se passe depuis six mois sous la direction du premier ministre, on constate que la situation ne fait qu'empirer. L'inflation alimentaire est 70 % plus élevée que le taux d'inflation cible, et les familles canadiennes vont dépenser 800 \$ de plus cette année pour l'épicerie. C'est l'augmentation moyenne à laquelle on s'attend, et il n'y a aucun répit en vue.

L'une des choses que nous savons et que nous répétons depuis des années, et qui continue d'être confirmée par la hausse de l'inflation alimentaire, la hausse du prix des logements et l'augmentation des déficits, c'est que ces déficits plus élevés et le fait d'imprimer de l'argent sont source d'inflation et de pression. Ce n'est pas viable, comme le montre ce que nous avons vu au cours des dernières années sous les libéraux et comme l'illustre avec éclat la triste réalité d'une banque alimentaire de Cornwall.

Attirer les investissements est essentiel pour tout gouvernement souhaitant bien faire son travail, stimuler l'économie et bâtir un avenir durable. Selon ce que nous avons vu, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis que le premier ministre est en fonction, 54 milliards de dollars en investissements ont quitté le pays pour les États-Unis. Au cours des 5 dernières années, ce chiffre a atteint 1 demi-billion de dollars. Pourquoi?

Travaux des subsides

C'est que les libéraux n'ont pas géré les choses de manière à instaurer un environnement économique favorable en misant sur une fiscalité judicieuse, en ouvrant des perspectives d'emploi et en mettant en place un climat qui incite les entreprises à attirer au Canada des investissements directs en provenance du monde entier. Un demi-milliard de dollars ont quitté le Canada pour les États-Unis parce que c'est là que les entreprises préfèrent faire des affaires.

• (1700)

Comme si la poursuite de cet exode de capitaux pendant les cinq prochaines années n'était pas assez grave, cette semaine, lors de la visite du premier ministre à Washington, une autre concession majeure a été faite sans qu'aucun accord ne soit conclu. Le premier ministre a déjà cédé au sujet des contre-mesures tarifaires et de la taxe sur les services numériques, puis il a déclaré dans ses commentaires au Bureau ovale de la Maison-Blanche qu'il s'engagerait, dans le cadre d'un accord éventuel qui n'est toujours pas négocié, à ce que 1 billion de dollars canadiens soient investis aux États-Unis au cours des cinq prochaines années. Cela représente le double de ce que nous avons déjà perdu. C'est absolument ridicule. C'est une trahison totale envers le Canada et les travailleurs canadiens.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que le premier ministre a mis 1 billion de dollars sur la table et que tout ce que nous obtenons, c'est l'assurance que cet argent sera investi aux États-Unis. Imaginons un peu si ce billion de dollars canadiens était plutôt investi au Canada au cours des cinq prochaines années; malheureusement, ce ne sera pas le cas.

Soit nous allons voir une usine fermer en Ontario soit, si une usine flamboyante neuve est construite, elle ne le sera pas en Ontario, mais plutôt au Michigan ou en Ohio. Compte tenu des formalités administratives liées à la réglementation, dans bien des cas, il faut 25 ans pour obtenir un permis d'exploitation d'une mine dans le nord de l'Ontario, en Colombie-Britannique ou ailleurs au pays. Au lieu de voir ces investissements et ces emplois arriver en Colombie-Britannique, par exemple, ou dans le nord de l'Ontario, ils iront en Virginie-Occidentale ou dans l'État de Washington. Au lieu d'ouvrir une nouvelle entreprise, disons, en Nouvelle-Écosse, un détenteur de capitaux au Canada va plutôt installer son entreprise dans le Maine. Cette situation va se produire à un moment où nous ne pouvons pas du tout nous le permettre.

L'opposition officielle que nous formons a la responsabilité de demander des comptes au gouvernement. Le premier ministre a dit qu'il allait créer des emplois au Canada. Depuis qu'il est devenu premier ministre, 86 000 emplois ont été abolis, incluant à Cornwall, où Ridgewood Industries a fermé ses portes et où on a perdu 300 emplois au cours des derniers mois seulement. Cette situation n'est pas viable, mais le gouvernement libéral ne cesse de réutiliser les mêmes approches inefficaces.

Nous voyons maintenant le premier ministre promouvoir et conclure ouvertement des accords avec les États-Unis sans rien obtenir en retour et ces accords feront en sorte que 1 billion de dollars d'investissements canadiens quitteront notre pays et se dirigeront vers le Sud.

Le premier ministre le sait très bien, car c'est ce qu'il l'a fait juste avant de devenir premier ministre, lorsqu'il était président de Brookfield. Brookfield est l'une des sources des 500 milliards de dollars canadiens dont j'ai parlé qui ont été investis aux États-Unis au cours des cinq dernières années. L'entreprise du premier ministre, Brookfield, était l'une des entreprises concernées. Elle a dé-

ménagé son siège social à New York, ce qui donne le mauvais exemple.

Le gouvernement doit faire preuve d'une certaine responsabilité financière après 10 ans. Nous pensions que Justin Trudeau nous coûtait cher. Mais si l'on compare ses dépenses de l'époque à celles de l'actuel premier ministre, il fait figure de grippe-sou.

Une voix: On peut faire mieux.

Eric Duncan: Monsieur le Président, on peut absolument faire mieux.

Nous avons vu le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant, prédire les déficits du nouveau premier ministre, avec le même vieux gouvernement libéral et la même vieille équipe libérale qui adaptent la même vieille approche ratée de déficits sans fin et sans aucun plan pour rétablir l'équilibre budgétaire. Selon le directeur parlementaire du budget, les déficits sont au moins deux fois plus élevés que ceux prévus par Justin Trudeau.

Chaque dollar que le gouvernement dépense provient des poches des Canadiens. Ces dépenses font augmenter les taxes, ainsi que le coût des aliments, de la vie et du logement. Les deniers publics que dépensent les libéraux ne nous rapportent pas grand-chose.

Comme nous le disons dans notre motion de l'opposition, les capitaux fuient le Canada et sont investis à l'étranger, ce qui entraîne une diminution du nombre d'emplois et des salaires. De ce côté-ci de la Chambre, nous défendrons les travailleurs canadiens et les investissements au Canada pour assurer un avenir meilleur à notre pays.

• (1705)

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il est évident que le premier ministre Trudeau fait toujours partie du plan économique des conservateurs et de leur plan pour accéder au pouvoir, plan qui n'a pourtant pas fonctionné lors de la dernière campagne électorale.

Le député d'en face peut-il nous dire pourquoi il pense que l'Al-location canadienne pour enfants est un gaspillage d'argent? Ce crédit d'impôt a permis de sortir plus de 400 000 enfants de la pauvreté. Pourquoi estime-t-il que financer les services de garde un peu partout au Canada, ce qui est une politique économique, constitue un gaspillage d'argent?

De plus, pourquoi les conservateurs s'acharnent-ils à dénigrer les Canadiens et le Canada? Aujourd'hui, lors de la période des questions, les conservateurs ont dénigré le Canada dans presque toutes leurs questions. Qu'ont-ils vraiment à offrir aux Canadiens?

Eric Duncan: Monsieur le Président, je suis fier d'être Canadien. Je suis fier de défendre les intérêts du Canada. Ce dont j'ai honte et ce que je dénonce, c'est le gouvernement libéral. Voilà ce dont il est question ici. Les députés remarqueront que les libéraux font tout ce qu'ils peuvent aujourd'hui pour dénigrer leur ancien premier ministre. Ils ne veulent plus que nous parlions de Justin Trudeau.

Le fait est que Justin Trudeau est peut-être parti, mais le nouveau premier ministre aggrave la situation financière en creusant davantage le déficit et en multipliant les dépenses. C'est le chaos dans le système d'immigration canadien. La crise du logement s'éternise. Nous devons construire plus de maisons. En fait, les choses ralentissent. Les exemples abondent. Le premier ministre n'a pas fait n'importe quelle promesse. Il a promis qu'il conclurait un accord avec les États-Unis, et il a brisé cette promesse. Il nous conduit vers le même bilan financier désastreux que celui de Justin Trudeau. Ce n'est pas un nouveau gouvernement. C'est le même Parti libéral fatigué.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je salue mon confrère et sa passion dans son discours. Une des difficultés que nous avons lorsque nous parlons de finances publiques, c'est qu'il n'y a pas de transparence présentement. Nous n'avons pas encore de budget.

Je veux quand même discuter d'un point avec mon confrère. Dans les crédits déposés au mois de juin, nous avons pu voir certaines choses. D'abord, les transferts aux particuliers n'augmenteront pratiquement pas et, aussi, les dépenses de fonctionnement de la bureaucratie fédérale semblent vouloir exploser de 16 %. Les sommes consacrées aux firmes de consultants exploseraient de 26 %, les achats de matériel augmenteraient de 300 %, sans compter les achats militaires.

Que pense mon confrère de ce portrait préliminaire que nous avons des finances publiques?

Eric Duncan: Monsieur le Président, en effet, il y a un grand problème de transparence de la part de ce gouvernement libéral en lien avec le budget et les finances de ce pays.

[Traduction]

Il y a un grand problème de transparence avec le gouvernement libéral. Je pourrais parler plus longuement de ce sujet, mais je n'ai que 30 secondes. Il est vrai que les dépenses relatives aux consultants augmentent considérablement; pourtant, le premier ministre a dit qu'il plafonnerait ces dépenses à 2 %. Le premier projet de loi qu'il a présenté a entraîné une augmentation de 8 % de ces dépenses, et des milliards de dollars supplémentaires ont été versés à des consultants.

On parle maintenant de 742 millions de dollars pour un programme de confiscation des armes à feu qui, selon le ministre de la Sécurité publique, ne fonctionnera pas. Le gouvernement gaspille de l'argent; les exemples sont nombreux. Si les Canadiens pouvaient garder cet argent, ils auraient peut-être les moyens de se nourrir.

• (1710)

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, la situation est grave au pays: 86 000 personnes ont perdu leur emploi. Plus tôt aujourd'hui, pendant la période des questions, la ministre des Affaires étrangères a dit que le gouvernement allait soutenir la population canadienne grâce à l'assurance-emploi. Les gens de ma collectivité ne veulent pas d'assurance-emploi; ils veulent des emplois. Ils veulent travailler. Que répondrait le député à cela?

Eric Duncan: Monsieur le Président, il est tout à fait vrai que la ministre des Affaires étrangères a fait la sourde oreille aujourd'hui lorsque nous avons parlé de l'importance du secteur de l'automobile et du soutien aux travailleurs de l'automobile et des scieries un peu

Travaux des subsides

partout au pays. Elle a répondu que ces travailleurs ne devaient pas s'inquiéter, car le gouvernement allait leur donner des semaines supplémentaires de prestations d'assurance-emploi. Elle est tout à fait déconnectée de la réalité.

Je n'aurais pas pu mieux dire que la députée. Les travailleurs veulent des emplois. Ils veulent un bon salaire, de bons avantages sociaux et une bonne pension. Ils veulent pouvoir bien se loger et bien nourrir leur famille. Il est triste de voir qu'après 10 ans de règne, le Parti libéral n'a pas changé, même s'il est dirigé par un nouveau premier ministre, et que les Canadiens ont toujours du mal à se procurer des produits de première nécessité. Il est honteux de voir la transformation que les libéraux ont fait subir au Canada en une dizaine d'années.

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre. Je remercie mon collègue de partager son temps de parole avec moi.

Depuis maintenant 10 ans, le gouvernement libéral affaiblit notre pays par ses dépenses excessives et ses déficits successifs. Sous son règne, la promotion de la dépendance envers l'État en matière de développement économique est devenue la norme et s'est même greffée à l'identité du Canada, en particulier dans le domaine du développement économique autochtone.

Selon les prévisions actuelles, le déficit du gouvernement libéral, pour la présente année, devrait se situer entre 60 et 100 milliards de dollars. Les Autochtones et les autres Canadiens se posent des questions. Pourquoi le gouvernement, année après année, peut-il dépenser sans compter et dépasser son budget de plusieurs milliards de dollars, sans avoir de plan précis, alors que, par le biais de la Loi sur les Indiens et de Services aux Autochtones Canada, il impose des sanctions financières et administratives aux Premières Nations qui dépassent leur budget?

Pourquoi les Premières Nations se voient-elles imposer une gestion par un séquestre-administrateur en cas de manquements pour un exercice financier difficile, alors que le gouvernement libéral peut endetter le Canada à hauteur de billions de dollars et accumuler des déficits annuels de plusieurs milliards de dollars? Le gouvernement, dirigé par un banquier supposément brillant, devrait peut-être être soumis aux mêmes sanctions qu'il impose aux Premières Nations.

En ce qui concerne le gouvernement, les règles semblent bonnes pour les autres, pas pour lui.

À eux seuls, ces déficits ont entraîné une perte nette de 86 000 emplois au Canada. Compte tenu des taux de chômage chez les Autochtones et de ceux chez les jeunes, c'est toute une génération de jeunes travailleurs autochtones qui se voient privés de la possibilité de contribuer à l'économie canadienne. Les déficits nuisent aux travailleurs communautaires, aux travailleurs de première ligne, aux enseignants et aux aides en santé.

Les salaires des membres des Premières Nations stagnent, mais le coût de la vie monte en flèche. Comme toutes les autres régions rurales de notre pays, nous peinons à recruter des enseignants, des travailleurs sociaux, des travailleurs de la santé et d'autres employés de première ligne pour servir nos collectivités.

Avec ses dépenses inconsidérées, le gouvernement fédéral n'améliore pas le sort des travailleurs autochtones. Il les pousse plutôt hors du marché du travail en raison des pressions liées à la crise de l'abordabilité et à la pénurie de logements.

Travaux des subsides

Les libéraux exacerbent le taux de chômage chez les Autochtones en gérant mal le système d'immigration et les flux de travailleurs étrangers temporaires. Depuis des années, les travailleurs des communautés autochtones veulent avoir la chance de contribuer aux économies locales des régions rurales et des centres urbains partout au Canada, mais ils se sentent laissés pour compte et oubliés en raison de la mauvaise gestion libérale.

Il est temps de faire passer les intérêts du Canada en premier. Les Canadiens ont peur; toutes ces pertes d'emplois les effraient et ils se demandent comment ils pourront se nourrir et payer les factures. Les conséquences de l'inflation alimentaire au-dessus de la cible de la Banque du Canada ne sont pas abstraites. Cela représente du lait à 15 \$ dans les magasins des collectivités du Nord, des familles qui doivent choisir entre le carburant et l'épicerie, ou encore des prix plus élevés pour les aliments et les articles traditionnels.

Les personnes qui fréquentent les épiceries des régions rurales ont été durement touchées aussi bien par la hausse des prix des denrées alimentaires que par celle du carburant qui leur est nécessaire pour se rendre à l'épicerie et revenir dans leur réserve. La hausse des coûts du carburant et du transport grève le budget des bandes, obligeant les dirigeants à réduire les programmes communautaires ou à retarder l'entretien des infrastructures. La hausse des coûts oblige les chefs et les conseils à choisir entre les soins de santé et les mesures de soutien social. Elle a exacerbé la pénurie de logements et le manque d'accès à l'eau potable, tout en augmentant les coûts d'entretien des véhicules de service public et les coûts évitables pour les communautés autochtones, que les Canadiens continuent de payer par la suite.

La hausse du coût de la vie touche durement les étudiants autochtones de niveau postsecondaire, qui doivent faire face à une augmentation des frais liés aux études, au logement, aux déplacements et au respect de leurs obligations culturelles et familiales.

Les élèves autochtones font partie des files d'attente records devant les banques alimentaires. Le droit à l'éducation prévu par les traités a été brimé sous le gouvernement libéral. Ce sont nos futurs dirigeants, mais ils prennent du retard par rapport au reste du Canada.

Dans un contexte de déficits libéraux, les communautés autochtones continuent de lutter pour créer et maintenir leurs initiatives visant à générer des revenus autonomes. Lorsque le dollar s'affaiblit et que les coûts d'emprunt augmentent, les revenus autonomes et les fonds fiduciaires des Premières Nations perdent de leur valeur. L'inflation annule les progrès réalisés par les Autochtones. Tous les gains provenant des nouvelles entreprises, des programmes commerciaux et des partenariats économiques sont balayés par la hausse des coûts.

Les entrepreneurs autochtones locaux n'ont pas les moyens d'obtenir des prêts pour l'achat d'équipement ou de participer aux marchés publics. Les programmes de formation destinés aux jeunes font face à des dépassements de coûts sans ajustement du financement, et l'exode des 53,9 milliards de dollars du Canada vers les États-Unis se traduit par une diminution des partenariats pour les projets dirigés par des Autochtones.

Les secteurs de l'énergie, de la sécurité alimentaire, des ressources naturelles, des mines, des opérations et du tourisme peinent à attirer les investisseurs.

• (1715)

Une véritable réconciliation exige des capitaux qui restent au Canada pour faire croître l'économie des communautés autochtones, et non des capitaux qui fuient à l'étranger ni un gouvernement qui tente de jouer les héros en faisant des fonds publics fédéraux le noyau du développement économique de nos communautés. Les nations autochtones veulent que le gouvernement leur laisse le champ libre pour qu'elles puissent créer leur propre économie comme tous les autres Canadiens.

Les déficits d'Ottawa font augmenter les taux d'intérêt, ce qui fait augmenter les coûts d'emprunt pour les Premières Nations et les sociétés autochtones de développement, rendant l'autofinancement encore plus difficile, voire pratiquement impossible. La promesse de réconciliation par l'inclusion économique sonne creux lorsque l'inflation gruge les subventions et fait grimper de 30 % à 40 % les coûts d'aménagement des infrastructures autochtones. Ce qu'il faut pour favoriser la prospérité des Autochtones, c'est plutôt: une discipline financière qui fait en sorte que chaque dollar compte; des investissements ciblés plutôt que des déficits généraux; un taux d'inflation stable pour que les nations autochtones puissent planifier des projets d'infrastructure qui s'échelonnent sur plusieurs années sans que les coûts augmentent de manière imprévisible; de véritables partenariats où les communautés autochtones dirigent les investissements en fonction des priorités locales et non en fonction des annonces d'Ottawa destinées à gagner des votes; et une réconciliation économique fondée sur la reddition de comptes, la stabilité et la productivité, et non sur les discours recyclés des libéraux.

Les traditions des Premières Nations reposent souvent sur la modération. On évite les excès et on évite de gaspiller la moindre partie du bison ou de l'orignal que l'on chasse pour subvenir à nos besoins. C'est ça, l'exploitation durable. Cela s'aligne sur le principe de l'équilibre budgétaire et de l'élimination des déficits et est conforme aux valeurs des Autochtones.

Quand je suis devenu chef de ma nation, le prix du pétrole était à la baisse, ce qui a eu des répercussions sur l'économie locale. Rien que dans ma Première Nation, nous avions prévu un déficit de 8 millions de dollars, soit 10 % de dépenses excédentaires. Nous étions trop dépendants des emplois au sein du bureau du conseil de bande. Très peu d'investisseurs externes avaient confiance dans la nation crie d'Enoch. Nous savions que nous devions prendre des décisions financières difficiles et faire le travail nécessaire pour rétablir la confiance des investisseurs et de nos membres afin d'assurer une bonne gouvernance dans notre Première Nation et d'avoir un véritable plan pour faire croître et diversifier notre économie.

Par conséquent, nous avons créé notre première loi financière, qui oblige le gouvernement de la nation crie d'Enoch à rendre des comptes sur ses dépenses. Nous sommes redevenus un endroit qui se prête aux investissements, ce qui a permis de générer des centaines de millions de dollars en retombées économiques dans notre réserve et à l'extérieur de celle-ci pour nos membres et pour les Albertains. Nous avons investi dans le secteur des ressources naturelles et avons conclu un partenariat pour construire une nouvelle centrale au gaz naturel à grande échelle Greenfield, la première depuis une génération en Alberta. Nous avons fait croître des entreprises et stimulé l'entrepreneuriat. Nous nous sommes moins concentrés sur les emplois qui dépendent du gouvernement et nous sommes devenus plus forts. Nous collaborons volontiers avec d'autres Premières Nations et communautés autochtones pour renforcer tout le monde également.

Le gouvernement dit qu'il faut bâtir un Canada fort, mais je pense que les libéraux doivent vraiment réfléchir au fait que les déficits affaiblissent le pays. Dans nos communautés autochtones, nous pensons aux sept prochaines générations. Le gouvernement actuel semble vouloir alourdir la dette et le fardeau de tous les Canadiens pour les sept prochaines générations.

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, le député estime-t-il que réaliser des investissements ciblés pour donner de meilleures perspectives économiques et un avenir meilleur aux Canadiens autochtones est un des rôles du gouvernement fédéral?

• (1720)

Billy Morin: Monsieur le Président, le député a laissé entendre que le gouvernement devait réaliser des investissements ciblés dans les économies des Premières Nations et des Autochtones. Je le remercie pour sa question, mais je la reformulerais. Ce dont nous avons besoin, c'est que le gouvernement arrête de nous mettre des bâtons dans les roues. Nous avons toujours su gérer nos propres économies. Nous avons toujours su nous débrouiller seuls, et il faut que le gouvernement nous laisse le champ libre pour que nous puissions nous débarrasser de la paperasse, de la Loi sur les Indiens et de ces différentes politiques que le gouvernement libéral continue à maintenir aujourd'hui. Nous pourrions alors bâtir le Canada et faire passer les intérêts du Canada en premier pour remettre l'économie sur les rails.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a beaucoup parlé de l'importance d'avoir des relations de nation à nation et de soutenir des projets conçus et dirigés par et pour les Autochtones. L'an dernier, j'ai rencontré un groupe qui est venu me parler du projet Yänonhchia'. J'espère que je le prononce convenablement.

Ce projet, qui nécessitait un financement de 150 millions de dollars, visait à faciliter l'accès à des capitaux abordables pour les communautés autochtones, afin de soutenir un modèle de renouvellement des logements. Il s'agissait vraiment de projets qui devaient être conçus et dirigés par et pour ces communautés.

J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue sur ce projet et sur l'importance de financer ce type d'initiative.

[Traduction]

Billy Morin: Monsieur le Président, le gouvernement a certainement un rôle à jouer en matière d'investissement dans le logement pour les communautés des Premières Nations. En raison de la séparation des compétences, c'est directement avec le fédéral, et non pas nécessairement avec les gouvernements provinciaux ou les municipalités, que les Premières Nations doivent travailler en priorité.

Je souligne encore une fois que nous avons les ressources nécessaires. Bon nombre de nos communautés sont rurales et situées à proximité des plus grandes forêts du Canada. En Colombie-Britannique, certaines Premières Nations sont prêtes à investir dans le bois d'œuvre et à construire des maisons dans les communautés autochtones.

Cependant, dans l'ensemble, je suis vraiment déçu par le gouvernement parce qu'il minimise l'importance de ces grandes industries et leur met des bâtons dans les roues et parce qu'il ne permet pas aux Premières Nations de s'engager dans de tels partenariats pour la construction de maisons dans les réserves.

Travaux des subsides

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député pour son incroyable discours sur les déficits. Je pense que les libéraux n'ont pas compris le sens de ses propos.

J'ai été confronté à une situation de gestion corrective et de gestion par un tiers, et c'était très humiliant. Cela a duré un an, en raison de déficits ingérables. C'était très humiliant, et c'est pourquoi j'ai cherché à établir une base économique.

Qu'est-ce que la gestion par un tiers, et que se passerait-il si le Canada était soumis aux mêmes règles que celles auxquelles sont soumis de nombreux chefs et conseillers des Premières Nations?

Billy Morin: Monsieur le Président, la gestion par un séquestre-administrateur est une politique et une disposition de Services aux Autochtones Canada. Si un gouvernement n'arrive pas à gérer son argent correctement, il doit être encadré, et à juste titre. C'est humiliant pour les Premières Nations, et l'humilité fait parfois partie de notre identité en tant que Premières Nations.

Si cette politique s'appliquait au Canada, nous n'en serions pas à 10 années de déficits, et des billions de dollars ne partiraient pas vers d'autres pays. Si le Canada devait répondre de ses finances au même titre que les Premières Nations, notre pays serait en meilleure posture. Notre souveraineté ne serait pas compromise, et nous serions sur la voie de la prospérité.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, le mois dernier, j'ai eu la chance d'avoir une excellente rencontre avec les représentants de la communauté autochtone d'Eel River Bar, dans ma circonscription. Nous avons discuté de la question du logement.

Dans la communauté, c'est un enjeu de premier plan. Le fédéral a investi plus de 10 millions de dollars depuis 2023 dans la communauté par le truchement de l'Initiative pour la création rapide de logements. Il a aussi investi plus de 375 000 \$ par le truchement du Fonds pour le logement abordable.

Est-ce que mon collègue est d'accord avec moi pour dire que c'est une excellente nouvelle qui répond à des besoins concrets dans les communautés?

[Traduction]

Billy Morin: Monsieur le Président, les Premières Nations et les communautés autochtones partent d'extrêmement loin, alors les investissements dans le logement sont toujours bienvenus.

Encore une fois, j'implore le gouvernement de voir plus grand plutôt que de s'en tenir aux subventions et au logement social. Ce sont de bonnes solutions qui seront toujours nécessaires dans les communautés autochtones et dans toutes les régions du pays, mais il y a aussi un marché pour le logement, et les Premières Nations pourraient se libérer des dispositions de la Loi sur les Indiens qui interdisent les prêts hypothécaires dans les réserves. C'est une autre chose sur laquelle nous devons nous concentrer pour leur permettre de construire leurs propres logements.

Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir l'occasion de participer au débat d'aujourd'hui sur la motion de l'opposition. Je partagerai mon temps de parole avec la députée de London-Ouest.

Travaux des subsides

L'économie mondiale a changé et le Canada doit changer aussi. Nous devons construire plus de logements et d'infrastructures et soutenir les industries qui sont essentielles à notre croissance économique. Ce printemps, les Canadiens ont demandé un plan sérieux et ambitieux, et nous travaillons fort pour le préparer et le mettre en œuvre.

Premièrement, notre collègue le ministre des Finances a déjà annoncé que notre nouveau gouvernement déposera le budget de 2025 le 4 novembre. Deuxièmement, comme il l'a souligné cette semaine, le budget sera fondé sur un nouveau cadre budgétaire pour les investissements de capitaux. Ce cadre établira une distinction entre les dépenses de fonctionnement actuelles et les investissements en capitaux, ce qui aidera le gouvernement à accorder la priorité aux investissements qui fourniront des avantages à long terme au Canada et aux Canadiens.

Les dépenses de fonctionnement seront équilibrées d'ici 2028-2029. Le budget de 2025 sera à la hauteur de la situation. Ce sera un budget pour bâtir l'économie la plus forte du G7 et un budget pour bâtir un Canada fort et libre.

Le budget de 2025 réalisera un autre objectif très concret. Il rendra la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous comprenons que le coût de la vie demeure une préoccupation constante pour les Canadiens. Nous avons déjà annoncé plusieurs mesures pour les aider.

Nous savons que l'un des défis est le coût du logement. Nous faisons face à une crise du logement, et c'est pourquoi nous mettons en œuvre une nouvelle approche ambitieuse qui vise à augmenter l'offre de logements au Canada. Par exemple, le premier ministre a récemment lancé un nouvel organisme fédéral chargé de construire des logements abordables à grande échelle appelé Maisons Canada. Grâce à Maisons Canada, nous lutterons contre l'itinérance en construisant des logements supervisés et de transition en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones. Cette agence construira des logements communautaires très abordables pour les ménages à faible revenu et établira des partenariats avec des promoteurs privés afin de construire des logements abordables pour la classe moyenne du pays.

Dans le but d'aider les Canadiens à acheter une maison, nous avons proposé d'éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur de 1 million de dollars ou moins et de réduire la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur allant de 1 à 1,5 million de dollars. De plus, comme les Canadiens l'ont exigé, nous laissons plus d'argent dans les poches de tous les Canadiens en réduisant les impôts. Depuis le 1^{er} juillet, tous les Canadiens ont bénéficié d'une réduction d'impôt qui permettra à une famille à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année à partir de 2026. Je suis fière de souligner que 22 millions de Canadiens bénéficieront de cet allègement fiscal. Ils peuvent maintenant garder une plus grande partie de leur chèque de paie et l'utiliser selon leurs priorités, comme ils le veulent.

En cette époque de tensions commerciales avec les États-Unis, nous comprenons à quel point il est important de continuer à soutenir les Canadiens touchés par ce différend. Depuis le début du différend commercial, nous avons mis en place un solide système canadien de programmes de soutien économique pour aider les entreprises et les travailleurs directement touchés par les droits de douane américains. Nous avons, par exemple, temporairement suspendu le délai de carence d'une semaine pour les prestations d'assurance-emploi et les règles entourant le traitement des indemnités de

départ afin d'éviter que les travailleurs aient à dépenser toute leur indemnité avant de recevoir la prestation d'assurance-emploi. Nous avons simplifié l'accès à l'assurance-emploi en augmentant pour une période de six mois le taux de chômage utilisé dans les régions. Nous avons également facilité l'accès au programme de travail partagé pour les employeurs et les travailleurs touchés par les droits de douane. Les employeurs qui subissent une baisse de leurs activités commerciales en raison de la menace ou de la mise en œuvre potentielle de droits de douane peuvent être admissibles à des mesures spéciales dans le cadre du programme de travail partagé.

Le nouveau gouvernement a également annoncé un ensemble de mesures ciblées pour soutenir les industries canadiennes de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre. Par exemple, le gouvernement investira 70 millions de dollars dans des ententes sur le développement du marché du travail avec les provinces et les territoires afin d'offrir des programmes de formation et des mesures de soutien au revenu à près de 10 000 métallurgistes touchés.

• (1725)

De plus, nous instaurons des mesures pour aider l'industrie du bois d'œuvre à se transformer et à être concurrentielle. Nous avons annoncé jusqu'à 700 millions de dollars en garanties de prêts pour atténuer les pressions actuelles sur le secteur du bois d'œuvre, et nous mettons l'accent sur l'utilisation de matériaux canadiens dans la construction. Nous avons modifié le processus fédéral de passation des marchés de manière à ce que les entreprises retenues qui s'approvisionnent en bois d'œuvre utilisent obligatoirement celui du Canada. De cette façon, le gouvernement veille à ce que les travailleurs canadiens bénéficient de ses investissements en ces temps difficiles.

Le budget de 2025 sera un investissement historique dans notre avenir grâce auquel nous allons bâtir le Canada du XXI^e siècle. Ce budget établira un plan clair pour bâtir l'économie la plus forte du G7, fondée sur des investissements historiques dans le logement et les infrastructures, tout en réduisant le coût de la vie pour les Canadiens. Les mesures prévues dans ce budget stimuleront les investissements privés au pays et renforceront nos liens avec des partenaires commerciaux et des alliés de confiance. Ainsi, notre économie passera de la dépendance à la résilience. Parallèlement, le gouvernement fera preuve d'une nouvelle discipline budgétaire dans ses activités courantes afin d'optimiser l'efficacité et la fiabilité des services. L'utilisation des ressources sera centrée sur la croissance à long terme pour assurer la prospérité du Canada aujourd'hui et pour les décennies à venir.

• (1730)

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je m'excuse auprès de la députée de poser une question qui n'a pas été soulevée dans son discours, mais qui revient plutôt sur les propos de députés de son parti, qui ont dit à la Chambre des choses que j'aimerais remettre un peu en question. Le projet de Darlington est présenté comme la preuve que le gouvernement apporte des avantages économiques au Canada, mais ce projet consiste à construire un petit réacteur modulaire qui sera le premier en Amérique du Nord s'il est achevé. Aucun réacteur de ce genre n'est en fonction dans le monde, ou plutôt, il y en a en Chine et en Russie, mais aucun n'est utilisé de façon commerciale en Amérique du Nord. Comme la facture est de 21 milliards de dollars, la plupart des constructeurs membres du consortium du secteur privé ne sont pas canadiens. GE Hitachi appartient à des intérêts américains et japonais, et Kiewit Engineering appartient à des intérêts américains.

Désirons-nous vraiment envoyer autant de milliards de dollars à des entreprises américaines pour une technologie qui n'a pas encore fait ses preuves?

Juanita Nathan: Monsieur le Président, comme l'a dit la députée, il s'agit d'une nouvelle technologie, qu'ils essaient pour la première fois. Tout ce qui peut procurer du travail aux Canadiens vaut la peine d'être essayé.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, je voudrais que la députée réponde à une remarque faite par son collègue de Whitby. Il a dit que le gouvernement dépensera moins pour investir davantage, et il a fait référence au budget de fonctionnement, ce qui signifie que le gouvernement devra réduire les dépenses de fonctionnement afin de disposer des fonds nécessaires pour investir davantage dans le développement.

La députée sait-elle dans quelle mesure le gouvernement réduira les services publics et les programmes afin de diminuer les dépenses?

Juanita Nathan: Monsieur le Président, les réductions budgétaires concerneront des services ou des programmes qui ne sont pas pertinents et qui ne relèvent pas du cadre du gouvernement fédéral. Chaque ministère examine minutieusement son budget et procède à ces réductions avec prudence afin que les services et les programmes essentiels ne soient pas touchés.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, si on veut contrer les prix élevés des aliments, il faut s'attaquer aux véritables causes de la hausse des prix, et les conséquences des changements climatiques sont directement liées à la hausse significative des prix des aliments.

Il faut intensifier la lutte contre les changements climatiques, réduire les émissions de gaz à effet de serre plus rapidement et développer des stratégies bien financées, entre autres pour s'attaquer aux récoltes qui sont actuellement perdues aux moindres aléas climatiques, aux sécheresses que nous avons actuellement au Québec, aux problèmes d'approvisionnement en eau et aux inondations qui sont également problématiques. On voit que le gouvernement recule dans la lutte contre les changements climatiques.

Mon honorable collègue est-elle d'accord pour dire que son gouvernement est en train de reculer concernant la lutte contre les changements climatiques? Peut-elle nous dire quand nous allons voir des gestes positifs, et pas juste des reculs?

[Traduction]

Juanita Nathan: Monsieur le Président, les changements climatiques sont un sujet important, et le gouvernement libéral prend cela très au sérieux. Le budget de 2025 saisira la rare occasion de transformer notre économie grâce à des investissements ambitieux et à une discipline rigoureuse, en veillant à ce que chaque dollar soit utilisé à bon escient pour aider à bâtir l'économie la plus forte du G7.

• (1735)

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, la députée a occupé des fonctions dans la sphère municipale, tout comme moi. Nous avons bien vu que les gouvernements provinciaux ont une incidence sur le coût de la vie lorsqu'ils transfèrent des coûts aux municipalités et aux résidents.

Travaux des subsides

Selon la députée, quel rôle les gouvernements provinciaux du Canada devraient-ils jouer pour faire baisser le coût de la vie, et quels autres partenariats positifs pourrait-on envisager?

Juanita Nathan: Monsieur le Président, il est vrai que les programmes et les services relèvent des gouvernements provinciaux et, à l'heure actuelle, s'ils sont en mesure de faire ce qu'ils sont censés faire, ils pourront mettre en place des programmes pour les Canadiens ordinaires qui seront touchés par les droits de douane.

J'exhorte les gouvernements provinciaux à se pencher de près sur la situation et à bien servir les Canadiens.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Pickering—Brooklin de partager son temps de parole avec moi. Je suis très heureuse de prendre la parole au sujet de cette motion.

Tout d'abord, parlons de l'évidence dont personne n'ose parler. Le Parti conservateur a présenté une motion qui, encore une fois, est forte en slogans, mais faible en substance. Les Canadiens en ont assez de ce tapage. Étant donné le peu de journées dont l'opposition dispose, il est dommage qu'elle choisisse de les utiliser de cette façon, en mentant aux Canadiens.

Nous savons ce que les Canadiens veulent...

Matt Strauss: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que vous conviendrez avec moi qu'il est terriblement non parlementaire d'accuser le parti d'en face de mentir aux Canadiens. Ce n'est pas le cas.

Le vice-président adjoint (John Nater): Certains mots sont très clairement non parlementaires, et je demande à la députée de les retirer rapidement et de poursuivre.

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, je retire ce mot et je le remplace par « tromper », car les nombreux commentaires que font les conservateurs à la Chambre induisent les Canadiens en erreur.

Nous savons que les Canadiens veulent des résultats. Ils veulent des dirigeants qui bâtissent le pays, pas qui rejettent constamment le blâme sur les autres. Pendant que les conservateurs passent leur temps à dénigrer le Canada et les Canadiens, le gouvernement continuera de concentrer son énergie à bâtir le pays avec discipline, en suivant l'orientation qu'il s'est donnée afin d'obtenir les résultats escomptés.

Nous renforçons une économie qui est déjà la plus stable du G7 et nous la préparons à croître au cours de la prochaine génération. Nous investissons dans les Canadiens. Nous investissons dans leurs idées. Nous investissons dans leurs compétences et dans les industries qui feront avancer le pays. Nous investissons dans l'énergie propre, dans les véhicules électriques, dans la fabrication de pointe, ainsi que dans le cuivre et les minéraux critiques qui alimentent le monde en énergie. Ces plans ne sont pas abstraits. Ils constituent le fondement de l'économie canadienne.

[Français]

Pendant que les conservateurs continuent de formuler des critiques, nous continuons de bâtir une économie forte. Nous allons livrer des résultats pour les familles, pour les travailleurs et pour les communautés partout au pays. Nous nous préparons et nous préparons le Canada de demain avec la même ambition que celle des générations qui l'ont bâti.

*Travaux des subsides**[Traduction]*

Nous savons que les temps sont durs. Les Canadiens nous l'ont dit. Les factures sont élevées, il est difficile de trouver un logement et l'épicerie coûte cher. Les Canadiens ont besoin de leadership en ce moment. Cela signifie que nous devons proposer des solutions et non des slogans. Cela signifie que nous devons servir les Canadiens. Nous devons adopter des projets de loi à la Chambre et ne pas nous contenter de dénigrer les Canadiens. C'est exactement ce que nous faisons de ce côté-ci de la Chambre.

Examinons les faits. Le Canada a le ratio de la dette nette par rapport au PIB le plus bas du G7. Toutes les grandes agences nous ont attribué une cote de crédit AAA. L'inflation se situe dans la fourchette cible depuis plus d'un an. Ce ne sont pas que de belles paroles, ce sont des mesures concrètes et des résultats concrets.

Je suis sûre que les conservateurs parleront de l'inflation, mais ce qu'ils oublient de dire aux Canadiens chaque fois qu'ils en parlent à la Chambre, c'est que l'inflation est un fléau qui sévit dans le monde entier depuis quelques années.

Nous avons de bonnes nouvelles. Le 4 novembre, le ministre des Finances et du Revenu national déposera un budget, un plan pour faire croître l'économie, pour stimuler la productivité et pour rétablir la prospérité à long terme. Il sera axé sur les éléments fondamentaux, c'est-à-dire le logement, les infrastructures et les compétences. Il établira des partenariats qui attireront des investissements privés dans toutes les régions du Canada.

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, nous remettons de l'argent dans les poches des Canadiens. Nous savons que la baisse d'impôt pour la classe moyenne aide 22 millions de Canadiens à garder dans leurs poches une plus grande partie de ce qu'ils gagnent. Pour une famille à deux revenus, cela représentera jusqu'à 840 \$ au prochain exercice. C'est une mesure d'aide réelle et non de beaux discours de politiciens.

Nous nous attaquons également de front à la crise du logement en lançant le programme Maisons Canada. Nous allons accélérer la construction de logements préfabriqués abordables sur les terres fédérales. Cela aidera les jeunes familles à accéder à la propriété, en plus de créer des emplois dans le domaine des métiers spécialisés. Ainsi, nous ouvrons la voie à une toute nouvelle génération de bâtisseurs canadiens. Quant à l'exonération de la TPS sur les maisons neuves pour les acheteurs d'une première propriété, elle aidera les familles à économiser jusqu'à 50 000 \$ et à faire de l'accès à la propriété une réalité pour de nombreux jeunes.

● (1740)

[Français]

Chaque maison qui sera construite, c'est un rêve qui se réalise, un emploi qui est créé et une communauté qui devient de plus en plus forte. C'est ça, bâtir le Canada.

[Traduction]

Notre plan est ancré dans la discipline financière et le réalisme économique. Nous dépensons moins et investissons plus intelligemment. Nous plafonnons la taille du gouvernement, réduisons les chevauchements et utilisons la technologie pour offrir de meilleurs services. Chaque dollar doit créer de la valeur. C'est ce qu'on appelle de la discipline financière délibérée.

Pendant ce temps, les conservateurs n'arrivent pas à choisir une voie. Une semaine, ils promettent des coupes partout; la semaine

suivante, ils disent qu'ils vont investir. Ils ont voté contre le régime de soins dentaires, l'assurance-médicaments, le logement abordable, les projets d'énergie propre ainsi que les familles et les enfants du pays, même dans leurs propres circonscriptions. Quand ils disent qu'ils sont du côté des travailleurs, mais qu'ils s'opposent à une réforme des pensions qui financerait de nouvelles industries ici même, au Canada, ils induisent les Canadiens en erreur. Ce n'est pas faire preuve de leadership. C'est faire de la politique pour faire de la politique. Les Canadiens voient la différence et ont arrêté leur choix en avril. C'est le moment pour les conservateurs de se montrer solidaires et d'appuyer le gouvernement afin de rebâtir la force économique du Canada à long terme.

Le budget de 2025 jettera les bases d'une nouvelle stratégie industrielle qui assurera notre avenir énergétique, qui rebâtira nos chaînes d'approvisionnement et qui attirera le genre d'investissements qui transformeront les débouchés locaux en croissance nationale. C'est ce que les conservateurs auront la possibilité de faire, et j'espère vraiment qu'ils saisiront l'occasion d'investir dans les Canadiens et d'appuyer le budget de 2025.

Nous allons de l'avant avec des solutions à court terme pour la construction à long terme, afin de passer de la dépendance à un seul marché à la résilience du commerce mondial et de l'incertitude à la croissance constante.

[Français]

Nous allons bâtir une économie qui travaille pour tout le monde, une économie fondée sur la discipline, sur l'innovation et la fierté canadienne. En effet, la vraie force du Canada, c'est son monde, une ambition et sa capacité à pouvoir produire des résultats.

[Traduction]

On parle de construire une nation forte, de bâtir l'avenir de nos jeunes et d'imaginer à quoi le Canada pourrait ressembler si nous investissons dans les enfants, les jeunes et les aînés, et si nous, le gouvernement et les partis de l'opposition unissons nos efforts. C'est pour faire exactement cela que les Canadiens nous ont envoyés ici lorsqu'ils ont voté le 28 avril, et nous devons être à la hauteur de la situation.

Pendant que les conservateurs tentent encore de faire les manchettes, le gouvernement continuera de se concentrer sur les résultats concrets. Nous continuerons de bâtir une économie qui est à l'œuvre pour tous les Canadiens et qui est propulsée par le talent, l'industrie et l'ambition des Canadiens. Nous bâtissons un Canada qui fonctionne pour la classe moyenne, la prochaine génération et toutes les régions du pays. C'est ça, le leadership.

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ne cessent de dire qu'ils vont bâtir un Canada fort et une économie forte. Ils ont eu 10 ans pour le faire, mais ils n'y sont pas arrivés. Au cours de la dernière décennie, la croissance du PIB par habitant du Canada a été la plus faible du G7. J'implore la députée d'en face de simplement reconnaître cette réalité économique et, ce faisant, de réfléchir à ce qui n'a pas fonctionné dans le plan des libéraux ces 10 dernières années et à ce qui est différent dans leur nouveau plan.

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mes observations, nous reconnaissons que les Canadiens subissent le contrecoup de l'inflation. J'ai reconnu que le coût du logement et des aliments a augmenté, mais cette hausse ne touche pas seulement le Canada.

Je sais que les conservateurs se plaisent à parler en mal du Canada. Aujourd'hui, à la période des questions, ils ont repris leur vieille cassette. Peut-être qu'une seule et même personne leur dicte leur message. Ils devraient peut-être changer de source, car on leur a donné des renseignements trompeurs pour induire les Canadiens en erreur et dire que l'économie canadienne se rétracte. C'est tout simplement faux.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, j'ai noté dans le discours de ma consœur le mot « discipline » et l'importance qu'elle disait d'être discipliné et rigoureux dans la gestion des finances publiques.

Je veux donc l'entendre sur le geste qui a été pris par son gouvernement, juste avant l'élection, d'annuler la taxe sur le carbone et de remettre dans les poches des Canadiens à l'extérieur du Québec et de la Colombie-Britannique près de 4 milliards de dollars, alors que la taxe sur le carbone n'avait pas été payée.

En quoi cela fait-il preuve de discipline et de rigueur?

• (1745)

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que la taxe sur le carbone n'est pas appliquée au Québec. Pour ceux qui l'ont payée, malheureusement, on a dû retourner cet argent et arrêter la taxe sur le carbone pour les Canadiens, parce que cette question a été polarisée par les conservateurs, comme ils le font aujourd'hui.

Ils ont commencé par la taxe sur le carbone. Tout ce qu'ils touchent, ils le polarisent. Maintenant, ils veulent polariser le Canada en lançant des slogans disant que le Canada ne fonctionne pas, alors que ce n'est pas la réalité.

J'espère que mon collègue d'en face va continuer à travailler avec nous pour être plus disciplinés, surtout dans le langage que nous utilisons pour communiquer avec les Canadiens.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de London-Ouest de son excellent discours.

En avril dernier, les Canadiens et les Canadiennes nous ont confié un mandat fort. Je crois que c'est parce qu'ils ont réalisé que notre parti était le seul à avoir un véritable plan pour défendre nos travailleurs, nos industries et notre économie.

Selon ma collègue, en quoi le budget qui sera présenté le 4 novembre prochain est-il une étape essentielle pour renforcer notre économie et en faire l'économie la plus performante des économies du G7?

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, j'apprécie énormément la question de mon collègue. Je tiens également à le féliciter pour tout le travail qu'il fait pour les francophones hors Québec. En tant que francophone hors Québec, j'apprécie énormément tout son travail sur ce front.

Comme je l'ai mentionné, le 4 novembre, nous aurons une très bonne nouvelle pour les Canadiens. Le ministre des Finances et du Revenu national présentera un budget générationnel, un budget discipliné qui visera à aider les Canadiens dans plusieurs secteurs, mais surtout le secteur de l'énergie et les secteurs touchés par les droits de douane. Ce sera un budget comme on n'en a pas vu depuis très longtemps.

Travaux des subsides

Je sais que mon collègue votera en faveur de ce budget, mais j'espère aussi qu'il mettra à profit son influence parlementaire pour convaincre nos collègues et ses amis de voter en faveur de ce budget.

[Traduction]

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, le collègue de la députée, le député de Whitby, s'est exprimé au sujet du budget de fonctionnement et il a dit que le gouvernement allait dépenser moins pour investir davantage.

La députée peut-elle dire à la Chambre et aux Canadiens quelles seront les compressions dans la fonction publique?

L'hon. Arielle Kayabaga: Monsieur le Président, nous croyons en notre secteur public. Comme nous l'avons dit, ce budget prévoit moins de dépenses ainsi que plus d'investissements au Canada et dans les Canadiens. Autrement dit, c'est une refonte en profondeur. Nous devons revoir notre fonctionnement, toutes nos activités. Je suis certaine que le secteur public procède à ce travail de révision en ce moment afin que nous ayons la capacité d'investir dans les Canadiens.

J'ose croire que la députée y serait favorable.

Michael Ma (Markham—Unionville, CPC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley.

C'est un honneur pour moi de représenter les habitants de Markham—Unionville.

Si on compare le capital à de l'eau, alors le Canada est un seau percé. Les investissements directs étrangers correspondent à l'écoulement de l'eau. L'eau qui coule dans le seau correspond à la totalité des entrées de capitaux en provenance du monde entier, alors que celle qui en sort correspond à la totalité des sorties de capitaux vers le reste du monde. Si on soustrait les entrées des sorties, on obtient les investissements directs étrangers nets, qui s'assimilent au niveau d'eau dans le seau.

De 2015 à 2024, sous le gouvernement libéral, le seau canadien a fui chaque année. Si on arrondit uniquement au milliard de dollars le plus près, voici quelques statistiques concernant les sorties nettes chaque année. Elles sont toutes négatives: 30 milliards de dollars en 2015, 44 milliards de dollars en 2016, 69 milliards de dollars en 2017, 26 milliards de dollars en 2018, 36 milliards de dollars en 2019, 24 milliards de dollars en 2020, 56 milliards de dollars en 2021, 50 milliards de dollars en 2022, 63 milliards de dollars en 2023 et 40 milliards de dollars en 2024. De 2015 à 2024, cela équivaut à un déficit de 437 milliards de dollars.

Peut-on vraiment parler d'un seau, ou s'agit-il plutôt d'un pipeline par lequel nos capitaux ont été injectés directement dans d'autres pays pendant une décennie de pertes libérales? Parlons de la cause de ces fuites. Lorsque les investissements étrangers directs sortant du Canada dépassent constamment ceux qui y entrent, c'est que les capitaux canadiens trouvent de meilleures possibilités à l'étranger que les capitaux étrangers n'en trouvent au Canada. Cela signifie que nous avons besoin, au Canada, d'un plus grand nombre de projets bénéficiant d'une réglementation simplifiée afin de pouvoir conserver les capitaux qui fuient le pays.

Travaux des subsides

Le marché intérieur du Canada est petit, puisque le pays compte seulement 40 millions de personnes dispersées sur un territoire qui n'est dépassé que par la Russie sur le plan de la superficie. Cela signifie déjà que nos entreprises ne peuvent pas compter entièrement sur la consommation intérieure. Les exportations sont la seule façon pour nous d'être concurrentiels à l'échelle internationale. La seule décision à laquelle pensent nos entreprises, c'est le choix entre construire au Canada et expédier leurs produits vers des marchés étrangers, ou établir leur production à l'échelle internationale pour la vendre à l'échelle internationale.

Nous avons besoin de structures d'incitatifs afin qu'il soit plus facile de lancer des projets d'envergure au Canada dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la fabrication. Ces projets donneraient à nos acteurs économiques des raisons de garder leur capital à l'intérieur de nos frontières. Les libéraux veulent toutefois faire en sorte qu'il soit difficile de construire au Canada. L'échec de multiples projets, comme Northern Gateway ou Énergie Est, a détruit notre réputation auprès des investisseurs.

Les libéraux veulent une tarification du carbone. Les libéraux veulent des exigences en matière de rapports sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance, et ce, pour tout. Les libéraux veulent des évaluations d'impact à n'en plus finir, et dressent obstacle après obstacle. Les libéraux ne veulent pas nous voir construire. Ils ne veulent pas que nous soyons industrialisés. Les libéraux veulent nous ramener à l'âge de pierre, où nous pourrions gambader dans les champs, en proie à la pauvreté.

Il suffit de lire les statistiques actuelles pour constater que les intentions libérales nous engagent sur la voie de la pauvreté. Depuis que le premier ministre a été assermenté en mars, 86 000 Canadiens ont perdu leur emploi, le Canada affiche le deuxième taux de chômage le plus élevé du G7 et l'inflation alimentaire est deux fois supérieure à l'objectif de la Banque du Canada.

Je suis tombé sur une définition intéressante de l'Occident: occidental, éduqué, industrialisé, riche et démocratique. Si nous supprimons notre industrialisation, nous perdons ce qui fait notre richesse et ce qui nous permet d'avoir l'éducation. En général, les universités apparaissent dans des villes qui ont d'abord connu un essor industriel et commercial. Il n'y a pas de véritable démocratie de masse sans une société de masse favorisée par la richesse industrielle.

● (1750)

Lorsque trop de capitaux quitteront le Canada en raison des politiques libérales hostiles à la croissance, le Canada restera-t-il un pays occidental? Les conservateurs veulent mettre fin à ces fuites de capitaux. La vision globale est très simple: conserver davantage de capitaux nationaux et attirer davantage de capitaux étrangers. Une autre façon d'envisager la situation est de la comparer à un seau qui déborde. Imaginons que notre seau ne fuit plus, mais qu'il est très petit. Ce petit seau ne pourrait pas contenir les 437 milliards de dollars qui ont fui au cours des 10 dernières années sous le gouvernement libéral. Construire un seau plus grand, capable de retenir les capitaux, suppose que nous puissions placer nos capitaux dans nos villes en vue de toucher le rendement escompté.

Comme je l'ai déjà mentionné, concentrons-nous sur l'énergie, les infrastructures et le secteur manufacturier. Si nous ne parvenons pas à créer un environnement politique propice à la mise en place de grands projets au Canada, ces projets seront réalisés à l'étranger. Avec ces projets, ce sont aussi les emplois qui auraient dû être créés pour les Canadiens qui partiront à l'étranger. Il n'y a pas d'autre

moyen de prendre des mesures concrètes dans le cadre du cycle parlementaire.

J'ai un autre point à soulever en ce qui concerne le secteur manufacturier, et je vais le faire au moyen d'une analogie. Toutes choses étant égales par ailleurs, voulons-nous vendre du raisin ou du vin? Au cours de son illustre histoire, le Canada a souvent été un vendeur de raisin. Cependant, si nous voulons conserver plus de capitaux à l'intérieur de nos frontières, nous devons faire plus de travail de transformation qui ajoute de la valeur et qui demande du capital de risque, ce qui exigerait d'accroître la production nationale. Du point de vue des politiques industrielles, cela signifie qu'il faudrait vendre nos matières premières en moins grandes quantités, investir dans des capacités de production accrues pour les ressources que nous avons en abondance et trouver des marchés finaux pour nos produits à valeur ajoutée, sinon cette stratégie d'exportation échouera.

Rappelons d'abord que, si nous ne faisons pas cela nous-mêmes à l'intérieur de nos frontières, alors nos capitaux seront investis dans des installations de production à l'intérieur des marchés auxquels nos produits sont destinés. Deuxièmement, notre marché d'environ 40 millions de personnes réparties sur un vaste territoire n'est pas suffisant pour tirer profit de notre réserve totale de capitaux. Enfin, une stratégie axée sur l'exportation et fondée sur des projets énergétiques, d'infrastructures et de fabrication pourrait être l'un des rares leviers à l'échelle fédérale qui permettrait de réserver nos flux de capitaux au cours d'un cycle parlementaire.

Sans la capacité à conserver notre capital grâce à des leviers politiques au niveau fédéral, nous risquons de devenir un pays de champs où l'on peut s'ébattre, en proie à la pauvreté dans un désert post-industriel que la « rust belt » ne connaît que trop bien. Peut-être en viendrons-nous alors à dépendre uniquement du tourisme dans notre société verte. Les députés peuvent-ils deviner d'où viendront ces touristes? Ils viendront de sociétés industrialisées qui produisent des citoyens riches, sans être freinées par la tarification du carbone, les évaluations d'impact et les exigences liées à l'information sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Chaque dollar qui quitte le pays se traduit par une baisse des salaires et des pertes d'emplois pour les travailleurs. Les conservateurs demandent aux libéraux d'arrêter de provoquer une baisse des investissements, des pertes d'emplois et une augmentation du coût de la vie.

● (1755)

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai noté certains commentaires intéressants du député au sujet du gouvernement qui voudrait renvoyer les Canadiens à l'âge de pierre pour qu'ils s'ébattent dans les champs. Je suis certaine que le député a entendu parler des projets d'intérêt national révolutionnaires du gouvernement, qui apporteront des milliards de dollars de capitaux et permettront de développer des industries novatrices.

Comment le député concilie-t-il ses commentaires saugrenus avec notre programme novateur de projets d'intérêt national?

Michael Ma: Monsieur le Président, ce que nous avons constaté dans les projets annoncés par le premier ministre, c'est qu'il s'agissait, dans tous les cas, de projets existants ou en cours de réalisation.

Quels progrès ont été réalisés depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement? Par rapport aux 10 dernières années, nous n'avons fait aucun progrès.

[Français]

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, il y a un aspect aujourd'hui que l'on a peu abordé. Dans ce contexte économique difficile, il y a des groupes extrêmement présents qui apportent une réflexion sur la manière de développer l'économie des régions. Hier avait lieu à Granby la Journée économique de l'Estrie. Les représentants des chambres de commerce de l'Estrie se sont réunis.

J'aurais bien aimé être de cette rencontre. Il y avait des conférences pour réfléchir à la façon de développer l'économie de la région. Pour ma part, j'étais ici à Ottawa, mais je salue ceux qui ont travaillé à l'organisation. Je sais qu'une de leurs demandes concerne la question des travailleurs étrangers temporaires essentiels pour l'économie des régions, et je suis sûre que cela a été discuté hier.

Qu'en pense mon collègue?

[Traduction]

Michael Ma: Monsieur le Président, comme nous l'avons vu, l'économie du Canada a été mise à mal par un grand nombre de travailleurs étrangers temporaires, ce qui a entraîné une hausse du chômage chez les jeunes et la disparition des emplois disponibles pour les jeunes et les autres citoyens. Le taux de chômage est élevé. Il faut protéger les Canadiens qui vivent au pays. Leur gagne-pain est tributaire de l'économie et du marché du travail au Canada.

• (1800)

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours, qui a mis en lumière certains enjeux macroéconomiques de l'économie canadienne.

Toute la journée, les libéraux ont répété que notre ratio dette-PIB est assez bon, mais il y a deux facteurs dont ils ne tiennent pas compte. Le premier, c'est la dette infranationale, afin que nous puissions vraiment comparer des pommes avec des pommes par rapport à d'autres pays. Le deuxième, c'est la capacité de l'économie à assurer le service de la dette. La meilleure mesure, c'est la productivité, qui accuse également un retard important par rapport à nos partenaires commerciaux.

J'aimerais que mon collègue nous dise ce qu'il en pense.

Michael Ma: Monsieur le Président, nous savons tous que le déficit fera grimper les coûts pour tous les Canadiens parce que, comme le député l'a mentionné, nous devons financer ces dettes. Elles ne sont ni bon marché ni gratuites. Autrement dit, une grande partie de l'argent que le gouvernement collecte auprès des contribuables devra être consacrée au service de ces dettes. Cela réduit les budgets disponibles pour des programmes comme les hôpitaux, l'éducation et, surtout, le développement économique. C'est d'autant plus fondamental que l'on s'attend à ce que ce nouveau budget soit encore pire que celui du dernier gouvernement libéral. Ce serait un signal d'alarme pour tous les Canadiens.

[Français]

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, mon honorable collègue croit-il que l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis et les changements plus larges dans l'ordre commercial international fondé sur les règles

Travaux des subsides

constituent une menace économique pour les entreprises et les travailleurs canadiens?

[Traduction]

Michael Ma: Monsieur le Président, nous croyons toujours que s'il y a des risques, il y a aussi des occasions à saisir. Il incombe au premier ministre de négocier et de transformer ces risques en possibilités pour les Canadiens.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre des communes au nom des gens formidables du Sud-Ouest et du Centre-Ouest de la Saskatchewan. Avant de commencer, j'aimerais souhaiter un joyeux anniversaire au député de Cariboo—Prince George, qui est un député remarquable. Il y a beaucoup de liens familiaux entre les habitants du Sud-Ouest de la Saskatchewan et ceux de son coin de la Colombie-Britannique. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui partent dans cette direction. Je lui souhaite un joyeux anniversaire. C'est un excellent député.

Avant d'entrer dans le vif de mon discours, il est très important, dès que l'on traite d'un sujet en lien avec l'état de l'économie au Canada, de signaler qu'à l'heure actuelle, la dette fédérale du Canada s'élève à 1 276 208 890 000 \$. En fait, les milliers viennent de passer à 891, 892 maintenant, 893 maintenant. Je ne peux même pas lire les centaines et le reste parce qu'ils augmentent beaucoup trop rapidement.

La part de la dette fédérale qui revient à chaque député et à chaque Canadien est de 30 457 \$. Chaque jour, sans la moindre nouvelle dépense de la part du gouvernement, la dette du Canada s'accroît de 109 863 013,70 \$. C'est ce qui se passe chaque jour sans que le gouvernement fasse quoi que ce soit. Imaginons alors quelle incidence les dépenses inflationnistes des libéraux auront sur ce nombre.

Tous les députés devraient porter attention à ces nombres. Ils comprendraient alors mieux la gravité de la situation, en particulier les ministériels. De ce côté-ci de la Chambre, nous surveillons ces nombres de près. Si le gouvernement y portait attention comme il le devrait, il commencerait enfin à comprendre pourquoi nous parlons autant de l'incidence négative que sa façon de gérer les finances a sur l'économie.

Je vais donner une petite leçon d'histoire aux gens. Je suis né et j'ai grandi en Saskatchewan. J'ai grandi sur une ferme près d'un petit village. À l'époque, l'économie des Prairies était fondée sur deux ou trois choses. La principale était la ligne de chemin de fer. Quand on regarde où se trouvent les différentes collectivités du Sud-Ouest et du Centre-Ouest de la Saskatchewan, on constate qu'elles sont généralement liées soit à la ligne de chemin de fer nationale actuelle, soit aux nombreuses lignes secondaires. Certaines lignes de chemin de fer n'existent plus et ont été enlevées, mais on peut encore voir les collectivités qui existaient autrefois le long de ces lignes. Malheureusement, certaines de ces collectivités ont disparu ou sont en train de disparaître à cause de l'état de l'économie.

Travaux des subsides

Si je raconte tout ça, c'est pour illustrer le fait qu'il y avait autrefois, dans les Prairies en particulier, des économies très distinctes et très circonscrites. Les données sur l'emploi indiquent que le Canada a perdu 86 000 emplois récemment, sous la direction du premier ministre. Il y avait beaucoup d'emplois dans ces petites économies locales. Dans à peu près tous les villages le long de la voie ferrée, l'agriculture était bien évidemment le moteur de l'économie locale, et dans ces économies locales cloisonnées, on trouvait des agriculteurs, un forgeron, parfois deux ou trois vendeurs d'équipement agricole et quelques concessionnaires de voitures et de camions. On trouvait aussi des écoles et des hôpitaux. Les gens accordaient une grande importance à l'économie locale, de sorte qu'il y avait toujours beaucoup d'emplois pour les habitants.

Aujourd'hui, nos collectivités rurales ont été décimées. Il suffit de consulter Google Maps, d'agrandir les images et de regarder les routes. C'est le cas pour de nombreux députés de la Saskatchewan, de l'Alberta et de partout au pays. Dans ma circonscription en particulier, il y a bien au-delà de 100 collectivités et il est vrai que plusieurs d'entre elles sont de petite taille, mais elles sont tout aussi importantes que n'importe quelle grande collectivité, comme la ville de Swift Current, et, à l'échelle nationale, certaines grandes villes comme Toronto, Vancouver et Montréal. Ces petites villes sont extrêmement importantes. Pourquoi? Tout d'abord, un emploi sur huit dans l'économie nationale provient du secteur agricole, et nous pouvons ventiler ce chiffre en fonction des divers segments du secteur agricole. L'industrie du canola, par exemple, a une plus grande incidence sur le PIB et l'économie canadienne que l'industrie automobile. Voilà à quel point le secteur agricole — même si on ne regarde que l'industrie du canola sans parler de l'ensemble du secteur agricole — est important pour l'économie des Prairies. Je tiens à ce que les gens le sachent d'entrée de jeu.

● (1805)

Cela nous ramène à certaines des politiques libérales actuelles qui alimentent la crise du coût de la vie et qui font fuir les emplois hors du Canada. Par exemple, il y a des mesures comme la taxe sur le carbone pour les industries, la nouvelle norme libérale sur les carburants — qui est une deuxième taxe sur le carbone — et le plafonnement des émissions. De plus, tout le monde connaît l'inefficace Loi sur l'évaluation d'impact et l'interdiction des pétroliers. Ce sont toutes des politiques largement préjudiciables pour le Canada rural, mais qui ont aussi des répercussions sur le Canada urbain parce que tout ce qui existe dans le Canada urbain provient d'abord et avant tout du Canada rural. Qu'il s'agisse de la nourriture, des matériaux de construction ou de l'énergie utilisée pour chauffer et climatiser les maisons, tout provient du Canada rural. Il est important que les députés le sachent et le comprennent.

Je ne pense pas que l'Ouest canadien, en particulier ma circonscription, se serait développé comme il l'a fait si les libéraux de l'époque avaient adopté le même genre de mesures que nous voyons aujourd'hui, qu'il s'agisse de la taxe sur le carbone pour les industries ou d'autres mesures comme celles que j'ai énumérées précédemment.

Je vais prendre un bref instant pour vous raconter une histoire. Avant la rentrée parlementaire, j'ai rencontré un couple d'ainés. Il s'agit d'un agriculteur de 90 ans, à la retraite, et de son épouse âgée de 80 ans qui a travaillé dans le secteur des services pendant la majeure partie de sa vie. On ne devinerait jamais leur âge en les regardant, car ils ont l'air d'avoir à peine 60 ans. C'est tout à fait remarquable. Ces gens ont travaillé fort toute leur vie pour être prospères

et jouir de leurs vieux jours. Malheureusement, ils sont rendus à un point dans leur vie où ils ne sont plus capables de décrocher un emploi. Personne ne les embauchera. Toutefois, lorsqu'une personne a 90 ou 80 ans, elle ne devrait pas avoir à se demander comment elle va faire pour décrocher un emploi afin de mettre du pain sur la table. Ce couple a un revenu fixe, mais il s'est retrouvé dans la situation peu enviable de devoir contracter un nouvel emprunt hypothécaire sur la maison simplement pour pouvoir se procurer les produits de première nécessité.

Quand je suis allé les voir, ils n'avaient pas utilisé leur système de climatisation de tout l'été. Dans leur maison où aucune lumière n'était allumée, ils m'ont dit qu'ils n'allaient pas utiliser le chauffage avant d'y être absolument obligés. Ils ne mangeaient pas de bœuf. Ils ne savaient même plus combien de temps s'était écoulé depuis la dernière fois où ils avaient acheté un rôti, des steaks ou d'autres produits similaires. Ils m'ont expliqué que leur alimentation était dangereuse, que leur régime alimentaire était médiocre. Cette situation a des conséquences néfastes sur leur santé, car, comme je l'ai déjà dit, ils ont respectivement 90 et 80 ans.

Elle fait tout ce qu'elle peut pour préparer des repas maison avec les ressources limitées dont elle dispose. Le coût des aliments a tellement augmenté qu'ils n'ont même plus les moyens de se payer un rôti. Elle a vraiment du mal à joindre les deux bouts. Lorsque j'étais là-bas, elle avait préparé des miches de pain parce que quelqu'un lui avait donné les ingrédients bruts requis pour moudre sa propre farine et faire du pain maison. C'est donc un aliment de base dans leur alimentation et il est fait à la maison, ce qui est positif. En même temps, lorsqu'ils vont à l'épicerie avec 100 \$ à dépenser pour eux deux, ils devraient repartir avec assez de nourriture pour passer une semaine et commencer une deuxième semaine sans problème, mais ce n'est pas le cas. Cela leur suffit à peine pour quelques jours. On ne va pas très loin avec leur budget.

Étant donné leur âge, ils doivent acheter des médicaments. Ils ont encore un véhicule, mais ils ne l'utilisent pas parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire le plein. Ils ne peuvent pas faire ce que la plupart des retraités font avec leurs petits-enfants. Ils ne peuvent pas, par exemple, les emmener en voyage, à la patinoire ou pour un souper. Il est difficile pour eux de faire ces activités parce que, franchement, ils n'en ont littéralement pas les moyens.

On parle d'un agriculteur qui a travaillé dur toute sa vie, un homme très fier. La dame travaillait dans le secteur des services à aider les gens, y compris les aînés, et auprès d'adultes handicapés, l'une des choses les plus nobles qu'une personne puisse faire. Aujourd'hui, les deux ont à peine les moyens de se nourrir.

C'est pourquoi nous sommes saisis de cette motion aujourd'hui: pour convaincre le gouvernement de se concentrer sur les Canadiens. Aujourd'hui, nous avons entendu le premier ministre parler d'un investissement de 1 billion de dollars aux États-Unis, s'il obtient le bon accord, et il dit qu'il s'agit de fonds privés. C'est là toute la question. Les entreprises privées devraient investir au Canada, et le premier ministre devrait avoir pour objectif d'attirer ces investissements au Canada afin de redresser l'économie et de créer des emplois pour que le coût de la vie ne nuise pas à des gens comme les membres de cette famille.

C'est gênant, et le gouvernement doit faire marche arrière. Il devrait adopter notre motion.

• (1810)

[Français]

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, à mon tour, je vais offrir mes souhaits à un de nos collègues. Il s'agit du député de Labrador. Je lui souhaite un bon anniversaire. C'est une belle place pour fêter son anniversaire. Nous sommes au moins deux en même temps.

J'en profite également pour souhaiter une bonne Action de grâces à tout le monde.

J'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. Ça me touche énormément de voir que ça devient difficile pour les aînés. On parlait d'un fermier qui a toujours été là. Heureusement, au moins ils ont accès à des soins dentaires maintenant. Ça les aide.

Voici ma question pour mon collègue. Croit-il que l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis et les changements plus larges à l'ordre commercial international fondé sur les règles constitue une menace économique pour les entreprises et les travailleurs du Canada?

[Traduction]

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que cette évolution des relations crée une situation d'urgence pour les travailleurs canadiens, car nous avons perdu 86 000 emplois récemment.

Encore une fois, le premier ministre se vantait ouvertement d'envoyer 1 billion de dollars aux États-Unis s'il obtenait l'accord auquel il s'attend. Cet investissement doit être fait au Canada. On ne nous dit pas s'il y aura la même chose au Canada. Nous avons besoin de ces investissements au Canada, pas aux États-Unis.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley a parlé des habitants de sa circonscription. La leader adjointe du gouvernement à la Chambre a expliqué la volonté de protéger le gouvernement libéral. Lorsque nous parlons de politiques inefficaces, nous parlons des politiques inefficaces des libéraux. Les libéraux ne représentent pas le Canada. Le député est-il du même avis?

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, oui, le député a tout à fait raison. Les libéraux ne représentent pas l'ensemble du Canada. Lorsque nous rapportons ces histoires, les libéraux doivent nous écouter et comprendre la souffrance que leurs mauvaises politiques causent à la population. Ils doivent avoir l'humilité de faire ce qui est juste.

• (1815)

[Français]

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Comme il est 18 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire à l'expédition des travaux des subsides.

Le vote porte sur la motion suivante.

[Traduction]

Puis-je me dispenser de lire celle-ci?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture de la motion.]

Le vice-président adjoint (John Nater): Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec

Motion d'ajournement

dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

David Bexte: Monsieur le Président, nous demandons un vote par appel nominal.

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au lundi 20 octobre, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 18 h 30 et passer au débat d'ajournement.

Le vice-président adjoint (John Nater): D'accord?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je voudrais revenir sur une question que j'ai posée pour la première fois le 17 juin dernier. Nous attendons toujours le dévoilement du budget, prévu pour bientôt. Tout de même, on nous a avisés que les dépenses militaires allaient augmenter considérablement.

Ma question visait à établir si nous étions conscients du fait que la sécurité géopolitique ne passe pas nécessairement par un armement massif, mais plutôt par la préparation à la paix, par la volonté de maintenir la paix dans les zones touchées par des conflits et, plus important encore, peut-être à long terme, par la volonté de lutter contre la crise climatique et d'augmenter nos dépenses humanitaires dans le monde.

Si j'ai soulevé cette question, et que je la soulève de nouveau ce soir, c'est bien sûr en raison de la réponse que j'ai reçue. Elle en dit long sur l'engagement du nouveau gouvernement en faveur du développement international. Si j'avais posé cette question avant les élections, un ministre chargé du développement international aurait pu y répondre, mais dans le nouveau Cabinet, il n'y a pas de ministre chargé du développement international. Il y a le député de Surrey-Centre, qui est secrétaire d'État au Développement international. C'est certes une responsabilité, mais il n'a pas le même poids au sein du Cabinet, car il n'y siège pas.

La réalité, c'est que le monde se trouve actuellement dans ce que le premier ministre appelle un moment charnière. Il traverse assurément une crise. L'ancien ordre établi que nous pensions pouvoir tenir pour acquis a certainement été bouleversé par les actions du président américain. Il est imprévisible et il se retire du multilatéralisme. Il se retire même d'accords commerciaux internationaux comme l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui a été conclu après la Seconde Guerre mondiale. Il s'est retiré de nombreuses organisations mondiales.

Motion d'ajournement

Non seulement ces mesures réduisent l'aide humanitaire, mais elles réorganisent aussi le monde d'une manière qui peut être très dangereuse, car, par exemple, lorsque les États-Unis se retirent d'organismes des Nations unies, la République populaire de Chine peut prendre leur place. Ce pays possède déjà une grande partie de l'Afrique. Quand on pense aux pays du Sud, on veut qu'ils soient influencés par des pays démocratiques qui tiennent aux droits de la personne et à la liberté d'expression. Il faut être conscients qu'on ne peut pas s'attendre à vivre dans un monde stable en privant d'instruction les femmes et les filles n peu partout dans le monde.

Les États-Unis se sont retirés de l'Organisation mondiale de la santé. Cela signifie clairement que le monde va voir des millions de personnes supplémentaires exposées au risque de tuberculose, de paludisme et de VIH-sida. Les États-Unis ont annulé l'ensemble de leur programme de développement international. Où en est le Canada? Pouvons-nous prendre le relais et combler ce vide?

J'ai mentionné que nous n'avons pas de ministre du Développement international à l'heure actuelle. C'est Lester B. Pearson qui, après avoir été premier ministre, a dirigé une agence des Nations unies et déclaré que nous allions consacrer 0,7 % de notre revenu national brut, ou RNB, à l'aide au développement international dans le monde entier. Cet objectif, connu sous le nom d'objectif de Pearson, a été largement dépassé par bon nombre de nos alliés européens, qui ont consacré plus de 1 % de leur RNB à l'aide au développement à l'étranger.

Où en est le Canada? À quel point sommes-nous près d'atteindre l'objectif de 0,7 %? Nous sommes à peu près à mi-chemin. Nous en sommes à 0,34 %. Nous accusons un retard dans le domaine de l'aide au développement international. Nous occupons la 15^e place, mais c'est un meilleur résultat que celui que nous obtenons en matière de dons et d'aide aux opérations de maintien de la paix.

• (1820)

Yasir Naqvi (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international et du secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre pour débattre et discuter de certaines questions importantes de notre époque.

Je suis très reconnaissant à la députée de Saanich—Gulf Islands, que je respecte énormément, d'avoir soulevé la question de l'engagement du Canada envers l'aide au développement international. Il s'agit d'un enjeu important qui concerne directement le rôle du Canada au sein de la communauté internationale.

Tout d'abord, je tiens à souligner que le gouvernement reconnaît que la paix s'obtient de multiples façons, grâce à un mélange de développement, de diplomatie et de défense. Nous savons que la pauvreté, les États défaillants et la fragilité des gouvernements constituent les causes profondes des conflits et du terrorisme.

L'aide canadienne au développement contribue à résoudre ces problèmes et constitue un élément essentiel pour promouvoir la sécurité mondiale et assurer la sécurité des Canadiens. Elle est un pilier fondamental de notre politique étrangère.

[Français]

Alors que la démocratie et les droits de la personne sont menacés dans le monde et alors que nos partenaires cherchent à bâtir des économies prospères en luttant contre les changements climatiques, notre gouvernement maintient son engagement en faveur de l'aide internationale.

Nous continuons de promouvoir le développement, de soutenir les populations vulnérables et de contribuer à la gouvernance démocratique. Ce sont des engagements critiques pour favoriser la paix et la prospérité.

[Traduction]

Par ailleurs, nous devons faire face à une conjoncture mondiale complexe et en pleine évolution qui commande une approche réfléchie et nuancée afin de mieux protéger le Canada. Atteindre l'objectif de l'OTAN en matière de dépenses en défense n'est pas seulement un engagement; c'est maintenant une nécessité. En cette période où les dynamiques mondiales changent, comme la députée l'a elle-même indiqué, et où nous devons faire face à de nouvelles menaces à notre souveraineté, nous devons agir sans tarder pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Il est essentiel de veiller à ce que le Canada soit prêt à défendre sa population, ses valeurs et sa souveraineté, et à protéger ses partenaires dans le monde entier. Cela ne va aucunement à l'encontre de nos engagements en matière d'aide au développement international et de réduction de la pauvreté. D'ailleurs, ces engagements contribuent de façon essentielle à la paix et à la prospérité, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. L'aide au développement international aide les pays partenaires à répondre aux menaces mondiales et à renforcer leur économie afin de bâtir un monde plus sûr et plus prospère pour tous.

L'aide publique au développement et nos dépenses en matière de défense ne sont pas mutuellement exclusives. Le gouvernement demeure à l'écoute des besoins dans le monde et continue d'investir dans des programmes qui s'attaquent aux causes profondes des conflits et de l'instabilité. Le monde a notamment besoin que nous fournissions de l'aide humanitaire, que nous défendions l'égalité des hommes et des femmes, que nous favorisions la saine gouvernance, que nous luttons contre les changements climatiques, que les populations puissent s'instruire, qu'elles soient en bonne santé et, bien sûr, que la croissance économique soit au rendez-vous.

Nous nous efforçons également d'assurer la transparence et la reddition de comptes dans le domaine de l'aide internationale, afin d'obtenir des résultats mesurables et optimisés. En accordant la priorité à l'efficacité et aux résultats mesurables, ainsi qu'aux priorités de nos partenaires, nous continuons à nous efforcer d'obtenir des résultats tangibles et durables dans les endroits où nous sommes à pied d'oeuvre.

Enfin, le gouvernement cherche activement à établir des partenariats et des mécanismes novateurs avec d'autres pays, des organisations internationales et le secteur privé afin de tirer le meilleur parti de nos ressources. La conjoncture exige l'adoption de ce genre d'approche multidimensionnelle, et c'est exactement ce que le Canada cherche à faire.

• (1825)

Elizabeth May: Monsieur le Président, on jugera l'arbre à ses fruits le 4 novembre. Le budget prévoira-t-il des augmentations substantielles de notre aide au développement à l'étranger? Il ne suffira pas de dire que nous maintenons le cap, car nous traînons de la patte depuis trop longtemps. Il ne suffit pas de dire que nous maintiendrons le cap en matière de maintien de la paix, car nous n'en avons pas fait assez depuis très longtemps, même si c'est Lester B. Pearson qui a instauré le maintien de la paix.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il transmettre le message au caucus et au premier ministre, à savoir que, en ce moment, le monde a plus que jamais besoin du Canada pour défendre les valeurs démocratiques, les droits de la personne, l'aide humanitaire et les contributions visant à créer un monde plus pacifique qui sera beaucoup plus en mesure de défendre notre sécurité, plutôt que de s'armer jusqu'aux dents?

Yasir Naqvi: Monsieur le Président, alors que d'autres pays font marche arrière, le gouvernement demeure résolu à favoriser le développement international. Nous choisissons délibérément où et comment nous investissons en nous concentrant sur la sécurité et les partenariats économiques qui font progresser les intérêts mutuels, qui procurent des avantages aux partenaires et aux Canadiens et qui assurent la prospérité de tous les habitants de la planète. Nous comprenons que la pauvreté, les inégalités et l'instabilité engendrent la violence et que l'aide au développement du Canada est un investissement dans la stabilité mondiale ainsi que dans la sécurité et la prospérité des Canadiens.

Alors que nous renforçons nos capacités de défense, nous demeurons résolus dans notre engagement à l'égard de l'aide internationale. Je ne manquerai pas de transmettre au caucus le message de la députée.

L'EMPLOI

Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Monsieur le Président, partout au Canada, les travailleurs et leur famille tirent le diable par la queue. La moitié des Canadiens vivent d'un chèque de paie à l'autre. Le coût des produits de première nécessité augmente et notre économie est au bord de la récession. Le chômage est à son plus haut niveau depuis une décennie, et ce sont les jeunes qui sont les plus durement touchés. En effet, un jeune sur six est sans emploi, et beaucoup d'autres sont sous-employés.

Parallèlement, la guerre commerciale de Donald Trump continue de nuire aux travailleurs canadiens et de miner notre stabilité économique. Au lieu de proposer de vraies solutions, le gouvernement libéral prévoit un budget d'austérité. Les libéraux veulent réduire les services sur lesquels les Canadiens comptent et les bons emplois qui vont avec, tout cela pour atteindre une cible arbitraire de 15 % qui fait passer l'idéologie néolibérale avant le gros bon sens. Ils veulent augmenter considérablement les dépenses militaires pour des projets comme le dôme d'or de Donald Trump et étendre l'infrastructure des combustibles fossiles aux États-Unis au lieu d'investir dans les secteurs productifs et durables dont le Canada a besoin pour connaître un avenir prospère.

Nous pensons que c'est la mauvaise approche. Les néo-démocrates croient que le moment est venu d'investir dans nos collectivités, nos entreprises, notre main-d'œuvre et nos infrastructures. Nous croyons que les Canadiens ont besoin de mesures audacieuses qui renforceront notre économie, créeront de bons emplois, feront construire des logements abordables et amélioreront notre système de santé public. Cela signifie qu'il faut soutenir la technologie et la recherche, tirer plus de valeur de nos ressources brutes, développer des industries durables et construire des infrastructures qui améliorent la vie des gens, avec de la main-d'œuvre canadienne, des matériaux canadiens et des entreprises canadiennes.

Le Canada accuse un déficit de près de 300 milliards de dollars en matière d'infrastructures. Ce ne sont pas les excellents projets qui manquent, des projets qui, nous en convenons tous, sont indispensables, comme des réseaux électriques modernes et propres, des réseaux de transport en commun efficaces, des centres de santé

communautaires et des centres de soins de longue durée de qualité. Unissons-nous et réalisons ces projets d'intérêt national.

Nous sommes cruellement conscients de la grave crise du logement qui sévit au Canada. Les loyers ont plus que doublé depuis 2015. Il est devenu impossible pour beaucoup trop de Canadiens d'accéder à la propriété. Cette crise est l'apothéose de décennies d'échecs politiques. Il est clair que le marché privé ne peut pas répondre adéquatement aux besoins des personnes à revenu faible ou moyen. Pourtant, 3,5 % seulement du parc de logements du Canada est hors marché, ce qui est bien en dessous de la moyenne de 7 % de l'OCDE.

Chaque Canadien a besoin d'un logement sûr et abordable pour bien fonctionner dans notre société. Les néo-démocrates croient que le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer pour que tout le monde ait un chez-soi décent. C'est pourquoi le gouvernement doit prendre l'initiative et augmenter considérablement la construction de logements hors marché de tous types, notamment des coopératives d'habitation, des logements pour étudiants, des logements pour personnes âgées et des logements supervisés. Il faut commencer maintenant, dans le prochain budget.

Les Canadiens sont également bien conscients du fait que le système public de santé du pays est soumis à de fortes pressions. Des millions de personnes n'ont pas de médecin de famille, les délais d'attente s'allongent et les professionnels de la santé sont épuisés. Le système public de santé est plus qu'un simple service. C'est un projet d'intérêt national. Il est au cœur de notre identité nationale, car il reflète notre engagement commun à prendre soin les uns des autres.

Plus qu'un impératif moral, c'est aussi un impératif économique. Pour qu'une économie soit saine, il faut des travailleurs en bonne santé. Il est temps de renforcer et d'étendre le système public de santé, et non de se contenter du statu quo. Il faut améliorer l'accès aux soins, créer un régime public d'assurance-médicaments universel et soutenir le régime canadien de soins dentaires.

Les libéraux présenteront-ils un budget qui investit dans les gens, ou choisiront-ils plutôt l'austérité, les compressions de services et les pertes d'emplois?

• (1830)

[Français]

Leslie Church (secrétaire parlementaire des secrétaires d'État pour le Travail, pour l'Enfance et la Jeunesse, et pour les Aînés, et de la ministre de l'Emploi et des Familles (Personnes en situation de handicap), Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Vancouver Kingsway de sa question ainsi que de l'intérêt constant qu'il porte aux jeunes Canadiens et aux défis auxquels ils sont confrontés pour trouver un emploi.

[Traduction]

Je tiens à assurer au député et à tous mes collègues que nous partageons ses préoccupations, et je tiens à souligner le plan que nous avons élaboré et l'éventail de programmes que nous avons mis sur pied en vue de former une main-d'œuvre qualifiée pour l'avenir.

[Français]

C'est pourquoi nous travaillons d'arrache-pied avec les employeurs, les fournisseurs de services et les syndicats afin que nos jeunes possèdent les compétences requises et jouissent des perspectives d'emploi qui leur permettront d'intégrer le marché du travail.

*Motion d'ajournement**[Traduction]*

De nombreux Canadiens partagent les priorités dont le député d'en face a parlé, à savoir investir dans les collectivités et les infrastructures, investir dans les gens et dans la main-d'œuvre, et certainement investir dans les soins de santé publics et leur protection.

J'aimerais revenir à la question de l'emploi parmi les jeunes et parler un peu de certains programmes que nous avons mis sur pied pour former la main-d'œuvre. Alors que le gouvernement s'apprête à injecter des sommes dans de grands projets et dans des programmes comme Maisons Canada, qui nous permettra de financer le logement abordable à une échelle jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale, la constante est que nous aurons besoin des gens et des talents pour nous aider à atteindre ces objectifs, à réaliser les projets et à construire les logements dont nous avons besoin.

Cette approche passe avant tout par les jeunes. Elle commence par l'éducation et la formation. Elle commence par des programmes comme Emplois d'été Canada, qui a fait ses preuves. Depuis 2019, ce programme a fourni des emplois d'été à plus d'un demi-million de jeunes. L'an dernier, un audit du programme Emplois d'été Canada mené par la vérificatrice générale du Canada a révélé que les participants au programme ont de meilleurs revenus à long terme que les non-participants. Le gouvernement a créé 6 000 emplois supplémentaires l'été dernier, et 70 000 emplois d'été sont déjà prévus pour cette année.

Cela dit, nous allons plus loin que cela. Nous favorisons la création de 160 000 emplois pour les jeunes et les étudiants par l'intermédiaire de la Stratégie emploi et compétences jeunesse, qui comprend des programmes tels qu'Emplois d'été Canada, le Programme de stages pratiques pour étudiants, le Programme de soutien à l'apprentissage des étudiants et Service jeunesse Canada. Cette année, en collaboration avec 12 ministères et organismes, la stratégie a offert un soutien à l'emploi et des occasions de perfectionnement des compétences à plus de 20 000 jeunes. Ces interventions fonctionnent. On estime que 73 % des jeunes Canadiens ont un emploi ou reprennent les études au sortir d'un programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse.

Le député a parlé des travailleurs des métiers spécialisés. À l'heure actuelle, au Canada, plus de 1 million de travailleurs des métiers spécialisés devraient prendre leur retraite d'ici 2031. Cela représente un énorme défi pour lequel nous devons trouver des solutions dans l'immédiat ainsi qu'à long terme. Nous aurons besoin de dizaines de milliers de travailleurs des métiers spécialisés pour bâtir le pays, remédier à la crise du logement et réaliser les grands projets que nous envisageons. Voilà pourquoi le gouvernement du Canada fournit chaque année près de 1 milliard de dollars pour soutenir les apprentis dans les métiers spécialisés.

J'ai visité ces centres de formation. Je me suis entretenue avec les responsables de programmes de formation dans les métiers spécialisés et avec des représentants du Forum canadien sur l'apprentissage. Chaque dollar que nous consacrons à l'apprentissage des métiers spécialisés génère 1,83 \$ de retombées économiques. Ces programmes et services sont importants. Grâce à eux et à la Stratégie canadienne de formation en apprentissage, qui offre un soutien financier aux apprentis afin d'encourager leur accréditation dans les métiers spécialisés, nous pouvons contribuer à constituer la main-d'œuvre dont nous aurons besoin à l'avenir.

Nous rendons également les études postsecondaires plus abordables pour ceux qui n'en ont pas les moyens. Pour ce faire, nous

prolongeons l'augmentation des bourses et des prêts aux étudiants par l'entremise...

● (1835)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Vancouver Kingsway a la parole.

Don Davies: Monsieur le Président, les jeunes Canadiens n'ont pas besoin d'un emploi d'été, ils ont besoin d'un emploi permanent. Les crises qui se chevauchent actuellement au Canada ne sont pas des problèmes isolés, mais bien le symptôme d'une approche qui laisse tomber les travailleurs.

Maintenant, le gouvernement libéral menace d'aggraver la situation avec un budget d'austérité, ce qui signifie des compressions dans les services publics sur lesquels les gens comptent, ainsi que moins de bons emplois et de soutien pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Les néo-démocrates n'appuieront pas un budget d'austérité en cette période d'incertitude économique croissante, de prix exorbitants et de hausse du chômage. Nous avons besoin d'un budget fédéral qui investit dans les gens en créant de bons emplois permettant de subvenir aux besoins d'une famille, en construisant des millions de logements abordables hors marché et en renforçant le système de santé public.

La députée et les libéraux collaboreront-ils avec les néo-démocrates pour investir dans les Canadiens ou s'inspireront-ils du manuel des conservateurs en présentant un budget d'austérité qui aggrave l'insécurité économique?

Leslie Church: Monsieur le Président, nous allons présenter un budget qui investit dans le Canada. Ce sera un budget générationnel, un budget transformationnel.

Bon nombre des priorités qui ressortiront sont des priorités dont nous avons déjà parlé à la Chambre. Nous construirons des milliers de nouveaux logements abordables pour les Canadiens. Nous réaliserons de grands projets qui créeront des dizaines de milliers d'emplois pour les Canadiens. Nous faisons des investissements générationnels dans les gens.

J'exhorte le député d'en face à se joindre à nous pour appuyer le budget lorsqu'il sera présenté à la Chambre le 4 novembre.

L'EMPLOI

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, demain, nous verrons les plus récentes données de Statistique Canada concernant l'emploi. Il est important de souligner l'ampleur du défi auquel sont confrontés les gens de tous âges, mais surtout les jeunes. Le taux de chômage a grimpé à 7,1 %. Il ne cesse d'augmenter depuis des années, depuis la fin de la pandémie de COVID. Le taux de chômage chez les jeunes a atteint 14,5 %, ce qui est déjà comparable aux taux enregistrés pendant une récession. Au cours du dernier mois seulement, le nombre de demandes d'assurance-emploi présentées par des femmes en âge de travailler a augmenté de 12 %. Selon les derniers chiffres de Statistique Canada, si on inclut les travailleurs autonomes, il y a eu plus de 100 000 pertes d'emplois.

Il est important de regarder la réalité en face et de dire que l'approche du gouvernement est un échec lamentable en matière d'emploi. Au cours de cet échange, on va entendre encore une fois le gouvernement se féliciter pour divers programmes. Cependant, nous avons besoin de voir des changements aux politiques qui changent réellement les résultats. Les intentions des politiciens importent peu aux Canadiens; ce qui compte pour les Canadiens, c'est d'avoir un emploi. Les emplois pour les jeunes sont d'une importance capitale, car c'est ainsi qu'ils s'engagent sur la voie d'une carrière pour l'avenir. Si les jeunes ratent ces premières étapes cruciales en raison d'une mauvaise économie qui leur nuit, les répercussions se feront sentir tout au long de leur vie.

Le premier ministre libéral a promis de changer l'approche adoptée par son prédécesseur libéral. Malheureusement, ce que nous avons vu, ce sont les mêmes mauvaises politiques et la même trajectoire en ce qui concerne le chômage. La seule chose qui a changé, c'est que la situation a continué de se détériorer.

Ce soir et demain, alors que nous examinerons les nouvelles statistiques sur l'emploi, les libéraux nous expliqueront leur intention de remanier les programmes de subventions. La secrétaire parlementaire nous en a déjà parlé ce soir. Elle a évoqué la promesse des libéraux de créer 6 000 nouveaux emplois d'été. Toutefois, près de 20 % des étudiants qui reprennent leurs études n'ont pas travaillé cet été. Notre pays compte plus de 2 millions d'étudiants de niveau postsecondaire, et 20 % d'entre eux ont eu de la difficulté à trouver un emploi cet été.

Le gouvernement a déclaré qu'il allait subventionner 6 000 postes supplémentaires d'une durée de 8 semaines. La durée moyenne du programme d'emplois d'été est de huit semaines, ce qui, soit dit en passant, n'a aucun sens. Les employeurs cherchent généralement à employer des travailleurs pendant toute la période estivale, mais le gouvernement raccourcit la durée de ces emplois pour des raisons politiques. Il veut montrer combien d'emplois il a créés. Il investit la même somme d'argent pour créer des emplois de plus courte durée, alors qu'il serait beaucoup plus logique de créer des emplois à plus long terme.

Fondamentalement, nous n'allons pas régler les problèmes créés par une mauvaise politique économique, une mauvaise politique d'immigration et une politique de formation malavisée en subventionnant quelques milliers d'emplois de plus pendant huit semaines. Nous allons résoudre le problème en libérant le potentiel de l'économie, en corrigeant le système d'immigration et en comblant les lacunes en matière de formation qui sont devenues si problématiques. Nous avons besoin d'un changement de politique radical pour remédier à la crise de l'emploi que les politiques libérales des 10 dernières années ont causée. Les libéraux n'ont pas tenu leurs promesses en matière de changement. Après six mois, ils continuent sur la même voie. Plus de 100 000 emplois ont été perdus au cours du dernier mois.

Quand les libéraux vont-ils faire marche arrière pour que les jeunes puissent retrouver du travail?

• (1840)

Leslie Church (secrétaire parlementaire des secrétaires d'État pour le Travail, pour l'Enfance et la Jeunesse, et pour les Aînés, et de la ministre de l'Emploi et des Familles (Personnes en situation de handicap), Lib.): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute qu'il est essentiel que tous les Canadiens aient un emploi stable, surtout en cette période inhabituelle où l'économie canadienne est menacée et où de nombreuses personnes s'inquiètent

Motion d'ajournement

de leurs perspectives d'emploi. C'est pourquoi le gouvernement s'est engagé à préparer la main-d'œuvre. Nous veillons à ce que les travailleurs de tous âges aient accès à des possibilités de formation, de recyclage et de perfectionnement.

Nous avons besoin de plus de travailleurs dans les métiers spécialisés. C'est pourquoi nous investissons près de 1 milliard de dollars par année dans les mesures de soutien pour les apprentis du programme du Sceau rouge. Les métiers de la construction et les métiers de technicien en service automobile, de monteur de lignes électriques, de mécanicien-monteur, d'horticulteur et de mécanicien de camions et de véhicules de transport sont tous essentiels à la prospérité future du Canada. Nous encourageons donc activement les jeunes à envisager de faire carrière dans des métiers spécialisés, ce qui sera positif pour eux et pour le pays.

Je dirai qu'après avoir parcouru l'Ontario et écouté les organisations de travailleurs spécialisés cet été, un message commun est ressorti: il est impératif de disposer de services de garde d'enfants sur les lieux de travail et d'aider les gens à suivre une formation. Si le fait d'avoir une main-d'œuvre dynamique est si important pour le député d'en face, je l'invite à exhorter son parti à nous soutenir dans la mise en place des fondements d'une économie forte. L'un de ces fondements est la garde d'enfants pour les parents qui travaillent et qui souhaitent occuper un emploi dans un métier spécialisé. Cela vient des personnes qui travaillent dans les métiers spécialisés, de celles qui suivent une formation pour ces métiers et des employeurs qui les embauchent.

Le 6 juin, le ministre responsable du Commerce Canada-États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne a présenté un projet de loi visant à unifier l'économie canadienne. Le projet de loi C-5, Loi sur l'unité de l'économie canadienne, prévoit le leadership nécessaire pour renforcer l'autonomie, la résilience et la sécurité du Canada grâce à l'intégration économique. La construction d'un Canada plus fort, plus connecté et plus compétitif stimulera la croissance des entreprises et nous mettra sur la voie de la création d'emplois partout au pays.

En outre, le projet de loi élimine les obstacles fédéraux à la mobilité de la main-d'œuvre, qui est d'une importance vitale pour les provinces et les territoires, ainsi que les permis et les processus de certification qui constituent actuellement des obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre d'une province à l'autre. Nous devons nous efforcer d'éliminer ces obstacles à la mobilité des travailleurs. Ainsi, un travailleur autorisé à travailler dans une région du pays doit pouvoir être rapidement et facilement en mesure de travailler dans une autre région. Les travailleurs qualifiés pourront alors faire leur travail plus facilement partout au Canada.

Comme l'a dit le premier ministre, notre objectif est « de bâtir en grand, de bâtir avec audace et de bâtir dès maintenant ». Il y a un consensus quant à cette approche. Il est temps de se concentrer sur ce que nous pouvons faire au Canada pour renforcer notre économie et créer des emplois ici, chez nous.

Garnett Genuis: Monsieur le Président, il se trouve que j'appuie certaines des propositions dont la secrétaire parlementaire a parlé. Le principal problème, c'est que les libéraux ne les mettent pas en œuvre. C'est notre parti qui a proposé d'augmenter considérablement les investissements dans les métiers spécialisés grâce à la formation en milieu syndical. Le gouvernement a constamment échoué dans ce dossier au cours des 10 dernières années.

Motion d'ajournement

Voici quelques statistiques pour les députés. Le taux de chômage chez les jeunes est de 14,5 %. Demain, nous aurons de nouveaux chiffres sur l'évolution de la situation au cours du dernier mois. Cela représente plus de 400 000 jeunes sans emploi.

Nous n'allons pas régler ce problème à coup de subventions. Ce que nous devons faire, c'est nous attaquer aux problèmes qui touchent la création de richesse. Ce que nous avons entendu au comité des ressources humaines, c'est que les politiques libérales bloquent notre secteur de l'énergie et rendent l'investissement au Canada beaucoup plus difficile. Il y a des lourdeurs administratives, des taxes et des lacunes dans les politiques d'immigration. Ces choses freinent notre économie. Nous devons corriger les lacunes dans nos politiques afin de stimuler l'emploi chez les jeunes.

Leslie Church: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes occupés à faire avancer les choses. Le député d'en face peut prétendre qu'il appuie tout ou rien. Cependant, quand vient le temps de passer à l'action, c'est le gouvernement qui a la responsabilité de présenter des mesures législatives et de répondre aux besoins des Canadiens. C'est exactement ce que nous faisons.

Nous allons édifier la nation et nous avons mis sur pied le Bureau des grands projets pour y arriver. Nous travaillons avec les

provinces, les territoires et les communautés autochtones pour lancer les travaux et voir des progrès. Nous avons créé le programme Maisons Canada pour construire des dizaines de milliers de logements abordables d'un bout à l'autre du pays. Ces deux mesures créeront des emplois syndiqués, bien rémunérés et qui ouvrent la voie à une longue carrière, y compris pour les jeunes.

Nous assurons notre avenir au sein d'une économie mondiale. Nous bâtissons une économie canadienne unifiée en éliminant les obstacles au commerce interprovincial. Parallèlement, nous offrons des mesures de soutien supplémentaires pour les travailleurs et les familles en cette période indéniablement difficile.

Nous avons un plan pour bâtir un Canada fort. Nous allons présenter un budget en novembre. J'invite le député d'en face et son parti à voter en sa faveur.

● (1845)

Le vice-président adjoint (John Nater): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 45.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 9 octobre 2025

AFFAIRES COURANTES

Les comités de la Chambre

Procédure et affaires de la Chambre

Bittle	2571
Motion d'adoption	2571
Adoption de la motion	2571

Citoyenneté et Immigration

Dzerowicz	2571
-----------------	------

Comptes publics

Williamson	2571
------------------	------

Pétitions

L'agriculture

Johns	2571
-------------	------

Les affaires autochtones

Schmale	2571
---------------	------

L'agriculture

Perron	2572
--------------	------

Questions au Feuilleton

Lamoureux	2572
-----------------	------

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Le coût des déficits

Lantsman	2572
Motion	2572
Desrochers	2574
Champoux	2574
Kelly	2574
Kelly	2574
Gerretsen	2576
Brunelle-Duceppe	2576
Epp	2576
Johns	2576
Lamoureux	2577
Ross	2578
Champoux	2578
Gerretsen	2579
Blois	2579
Falk (Provencher)	2581
Brunelle-Duceppe	2581
Gerretsen	2582
Brunelle-Duceppe	2582
Lamoureux	2583
Viersen	2584
Larouche	2584
Leitão	2584
Perron	2585
Wagantall	2585
Blois	2586
Johns	2586

Chambers	2586
Leitão	2587
Brunelle-Duceppe	2588
Davies (Niagara-Sud)	2588
Johns	2588
Kram	2588
Lamoureux	2589
Viersen	2589
Leitão	2590
O'Rourke	2590
Champoux	2591
Viersen	2592
Gerretsen	2592
Perron	2592
Kelly	2594
Joseph	2594
Champoux	2594
Leitão	2594
Poilievre	2594
Lamoureux	2596
Champoux	2596
Guglielmin	2596
Cobena	2597
Blois	2598
Brunelle-Duceppe	2598
Roberts	2598
Noormohamed	2598
Wagantall	2600
Champoux	2600
Blois	2601
Desrochers	2601
Genuis	2602
Champoux	2603
Deschênes-Thériault	2603
McCauley	2603
Blois	2605
Champoux	2605
Gill (Windsor-Ouest)	2605
Lobb	2605

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Une figure de proue en médecine vétérinaire

Dhaliwal	2607
----------------	------

Les Canucks de Calgary

McKenzie	2607
----------------	------

Les droits de la personne en Iran

Sgro	2607
------------	------

Les soins de santé numériques

Jeneroux	2607
----------------	------

La Journée internationale de la fille

Ntumba	2607
--------------	------

Nigel Wright	
Williamson	2608
La navette autonome à Kanata	
Sudds	2608
La sécurité publique	
Davies (Niagara-Sud)	2608
La Journée mondiale de l'œuf	
Perron	2608
Une athlète exceptionnelle de Port Moody—Coquitlam	
Royer	2608
La Journée mondiale de la santé mentale	
Doherty	2609
Les producteurs d'œufs du Canada	
Klassen	2609
Le Parti libéral du Canada	
Tolmie	2609
L'organisme Global Dignity	
Mingarelli	2609
Les Blue Jays de Toronto	
Brassard	2610
Hommage à un père	
Villeneuve	2610

QUESTIONS ORALES

Le commerce international	
Poilievre	2610
Carney	2610
Poilievre	2610
Carney	2610
Poilievre	2610
Carney	2611
Poilievre	2611
Carney	2611
Poilievre	2611
Carney	2611
Les ressources naturelles	
Poilievre	2611
Carney	2611
Le commerce international	
Blanchet	2611
Carney	2611
Blanchet	2611
Carney	2612
Blanchet	2612
Carney	2612
L'emploi	
Barrett	2612
Anand	2612
Barrett	2612
Anand	2612
Thomas	2612
MacKinnon	2612
Thomas	2612

MacKinnon	2613
Patzer	2613
Leitão	2613
L'économie	
Paul-Hus	2613
Leitão	2613
Paul-Hus	2613
Leitão	2613
La justice	
Fortin	2613
Fraser	2613
Fortin	2613
Guilbeault	2614
L'industrie forestière	
Ross	2614
Hogan	2614
Ross	2614
Hogan	2614
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk)	2614
Hajdu	2614
Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt)	2614
Hajdu	2615
Albas	2615
Hogan	2615
Les affaires étrangères	
Sodhi	2615
Anand	2615
L'industrie automobile	
Kirkland	2615
Naqvi	2615
Kirkland	2615
Naqvi	2616
Baldinelli	2616
Anand	2616
Baldinelli	2616
Anand	2616
Lewis (Essex)	2616
Hajdu	2616
Gill (Windsor-Ouest)	2616
MacKinnon	2617
Davidson	2617
MacKinnon	2617
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Rempel Garner	2617
Diab	2617
Rempel Garner	2617
Diab	2617
Joseph	2617
Diab	2617
L'industrie forestière	
Martel	2617
Leitão	2617
Martel	2618
Leitão	2618
L'industrie automobile	
Cody	2618
MacKinnon	2618

La sécurité frontalière	
Malette (Bay of Quinte)	2618
Anandasangaree	2618
Les langues officielles	
Gourde	2618
Guilbeault	2618
Le travail	
Gazan	2619
Hajdu	2619
Le commerce international	
Davies (Vancouver Kingsway)	2619
Anand	2619
Les travaux de la Chambre	
Scheer	2619
MacKinnon	2619

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition

Motion	2620
Lobb	2620
Lamoureux	2620
Van Popta	2621
Sari	2621
Strauss	2623
Bonin	2623
Deschênes-Thériault	2623
Viersen	2623
Deschênes-Thériault	2624
Deltell	2625
Larouche	2625
Iacono	2626
Strauss	2626
Thomas	2626
Gerretsen	2627
Deschênes	2628
Steinley	2628
Deschênes-Thériault	2628
Brassard	2628
Danko	2630
Larouche	2630
Steinley	2630
Gerretsen	2631
Steinley	2632
Deschênes	2632

Tesser Derksen	2632
Wagantall	2632
Turnbull	2633
Tochor	2634
Larouche	2634
Kayabaga	2635
Duncan	2635
Kayabaga	2636
Deschênes	2637
Roberts	2637
Morin	2637
Fanjoy	2639
Larouche	2639
Ross	2639
Deschênes-Thériault	2639
Nathan	2639
May	2640
Wagantall	2641
Bonin	2641
Danko	2641
Kayabaga	2641
Strauss	2642
Deschênes	2643
Deschênes-Thériault	2643
Wagantall	2643
Ma	2643
Tesser Derksen	2644
Larouche	2645
Van Popta	2645
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	2645
Patzer	2645
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	2647
Steinley	2647
Report du vote sur la motion	2647

MOTION D'AJOURNEMENT

Le développement international

May	2647
Naqvi	2648

L'emploi

Davies (Vancouver Kingsway)	2649
Church	2649

L'emploi

Genuis	2650
Church	2651

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>